

# Ministère de la Justice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017



## Renseignements particuliers de l'opposition officielle

Justice  
Québec 

Avril 2016  
Document préparé par  
le Service du budget

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	INDIQUEZ LA SOMME DÉPENSÉE EN 2015-2016 (ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION. PRÉCISEZ S’IL S’AGIT D’ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	1
P.2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L’ANNÉE 2015-2016, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	4
P.3	POUR 2015-2016, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L’ENTENTE RENOUELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	13
P.4	POUR 2015-2016, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT : A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES; B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES; C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT; D. LES RÉSULTATS OBTENUS.	16
P.5	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	17
P.6	POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS INDIQUER : A. LA DATE DES RÉNOVATIONS; B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS; C. LES COÛTS DES RÉNOVATIONS; D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	22
P.7	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS ACTIFS EN 2015-2016, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D’AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2015-2016; E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	27
P.8	NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2015-2016. INDIQUER POUR CHACUNE : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L’ORDRE DU JOUR; E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUELÉE); F. LES RENCONTRES INSCRITES À L’AGENDA POUR 2015-2016.	60

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.9	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT L'ASSURANCE JURIDIQUE : UNE SOLUTION POUR L'ACCÈS À LA JUSTICE. ACTIONS PRÉVUES EN 2016-2017. FOURNIR COPIE DE TOUT DOCUMENT ET DE TOUTE ÉTUDE D'IMPACT QUANT À LA RÉFLEXION MENÉE SUR LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.	61
P.10	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE RÉFORME DE LA TARIFICATION JUDICIAIRE AU QUÉBEC, NOTAMMENT AU PLAN DE LA FISCALITÉ. PRÉCISER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2016-2017.	62
P.11	CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2015-2016 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	63
P.12	CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALE ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2015-2016 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	64
P.13	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2015-2016 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	65
P.14	CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2015-2016 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	66
P.15	CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2015-2016 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	67
P.16	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L'ÉTRANGER (COMMISSION ROGATOIRE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE, PERCEPTION ET VERSEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC, ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS, SIGNIFICATION ET NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2015-2016 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	68
P.17	CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2015-2016 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	69
P.18	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2016, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDIQUANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	70
P.19	DEPUIS LE 1ER AVRIL 2011 ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.	71
P.20	COPIE DE TOUT DOCUMENT ET DE LA CORRESPONDANCE ÉCHANGÉS ENTRE LE MJQ ET LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE CONCERNANT LA NOMINATION DE JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE.	72
P.21	NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2015-2016 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX. VENTILER PAR NATURE DE LA PLAINTÉ PORTÉE CONTRE LES JUGES.	73
P.22	VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	74
P.23	COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE DU MÉMOIRE TRANSMIS AU CONSEIL DES MINISTRES SUR LE PROJET DE LOI 33, LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES.	75

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.24	POUR 2015-2016, POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, FOURNIR : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.	76
P.25	POUR 2014-2015, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.	80
P.26	POUR 2014-2015, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	86
P.27	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.	87
P.28	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.	91
P.29	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUE; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).	92
P.30	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE EN 2015-2016, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.	93
P.31	ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE AU 31 MARS 2016.	96
P.32	POUR 2015-2016, INDIQUER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.	97
P.33	POUR 2015-2016, FOURNIR : A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; D. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.	98
P.34	COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS, ET CE, POUR 2015-2016.	99
P.35	COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS DE 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	100
P.36	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2016-2017. FOURNIR UN COMPARATIF AVEC 2015-2016.	101
P.37	VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2016, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	102
P.38	BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2014. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	105
P.39	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL. FOURNIR DES PRÉCISIONS CONCERNANT LE VOLET TOUCHANT L'IMMIGRATION ET LES RÉFUGIÉS. INCLURE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MANDATÉ POUR EXAMINER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUANT À LA FORMULE FÉDÉRALE DE DISTRIBUTION DU FINANCEMENT. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.	106



DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.40	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR L'ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2015-2016 ET CEUX PRÉVUS EN 2016-2017. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.	107
P.41	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR LA PLANIFICATION JUDICIAIRE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2015-2016 ET CEUX PRÉVUS EN 2016-2017. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.	108
P.42	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DES TRAVAUX DU COMITÉ DES SAGES – PROGRAMME TOJ. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2015-2016 ET CEUX PRÉVUS EN 2016-2017. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.	109
P.43	<p>LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2015-2016 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :</p> <p>A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;</p> <p>B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;</p> <p>C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2016-2017 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;</p> <p>E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	110
P.44	<p>POUR 2015-2016, FOURNIR LES STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES. FOURNIR :</p> <p>A. LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNELS QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;</p> <p>B. UNE VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2015-2016, EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>C. UNE COMPARAISON AVEC L'ANNÉE 2014-2015.</p>	158
P.45	<p>BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2015-2016, EN PRÉCISANT :</p> <p>A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;</p> <p>B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;</p> <p>C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;</p> <p>E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.</p>	160
P.46	SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2015-2016 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.	162
P.47	POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES DEPUIS 2004 POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D'EXPOSER LE DÉTAIL DE L'UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.	163
P.48	PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET ÉTAT D'AVANCEMENT PQI 2014-2024 APPROUVÉ LE 23 MAI 2014 .	164
P.49	<p>NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :</p> <p>A. CHAMBRE CIVILE;</p> <p>B. CHAMBRE CIVILE - DIVISION DES PETITES CRÉANCES;</p> <p>C. CHAMBRE CRIMINELLE;</p> <p>D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.</p>	166
P.50	NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	167
P.51	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	168

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.52	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	169
P.53	CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2014-2015 ET 2015-2016, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER ET STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS : A. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS; B. LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION; C. LE NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.	170
P.54	COÛTS D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2015-2016, PAR RÉGION.	171
P.55	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.	172
P.56	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS « AD HOC ») DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.	173
P.57	DÉTAILLER LES HAUSSES DES TARIFS JUDICIAIRES ENTRÉES EN VIGUEUR LE 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2016 POUR CHACUN DES ACTES DE PROCÉDURES TOUCHÉS PAR CETTE HAUSSE. FOURNIR LES SOMMES TOTALES PERÇUES POUR CHACUN DES ACTES DE PROCÉDURE PAR ANNÉE DEPUIS 2010-2011 ET INCLURE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	174
P.58	AU 31 MARS 2016, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.	175
P.59	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.	178
P.60	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.	179
P.61	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.	180
P.62	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON JUDICIARISATION EN INDIQUANT, SI POSSIBLE, LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	182
P.63	LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 MARS 2016.	184
P.64	LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ EN 2015-2016. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.	194
P.65	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2015-2016. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.	195
P.66	BILAN DES PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS ET LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	196
P.67	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DU BILAN BUDGÉTAIRE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN VERTU DU CODE CRIMINEL. VENTILATION PAR : A. LOIS ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL; B. IMPACT SUR LES REVENUS EN 2015-2016; C. IMPACT SUR LES REVENUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES; D. IMPACT SUR LES DÉPENSES EN 2015-2016; E. IMPACT SUR LES DÉPENSES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.	197
P.68	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DE LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT DICAIRE CONCERNANT LA RÉORGANISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE. INDIQUER LE NOMBRE DE RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES AJOUTÉES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES (PAR ANNÉE).	198

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.69	<p>DEPUIS 2013-2014, INDIQUER LES SOMMES PERÇUES SOUS FORME DE CONTRIBUTION PÉNALE OBLIGATOIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. VENTILER LES SOMMES TOTALES EN FONCTION DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14\$, 20\$, 40\$ OU 25% DE L'AMENDE). PAR EXEMPLE, LE MONTANT TOTAL PERÇU SOUS LA FORME DE CONTRIBUTION DE 14\$.</p> <p>POUR CHACUNE DES COTÉGORIES DE CONTRIBUTION (14\$, 20\$ 40\$ OU 25%), INDIQUER LEUR UTILISATION \ RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20\$ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC.</p>	199
P.70	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, CONCERNANT LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	200
P.71	POUR 2015-2016, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	228
P.72	POUR 2015-2016, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ OU REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	229
P.73	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMOT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	231
P.74	POUR 2015-2016, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2016-2017. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DE SA MISE EN ŒUVRE.	232
P.75	POUR 2015-2016, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2016-2017. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DE SA MISE EN ŒUVRE.	234
P.76	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2015-2016. INDIQUER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDIQUER LES RENCONTRES À L'AGENDA POUR 2016-2017.	235
P.77	CONCERNANT LA PUBLICATION DU PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT ET DE TOUTE LA CORRESPONDANCE À CE SUJET; FOURNIR AUSSI LA LISTE DES RENCONTRES TENUES AVEC DES ORGANISMES EN 2015-2016.	236
P.78	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2015-2016; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	237
P.79	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2015-2016; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	238
P.80	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2015-2016.	239
P.81	LISTE DES REPORTS DE PROJETS DE CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ POUR 2015-2016 ET 2016-2017.	240
P.82	<p>ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILÉ PAR :</p> <p>A. ACTION COMPLÉTÉES EN 2015-2016;</p> <p>B. ACTION EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2015-2016;</p> <p>C. ACTION EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2015-2016;</p> <p>D. ACTION RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;</p> <p>E. ACTIONS À VENIR EN 2016-2017;</p> <p>F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.</p>	241

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.83	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, SUR L'IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR : A. ACTION COMPLÉTÉES EN 2015-2016; B. ACTION EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2015-2016; C. ACTION EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2015-2016; D. ACTION RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2016-2017; F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	242
P.84	EN 2015-2016, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU AUTRE OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	244
P.85	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2014-2015 ET 2015-2016, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATIONS SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES PROCHES DE VICTIMES.	245
P.86	BILAN AU 31 MARS 2016 DE L'IMPLANTATION DES CAVAC AVEC BUDGETS ET EFFECTIFS ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	247
P.87	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION, EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	248
P.88	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (1988, CHAP.20).	249
P.89	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2015-2016 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) AVEC LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	251
P.90	EN 2015-2016, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.	252
P.91	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.	256
P.92	CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR : A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2015-2016. PRÉVISION POUR 2016-2017. B. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.	257
P.93	LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LES DATES, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.	259
P.94	POUR 2015-2016, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.	281
P.95	TOUT RAPPORT, DOCUMENT OU ÉTUDE CONCERNANT LE MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.	282
P.96	ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET DE LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.	283

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.97	SOMMES DÉVOLUES AU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET À LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.	284
P.98	ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LUTTER CONTRE LA RADICALISATION ADOPTÉ EN JUIN 2015. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES AUX ACTIONS ET INITIATIVES QUI DÉCOULENT DE CETTE MISE EN OEUVRE.	285
P.99	ÉTAT DE SITUATION SUR LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE LIAISON AVEC LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE ANNONCÉ VERS LE 18 NOVEMBRE 2014. INDIQUER : A. LES SOMMES ALLOUÉES AU FONCTIONNEMENT DE CE COMITÉ ET AUX INITIATIVES QUI EN ONT DÉCOULÉES; B. LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES DEPUIS SA CRÉATION, AVEC LES DATES; C. LE NOM DES MEMBRES DU COMITÉ.	286
P.100	ÉTAT DE SITUATION DES ACTIVITÉS DU CENTRE DE PRÉVENTION À LA RADICALISATION DEPUIS SA CRÉATION. A. INDIQUER LES MEMBRES DE LA DIRECTION ET LES ADMINISTRATEURS, SI APPLICABLE; B. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES POUR LE FONCTIONNEMENT ET LES INITIATIVES DU CENTRE; C. FAIRE UN PORTRAIT DES RÉSULTATS DES INTERVENTIONS DU CENTRE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE CAS TRAITÉS ET LEUR SUIVI PAR LE CENTRE.	287
P.101	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DES TRAVAUX DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE. INDIQUER : A. LE SUIVI DONNÉ EN 2015-2016 AU RAPPORT PRÉLIMINAIRE DÉPOSÉ EN SEPTEMBRE 2013; B. LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	288
P.102	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DES TRAVAUX DU COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS. INDIQUER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2016-2017.	289
P.103	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2015-2016. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, UNE VENTILATION PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	290
P.104	LISTE DES RECOMMANDATIONS ET AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2015-2016 ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR CE VOLET « RECOMMANDATION ET AVIS » DE CES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DES DÉPENSES.	293
P.105	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE.	296
P.106	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, COMMISSIONS SCOLAIRES, MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2016, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.	298
P.107	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENT PRIVÉ AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.	318
P.108	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2015-2016. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	319
P.109	NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN 2014-2015 ET 2015-2016, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.	321
P.110	NOMBRE D'ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D'ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	322
P.111	LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.	323
P.112	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2015-2016.	324
P.113	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2015-2016.	325
P.114	EFFECTIFS POUR 2015-2016 ET PRÉVISIONS 2016-2017, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	326

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.115	<p>NOMBRE TOTAL DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES ACHEMINÉES À L'OPC AINSI QU'À CHAQUE BUREAU RÉGIONAL EN 2015-2016, PAR CATÉGORIE, EN DISTINGUANT LES PLAINTES, LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ADRESSÉES À L'OPC ET LES DEMANDES ADRESSÉES À D'AUTRES MINISTÈRES OU ORGANISMES. NOMBRE DE PLAINTES TRAITÉES, REJETÉES ET TRANSFÉRÉES, INCLUANT LES MOTIFS ÉVOQUÉS POUR CONCLURE AU REJET OU AU TRANSFERT. DE FAÇON PARTICULIÈRE :</p> <p>A. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX « REDRESSEURS » FINANCIERS, AUX COURTIERS EN PRÊTS ET AUTRES « SPÉCIALISTES » FINANCIERS; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>B. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX « PRÊTEURS SUR GAGE »; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>C. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA VENTE DE L'AUTOMOBILE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTAT OBTENUS, PAR SECTEUR, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LES TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>D. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA LOCATION AUTOMOBILE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>E. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX AGENTS DE VOYAGES ET GROSSISTES; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>F. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU MARQUAGE UNITAIRE DES PRIX; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>G. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À L'APPLICATION DES NOUVELLES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR QUI DÉCOULENT DE L'ADOPTION, EN DÉCEMBRE 2009, DU PROJET DE LOI 60.</p>	328
P.116	EN 2015-2016 ET EN 2016-2017, LE NOMBRE ET LA NATURE DES PLAINTES QUI ONT MENÉ À DES INTERVENTIONS JURIDIQUES, EN DISTINGUANT CELLES QUI ONT ÉTÉ RÉFÉRÉES À LA COUR DES PETITES CRÉANCES OU À UN AVOCAT, ET CELLES DÉFÉRÉES À D'AUTRES TRIBUNAUX, EN INDIQUANT LE CHEMINEMENT DES DOSSIERS ET LES RÉSULTATS OBTENUS.	332
P.117	EN 2014-2015 ET EN 2015-2016, LE NOMBRE ET LA NATURE DES PLAINTES QUI ONT ÉTÉ MENÉES PAR LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES DE L'OFFICE, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE OU LE PROCUREUR GÉNÉRAL, EN INDIQUANT LE CHEMINEMENT DU DOSSIER, LES RÉSULTATS DES POURSUITES.	334
P.118	NOMBRE DE MÉDIATIONS ENTREPRISES, PAR SECTEUR, ET NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS, PAR MÉDIATION, EN 2015-2016, EN INDIQUANT LA DURÉE MOYENNE DU TEMPS DE MÉDIATION PAR SECTEUR.	336
P.119	VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'OFFICE ET DE CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX, POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, EN PRÉCIFIANT LA CATÉGORIE D'EMPLOI AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOI; DISTINGUER LES POSTES PERMANENTS DES POSTES OCCASIONNELS.	337
P.120	<p>POUR L'OPC ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX, SPÉCIFIER ET DISTINGUER LE TOTAL DES EMPLOYÉS AFFECTÉS :</p> <p>A. AUX ENQUÊTES ET À LA SURVEILLANCE;</p> <p>B. AU TRAITEMENT DES PLAINTES;</p> <p>C. À LA MÉDIATION;</p> <p>D. AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.</p>	338
P.121	VENTILATION DÉTAILLÉE DU MONTANT DÉPENSÉ PAR L'OPC POUR LES ACTIVITÉS DE COMMUNICATION ET SA MISSION ÉDUCATIVE; FOURNIR COPIE DES DOCUMENTS PUBLIÉS À CES FINS.	340
P.122	REVENUS PROVENANT DES AMENDES, DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE.	342
P.123	<p>Liste des études ou des sondages commandés durant l'exercice financier 2015-2016 à la demande du ministre ou de l'organisme :</p> <p>A. Liste et coûts;</p> <p>B. Copie des soumissions;</p> <p>C. Copie des études ou des sondages.</p>	343
P.124	NOMBRE D'ENQUÊTES RÉALISÉES, DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN INDIQUANT LEUR NATURE ET LEURS RÉSULTATS.	344
P.125	DÉTAILS SUR LES TRAVAUX MENÉS CONCERNANT LA PHASE III DE LA MODIFICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR.	345
P.126	BILAN, ÉVALUATION OU NOTE RELATIFS À L'APPLICATION DES NOVELLES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR QUI DÉCOULENT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60 DE DÉCEMBRE 2009.	346
P.127	POUR L'ANNÉE 2015-2016, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.	347
P.128	POUR L'ANNÉE 2015-2016, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.	348

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.129	NOMBRE D'EMPLOYÉS DE L'OPC QUI SONT PAYÉS ENTIÈREMENT OU EN PARTIE PAR DES ORDRES PROFESSIONNELS OU TOUT AUTRE ORGANISME.	349
P.130	NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS, PAR SECTEUR, DEVENUS PERMANENTS POUR 2014-2015 ET 2015-2016.	350
P.131	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE MINISTÈRE ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2015-2016.	351
P.132	POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE : D. LE NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS; E. LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE; F. LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION; G. LA LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS, ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.	352
P.133	BILAN DES RÉALISATIONS DU PLAN STRATÉGIQUE, À CE JOUR.	353
P.134	POUR LES ANNÉES 2014-2015 ET 2015-2016, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS DE L'OPC ET LEUR RÉMUNÉRATION, EN INDIQUANT LEUR TITRES ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT; B. LA LISTE DES PERSONNES ET DES MEMBRES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT; C. LA LISTE DES PERSONNES ET DES MEMBRES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉS, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT.	362
P.135	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES ACHÉMINÉES À L'OPC ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES ORDRES PROFESSIONNELS CONCERNÉS, INCLUANT UNE BRÈVE EXPLICATION DE LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS, ET CE, POUR 2014-2015 ET 2015-2016.	363
P.136	COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC DE TOUS LES MÉMOIRES SOUMIS AU CONSEIL DES MINISTRES À L'ÉGARD DESQUELS L'OPC A ÉMIS DES COMMENTAIRES, ET LA NATURE DE CES COMMENTAIRES.	365
P.137	NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES POUR FACILITER LA RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES ÉTRANGÈRES ET TOUT AUTRE RÈGLEMENT EN VERTU DES MODIFICATIONS ADOPTÉES PAR LE PROJET DE LOI N° 14, SANCTIONNÉ LE 14 JUIN 2006.	366
P.138	BILAN DE LA RÉALISATION DU PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL SUR LA MISE À JOUR DU SYSTÈME PROFESSIONNEL QUÉBÉCOIS, INCLUANT UN ÉTAT DE SITUATION DE CHACUN DES SIX PROJETS.	367
P.139	ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI 90, LOI MODIFIANT LE CODE DES PROFESSIONS ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ, ET INDIQUER : A. L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX À PROPOS DE L'ARTICLE 37.1 DE LA LOI, QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER; INDIQUER L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR; B. L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX À PROPOS DE L'ARTICLE 12 DE LA LOI, QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER; INDIQUER L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR.	368
P.140	NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS À LEUR CODE DE DÉONTOLOGIE, EN INDIQUANT À QUELLE ÉTAPE DU PROCESSUS SONT RENDUS CES ORDRES.	369
P.141	NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS LEUR RÉGLEMENTATION POUR L'EXERCICE DE LEURS ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE OU AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ PAR ACTION, EN INDIQUANT À QUELLE ÉTAPE DU PROCESSUS SONT RENDUS CES ORDRES.	370
P.142	NOMBRE DE RÈGLEMENTS OU DE MODIFICATIONS DE RÈGLEMENT ADOPTÉS PAR LES ORDRES, MAIS QUI SONT EN ATTENTE D'UNE DÉCISION DE L'OFFICE DES PROFESSIONS.	371
P.143	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, DEPUIS 2009-2010 ET JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI : A. EFFECTUÉES À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ; B. EFFECTUÉES DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE INDIQUER, POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI : A. L'OBJET DE LA POURSUITE; B. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE; C. LES SUITES APPORTÉES.	372

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.374	ÉTAT DE SITUATION ET ÉCHÉANCIER CONCERNANT LE DÉPÔT D'UN PROJET SUR L'ADOPTION PAR LE GOUVERNEMENT.	373



P.1    INDIQUEZ LA SOMME DÉPENSÉE EN 2015-2016 (PRÉVISIONS POUR 2016-2017) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION. PRÉCISEZ S’IL S’AGIT D’ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

MINISTÈRE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION

	2015-2016
ACTIVITÉS D’ENCADREMENT	4 866 200,00 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	23 264 300,00 \$
PROJETS	15 023 000,00 \$
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	43 153 500,00 \$

SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2015-2016.

NOTE : LES DONNÉES DU MINISTÈRE INCLUENT LA CJA, LE FAJ AINSI QUE LE FAVAC.

FONDS DES REGISTRES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION

	2015-2016 (ESTIMATIF)
LOGICIELS	78 091,00 \$ (ACQUISITIONS)
MATÉRIEL	172 351,00 \$ (ACQUISITIONS)
SERVICES PROFESSIONNELS <ul style="list-style-type: none"><li>▪ INTERNE</li><li>▪ EXTERNE</li><li>▪ CSPQ</li></ul>	2 130 942,00 \$ (RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL) 25 000,00 \$ (SERVICES INTERNES MJQ) 20 843,00 \$ (CSPQ) 4 672 319,00 \$ (SERVICES EXTERNES)
TOTAL	7 099 546,00 \$

NOTE : DONNÉES PRÉLIMINAIRES

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS\*

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION

	2015-2016
LOGICIELS	7 603,51 \$
MATÉRIEL	15 686,41 \$
SERVICES PROFESSIONNELS <ul style="list-style-type: none"><li>▪ INTERNE</li><li>▪ EXTERNE</li><li>▪ CSPQ</li></ul>	264 851,77 \$
TOTAL	288 141,69 \$

\* POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016, LES DÉPENSES RELATIVES AU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE ONT ÉTÉ ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE. À COMPTER DE L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017, ELLES SERONT IMPUTÉES AU FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

**ORGANISMES**

**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**  
INCLUS DANS LES DONNÉES DU MINISTÈRE.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**

	2015-2016
LOGICIELS	135 000,00 \$
MATÉRIEL	71 000,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS <ul style="list-style-type: none"><li>▪ INTERNE</li><li>▪ EXTERNE</li><li>▪ CSPQ</li></ul>	0,00 \$ 82 000,00 \$ 100 000,00\$
TOTAL	388 000,00 \$

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**

	2015-2016
LOGICIELS	42 527,00 \$
MATÉRIEL	24 472,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS <ul style="list-style-type: none"><li>▪ INTERNE</li><li>▪ EXTERNE</li><li>▪ CSPQ</li></ul>	13 422,00 \$
TOTAL	80 421,00 \$

NOTE : DONNÉES DE LA CSJ SEULEMENT EXCLUANT LES SOMMES DISTRIBUÉES DANS LE RÉSEAU DANS LE CADRE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE. (VOIR DÉTAIL DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE À LA QUESTION P. 5).

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**

	2015-2016
LOGICIELS	9 255,00 \$
MATÉRIEL	158 119,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS <ul style="list-style-type: none"><li>▪ INTERNE</li><li>▪ EXTERNE</li><li>▪ CSPQ</li></ul>	4 872 770,00 \$ 83 564,00 \$ 0,00 \$
TOTAL	5 123 708,00 \$

**FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**

**INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**

	2015-2016
LOGICIELS	
MATÉRIEL	
SERVICES PROFESSIONNELS <ul style="list-style-type: none"><li>▪ INTERNE</li><li>▪ EXTERNE</li><li>▪ CSPQ</li></ul>	1 522,13 \$
TOTAL	1 522,13 \$

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2015-2016
LOGICIELS	57 867,20 \$
MATÉRIEL	94 523,64 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	0,00
▪ INTERNE	36 160,00 \$
▪ EXTERNE	0,00 \$
▪ CSPQ	
TOTAL	188 550,84

NOTE : DÉPENSES AU SERVICE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET AU SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DE L'ÉDUCATION.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2015-2016
LOGICIELS	70 000,00 \$
MATÉRIEL	118 500,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	383 100,00 \$
▪ EXTERNE	
▪ CSPQ	
TOTAL	571 600,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2015-2016
LOGICIELS	900,00 \$
MATÉRIEL	110 641,06 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	335 000,00 \$
▪ EXTERNE	225 283,78 \$
▪ CSPQ	240 954,33 \$
TOTAL	912 779,17 \$

P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L’ANNÉE 2015-2016, INDIQUER :

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. NORMAND BOLDUC, PRÉSIDENT DU CONSEIL (NOMMÉ DEPUIS LE 18 DÉCEMBRE 2006, DÉSIGNÉ PRÉSIDENT LE 29 AVRIL 2009 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 MAI 2011);
- M<sup>ME</sup> MARIE AUGER, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M<sup>ME</sup> SUZANNE DANINO, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M. PIERRE D. DENAULT, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 JUIN 2013);
- M<sup>ME</sup> JILL LESLIE GOLDBERG, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 6 MAI 2015);
- M. SIMON JULIEN, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M<sup>E</sup> MARIE LAMARRE, PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL ET MEMBRE D’OFFICE (DEPUIS LE 2 DÉCEMBRE 2015);
- M<sup>E</sup> LUCIE LE FRANÇOIS, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC (NOMMÉE DEPUIS LE 12 AOÛT 2009 ET RENOUVELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 25 JUIN 2013);
- M. MICHEL MARCHAND, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M<sup>E</sup> ANNE MORIN, PRÉSIDENTE DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET MEMBRE D’OFFICE (DEPUIS LE 3 JUILLET 2015);
- M<sup>E</sup> LOUIS MORIN, AVOCAT CHOISI APRÈS CONSULTATION DU BARREAU DU QUÉBEC (NOMMÉ DEPUIS LE 8 AVRIL 2009 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 JUIN 2013);
- M<sup>E</sup> MATHIEU PROULX, PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET MEMBRE D’OFFICE (DEPUIS LE 17 JUILLET 2013);
- M<sup>E</sup> PATRICK SIMARD, RÉGISSEUR À LA RÉGIE DU LOGEMENT (NOMMÉ DEPUIS LE 22 AOÛT 2013);
- SECRÉTAIRE DU CONSEIL :  
M<sup>ME</sup> NATHALIE DIAMOND, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL (À PARTIR DU 10 NOVEMBRE 2014).

EMPLOYÉS RÉGULIERS :

- M<sup>E</sup> NATHALIE LACHANCE, ADJOINTE AU PRÉSIDENT (DEPUIS LE 21 DÉCEMBRE 2009);
- M<sup>ME</sup> JOSÉE LANGLOIS, AGENTE DE RECHERCHE EN DROIT (DEPUIS LE 28 AVRIL 2011);
- M<sup>ME</sup> HELEN CANTIN , SECRÉTAIRE PRINCIPALE (DEPUIS LE 2 NOVEMBRE 2014).

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
MARIE AUGER	MEMBRE CITOYEN	7 AVRIL 2015	8 AVRIL 2018	0,00 \$
NANCY CHAMBERLAND	NOTAIRE	7 AVRIL 2015	11 SEPTEMBRE 2015	0,00 \$
SUZANNE DANINO	MEMBRE CITOYEN	7 avril 2015	8 avril 2018	0,00 \$
SIMON JULIEN	MEMBRE CITOYEN	7 avril 2015	8 avril 2018	0,00 \$
MICHEL MARCHAND	MEMBRE CITOYEN	7 avril 2015	8 avril 2018	0,00 \$

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
JILL LESLIE GOLDBERG	MEMBRE CITOYEN	6 MAI 2015	7 MAI 2018	0,00 \$

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA *LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CONSEIL NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
MARIE AUGER	MEMBRE CITOYEN	223,60 \$	30,37 \$	0,00 \$
NORMAND BOLDUC	PRÉSIDENT DU CONSEIL	342,88\$	148,64 \$	928,85 \$
NANCY CHAMBERLAND	NOTAIRE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
SUZANNE DANINO	MEMBRE CITOYEN	227,90 \$	74,24 \$	0,00 \$
PIERRE D. DENAULT	MEMBRE CITOYEN	215,00 \$	43,87 \$	0,00 \$
JILL LESLIE GOLDBERG	MEMBRE CITOYEN	249,78 \$	49,72 \$	0,00 \$
SIMON JULIEN	MEMBRE CITOYEN	341,46 \$	36,47 \$	0,00 \$
MARIE LAMARRE	PRÉSIDENTE DU TAT	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
LUCIE LE FRANÇOIS	MEMBRE DU TAQ	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
MICHEL MARCHAND	MEMBRE CITOYEN	759,94 \$	27,00 \$	0,00 \$
ANNE MORIN	PRÉSIDENTE DE LA RDL	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
LOUIS MORIN	AVOCAT	80,24 \$	0,00 \$	0,00 \$
MATHIEU PROULX	PRÉSIDENT DU TAQ	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
PATRICK SIMARD	RÉGISSEUR À LA RDL	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
NATHALIE DIAMOND	SECRÉTAIRE DU CJA	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
NATHALIE LACHANCE	ADJOINTE	30,00 \$	334,66 \$	0,00 \$
JOSÉE LANGLOIS	AGENTE DE RECHERCHE	36,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
HELEN CANTIN	SECRÉTAIRE PRINCIPALE	22,27 \$	28,60 \$	0,00 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

LA COMMISSION N’A PAS DE CONSEIL D’ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L’ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L’ASSEMBLÉE.
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L’APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L’ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L’ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION.
- **PRÉSIDENT** : FRÉMONT, JACQUES, NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 720-2013)
- **VICE-PRÉSIDENT** : PICARD, CAMIL, NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 721-2013)
- **VICE-PRÉSIDENTE** : DUPUIS, RENÉE, NOMMÉE LE 15 JUIN 2011 (DÉCRET 626-2011)

**MEMBRES**

- BLACKETT, ADÈLE
- DOUYON, EMERSON
- FORTIN, GILLES (DR)
- FOURNIER, PASCALE (ME)
- GIROUX, MARTIAL (ME)
- IASENZA, ISA
- MYRE, JOCELYNE
- OTTAWA, EVA
- SIMARD, HÉLÈNE (DÉMISSION LE 28 FÉVRIER 2016)
- SIOUI, BRUNO

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4 000\$ ET DES HONORAIRES DE 200\$ PAR JOUR DE RÉUNION (100\$ PAR DEMI-JOURNÉE), À L'EXCLUSION DE TOUT MEMBRE QUI EST UN EMPLOYÉ RÉGULIER À TEMPS PLEIN D'UN ORGANISME OU D'UNE INSTITUTION DU SECTEUR PUBLIC OU PARAPUBLIC, Y COMPRIS UNE UNIVERSITÉ.

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUES PAR LE DÉCRET 1307-80, S'APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ. (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980)

**B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**  
AUCUN.

**C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME PASCALE FOURNIER	MEMBRE À TEMPS PARTIEL, VOLET DROITS DE LA PERSONNE	24 AVRIL 2015	23 AVRIL 2020	7 139,00 \$
MME EVA OTTAWA	MEMBRE À TEMPS PARTIEL, VOLET DROITS DE LA PERSONNE	24 avril 2015	23 avril 2020	5 539,00 \$
DR GILLES FORTIN	MEMBRE À TEMPS PARTIEL, VOLET DROITS DE LA JEUNESSE	24 avril 2015	23 avril 2020	6 339,00 \$
MME ISA IASENZA	MEMBRE À TEMPS PARTIEL, VOLET DROITS DE LA JEUNESSE	24 avril 2015	23 avril 2020	7 339,00 \$
M. BRUNO SIOUI	MEMBRE À TEMPS PARTIEL, VOLET DROITS DE LA JEUNESSE	24 avril 2015	23 avril 2020	4 668,00 \$
LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA <i>LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS</i> . LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMMISSION NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.				

**D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
FRÉMONT, JACQUES	PRÉSIDENT	7 526,00 \$	\$	2 249,00 \$
DUPUIS, RENÉE *	VICE-PRÉSIDENTE	13 531,00 \$	\$	0,00 \$
PICARD, CAMIL	VICE-PRÉSIDENT	6 377,00 \$	\$	1 017,00 \$
BLACKETT, ADÈLE	MEMBRE	651,00 \$	\$	NIL
DESROSIERS, JULIE	MEMBRE	839,00 \$	\$	NIL
DOUYON, EMERSON	MEMBRE	897,00 \$	\$	NIL
FORTIN, GILLES	MEMBRE	0,00 \$	\$	NIL
FOURNIER, PASCALE	MEMBRE	235,00 \$	\$	NIL
GIROUX, MARTIAL	MEMBRE	4 638,00 \$	\$	NIL
IASENZA, ISA	MEMBRE	84,00 \$	\$	NIL

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
MYRE, JOCELYNE	MEMBRE	10 091,00 \$	\$	NIL
OTTAWA, EVA	MEMBRE	932,00 \$	\$	NIL
RAYMOND, DIANE F.	MEMBRE	273,00 \$	\$	NIL
SIMARD, HÉLÈNE	MEMBRE	2 502,00 \$	\$	NIL
SIOUI, BRUNO	MEMBRE	3 820,00 \$	\$	NIL

\* INCLUT UNE ALLOCATION MENSUELLE DE 1 225\$, PAR DÉCRET, D’AVRIL À DÉCEMBRE 2015. DEPUIS JANVIER, CETTE ALLOCATION ÉTANT CONSIDÉRÉE COMME AVANTAGE IMPOSABLE, EST INCLUSE À LA RÉMUNÉRATION SUR DÉCISION DE REVENU QUÉBEC.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ME DENIS ROY (PRÉSIDENT)
- ME YVAN NIQUETTE (VICE-PRÉSIDENT)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- ME RACHEL CAISSY (COMMISSAIRE)
- ME JANICK PERREAULT (COMMISSAIRE)
- ME BENOÎT ROBERGE (COMMISSAIRE)
- ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- ME JEAN LAZURE (COMMISSAIRE)
- ME RÉJEAN OLIVIER LABEL (COMMISSAIRE)
- M. JEAN-PAUL BERGERON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)
- MME SARAH JUNEAU (COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉE DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVÉLÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	10 JUIN 2015	10 JUIN 2018	DÉCRET 496-2015
ME JANICK PERREAULT	COMMISSAIRE	10 JUIN 2015	10 JUIN 2018	DÉCRET 496-2015
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	10 JUIN 2015	10 JUIN 2018	DÉCRET 496-2015

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME JEAN LAZURE	COMMISSAIRE	10 JUIN 2015	10 JUIN 2018	DÉCRET 496-2015
ME RÉJEAN OLIVIER LABEL	COMMISSAIRE	10 JUIN 2015	10 JUIN 2018	DÉCRET 496-2015

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA *LOI SUR L’ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE LA COMMISSION NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME DENIS ROY	PRÉSIDENT	4 087,00 \$	714,00 \$	DÉCRET 583-2012
ME YVAN NIQUETTE	VICE-PRÉSIDENT	1 641,00 \$	502,00 \$	DÉCRET 450-2007
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	3 947,00 \$	897,00 \$	0,00 \$
ME RACHEL CAISSY	COMMISSAIRE	412,00 \$	208,00 \$	0,00 \$
ME JEAN LAZURE	COMMISSAIRE	633,00 \$	230,00 \$	0,00 \$
ME JANICK PERREAULT	COMMISSAIRE	0,00 \$	208,00 \$	0,00 \$
ME BENOÎT ROBERGE	COMMISSAIRE	15,00 \$	104,00 \$	0,00 \$
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	356,00 \$	120,00 \$	0,00 \$

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL	COMMISSAIRE	781,00 \$	211,00 \$	0,00 \$

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**  
 NON APPLICABLE.

**FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**

**A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION**

- ME FRIKIA BELOGBI, SECRÉTAIRE ET CONSEILLÈRE JURIDIQUE
- ME BEATRIZ CAROU, AVOCATE
- M. ROBERT BÉLANGER, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- MME AIDA SHURDHA, AGENTE DE SECRÉTARIAT
- ME JACQUES PARENT, ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT
- ME ANNE TURGEON, ADMINISTRATRICE
- ME DELPHA BÉLANGER, ADMINISTRATEUR

**B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	2008-06-03		16 940,00 \$
ME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	1998-02-11		16 400,00 \$
ME DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	2009-09-30		16 000,00 \$

**C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**  
 AUCUN.

**D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	7 251,58 \$	1 531,54 \$	681,36 \$
ME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	2 139,22 \$	1 630,40 \$	0,00 \$
ME DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	6 705,37 \$	1 565,75 \$	0,00 \$

RÉMUNÉRATION (B) ET FRAIS (C) DE MARS 2016 NON COMPRIS.  
 SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 31 MARS 2016

**OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

**A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION**

- GINETTE GALARNEAU, PRÉSIDENTE DE L’OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR
- ARIANE CHARBONNEAU
- PIERRE COUTURE
- CHRISTIAN FORTIN
- JOCELYNE LÉVESQUE
- GABRIELE ROEHL
- GENEVIÈVE SAUMIER
- LAURIER THIBAUT
- AUDREY VILLENEUVE

**B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**

AUCUN MEMBRE DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’OFFICE N’A VU SON MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN 2015-2016.



LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DEMEURENT EN POSTE TANT QU'ILS N'ONT PAS ÉTÉ RENOUELÉS. ILS NE SONT PAS RÉMUNÉRÉS.

C. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**

AUCUN MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE N'A ÉTÉ NOMMÉ EN 2015-2016.

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DEMEURENT EN POSTE TANT QU'ILS N'ONT PAS ÉTÉ RENOUELÉS. ILS NE SONT PAS RÉMUNÉRÉS.

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA *LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. **LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
GINETTE GALARNEAU	PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR			
ARIANE CHARBONNEAU	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE D'ÉDUCALOI	109,55 \$		
PIERRE COUTURE	PRÉSIDENT DE L'AGENCE DE PROMOTION ET DE GESTION PCDV INC.	114,29 \$		
CHRISTIAN FORTIN	CONSEILLER EN SÉCURITÉ FINANCIÈRE À DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	585,04 \$	106,68 \$	
JOCELYNE LÉVESQUE	RESPONSABLE DE LA FORMATION PRATIQUE AU DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE AGROALIMENTAIRE ET DES SCIENCES DE LA CONSOMMATION DE L'UNIVERSITÉ LAVAL	695,37 \$	86,11 \$	
GABRIELE ROEHL	CONSEILLÈRE BUDGÉTAIRE À L'ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DU SUD-OUEST DE MONTRÉAL	A EU RECOURS AU COVOITURAGE DONC AUCUN FRAIS DE DÉPLACEMENT		
GENEVIÈVE SAUMIER	PROFESSEURE TITULAIRE À LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ MCGILL	A EU RECOURS AU COVOITURAGE DONC AUCUN FRAIS DE DÉPLACEMENT		
LAURIER THIBAUT	PRÉSIDENT DE THIBAUT INTERNATIONAL INC.	394,16 \$		
AUDREY VILLENEUVE	DIRECTRICE DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	A EU RECOURS AU COVOITURAGE DONC AUCUN FRAIS DE DÉPLACEMENT		

DONNÉES EN DATE DU 31 MARS 2016

**OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC**

**A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
ADAM	JULIE	P	AVOCATE
BARRETTE	FRANÇOIS	F	PRÉPOSÉ AUX RENSEIGNEMENTS
BERNARD	GABRIELLE	P	AVOCATE
BISSON	MARC-OLIVIER	F	TECHNICIEN EN DROIT
BOISSONNEAULT	LUCIE	P	AGENTE DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
BOIVIN	STÉPHAN	P	AGENT D'INFORMATION
BOUCHER	CATHERINE-ÈVE	F	TECHNICIENNE EN DROIT
BOULET	JACQUES	P	ANALYSTE DE L'INFORMATIQUE ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS
BRISSON	GENEVIÈVE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
CARRÉ	NANCY	F	TECH. ADMINISTRATION
CARRIER	DENIS	P	AGENT DE RECHERCHE
CHAILLEZ	UGO	P	AVOCAT
CHAUMEL	CHRISTINE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
CHOUINARD	MARIE-ÈVE	P	AGENTE DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
CORRIVEAU	MARIE-CHRISTINE	P	AGENTE DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
DÉSIR	MARIE-ADELINE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
DESJARDINS	CAROLINE	P	AVOCATE
DOIRON	ANNIE	F	TECH. ADMINISTRATION
DUCHARME	MICHEL	P	AGENT DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
DUSABLON	DANIEL	P	ANALYSTE DE L'INFORMATIQUE ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS
FONTAINE	GABRIEL	P	AGENT DE RECHERCHE
FRENETTE	JOSÉE	F	TECH. ADMINISTRATION
GAGNON-HÉBERT	AMANDINE	F	AUXILIAIRE DE BUREAU
GARNIER	ANTOINE	P	AVOCAT
GUÉVIN	ROXANNE	P	AGENTE DE RECHERCHE
HADIRI	MYRIAM	P	AGENTE DE RECHERCHE
HAMEL	GABRIELLE	F	TECHNICIENNE EN DROIT
HUNLÉDÉ	JEAN-LUC AYIKOÉ	P	AVOCAT
ISAMENE	M'BANZE ÉVELYNE	P	AGENTE DE RECHERCHE
LAFLEUR	ISABELLE	P	AGENTE DE RECHERCHE
LALONDE	FRANCINE	P	CONSEILLÈRE EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, CL. 1
LAROSE	CARMEN	F	TECH. ADMINISTRATION, CL. 5
LAVOIE-SERGERIE	MARIE-FRANCE	P	AGENTE DE RECHERCHE
LEBLANC	GINA	P	AVOCATE, NIVEAU EXPERT
LEBREUX	FRANCE	P	AVOCATE, NIVEAU EXPERT
LÉONARD	SYLVIE	F	TECH. ADMINISTRATION
LESAGE	FRANCE	P	AVOCATE, NIVEAU EXPERT
LESSARD	DENIS	P	AGENT DE RECHERCHE
LÉTOURNEAU	SIMON-PIERRE	P	AGENT DE RECHERCHE
MARCOTTE	NADINE	P	AGENTE DE RECHERCHE
MARCOUX	CATHERINE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
MICHAUD	CÉLINE	F	TECH. ADMINISTRATION
MORENCY	GEORGETTE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
MOURA	CÉLINE	F	TECH. ADMINISTRATION
MOURA	DAVID	P	ANALYSTE DE L'INFORMATIQUE ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS
NOLIN	PATRICK	P	AVOCAT, NIVEAU EXPERT
OUELLETTE	MÉLANIE	P	AGENTE DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
PLANTE	YVES	F	TECH. ADMINISTRATION

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
PLOURDE-DUCHAINE	CATHERINE	P	AVOCATE
RICHARD	ALEXANDRE	F	AGENT DE BUREAU
ROCHEFORT	LAURIANNE	P	AVOCATE
ROUSSEAU	JEAN	P	AGENT DE RECHERCHE
ROUZIER	RALPH	P	AGENT DE RECHERCHE
ROY	DANIELLE	F	TECH. ADMINISTRATION
VALLIÈRES	JOSÉE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT

**LISTE DU PERSONNEL D’ENCADREMENT**

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
CORNEAU	ODETTE	CADRE	DIRECTRICE DE LA RECHERCHE ET DE L'ANALYSE
COUTURE	GUYLAINE	CADRE JURIDIQUE	DIRECTRICE DES AFFAIRES JURIDIQUES
GARIÉPY	ANDRÉ	CADRE	COMMISSAIRE AUX PLAINTES
LAFLAMME	JACQUES	CADRE	DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS

**LISTE DES TITULAIRES D’UN EMPLOI SUPÉRIEUR**

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
CHAMPAGNE	CAROLINE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
CHARBONNEAU	JULIE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
CORRIVEAU	MARIE-JOSÉE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE EN CHEF DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE
DUTRISAC	JEAN PAUL	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE L’OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
GAGNON	CHRISTIANE	EMPLOI SUPÉRIEUR	VICE-PRÉSIDENTE DE L’OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
GIGUÈRE	GUY	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE
LAVERGNE	LYNE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
LÉGARÉ	JEAN-GUY	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE
LORD	DANIEL Y.	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT EN CHEF ADJOINT DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE
MILAZZO	LYDIA	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
PERREAULT	CHANTAL	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
SICOTTE	PIERRE R.	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE

**LISTE DES MEMBRES DE L’OFFICE (CONSEIL D’ADMINISTRATION) :**

- JEAN PAUL DUTRISAC
- CHRISTIANE GAGNON
- JAMES ARCHIBALD
- CHRISTINE MONTAMAT
- ANDRÉ JACQUES (DEPUIS LE 2 DÉCEMBRE 2015)
- LOUISE POTVIN (FIN LE 2 DÉCEMBRE 2015)

**B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**

AUCUN.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ANDRÉ JACQUES	MEMBRE DE L'OFFICE	2 DÉCEMBRE 2015	5 FÉVRIER 2017	400,00 \$

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA *LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
JEAN PAUL DUTRISAC	PRÉSIDENT	7 172,00 \$	-----	1 298,00 \$
CHRISTIANE GAGNON	VICE-PRÉSIDENTE	7 319,00 \$	-----	177,00 \$
JAMES ARCHIBALD	MEMBRE DE L'OFFICE	933,00 \$	-----	-----
ANDRÉ JACQUES	MEMBRE DE L'OFFICE	549,00 \$	-----	-----
CHRISTINE MONTAMAT	MEMBRE DE L'OFFICE	555,00 \$	-----	-----
LOUISE POTVIN	MEMBRE DE L'OFFICE	-----	-----	-----

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC  
AUCUN.

P.3 POUR 2015-2016, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L'ENTENTE RENOUVELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2015-2016
04-01-E3	RECouvreMENTS DE TIERS (RECouvreMENT -HONORAIRES JUDICIAIRES)	242 101 \$
04-01-H1	ACTES JUDICIAIRES (FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE CIVILE)	33 373 052 \$
04-01-H2	ACTES JURIDIQUES (FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE)	33 041 047 \$
04-01-01	FORMULES ET DOCUMENTS (PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS DE NATURE JURIDIQUE CONSERVÉS DANS LES GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE)	417 553 \$
04-01-41	DISPOSITION DE SURPLUS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DE LA DISPOSITION DE MOBILIER EN SURPLUS AU MINISTÈRE. CE MOBILIER EST ENVOYÉ AU CSPQ QUI ORGANISE UN ENCAN ET RETOURNE L'ARGENT AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES PROPRIÉTAIRES DES SURPLUS)	2 125 \$
04-02-07	GAINS SUR FLUCTUATION DE CHANGE (IL S'AGIT UNIQUEMENT DE TRANSACTIONS EN DOLLARS US. POUR UNE TRANSACTION EN DOLLARS US, IL Y A TOUJOURS UN ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE MONTANT PAYÉ CAR LA DEVISE FLUCTUE DANS LE TEMPS ET L'ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE PRIX PAYÉ EST COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. IL PEUT Y AVOIR DES GAINS ET DES PERTES DE CHANGE. AU TOTAL LE MINISTÈRE A TERMINÉ L'ANNÉE AVEC UN GAIN)	785 \$
04-03-06	INFRACTIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AINSI QUE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS QUI ONT PRIS ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE POUR TRAITER LES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LEUR TERRITOIRE)	52 922 921 \$
04-03-07	INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES)	12 040 889 \$
04-03-16	CONTRIBUTIONS PÉNALES (DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, LA CONTRIBUTION PÉNALE A ÉTÉ MAJORÉE ET EST DÉSORMAIS ÉTABLIE EN FONCTION DU MONTANT D'AMENDE : 20 \$ POUR AMENDE INFÉRIEURE À 100 \$; 40 \$ POUR AMENDE ENTRE 100 ET 500 \$ ET 25% DE L'AMENDE POUR AMENDES SUPÉRIEURES À 500\$. LE PREMIER 10\$ DE CONTRIBUTION VA AU BAVAC, 8 \$ EST ENSUITE DISTRIBUÉ AU FAJ ET L'EXCÉDENT EST COMPTABILISÉ COMME REVENU SOUS CE POSTE COMPTABLE.	969 520 \$
04-03-17	INFRACTIONS À DIVERSES LOIS (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DES LOIS AUTRES QUE CODE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST LE PLUS SOUVENT INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. (EXEMPLE : LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC, LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, ETC.)	25 159 345 \$
04-03-35	AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (DEPUIS 2002, UNE CONTRIBUTION DE 10 \$ S'AJOUTE AU MONTANT TOTAL D'AMENDE ET DE FRAIS RÉCLAMÉ SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC, SAUF LES RÉGLEMENTS MUNICIPAUX. LES SOMMES PERÇUES SONT AFFECTÉES À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, CE MONTANT EST DISTRIBUÉ DIRECTEMENT AU BAVAC)	11 617 870 \$

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2015-2016
04-04-01	RECOUVREMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECOUVREMENTS DE DÉPENSES REÇUS DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. LE MJQ DOIT PROCÉDER AINSI SELON UNE CONVENTION COMPTABLE AFIN DE RESPECTER LES CRÉDITS VOTÉS CAR SI LE MJQ IMPUTE LE RECOUVREMENT CONTRE UNE DÉPENSE DE L'ANNÉE COURANTE CELA AURA POUR EFFET DE LIBÉRER DES CRÉDITS DÉJÀ DÉPENSÉS. À CE MOMENT, LE MJQ UTILISERAIT DEUX FOIS LES CRÉDITS).	26 117 \$
04-04-03	RECOUVREMENT – SUBVENTIONS D'ANNÉES ANTÉRIEURES (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «TRANSFERT» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	15 071 \$
04-04-04	RECOUVREMENT – RÉMUNÉRATION (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «RÉMUNÉRATION» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	120 467 \$
04-04-32	SURPLUS – FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES (EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS, LA PROVINCE ASSURE LE TRAITEMENT DES CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES COMMISES EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS. LES RECETTES PERÇUES SUITE AU PAIEMENT DE CES CONTRAVENTIONS SONT DÉPOSÉES DANS UN COMPTE EN FIDÉICOMMIS (FONDS SPÉCIAL), ET L'EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES COÛTS ENCOURUS POUR TRAITER CES CONTRAVENTIONS EST PARTAGÉ ENTRE LE FÉDÉRAL ET LA PROVINCE ET COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE) MONTANT NÉGATIF AU 29 FÉVRIER 2016, CAR NOUS AVONS LIQUIDÉ EN 15-16 UNE PARTIE DU COMPTE À RECEVOIR COMPTABILISÉ EN FIN D'EXERCICE 14-15, ET LE COMPTE À RECEVOIR DE L'ANNÉE COURANTE N'EST PAS ENCORE COMPTABILISÉ	(32 896 \$)
06-04-AO	CONSEILLERS JURIDIQUES AUPRÈS DES AUTOCHTONES (SUBVENTION FÉDÉRALE D'UN MONTANT MAXIMAL ANNUEL DE 529 694\$, SUITE À UNE ENTENTE D'UNE DURÉE DE 5 ANS CONCLUE AVEC LE FÉDÉRAL. CETTE ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LA PROVINCE POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES. EN 2015-2016, LE MJQ A VERSÉ UNE SUBVENTION DE 1 191 600 \$ À CET ORGANISME)	264 847 \$
06-04-H5	INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES (LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU EN 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES, REQUISE DANS LE PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES (26,40\$ PAR CASSETTE EN 2015-2016)	41 026 \$
06-04-H6	ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE (ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC QUI PRÉVOIT QUE LE QUÉBEC PERÇOIT LE DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10 \$ PAR DEMANDE DE DIVORCE DÉPOSÉ AU QUÉBEC. LE QUÉBEC RETOURNE AU FÉDÉRAL 7 \$ POUR CHAQUE DEMANDE D'ENREGISTREMENT EN DIVORCE ET CONSERVE 3 \$)	27 278 \$
06-04-J7	MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER DIVERSES RECHERCHES ET ÉTUDES EN MATIÈRE FAMILIALE)	108 477 \$
06-04-25	AIDE JURIDIQUE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL AU FINANCEMENT DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET DE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS. C'EST LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DU QUÉBEC QUI A POUR MISSION DE GÉRER LE PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, PROGRAMME QUI DONNE ACCÈS AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES À DES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE) (RÉFÉRER À LA QUESTION G-37 POUR LE DÉTAIL DU CALCUL DE L'AIDE FINANCIÈRE)	23 867 305 \$
TOTAL REVENUS		194 224 900 \$

NOTE : REVENUS COMPTABILISÉS AU 29 FÉVRIER 2016

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2015-2016
540336	CONTRIBUTION PÉNALE 10 \$ <sup>1</sup>	23 591 426 \$
540315	SURAMENDE COMPENSATOIRE <sup>2</sup>	7 977 658 \$
540316	CONTRIBUTION PÉNALE	1 100 \$
540318	PRODUIT DE LA CRIMINALITÉ <sup>3</sup>	1 250 000 \$
040201	INTÉRÊTS <sup>4</sup>	38 265 \$
5403150203	SURAMENDE COMPENSATOIRE (15 % ADOLESCENT) <sup>5</sup>	3 632 \$
TOTAL REVENUS		32 849 719 \$

NOTE : LES MONTANTS CORRESPONDENT AUX DONNÉES EN MAIN AU 31 MARS 2016.

<sup>1</sup> LE MONTANT INCLUT LE VERSEMENT ANNUEL DE 16 708 300 \$ AU FAVAC PROVENANT DU FONDS CONSOLIDÉ POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2015 ET LES MONTANTS DES CONTRIBUTIONS DE 6 883 126 \$ ENCAISSÉS ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 ET LE 31 MARS 2016. LA CONTRIBUTION PÉNALE 10 \$ EST DÉTERMINÉE SUR UNE PÉRIODE DE 15 MOIS, SOIT DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2015 AU 31 MARS 2016.

<sup>2</sup> LE MONTANT CORRESPOND AUX SURAMENDES COMPENSATOIRES REÇUES ET TRAITÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 ET LE 30 MARS 2016.

<sup>3</sup> LE MONTANT EST DÉTERMINÉ PAR DÉCRET (NO 349-99 DU 31 MARS 1999).

<sup>4</sup> LE MONTANT INCLUT LES INTÉRÊTS ENCAISSÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015 AU MONTANT DE 30 015 \$ ET UN MONTANT D'INTÉRÊT ESTIMÉ À 8 250 \$ POUR LES MOIS DE JANVIER À MARS 2016.

<sup>5</sup> LE MONTANT CORRESPOND AUX SURAMENDES COMPENSATOIRES POUR ADOLESCENT AU 29 FÉVRIER 2016.

FONDS ACCÈS JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2015-2016
04-03-AJ (442066)	AMENDES ET CONFISCATIONS (CONTRIBUTIONS PÉNALES)	8 484 020\$
06-04-AJ (471340)	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE)	2 550 235 \$*
56-04-32 (484025)	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (MJQ)	544 100 \$
04-02-01 (441210)	REVENUS D'INTÉRÊTS (COMPTE DE BANQUE)	20 473 \$
TOTAL REVENUS		11 598 828 \$

DONNÉES EN DATE DU 31 MARS 2016.

\*POUR LE MONTANT EN PROVENANCE DE L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC CONCERNANT LES MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE, IL S'AGIT D'UNE PRÉVISION, LE VERSEMENT ÉTANT À VENIR.  
POUR LES REVENUS D'INTÉRÊTS, LE MONTANT INCLUT LES INTÉRÊTS ENCAISSÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015 AU MONTANT DE 11 473 \$ ET UN MONTANT D'INTÉRÊTS ESTIMÉ À 9000 \$ POUR LES MOIS DE JANVIER À MARS 2016.

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2015-2016 (ESTIMATIF)
REVENUS AUTONOMES	Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM)	34 298 465 \$
REVENUS AUTONOMES	Registre des lobbyistes	92 309 \$
REVENUS AUTONOMES	Service de certification (ICPG)	185 129 \$
REVENUS AUTONOMES	Registre des commissaires à l'assermentation	556 691 \$
REVENUS AUTONOMES	Registre des lettres patentes foncières	3 964 \$
REVENUS AUTONOMES	Registres des ventes	320 460\$
TOTAL REVENUS		35 457 018\$

NOTE : CES MONTANTS REPRÉSENTENT LES REVENUS ESTIMATIFS POUR 2015-2016.

P.4    POUR 2015-2016, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :

- A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;
- B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;
- C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;
- D. LES RÉSULTATS OBTENUS.

MINISTÈRE

A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES ET B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES DONT LA PERCEPTION EST CONFIÉE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES

	29 FÉVRIER 2016 \$ MILLIONS
COMPTES À RECEVOIR AU DÉBUT	198,6
REVENUS	129,2
RECETTES	116,6
COMPTES À RECEVOIR À LA FIN	200,2

COMMENTAIRES :

CE TABLEAU PRÉSENTE UNIQUEMENT LES CRÉANCES DU MINISTÈRE, ET EXCLUT LES DOSSIERS PROVISIONNÉS POUR NON RÉALISATION DE REVENU.

LES COMPTES À RECEVOIR À LA FIN (AU 29 FÉVRIER 2016) ONT ÉTÉ RÉDUITS D'UN MONTANT DE 11 M \$, QUI REPRÉSENTE LA RADIATION DE L'EXERCICE 2015-2016.

C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT

PENDANT L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, LE BIA A REÇU PRÈS DE 12 000 JUGEMENTS DE PLUS QU'EN 2014-2015. LA CLIENTÈLE ÉTANT DIRECTEMENT PROPORTIONNELLE À LA VOLUMÉTRIE, LE BIA A CONSACRÉ LA MAJORITÉ DE SES EFFORTS AU SERVICE À LA CLIENTÈLE ET DANS LE TRAITEMENT DES NOUVEAUX JUGEMENTS. LA DIRECTION DE LA PERCEPTION DES AMENDES FAIT UN SUIVI BIMENSUEL DE LA VOLUMÉTRIE DES DOSSIERS EN DÉFAUT ET DES ENTENTES DE PAIEMENT NON-RESPECTÉES AFIN DE PRIORISER LES INTERVENTIONS À EFFECTUER.

D. LES RÉSULTATS OBTENUS : RATIO RECETTES / REVENUS

	29 FÉVRIER 2016 EN %
	RÉSULTATS OBTENUS
INFRACTIONS	99,8 %
PERCEPTION	83,6 %
TOTAL DU BIA	90,2 %



P.5 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

## MINISTÈRE

---

### LES RÉALISATIONS 2015-2016

- OUTIL D'AIDE À LA RÉDACTION LÉGISLATIVE (OARL) – (TERMINÉ)
- REFONTE DU SITE WEB – (RÉALISATION EN COURS)
- REMPLACEMENT DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE (SEN) – (CONCEPTION TERMINÉE – RÉALISATION AUTORISÉE)
- UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE NORD-DU-QUÉBEC – (TERMINÉ)
- OCU – PHASE 1 – SANS-FIL ET DISPOSITIFS MOBILES (WIFI) – (TERMINÉ)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET PRINCIPAL – (RÉALISATION EN COURS)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET CONNEXE – (RÉALISATION EN COURS)
- INTRANET COUR DU QUÉBEC – (CONCEPTION TERMINÉE)
- REFONTE ET DÉPLOIEMENT DU SYSTÈME DES RÔLES CRIMINELS (INFOTRAC) – (CONCEPTION EN COURS)

LE MJQ N'A REÇU AUCUNE SOMME DU FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION EN 2015-2016.

### FONDS DES REGISTRES

EN 2015-2016, AUCUNE SOMME N'A ÉTÉ AVANCÉE AU FONDS DES REGISTRES PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION.

**LES RÉALISATIONS DE L'ANNÉE 2015-2016 DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION (DRC) SONT :**

- **POUR L'ENSEMBLE DES SYSTÈMES DE LA DRC :**
  - RÉALISATION DES TRAVAUX D'ARCHITECTURE D'ENTREPRISE ORIENTÉE « SERVICES » :
    - MODÈLE D'ARCHITECTURE D'ENTREPRISE, FICHES DE CAPACITÉ, FICHES DE SERVICES, PROCESSUS D'AFFAIRES ET ORGANISATIONNELS DE LA DRC ÉLABORÉS SELON LE NOUVEAU GABARIT;
    - ÉLABORATION DU MODÈLE INFORMATIONNEL DE LA DRC ;
    - MODÉLISATION DES SERVICES APPLICATIFS DE LA DRC ;
    - MODÉLISATION DES SERVICES D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES DE LA DRC;
    - TRAÇABILITÉ ENTRE CHAQUE VOLET EN UTILISANT L'OUTIL DE MODÉLISATION « ENTERPRISE ARCHITECT », COMME RÉFÉRENTIEL;
    - PRODUCTION D'UNE CENTAINE DE RAPPORTS (EXTRANTS) ISSUES DE L'ARCHITECTURE D'ENTREPRISE.
  - TRANSFORMATION DES PROCESSUS DE GESTION DES TECHNOLOGIES VERS LES BONNES PRATIQUES (ITIL : INFORMATION TECHNOLOGY INFRASTRUCTURE LIBRARY) ET IDENTIFICATION DES OPPORTUNITÉS D'AMÉLIORATION;
  - FINALISATION DES TRAVAUX DE CLASSIFICATION DES ACTIFS INFORMATIONNELS;
  - DÉBUT DES TRAVAUX SUR LE PLAN DE CONTINUITÉ DES SERVICES DE LA DRC;
  - DÉBUT DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE CONTINUITÉ DES SERVICES (ENVIRONNEMENT DE RELEVÉ);
  - DÉBUT DES TRAVAUX RELIÉS À L'ARCHITECTURE DE SÉCURITÉ D'ENTREPRISE DE LA DRC AU NIVEAU AFFAIRES;
  - MISE EN PLACE D'UN PROCESSUS OPTIMISÉ DE GESTION DU CONTENU INFORMATIONNEL ET CHOIX D'UN LOGICIEL DE GESTION DE CONTENU (CMS) POUR LES SITES WEB INFORMATIONNELS DE LA DRC;
  - OPTIMISATION DU PROCESSUS ET MISE EN PLACE DES OUTILS DE GESTION DE PORTEFEUILLES ET DE PROJETS
  - ARCHITECTURE ET IMPLANTATION D'UN RÉSEAU SANS FIL À LA DRC;
  - ÉTUDE DE POSITIONNEMENT SUR LA SOLUTION DE SAUVEGARDE ACTUELLE DE LA DRC;

- FINALISATION DES TRAVAUX D'ARCHITECTURE DE REHAUSSEMENT DES ENVIRONNEMENTS VIRTUELS (VMWARE) DE LA DRC ET DÉBUT DES TRAVAUX DE RÉALISATION;
- IMPLANTATION DES MÉCANISMES DE REDONDANCE ÉLECTRIQUE ET BRANCHEMENT DES LIGNES SUR LES GÉNÉRATRICES DU MINISTÈRE;
- FINALISATION DES TRAVAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE ET IMPLANTATION D'UNE NOUVELLE FONCTION COMMUNE DE GESTION DES DEMANDES ÉLECTRONIQUES DE SERVICES DE MISSION (GDSM);
- REHAUSSEMENT DU LOGICIEL DE GESTION DOCUMENTAIRE.
- **POUR LE REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS (RDPRM) :**
  - AJUSTEMENTS DU SYSTÈME DU RDPRM POUR SE CONFORMER AUX EXIGENCES DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (NCPC) DONT L'ENTRÉE EN VIGUEUR ÉTAIT LE 1ER JANVIER 2016;
  - MISE À NIVEAU DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES POUR L'HÉBERGEMENT DE L'APPLICATION DU RDPRM;
  - AJUSTEMENT DE L'APPLICATION DU RDPRM POUR UTILISER LES SERVICES DU CSPQ EN MATIÈRE D'IMPRESSIION ET D'EXPÉDITION DES EXTRANTS UTILISANT LE SUPPORT PAPIER.
- **POUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES :**
  - MISE À NIVEAU DES MÉCANISMES DE TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DES INSCRIPTIONS AU REGISTRE DES LOBBYISTES EN UTILISANT LES IDENTIFIANTS ET MOT DE PASSE.
- **POUR LE SERVICE DE CERTIFICATION :**
  - DÉBUT DES TRAVAUX DE MODERNISATION DE LA TECHNOLOGIE DE CHIFFREMENT : REHAUSSEMENT DE L'ALGORITHME DE HACHAGE DE LA SIGNATURE DES CERTIFICATS ;
  - DÉBUT DES TRAVAUX DE MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE VISANT À GÉRER L'INCOMPATIBILITÉ ENTRE LES NOUVEAUX FURETEURS ET LE « PLUG-IN » JAVA;
- **POUR LE REGISTRE DES VENTES :**
  - FINALISATION DES TRAVAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE ET IMPLANTATION DU REGISTRE DES VENTES PERMETTANT LA MISE EN VIGUEUR DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE DONT L'ENTRÉE EN VIGUEUR ÉTAIT LE 1ER JANVIER 2016;
  - IMPLANTATION DU 1ER SITE WEB (INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL) COMPATIBLE À LA MOBILITÉ (TABLETTE NUMÉRIQUE ET TÉLÉPHONE INTELLIGENT);
  - FINALISATION DES TRAVAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE ET IMPLANTATION DU SYSTÈME DE GESTION DE LA CLIENTÈLE INTÉGRANT UNE NOUVELLE CLIENTÈLE SOIT LES HUISSIERS DE JUSTICE DE MÊME QUE LES INTERVENANTS RELIÉS À LA PUBLICATION DES VENTES SOUS CONTRÔLE DE JUSTICE;
  - MISE EN PLACE DE LA SOLUTION DE PARE-FEU APPLICATIF (WAF) PERMETTANT D'UNE PART LE SUPPORT À LA MOBILITÉ ET D'AUTRE PART, UNE AUTONOMIE COMPLÈTE POUR LA CRÉATION, LA MISE À JOUR ET LA SUPPRESSION DU CONTENU INFORMATIONNEL DES SITES WEB DE LA DRC.
- **POUR LE PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE :**
  - DÉVELOPPEMENT ET IMPLANTATION D'UNE SOLUTION EN SUPPORT AU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE ; MISE EN PLACE DES OUTILS TECHNOLOGIQUES (BUREAUTIQUE, RÉSEAUTIQUE...) POUR LE BON FONCTIONNEMENT DES OPÉRATIONS DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE (BAPRV);
  - DÉBUT DES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLUTION INTÉGRÉE EN SUPPORT AU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE (VOLET BAPRV ET VOLET MINISTÈRE DE LA JUSTICE).

## **FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS\***

VOIR FONDS DES REGISTRES (POUR LE PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE)

\* POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016, LES DÉPENSES RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE POUR LE PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE ONT ÉTÉ ASSUMÉES PAR LE FONDS DES REGISTRES. À COMPTER DE L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017, ELLES SERONT IMPUTÉES AU FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LES DONNÉES CONCERNANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS, TELS QU'INDIQUÉS LORS DES COLLECTES D'INFORMATION SUR LES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (PARI, PTPARI ET BARRI), ET RÉELS EN DATE DU 24 MARS 2016:

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS (000 \$)	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS(000 \$)	ÉCART	EXPLICATION SOMMAIRE DES ÉCARTS
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	197,1	156,2	(40,9)	EFFECTIF RÉDUIT : NON REMPLACEMENT D'UN EFFECTIF BUREAU
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	854.1	795,5	(58,6)	EFFECTIF RÉDUIT : DÉLAI DE REMPLACEMENT, ET RÉDUCTION DES SERVICES EXTERNES
PROJETS	33,0	0	(33.0)	PROJET À L'ÉTUDE EN DÉBUT D'ANNÉE : NON RÉALISÉ
Total	1 084,2	951,7	(132,5)	

SEULES LES ACTIVITÉS DE MAINTIEN ET LES ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION ONT ÉTÉ MAINTENUES. MALGRÉ LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ACTUELLEMENT, NOUS PRIORISONS NOS EFFORTS EN TERME DE RESSOURCES HUMAINES EN FONCTION DES PRIORITÉS ÉTABLIES DANS LE CADRE DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 2015-2019 (*AVIS ET RECOMMANDATION DU DSI – APPROBATION DE LA PARI*)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉGIONS	2015-2016
	PHASE 16
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	45 770 \$
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	78 429 \$
CÔTE-NORD	10 816 \$
ESTRIE	18 069 \$
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	70 850 \$
MAURICIE-BOIS-FRANCS	40 436 \$
MONTRÉAL	89 900 \$
OUTAOUAIS	30 599 \$
QUÉBEC	57 290 \$
RIVE-SUD	88 588 \$
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	21 113 \$
CSJ *	39 926 \$
TOTAL	591 786 \$

\* MONTANT DE LA CSJ INCLUS À LA QUESTION P.1

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

PLAN ASSUMÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

LES PRINCIPALES RÉALISATIONS DU SERVICE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES EN 2015-2016 SONT PRÉSENTÉES DANS LE TABLEAU CI-DESSOUS.

PROJETS	Avancement	RH <sup>1</sup> prévues(ETC)	RH <sup>1</sup> utilisées(ETC)	RF <sup>2</sup> prévues(en k\$)	RF <sup>2</sup> utilisées(en k\$)
MIGRATION DES POSTES DE TRAVAIL À WINDOWS 8 <sup>3</sup>	100 %	0,4	0,2	24,9	13,3
TRANSFERT DE LA GESTION DES LICENCES DE LA SAAQ VERS L’OPC	100 %	1,8	0,8	224,1	48,4

- 1 RH : RESSOURCES HUMAINES PRÉVUES ET UTILISÉES POUR L’ANNÉE 2015-2016
- 2 RF : RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES ET UTILISÉES POUR L’ANNÉE 2015-2016(EN MILLIERS DE DOLLARS)
- 3 NOM OFFICIEL DU PROJET TEL QUE MENTIONNÉ DANS LES DOCUMENTS DE REDDITION DE COMPTES FOURNIS AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR. APRÈS ÉVALUATION, L’OFFICE A DÉCIDÉ D’IMPLANTER LA VERSION 8.1 DU SYSTÈME D’EXPLOITATION WINDOWS, TEL QU’ÉCRIT CI-DESSOUS.

LA MIGRATION DES POSTES DE TRAVAIL S’EST TERMINÉE DANS L’EXERCICE 2015-2016. COMME LE SOUTIEN DE MICROSOFT POUR WINDOWS XP VENAIT À ÉCHÉANCE, L’OFFICE A CHOISI D’INSTALLER LE SYSTÈME D’EXPLOITATION WINDOWS 8.1.

LE TRANSFERT DE LA GESTION DES LICENCES DE COMMERÇANT ET RECYCLEUR DE VÉHICULES ROUTIERS DE LA SAAQ VERS L’OFFICE EST UN PROJET QUI DÉCOULE DE L’ADOPTION DU PROJET DE LOI 25 LE 24 MARS 2015. LE TRANSFERT EST ENTRÉ EN VIGUEUR LE 19 OCTOBRE 2015. LE PROJET S’EST TERMINÉ DANS L’EXERCICE 2015-2016.

L’ÉCART ENTRE LES RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (224,1 k\$) ET LES RESSOURCES FINANCIÈRES UTILISÉES (48,4 k\$) DE CE PROJET S’EXPLIQUE PRINCIPALEMENT PAR LES DEUX RAISONS SUIVANTES :

- LORS DE LA DÉCLARATION DU PROJET (PRODUCTION DU PARI 2015-2016), L’OFFICE ÉTAIT EN ATTENTE D’UN AVIS DU CONTRÔLEUR DES FINANCES CONCERNANT L’INCLUSION DE CERTAINS COÛTS DANS LE PROJET. OR, CET AVIS A ÉTÉ REÇU APRÈS LA DÉCLARATION DU PROJET ET IL A FAIT EN SORTE QUE PLUSIEURS ÉLÉMENTS DE L’ÉVALUATION INITIALE ONT ÉTÉ EXCLUS DU PROJET INFORMATIQUE.
- DE NOUVEAUX ÉLÉMENTS CONNUS EN COURS DE PROJET ONT SIMPLIFIÉ LA SOLUTION TECHNOLOGIQUE ET ENGENDRÉ MOINS DE DÉPENSES QUE PRÉVU.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

PLAN TRIENNAL DE L’OPQ TEL QUE TRANSMIS AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR :

RÉALISÉ	2015-2016
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	571 600
PROJETS INFORMATIQUES	-
	571 600

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET – STATUT (AU 29-02-2016)	RÉALISATION EN 2015-2016
001_MISE À JOUR DES SALLES DES SERVEURS	REHAUSSEMENT D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none"><li>• REA-L8 – ANALYSE SYSTÈME MISSION ET TEMPS DE REPRISE</li></ul> LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none"><li>• REA-L9-SECURISATION_INFRASTRUCTURES_MISSION</li></ul>
003_PVÉ – PROCÈS- VERBAL ÉLECTRONIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none"><li>• REA-L7-PV CONFÉRENCE DE GESTION SAI ET SAS</li></ul> LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none"><li>• REA-L7-PV CONFÉRENCE DE GESTION SAE/STE</li><li>• REA-L11-MISE EN PLACE LPP</li></ul>
002_GDN – GESTION DU DOSSIER NUMÉRIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none"><li>• REA-L2-SAS (CPE ET LPP COMPLÉTÉ EN SAS)</li></ul> LIVRAISONS PROGRESSÉES : <ul style="list-style-type: none"><li>• REA-L2-SAS</li><li>• REA-L3.2-SAI</li><li>• REA-L5-DÉPÔTS ÉLECTRONIQUES</li><li>• REA-L4-DÉPÔTS ÉLECTRONIQUES</li></ul>
030_MODERNISATIO N DES TI	MODERNISATION DU SYSTÈME INFORMATIQUE DE MISSION – <i>RÉALISATION NON DÉBUTÉE</i>	CE PROJET CIBLE LA MODERNISATION DU SOUTIEN À L'ACTIVITÉ JURIDICTIONNELLE AU TAQ. DES ANALYSES PRÉLIMINAIRES ONT ÉTÉ RÉALISÉES CETTE ANNÉE AVEC LA RÉALISATION D'UN DOSSIER D'AFFAIRES POUR UN PROJET MODERNISATION DE LA SOLUTION DE MISSION DU TRIBUNAL.
006_SÉCURITÉ DE L'INFORMATION - PLAN D'ACTION	MISE EN PLACE DES ÉLÉMENTS POUR SOUTENIR LA GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none"><li>• PREA-L2-GOUVERNANCE DE LA SI</li><li>• PREA-L3-SENSIBILISATION ET FORMATION EN SI</li></ul>
038_GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES	MISE EN PLACE D'UNE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none"><li>• REA-L2 – GOUVERNANCE DE LA GIR</li></ul> LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none"><li>• REA-L1-PLANIFICATION</li><li>• REA-L3-CRÉATION DE LA FONCTION GIR</li></ul>

- P.6** POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS INDICHER :
- A. LA DATE DES RÉNOVATIONS;
  - B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS;
  - C. LES COÛTS DES RÉNOVATIONS;
  - D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

**MINISTÈRE**

LE COÛT DES RÉNOVATIONS 2015-2016 CORRESPOND AUX FRAIS VERSÉS À LA SQI POUR DIFFÉRENTS TRAVAUX DE RÉNOVATION. IL INCLUT LES COÛTS ASSOCIÉS AUX ESPACES ADDITIONNELS AINSI QUE LA RÉTROCESSION D'ESPACES.

IMMEUBLE		DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	COÛT DES RÉNOVATIONS 2015-2016
PJ	GATINEAU	2016-02-01	BANC D'ACCUSÉS SÉCURISÉS - SALLE 5	SQI	7 094,55 \$
PJ	GATINEAU	2015-10-01	CHANGER TAPIS ET REPEINDRE SALLES D'ENTREVUES (DES SALLES D'AUDIENCE 1 ET 2)	SQI	14 659,23 \$
PJ	GRANBY	2015-12-01	RÉTROCESSION D'ESPACE	SQI	(735,20 \$)
PJ	GRANBY	2016-03-01	RÉTROCESSION D'ESPACE, LOCAL S1.44	SQI	(217,58 \$)
CPA	SHERBROOKE	2015-07-01	RENOUVELLEMENT DU BAIL	SQI	1,68 \$
PJ	DRUMMONDVILLE	2015-10-01	ACCROISSEMENT D'ESPACE POUR JUGE VISITEUR, CRA, CONFÉRENCE ET VISIO	SQI	45 837,48 \$
PJ	VICTORIAVILLE	2016-02-01	SÉCURISER COMPTOIR DE GREFFES	SQI	2 224,43 \$
PJ	QUÉBEC	2016-03-14	BANC DES ACCUSÉS DE LA SALLE D'AUDIENCE 2.22 (ANALYSE)	SQI	1 594,45 \$
ENT	QUÉBEC	2015-11-01	MJQ - EXPANSION TEMPORAIRE - ENTREPÔT 1.09, 1645 HAMEL	SQI	1 682,75 \$
PSP	CARLETON-SUR-MER	2015-06-01	BOUTONS PANIQUES (SYSTÈME D'APPEL D'URGENCE)	SQI	11 185,60 \$
PSP	GASPÉ	2015-10-01	BOUTONS PANIQUES (SYSTÈME D'APPEL D'URGENCE)	SQI	12 110,72 \$
PSP	GASPÉ	2015-10-01	BOUTONS PANIQUES (SYSTÈME D'APPEL D'URGENCE)	SQI	313,29 \$
PJ	NEW CARLISLE	2016-01-01	BOUTONS PANIQUES (SYSTÈME D'APPEL D'URGENCE)	SQI	23 583,90 \$

IMMEUBLE		DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	COÛT DES RÉNOVATIONS 2015-2016
PJ	PERCÉ	2016-03-01	BOUTONS PANIQUES (SYSTÈME D'APPEL D'URGENCE)	SQI	4 600,68 \$
PJ	PERCÉ	2016-03-31	ÉRIGER UN RIDEAU POUR DES TÉMOIGNAGES VOILÉS	SQI	4 967,50 \$
PSP	AMOUI	2016-01-01	BOUTON D'URGENCE	SQI	12 120,43 \$
PSP	MONT-JOLI	2016-03-31	BOUTON D'URGENCE ET COMPTOIR D'ACCUEIL	SQI	17 541,63 \$
PJ	RIVIÈRE-DU-LOUP	2015-07-01	SÉCURISATION DU COMPTOIR DU BRIA	SQI	4 738,75 \$
PJ	TROIS-RIVIÈRES	2015-09-01	RELOCALISATION DE CAMÉRAS	SQI	5 745,33 \$
PJ	TROIS-RIVIÈRES	2016-03-31	REMPLACEMENT DE CAMÉRAS DE SURVEILLANCE	SQI	13 147,39 \$
PJ	CHIBOUGAMAU	2016-01-01	RÉGULARISATION D'ESPACE - QUARTIER JEUNESSE	SQI	2 246,04 \$
PJ	VAL D'OR	2016-03-01	RÉTROCESSION LOCAL 24.1 AU DPCP	SQI	(669,02 \$)
PJ	SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2016-03-01	RÉTROCESSION D'ESPACE POUR CONSTABLES MSP - IMPACTS SUR MJQ	SQI	(569,34 \$)
PJ	BAIE-COMEAU	2015-10-01	REAMÉNAGEMENT SALLES D'ENTREVUES & VESTIAIRE DES AVOCATS	SQI	18 348,25 \$
PJ	SAINT-JÉRÔME	2015-04-30	RENDRE CONFORME AU CAHIER DES EXIGENCES FONCTIONNELLES - PORTES D'ACCÈS AUX BOX DES ACCUSÉS	SQI	5 432,21 \$
PJ	SAINT-JÉRÔME	2015-10-01	AMÉNAGEMENT POUR MÉGAPROCÈS SALLE B1-12(RC 03)	SQI	1 123,92 \$
PJ	SAINT-JÉRÔME	2015-10-01	AMÉNAGEMENT POUR MÉGAPROCÈS SALLE B1-12(RC 03)	SQI	50 255,70 \$
PJ	SAINT-JÉRÔME	2015-10-01	GIVRAGE DES PORTES DES SALLES D'AUDIENCE	SQI	947,75 \$
PJ	MONTREAL	2015-07-01	TRAVAUX À LA SUITE DU DÉPLACEMENT DU VESTIAIRE DES AVOCATS	SQI	8 288,73 \$
PJ	MONTREAL	2015-05-31	DÉGÂT D'EAU DU 16 FÉVRIER	SQI	5 760,48 \$
PJ	MONTREAL	2015-11-25	INSTALLATION D'UNE FENÊTRE À LA PORTE DU LOCAL 8.90A (CÔTÉ BUREAU)	SQI	1 200,86 \$
PJ	MONTREAL	2015-11-01	BOUTONS D'URGENCE S2.60 & 11.39	SQI	6 307,96 \$
PJ	MONTREAL	2015-12-01	RÉPARATION CLOISON 15.08B	SQI	526,50 \$
PJ	MONTREAL	2015-11-30	RÉPARATION DES BOUTONS PANIQUES MJQ (DIVERS LOCAUX)	SQI	10 718,42 \$

IMMEUBLE		DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	COÛT DES RÉNOVATIONS 2015-2016
PJ	MONTREAL	2016-03-31	RÉAMÉNAGEMENT DE L'ENTREPÔT DU SERVICE DES RESSOURCES AUDIOVISUELLES ET ÉLECTRONIQUES (SRAGE)	SQI	1 042,81 \$
CHJ	MONTREAL - CJ	2015-09-01	INSTALLATION ÉLECTRIQUE ET RÉSEAU POUR L'AUDIO-VISUEL AU LOCAL 12.75	SQI	686,01 \$
PJ	MONTREAL	2015-04-01	CHANGER TAPIS ET REPEINDRE BUREAU JUGE DU 11E	SQI	7 453,20 \$
PJ	LONGUEUIL	2016-03-31	SÉCURISATION	SQI	2 803,15 \$
PJ	JOLIETTE	2015-04-01	MT - TÉLÉTEMOIGNAGE FIXE	SQI	30 608,16 \$
SS	QUEBEC-1200	2016-03-31	DÉMÉNAGEMENT DTI AU DELTA	SQI	3 670,82 \$
SS	QUEBEC-1200	2016-03-01	DGAJ ET DGRIAT_ RÉAMÉNAGEMENT	SQI	1 828,51 \$
SS	QUEBEC-1200	2016-03-01	DGAJ ET DGRIAT_ RÉAMÉNAGEMENT	SQI	2 381,87 \$
SS	QUEBEC-1200	2016-01-01	DÉGÂT D'EAU 9E ÉTAGE BUREAU MINISTRE	SQI	2 486,88 \$
SS	QUEBEC-1200	2016-03-01	INSTALLATION - AFFICHES	SQI	390,25 \$
PJ	LAC-MÉGANTIC (TEMPORAIRE)	2016-03-15	RÉINTÉGRATION ANCIEN PALAIS HOTEL-DE-VILLE	SQI	362,38 \$
CAD	MONTREAL	2015-12-01	PROJET DE LA LOI NO 26	SQI	150 955,34 \$
CA	MONTREAL - CA	2016-03-01	AJUSTEMENT LOYER D'ESPACE - PROJETS D'AMÉLIORATIONS DE L'IMMEUBLE	SQI	223 460,40 \$
TOTALUX					720 245,25 \$

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NUMÉRO DE PROJET	IMMEUBLE	ADRESSE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	COÛT DES RÉNOVATIONS
S.O.	06146	KUUJUAQ	2015-10-05	TRAVAUX RELIES À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	217,43 \$



NUMÉRO DE PROJET	IMMEUBLE	ADRESSE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	COÛT DES RÉNOVATIONS
S.O.	04922	2800, BOUL. SAINT-MARTIN, LAVAL	2016-02-10	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	TRANSPORT W. CYR [1984] INC.	1 466,25 \$
S.O.	04922	2800, BOUL. SAINT-MARTIN, LAVAL	2016-02-10	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	TRANSPORT W. CYR [1984] INC.	345,00 \$
S.O.	00031	382, AVENUE SAINT-JÉRÔME, MATANE	2015-10-21	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	DÉMÉNAGEMENT & TRANSPORT DOLBEC INC.	795,70 \$
2013-0065	00031	382, AVENUE SAINT-JÉRÔME, MATANE	2015-05-12	TRAVAUX DIVERS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	4 387,13 \$
S.O.	00031	382, AVENUE SAINT-JÉRÔME, MATANE	2015-09-04	HONORAIRES POUR PRÉPARATION DE MANDAT	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	65,00 \$
2015-0002	00031	382, AVENUE SAINT-JÉRÔME, MATANE	2015-09-22	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	448,79 \$
2015-0001	02948	110, AVENUE JACQUES-CARTIER, MONTMAGNY	2015-12-11	TRAVAUX DIVERS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	1 860,28 \$
S.O.	02745	410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL	2016-01-14	SIGNALISATION	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	82,15 \$
2015-0005	07024	2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	2015-08-05	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	447,32 \$
S.O.	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2015-05-20	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	167,25 \$
S.O.	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2015-05-25	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	55,75 \$
S.O.	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2015-06-19	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	11,15 \$
S.O.	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2015-09-22	SIGNALISATION	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	44,60 \$
S.O.	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2015-09-28	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	44,60 \$
2014-0022	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2015-04-01	AMÉNAGEMENTS AU PALAIS DE JUSTICE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	423 400,00 \$
S.O.	07590	380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	2016-01-05	TRAVAUX DIVERS	IVANHOÉ CAMBRIDGE INC.	82,21 \$
S.O.	01543	124, ROUTE 132, PERCÉ	2015-12-04	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	574,85 \$
S.O.	06010	2828, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	2015-11-27	TRAVAUX DIVERS	CLOISONS CORFLEX INC., LES	700,00 \$

NUMÉRO DE PROJET	IMMEUBLE	ADRESSE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	COÛT DES RÉNOVATIONS
2015-0007	05838	2, RUE ST-GERMAIN EST, RIMOUSKI	2015-10-26	TRAVAUX DIVERS	LABORATOIRE BSL	450,00 \$
2015-0003	00309	33, RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	2015-09-22	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	448,79 \$
S.O.	06066	53, BOUL. DE L'ANSE, ROBERVAL	2015-04-30	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	ALARMES SÉCURTECH JE INC.	113,25 \$
S.O.	00622	109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2015-10-27	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	BUREAUTIQUE D.L.	280,00 \$
S.O.	00622	109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2015-05-20	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	726,26 \$
S.O.	00622	109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2015-07-21	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	1 309,15 \$
S.O.	00622	109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2015-09-21	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	903,83 \$
S.O.	00622	109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2015-06-29	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	CLASSEMENT LUC BEAUDOIN INC.	450,00 \$
S.O.	00622	109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2015-07-17	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	TEKNION ROY & BRETON INC.	550,00 \$
2012-0021	00622	109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2015-09-01	EXPANSION DU DPCP AU PALAIS DE JUSTICE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	545 517,20 \$
2015-0004	00877	900, 7 <sup>E</sup> RUE, VAL-D'OR	2015-07-09	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	568,65 \$
				TOTAL		986 512,59 \$\$

**P.7**    LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS ACTIFS EN 2015-2016, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

- A. LE MANDAT;
- B. LES MEMBRES;
- C. LE BUDGET;
- D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2015-2016;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

---

---

**MINISTÈRE**

VOIR PAGE SUIVANTE

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Table des sous-ministres dédiée à la lutte contre l'intimidation	La coordination et le suivi des travaux visant l'élaboration des orientations et mesures gouvernementales pour contrer l'intimidation	Nathalie Drouin		Le plan d'action a été rendu public.
Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	Assurer la coordination de l'action gouvernementale en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle.	Nathalie Drouin	N/A	Les travaux se poursuivent.
Sagjjuq (Vent qui tourne)	Le Bureau de gouvernance présidé par la ministre déléguée aux Services sociaux et une représentante des principales instances du milieu inuit regroupe le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de la Justice, le ministère de la Sécurité publique, le Secrétariat aux affaires autochtones de même que des représentants de la Société Makivik et l'Administration régionale Kativik. Ce projet consiste principalement à favoriser le développement d'approches innovatrices pouvant répondre aux nombreux problèmes sociaux, dont particulièrement ceux liés à la consommation d'alcool et de drogues et la violence familiale. Le projet prévoit également une Table des partenaires composée des mêmes instances responsables d'analyser les actions et de les mettre en œuvre.	Nathalie Drouin Jacques Prigent	N/A	Les travaux se poursuivent
Comité directeur du plan nord	la table de pilotage regroupe des représentants de plusieurs ministères et a pour mandat d'encadrer les travaux de la table des partenaires en vue de l'élaboration d'un plan d'action pour le développement économique du nord québécois et prenant en compte les problématiques et les enjeux sociaux.	Nathalie Drouin Jacques Prigent	N/A	Une rencontre a été tenue.
Table des secrétaires généraux	Échanges sur des sujets d'intérêt pour tous les ministères.	Yan Paquette	N/A	N/A
Comité interministériel des responsables de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels	Examiner toutes les questions relatives à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.	Yan Paquette Martine Thibault	N/A	N/A
Comité de suivi interministériel de lutte contre l'homophobie	Veiller à la mise en œuvre de chacune des mesures du plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie.	Roger Noël	N/A	Le plan d'action a été reconduit pour l'année 2016-2017 et nous travaillons à l'élaboration du bilan du plan d'action.
Réseau des répondants ministériels sur l'allègement réglementaire	Assurer le suivi des mesures gouvernementales d'allègement réglementaire et administratif	Michel Paquette	N/A	N/A

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité interministériel pour une révision en profondeur de l'action du Québec en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion	Ce comité a pour mandat de doter le Québec d'une nouvelle politique en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion	Renée Madore Marie Trahan	N/A	La stratégie d'action en matière d'immigration, de participation de d'inclusion 2016-2021 a été rendue publique le 7 mars 2016.
Groupe de travail sur les transports actifs, collectifs et alternatifs	Groupe de travail de la Table québécoise de la sécurité routière qui se penche sur la sécurité des cyclistes et envisage de proposer des amendements au Code de la Sécurité routière et dont le rôle est d'apporter un éclairage pour les problème de nature juridique.	Marie Trahan		Les travaux sont en cours. Une rencontre s'est tenue le 24 mars 2015.
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Le ministère de la Justice est représenté sur ce Comité qui relève du ministère de la Sécurité publique. Ce comité a pour mandat, notamment, de coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie, de favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions et d'assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants.	Christian Veillette	N/A	Une réunion s'est tenue au cours de l'exercice financier 2015-2016.
Table interministérielle en itinérance	Cette Table regroupe des représentants de divers ministères. Après avoir eu le mandat d'élaborer, puis d'assurer le suivi du Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013, elle est maintenant chargée de l'élaboration d'une politique en itinérance et d'un nouveau Plan d'action interministériel en itinérance 2014-2019.	Renée Madore Pierre nadeau	N/A	Les travaux se poursuivent dans le cadre de la Politique nationale de lutte à l'itinérance (février 2014) et du Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 (décembre 2014).
Comité accompagnement justice-itinérance	Ce comité regroupe des représentants de la Ville de Montréal, de la Cour municipale de la Ville de Montréal, du MSP, de la CDPDJ, du SPVM, du CIUSSS-CENTRE-EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTREAL et du RAPSIM.	Pierre Nadeau	N/A	Mis sur pied à l'automne 2007 sous le nom de « Comité sur les alternatives à l'incarcération », ce comité s'est chargé de l'adaptation au milieu de l'itinérance des travaux communautaires compensatoires et d'initier à la Cour municipale de Mtl le programme de procureur et percepteur désignés (PAJIC et PAPSI). Les travaux se poursuivent.
Comités régionaux en itinérance	Des comités régionaux ont été mis sur pied par le MSSS, sous la responsabilité du centre intégré de santé et de services sociaux, pour coordonner les actions en itinérance à Québec, Montréal, Trois-Rivières, GatineauLaval et Sherbrooke.	Marie Trahan Amélie Couture-Roy Pierre Nadeau	N/A	Les travaux se poursuivent dans les comités régionaux.
Comité pilote protocole d'entente MSSS/MSP Région de la Capitale nationale	Ce comité constitue une table de concertation régionale intersectorielle sur tous les aspects de « justice et santé mentale ».	Pierre Nadeau	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité national sur le crime organisé (CELCO)	Coordonner les actions du gouvernement en matière de lutte au crime organisé.	Hélène Mathieu	N/A	Les travaux se poursuivent sur les gangs de rue.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité provincial du programme de traitement de la toxicomanie	Ce comité est composé de représentants de la Cour du Québec ainsi que des ministères de la Justice, de la Sécurité publique, de la Santé et des Services sociaux, de l'emploi et de la Solidarité sociale de même que du DPCP et d'avocats de la défense. Il a pour mandat de voir à l'élaboration et au déploiement dans l'ensemble de la province du PTTCCQ.	Myriam Cantin	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité opérationnel du programme de traitement de la toxicomanie PTTCCQ-MTL	Ce comité, composé de l'Association des intervenants en toxicomanie du Québec, CCJM et des avocats de la défense, CQ, DPCP, MSP, de même que des représentants de la Santé (CRDM-IU), a pour mandat de veiller à la coordination et au bon fonctionnement des opérations quotidiennes du PTTCCQ du programme de Montréal.	Myriam Cantin	N/A	Le comité se réunit une fois par mois environ et les travaux se poursuivent. Un sous-comité a vu le jour tout dernièrement pour l'élaboration de la phase 2 (personnes en liberté).
Sous-comité responsable du Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale – volet autochtone	Le sous-comité interministériel, présidé par le MJQ, a pour objectif de faire le suivi des mesures prévues au Plan d'action gouvernemental visant le milieu autochtone.	Marie-Ève Thériault Jade Cabana	N/A	Le nouveau plan d'action 2012-2017 a été lancé le 6 décembre 2012. Le sous-comité veille à la mise en oeuvre des 35 mesures du volet autochtone de ce plan d'action. Les membres se sont rencontrés à quelques reprises depuis la mise en oeuvre du plan d'action afin d'échanger sur les différentes initiatives en cours au Québec selon leur champ d'activités et créer des partenariats lorsque pertinents.
Sous-comité de travail responsable du suivi du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agressions sexuelles – volet autochtone	Le sous-comité a pour objectif de faire le suivi des mesures prévues au plan d'action gouvernemental visant le milieu autochtone.	Marie-Ève Thériault Jade cabana	N/A	Le sous-comité a poursuivi ses travaux en vue d'élaborer la prochaine stratégie d'action en matière d'agressions/violences sexuelles.
Comité consultatif Cri-Québec sur la Justice	Le comité a pour mandat d'identifier les besoins et de faire les recommandations quant aux priorités et stratégies en matière d'administration de la justice en milieu cri. Il est composé de représentants des ministères de la Justice et de la Sécurité publique, du Secrétariat aux affaires autochtones, du Gouvernement de la nation crte et du Grand conseil des Cris.	Jacques Prigent	N/A	Les travaux se poursuivent.
Groupe de travail sur la justice au Nunavik	Le groupe de travail a pour objectif d'analyser l'état de l'administration de la justice au Nunavik et de proposer des actions en vue d'améliorer son accès et d'offrir des services répondant davantage aux besoins des Inuits. Ce groupe de travail est composé de représentants des ministères de la Justice et de la Sécurité publique, de même que de la Société Makivik et de l'Administration régionale Kativik.	Jacques Prigent	N/A	Les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Forum sociojudiciaire autochtone	Structure ayant pour mandat de mettre de l'avant, en collaboration avec certains ministères et intervenants judiciaires, des mesures visant à optimiser l'utilisation des ressources actuelles consacrées à la justice en milieu autochtone ainsi que des actions novatrices. Un Comité directeur composé des sous-ministres et des représentants du MJQ, MSP du MSSS et du SAA fait le suivi des travaux du Forum.	France Lynch Renée Madore Jacques Prigent Chantal Couturier Marie-Eve Thériault	N/A	Trois rencontres du Forum ont eu lieu rendant l'exercice 2015-2016. Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle	Ce comité est présidé par le secrétariat à la condition féminine et le ministre de la sécurité publique. Il a pour mandat de proposer des actions au gouvernement en vue de prévenir l'exploitation sexuelle (hypersexualisation, prostitution, traite de femmes à l'intérieur et à l'extérieur du pays et de venir en aide aux personnes qui veulent quitter le milieu de la prostitution).	Ann-Marie Hébert Caron Jade Cabana	N/A	Les travaux se poursuivent en vue de la stratégie sur la violence sexuelle
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	Le mandat de ce comité interministériel concerne la coordination et le suivi de la mise en œuvre de la Politique d'intervention en matière de violence conjugale; Prévenir, dépister, contrer et des Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle ainsi que des plans d'action s'y rattachant.	Ann-Marie Hébert Caron Jade Cabana	N/A	<b>En matière d'agression sexuelle :</b>  En novembre 2014, la ministre de la Justice a rendu public le rapport sur la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle. Une stratégie gouvernementale visant à prévenir et contrer les violences sexuelles est en cours d'élaboration. Celle-ci intégrerait les problématiques de l'agression sexuelle et de l'exploitation sexuelle.
Groupe de recherche et d'analyse sur le traitement judiciaire de la violence conjugale	Analyser la question et dégager des pistes de solution	Dominique Maléza Rosgarys Mercado		Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des mesures 78 et 92 du plan d'action en violence conjugale.
Comité intersectoriel sur l'application de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	Assurer la cohérence et la coordination requises entre les ministères et organismes en regard de la LSJPA (politiques, procédures et pratiques respectives ainsi que formation intégrée pour les intervenants policiers sociaux et judiciaires.	Audrey Turnel	N/A	Une rencontre sera planifiée au printemps 2016 pour faire le point sur les travaux des sous-comités.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Sous-comité intersectoriel sur les mesures extrajudiciaires en vertu de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	Revoir le cadre et conditions d'application des mesures extrajudiciaires par les policiers.	Marie Trahan	N/A	En 2015, deux rencontres se sont tenues à l'École Nationale de police du Québec.
Sous-comité intersectoriel sur les sanctions extrajudiciaires en vertu de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	Revoir le Programme de mesures de rechange autorisé par le MJQ et le MSSS.	Marie Trahan	N/A	Depuis le début des travaux en octobre 2013, neuf rencontres ont eu lieu et les travaux se poursuivent.
Sous-comité interministériel sur le Registre de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	Rédiger une entente en bonne et due forme sur la propriété du registre, son utilisation, la sécurité des données et le partage des coûts.	Marie Trahan Naomi Ayotte Christine Lavoie Gabriel Tremblay-Parent	N/A	Les travaux avancent bien. Les partenaires ont convenus d'une entente de principe en 2015 et l'entente devrait être signée en 2016.
Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire	Mise sur pied en septembre 1995 par l'Association des cadres scolaires du Québec (ASCQ), la Table est la réponse à l'une des recommandations émises par le comité organisateur du colloque « Agir ensemble contre la violence chez les jeunes » organisé par l'ASCQ. Son mandat est de sensibiliser la population et de mobiliser les intervenants à la promotion des comportements pacifiques, à la prévention ou à la diminution de la violence chez les jeunes en milieu scolaire par l'organisation d'activités provinciales ou régionales qui favorisent un réinvestissement des outils de prévention et d'intervention au niveau local.	Marie Trahan	N/A	Les travaux de la Table en 2015 lors des cinq rencontres portaient sur l'intervention policière en milieu scolaire et sur les problématiques d'intimidation et l'arrimage qu'il faut faire entre le milieu scolaire et les policiers et les PPCP à cet effet.
Comité interministériel de concertation sur la violence à l'école	Favoriser la cohérence, l'intégration et la complémentarité des actions nationales en ce qui a trait à la prévention et au traitement de la violence.	Marie Trahan	N/A	Ces travaux se sont faits en lien avec les travaux de la Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire.
Comité interministériel du jeu en territoire autochtone	Un groupe de travail interministériel dirigé par le MSP examine la question du jeu notamment en territoire autochtone en vue de proposer des recommandations au gouvernement du Québec. Ce travail s'inscrit dans le cadre de la participation du Québec au groupe de travail FPT sur le jeu qui examine les modifications législatives qui pourraient être proposées au Code criminel. Ce groupe de travail avait suspendu ses travaux.	Hélène Mathieu Patrick Gingras	N/A	Le comité a tenu des conférences téléphoniques sur les changements proposés par le groupe de travail FPT sur le jeu. Les travaux se poursuivent toujours.
Comité interministériel pour l'harmonisation des activités éducatives destinées au réseau scolaire	Favoriser une meilleure compréhension du système de justice par les jeunes en participant à ce comité inter dont le mandat comporte deux volets : favoriser l'harmonisation entre les documents et programmes de différentes provenances et faciliter l'accès des écoles à ces documents.	Marie Trahan	N/A	Nous avons assisté à la rencontre du 4 novembre 2015.



Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité interministériel de suivi du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les aînés	Faire le suivi des mesures annoncées au Plan d'action gouvernemental pour contrer les abus et la maltraitance envers les personnes aînées.	Audrey Turnel Rosgarys Mercado	N/A	Les travaux se poursuivent. La formation des partenaires au sujet du PL 180 se fait maintenant dans toute la province. Plus de 55 formations dans 12 régions du Québec ont été dispensées depuis le lancement du Plan d'action. De plus, l'entente sociojudiciaire sur les formes criminelles de maltraitance envers les personnes âgées est en projet pilote depuis avril 2014 dans la région de la Mauricie-Centre du Québec. Participation à l'élaboration des rapports. Suite à ce projet, ce comité a entamé des travaux visant l'implantation d'une entente nationale.
Comité d'implantation stratégique pour le Plan d'action maltraitance envers les personnes aînées des communautés culturelles	S'assurer que les mesures du plan d'action soient applicables pour les aînés des communautés culturelles.	Rosgarys Mercado	N/A	Les travaux des poursuivent.
Comité Plan d'action régional pour contrer la violence envers les aînés	En collaboration avec le CIUSSS-CAPITALE NATIONALE, assister et participer à la mise en place de mesures concrètes de protection pour les aînés.	Rosgarys Mercado	N/A	En plus des rencontres mensuelles, nous collaborons à la résolution de problèmes liés à l'échange de renseignements confidentiels et au secret professionnel.
Comité interministériel de l'action communautaire	Assurer la cohérence des interventions gouvernementales en matière d'action communautaire.	André Couture	N/A	Le comité tient huit rencontres par année. Il élabore notamment un nouveau cadre de référence sur l'action communautaire.
Comité des pratiques policières	Comité présidé par le ministère de la Sécurité publique qui veille à tenir à jour les pratiques policières élaborées à l'intention de l'ensemble des corps de police du Québec, au regard de l'évolution de la réalité de l'intervention policière et des changements juridiques ayant des impacts sur le travail policier. Le représentant du ministère de la Justice conseille le comité sur les aspects juridiques.	Christian Veillette	N/A	Au cours de l'exercice financier 2015-2016, le comité a mis à jour et élaboré un certain nombre de pratiques policières. Il s'est réuni à quatre reprises.
Comité de coordination – projet-pilote de cinémomètres photographiques et de caméras aux feux rouges	Assurer la coordination ministérielle de ce dossier par rapport aux responsabilités qui relèvent du ministère de la Justice.	Marie-Andrée Allard Amélie Couture-Roy Isabelle Desroches Sabrina Grand Marie-Josée Houle Marc Lahaie Pierre Nadeau Jacques Vachon Julie Massé	N/A	Les travaux se poursuivent. Une 2 <sup>e</sup> phase de déploiement des appareils est en cours pour porter ceux-ci à environ 50 en 2016-2017.
Comité sur les frais de garde des biens saisis	Nouveau comité chargé de rationaliser les frais de garde d'exhibits et de déterminer qui doit payer ces frais.	Christian Veillette Lorie Papin Nancy Sylvestre Isabelle Gagné	N/A	Au cours de l'exercice financier 2015-2016, le comité s'est réuni à six reprises. Les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité tripartite sur les impacts des décisions du tribunal sur la gestion des personnes incarcérées	Mettre en œuvre les recommandations et les constatations qui ont été formulées par Me Michel Bouchard le 29 août 2014 dans le rapport d'enquête administrative concernant l'évasion par hélicoptère de l'Établissement de détention de Québec le 7uin 2014	Melissa-Ann McFarland Pierre Goulet Christian Veillette Marilyn Thibault Julie Dufour		Au cours de l'exercice financier 2015-2016, le comité s'est réuni à deux reprises. Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur les détentions issues d'erreurs administratives	Proposer un modèle d'indemnisation administratif au bénéfice des personnes détenues à la suite d'erreurs administratives commises par le personnel des greffes ou des services correctionnels.	Christian Veillette Cristina Isabel Gamboa Luna Méltia Boucher Caroline Landry		Au cours de l'exercice financier 2015-2016, le comité s'est réuni à une reprise. Les travaux se poursuivent.
Comité de suivi sur l'implantation de la médiation familiale	Institué en mai 1998, ce comité est chargé de vérifier le degré d'atteinte des objectifs qui sont à la base de la <i>Loi instituant au Code de procédure civile la médiation préalable en matière familiale et modifiant d'autres dispositions de ce code</i> . Le comité doit, notamment, évaluer les services dispensés aux plans qualitatif et quantitatif, les résultats obtenus entre la médiation et le processus judiciaire, et l'appréciation des services par la clientèle.	Marie-Hélène Filteau Annie Gauthier Ann-Marie Hébert-Caron	N/A	Des modifications ont fait partie de la réforme du CPC adoptée en février 2014 et en vigueur depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2016. Des modifications au règlement sur la médiation familiale ont été apportées et sont en vigueur depuis le 10 mars 2016.
Comité de suivi interministériel sur la supervision des droits d'accès (SDA)	Ce comité a pour mandat, notamment, d'assurer le suivi du plan de travail 2013-2015 afin d'améliorer la coordination, l'accessibilité et la qualité des services de SDA.	Marie-Hélène Filteau	N/A	Les travaux se poursuivent. Le comité interministériel a ciblé des actions prioritaires à mettre en oeuvre afin de réaliser le plan de travail 2013-2015. Ce plan a été reconduit jusqu'en 2017.
Groupe de travail interministériel sur le recouvrement international des aliments	Ce groupe de travail, formé de représentants du MJQ, du MRI et de Revenu Québec, étudie la <i>Convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille</i> , vérifie sa compatibilité avec le droit québécois et élabore des propositions de mise en oeuvre.	France Rémillard  Frédérique Sabourin Sarah Juneau Observateur : Vincent-W. Roy	N/A	Le groupe s'est réuni mensuellement entre octobre 2011 et mai 2015; depuis, il se rencontre environ tous les 3 mois.  L'analyse de conformité de la Convention avec le droit civil québécois est complétée. Deux sous-groupes ont été créés : l'un sur l'accès effectif aux procédures, l'autre pour évaluer les coûts de la mise en oeuvre de la Convention

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Forum Justice et santé mentale	Participer à la conception et à la mise en œuvre d'une stratégie gouvernementale visant l'accessibilité et l'accompagnement de clientèles fragiles et vulnérables confrontées au système de justice et présentant des problèmes de santé mentale.	Amélie Couture-Roy Renée Madore Pierre Nadeau	N/A	Six réunions ont été tenues depuis la mise sur pied du Forum en mars 2012 conduisant, notamment, à la préparation d'une stratégie nationale de concertation en justice et santé mentale. Une nouvelle version a été préparée en vue d'une 7 <sup>e</sup> réunion devant se tenir au début de l'exercice 2016-2017.
Comité Programme de mesures de rechange (art. 717, code criminel) (PMR)	Conception et mise en oeuvre d'un PMR en collaboration avec le DPCP, MSP, MSSS et cours municipales de Montréal et Québec.	Pierre Nadeau Audrey Turmel Marie Trahan Hélène Mathieu Marie-Ève Thériault	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité sur l'introduction des mesures de rechange au Code de procédure pénale	Proposition d'amendements au CPP en collaboration avec le DPCP, MSP et cours municipales de Montréal et Québec.	Pierre Nadeau Amélie Couture-Roy Marie Trahan Audrey Turmel Hélène Mathieu	N/A	Les travaux entrepris en décembre 2013 se poursuivent.
Comité de travail sur l'application de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>	Depuis l'entrée en vigueur des modifications à la LPJ, différents rapports, avis ou commentaires sur l'application de la LPJ ont été soumis au gouvernement du Québec. Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et le ministère de la Justice du Québec (MJQ) considèrent qu'il y a lieu d'examiner les recommandations formulées et de se pencher sur les solutions à mettre de l'avant.	Audrey Turmel  Marie Trahan  Amélie Gagnon  Magdalena Kawinska remplacée par Emmanuelle Savois-LeBlanc  Johanne Destrempe	N/A	Un avis final du comité sur la recommandation du CSF de réviser la LPJ a été déposé aux ministres en mars 2015. Le mémoire et les documents afférents au projet de loi modifiant la Loi sur la protection de la Jeunesse ont été signés par les trois ministres et ont été transmis au Conseil exécutif. Les travaux se poursuivent.
Comité sur la concordance <i>Code de procédure civile</i> et <i>Loi sur la protection de la Jeunesse</i>	Ce comité a été formé pour s'assurer de l'arrimage entre le nouveau <i>Code de procédure civile</i> et la procédure en protection de la Jeunesse.	Audrey Turmel Marie Trahan Amélie Gagnon Johanne Destrempe Magdalena Kawinska remplacée par Emmanuelle Savois-LeBlanc	N/A	Un avis final du comité sur la recommandation du CSF de réviser la LPJ a été déposé aux ministres en mars 2015. Les travaux se poursuivent.
Comité des responsables nationaux de l'entente multisectorielle	Ce comité a pour mandat de s'assurer de l'implantation de l'entente multisectorielle et de sa mise en place régionale. Il veille également à la mise à jour de l'entente.	Dominique Maléza	N/A	Les travaux sont en cours à raison d'une rencontre par mois.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Groupe de travail interministériel sur les tarifs	Ce groupe de travail a été mis sur pied afin d'étudier les enjeux liés à la cohérence et à l'équité des tarifs et les modalités d'indemnisation des régimes publics. Le Groupe de travail interministériel doit analyser la faisabilité d'harmoniser la tarification et expliquer les écarts entre les régimes d'indemnisation.	Audrey Turnel	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur la prestation spéciale pour frais de séjour en toxicomanie dans le cadre de l'aide financière de dernier recours	Assurer le suivi de la clientèle nécessitant des besoins spéciaux.	Myriam Cantin	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité de travail sur l'assurance de frais funéraires	Ce comité a pour mandat la mise en œuvre des dispositions sur la vente de frais funéraires.	Renée Madore Dominique Maléza	N/A	Les travaux se poursuivent.
Groupe interministériel sur la Convention de 1996 sur la protection des enfants	Ce groupe interministériel étudie la Convention, élabore des scénarios opérationnels, vérifie sa compatibilité avec le droit québécois, étudie l'opportunité de la mettre en œuvre au Québec et dans cette hypothèse, élabore des propositions de mise en œuvre.	Frédérique Sabourin France Rémillard Sylvie Scherrer Marie-Claude Parent	N/A	Le comité interministériel ne s'est pas réuni en 2015-2016. Seul un sous-comité de travail s'est réuni à quelques reprises durant cette période.
Groupe consultatif sur le droit international privé	Désignée par le sous-ministre de la Justice pour représenter le Québec au sein de ce groupe de travail créé en 1973 par le ministère fédéral de la Justice, il s'agit de conseiller ce ministère sur les questions concernant le développement des conventions internationales de droit international privé présentant un intérêt pour le Québec.	Frédérique Sabourin	N/A	Une rencontre de deux jours a lieu au printemps à Ottawa et une conférence téléphonique à l'automne.
Comité de travail sur les ordonnances de soins	Ce comité regroupe des représentants du MJQ, du IMSS, de l'Aide juridique. Ils ont comme mandat d'analyser les ordonnances de soins.	Dominique Maléza Marie Trahan		Les travaux sont en cours.
Comité d'évaluation et de suivi du programme à la Cour municipale de la Ville de Montréal d'intervention multidisciplinaire pour les contrevenants souffrant de troubles mentaux (PAJ-SM) anciennement Tribunal de la santé mentale	Ce comité regroupe des représentants de la Ville de Montréal, des ministères de la Justice, de la Sécurité publique et de la Santé et des Services sociaux ainsi que d'organisations qui s'intéressent aux problèmes de santé mentale.	Pierre Nadeau		Le projet-pilote, d'une durée de trois ans, a été lancé en mai 2008. La période du «projet-pilote» étant terminée, le nombre de réunions du comité a été réduit à deux pour l'exercice 2012-2013 et à un pour 2013-2014.  Dix-neuf réunions au total ont été tenues jusqu'à maintenant.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité interministériel de suivi de la mise en oeuvre du plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer le suivi de la mise en oeuvre du plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018 « Ensemble contre l'intimidation, une responsabilité partagée »</li> <li>Assurer la coordination des mesures communes ou transversales en tenant compte des besoins et des réalités des différents ministères et organismes</li> <li>Veiller à la cohérence des actions en matière d'intimidation en collaboration avec les organismes gouvernementaux et les partenaires</li> </ul> <p>Rendre compte de la mise en oeuvre des engagements du plan d'action</p>	Rosgarys Mercado		<p>Tout au long de l'année : Mise en oeuvre.</p> <p>12 janvier 2016 : Table des sous-ministres.</p> <p>20 janvier 2016 : Comité interministériel</p>
Comité sur les caméras corporelles	Comité chargé de l'évaluation des aspects techniques et juridiques liés au port de caméras corporelles par les policiers.	Christian Veillette Dominique A. Jobin Jean-Vincent Lacroix Isabelle Gagné		Un rapport préliminaire a été produit à l'automne. Les travaux se poursuivent.
Comité de liaison MJQ/DPCP	Comité dont le mandat général consiste à assurer le traitement des dossiers soulevant des questions juridiques d'intérêt commun.	Renée Madore Audrey Turmel Christian Veillette Alain Loubier Normand Lavoie		Une réunion a été tenue au cours de l'exercice financier 2015-2016.
Comité interministériel sur la légalisation de la possession simple de marijuana aux fins de consommation personnelle	Le mandat du Comité consiste à définir une position québécoise en matière de légalisation de marijuana (prohibition, décriminalisation ou légalisation).	Hélène Mathieu Robert-E. Deschênes	Il n'y a pas de budgets spécifiques pour ce comité interministériel. Les frais de déplacement sont assumés par chacun des ministères.	Mise en place en août 2015, le Comité s'est réuni les 20 août, 17 septembre, 8 octobre, 23 octobre, et 4 décembre 2015, ainsi que les 16 janvier, 4 février et 15 février 2016.
Comité interministériel pour l'adaptation des services offerts aux personnes handicapées en contact avec le système de justice québécois (appellation provisoire)	Ce comité regroupe des représentants de l'OPHQ, du MSSS, du MSP, du DPCP, du Curateur public, de la CDPDJ, dans le but de faciliter l'adaptation du système de justice aux particularités des personnes présentant des problèmes de déficience intellectuelle, de troubles envahissants du développement et de santé mentale.	Pierre Nadeau		Ce comité est appelé à se fusionner au Forum Justice et Santé mentale.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Sous-comité sur la révision de l'entente multisectorielle	En collaboratoîn avec le MSSS, le MELS, le MSP et le DPQP.	Dominique Maléza		Les travaux sont en cours.
Groupe de travail sur la révision de l'Entente multisectorielle en regard de la confidentialité et de l'accès aux renseignements	En collaboration avec le MSSS, le MELS, le MSP et le DPQP.	Dominique Maléza		Les travaux en cours nécessitent plusieurs rencontres de consultation auprès des partenaires de l'Entente multisectorielle.
Groupe de travail sur la mise à jour de l'entente multisectorielle au regard de la LPJ	A la responsabilité de recommander au CRNEM les changements nécessaires pour assurer la concordance de l'Entente multisectorielle aux modifications apportées à la LPJ.	Dominique Maléza		Les travaux sont en cours.
Comité sur la pédiatrie sociale	Bien que la responsabilité du financement ait été confiée au Ministère de la Famille, les ministères de la Santé et des Services sociaux, de la Justice et de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont interpellés dans le déploiement de la pédiatrie sociale en communauté, notamment au regard de l'apport de ressources du milieu de la santé et des services sociaux (médecins, infirmiers et travailleurs sociaux) et du milieu juridique, et de l'arrimage à assurer entre le milieu scolaire et les centres.	Audrey Turnel Marie Trahan	Le ministère de la Famille coordonne les travaux	Plusieurs rencontres ont eu lieu en 2015, notamment pour conclure le cadre de partenariat. Les rencontres de poursuiivent afin d'en arriver à une entente de partenariat avec la fondation du Dr Julien.
Table centrale de coordination sur l'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones	Coordonner les travaux réalisés par les tables locales afin d'assurer la cohérence et la cohésion des démarches en cours et de permettre le transfert d'expertise et d'élaborer les orientations générales en matière de prestation de services dans les villes pour les Autochtones. Cette table supervise également la réalisation d'une recherche/évaluation sur l'accessibilité et la continuité des services offerts en milieu urbain pour la population autochtone en matière de santé, de service sociaux et de justice.	Marie-Ève Thériault		Les travaux de cette table ont débutés en décembre 2015.
Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 «La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble».	Ce comité interministériel réunit les représentants de tous les ministères et organismes responsables d'une mesure dans le Plan d'action gouvernemental 2015-2018, afin de permettre la coordination des mesures qui y figurent. Le secrétariat est assumé par le ministère de l'immigration de la diversité et de l'inclusion.	Audrey Turnel Marie Trahan		Le plan d'action gouvernemental 2015-2018 «La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble» a été déposé en juin 2015. Plusieurs rencontres se sont tenues en 2015. Les travaux se poursuivent notamment quant à la mise en oeuvre des mesures.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité de négociation des ententes de sécurité sociale (CNESS) et le Sous-comité assujettissement/détachement (SCAD)	Négociation des ententes en matière de sécurité sociale et coordination des actions des ministères et organismes visés en matière d'assujettissement et de détachement	Julien Frenette	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel concernant les expertises historiques en matière autochtone (CIEH)	Faire des recommandations aux autorités décisionnelles relativement à la nature et à la portée des expertises requises en matière autochtone. Assurer un suivi de la réalisation des expertises	Francis Demers Stéphane Marsolais Jennifer Tremblay François Girard	N/A	Le comité se réunit une fois par mois.
Comité interministériel sur la mise en œuvre de la Convention du CIRDI	Participer au processus de mise en œuvre de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États avec le gouvernement fédéral et les provinces en veillant au respect des compétences constitutionnelles des gouvernements.	Nathalie Latulippe Frédérique Sabourin Pascale Brêre	N/A	Les travaux avec le gouvernement fédéral et les provinces sont terminés. Il reste à assurer la mise en œuvre au Québec de la Convention du CIRDI. Ces travaux sont en cours.
Groupe de travail et de concertation des M/O en matière juridico-technologique	Ce groupe de travail vise la circulation de l'information ainsi que le perfectionnement et le transfert de connaissances concernant le droit des TI.	Lise Cadoret Marylène Gallien Caroline Doucet Patrick Gingras Stéphanie Gauvin et Myriam Cyr Yann Duguay	S. O.	Une rencontre en 2014-2015. Sujets abordés : présentation de la nouvelle Directive sur les services de certification offerts par le gouvernement du Québec, présentation du nouveau cadre de gouvernance relatif à la sécurité de l'information, vérifications demandées par les fournisseurs de logiciels quant aux licences d'utilisation, discussion sur les principales clauses à prévoir dans un contrat d'infonuagique.
Comité interministériel sur la diversité des expressions culturelles	Participer au processus de mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles	Nathalie Latulippe	N/A	Plusieurs réunions sont organisées annuellement par le ministère de la Culture et des Communications, qui dirige le Comité, notamment en vue de préparer les réunions annuelles du Comité intergouvernemental et les réunions biennales de la Conférence des Parties.
Groupe de travail interministériel sur la consultation en matière autochtone (GIS)	Coordonner l'action gouvernementale en matière de consultation et développer des outils pour faciliter l'analyse des dossiers pouvant nécessiter une consultation dans le respect des enseignements de la Cour suprême	Sophie Lépine Zaruba Geneviève Verreault-Tremblay	N/A	Mise en œuvre du guide intérimaire de consultation auprès des communautés autochtones et élaboration ou mise à jour de différents outils d'aide à la décision. Les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Groupe de travail Justice-MRN sur la révision des mécanismes de publicité foncière	Analyser les demandes d'éventuelles modifications législatives et réglementaires principalement en matière de publicité foncière formulées par la Chambre des notaires du Québec et la Direction générale du Registre foncier. Produire un rapport formulant les recommandations du groupe de travail en vue d'une consultation des principaux intervenants en ce domaine.	France Fradette Alain Archambault Stéphanie Cashman-Pelletier Marie-Josée Pelchat Chantal Pouliot Christian Caron Martine Michaud Yann Duguay Josée Lalancette remplacée par Stéphanie Neveu Ghislaine Montpetit	N/A	Les travaux se poursuivent.
Table de concertation en matière pénale	Favoriser la concertation entre les membres sur différents sujets en matière de justice, notamment en ce qui a trait à l'évolution du traitement des dossiers en matière pénale.  Poursuivre le suivi des indicateurs relatifs aux audiences en matière pénale pour les régions les plus à risque.	Andrée Blanchet  Marius Lupu  Paul Charbonneau Jacques Vachon Géatán Rancourt Nathalie Dionne	N/A	Les travaux se poursuivent.  Ces rencontres visent à favoriser les échanges entre les intervenants en ce qui a trait à l'amélioration du traitement des dossiers en matière pénale. Cette table est coordonnée par la Direction générale des services de justice.  Les participants ont exprimé le souhait d'assurer un suivi de l'évolution de la situation à l'aide des indicateurs relatifs aux audiences en matière pénale. Au fil des rencontres, les participants ont convenu de rechercher des solutions à court ou moyen terme afin d'améliorer le traitement de ces dossiers.
Comité provincial de liaison avec le MSP	Favoriser les échanges entre les ministères concernés afin de trouver des solutions concertées aux problématiques soulevées par les deux organisations.	Andrée Blanchet Caroline Landry	N/A	Les travaux se poursuivent.
Table centrale de sécurité	Forum où sont discutés et proposés des orientations et sujets d'intérêt provincial. Suivi de façon générale des travaux effectués par les tables régionales.	France Lynch Chantal Couturier Andrée Blanchet Christian G. Sirois Donald Tremblay Annie Turcotte	N/A	Travaux en continu.



Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Tables de sécurité régionales	Identifier les problématiques de sécurité vécues, proposer des solutions adaptées aux réalités locales ou régionales, établir les priorités d'action et en assurer le suivi.	Directeurs régionaux Annie Turcotte	N/A	Travaux en continu.
Comité consultatif sur les règles d'encadrement du lobbyisme	Contribuer à l'évolution des règles d'encadrement du lobbyisme, y compris les questions relatives au Registre des lobbyistes.	Suzanne Potvin Plamondon  Céline Héту Isabelle Gasse	N/A	Suivi sur le projet de modification réglementaire abrogeant les articles sur l'authentification afin de permettre l'ajout d'un mode alternatif d'authentification; Mise au point sur la possibilité de publier la modification d'un mandat pendant la période de renouvellement d'une déclaration; Présentations : <ul style="list-style-type: none"> <li>o tableau sur les délais d'inscription au registre des lobbyistes préparé par le commissaire;</li> <li>o composantes du système d'éthique gouvernemental;</li> <li>o services offerts par le bureau du Commissaire et par la conservatrice;</li> </ul> Observations et suggestions.
Comités régionaux de liaison avec le MSP.	Favoriser les échanges afin de trouver des solutions concertées aux problématiques locales soulevées par les deux organisations.	Directeurs des palais de justice	N/A	Travaux en continu.
Comité directeur – rehaussement et modernisation des équipements de sécurité au palais de justice de Montréal	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	France Lynch Mélanie Coderre Marie-Claude Parent Carole Picard Christian G. Sirois Donald Tremblay Annie Turcotte	N/A	Revue de projet  Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité directeur   Palais de Justice de Rimouski	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	France Lynch Marie-Claude Parent Chantal Couturier Viateur Cyr Donald Tremblay	N/A	Revue de projet  Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet
Comité directeur   Édifice L.-P.-Pigeon	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	Andrée Blanchet Marie-Claude Parent Donald Tremblay	N/A	Revue de projet  Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet
Comité directeur 85, de Martigny - Construction d'un nouvel édifice gouvernemental	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	France Lynch Lucie Giguère Marie-Claude Parent Christian G. Sirolis Donald Tremblay	N/A	Revue de projet  Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet
SCG : Comité de gouvernance sur l'authentification gouvernementale	Les travaux visent à orienter l'évolution des solutions d'identification et d'authentification électronique utilisées par les organismes publics visés par la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement, par les réseaux ainsi que par certaines entreprises du gouvernement.	Suzanne Potvin Plamondon	N/A	Travaux en cours
Table des responsables organisationnels de la sécurité de l'information	Exerce un rôle conseil auprès du dirigeant principal de l'information dans la définition, la mise en oeuvre et le suivi de l'application des politiques, des directives et des orientations gouvernementales de sécurité de l'information	Marcel Boudreault	N/A	En continu.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Table des conseillers en architecture d'entreprise	Favoriser la cohérence des orientations en matière d'architecture d'entreprise gouvernementale	Guy Picard, Sylvie Marcotte, Valérie Plante	N/A	N/A
CERT/AQ	Analyser les dernières alertes de sécurité et d'activités virales qui peuvent toucher le réseau gouvernemental	Karine Gagnon Gérard Tremblay Chafik Hadjoud	Aucun frais	Prévention, réaction et amélioration de la sécurité de l'information
Forum des responsables de la vérification interne (FRVI)	Favoriser une gestion efficace dans les ministères et les organismes par l'exercice et la promotion de la vérification interne.	Francine Asselin	N/A	Organisation d'activités de formation.
	Renforcer et soutenir les responsables de la vérification interne dans la pratique professionnelle ainsi que leur équipe.			Échange sur les enjeux en VI et les différents dossiers à mettre de l'avant.
				Travaux pour le développement d'outils/guides en collaboration avec le SCT. Réseautage entre les vérificateurs internes.
Comité interministériel sur le plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015	Encadrer le déroulement de l'évaluation en formulant notamment des commentaires sur le mandat, le cadre et le rapport d'évaluation.	Francine Asselin	N/A	Déterminer la méthode d'évaluation du programme, le cadre d'évaluation. Définir l'offre de services. Sélectionner le prestataire.
Comité interministériel sur l'adoption internationale	A comme principal mandat d'analyser la situation et les enjeux liés à l'adoption d'enfants domiciliés hors du Québec par des personnes domiciliées au Québec. Solutions en matière d'adoption internationale à envisager.	Marc G. Lavigne, Sophie Leroux, Anne-Marie Wilson, Sylvie Scherrer, Amélie Pelletier-Desrosiers	N/A	Propositions partielles du comité 18 mai 2012. Le comité a demandé une extension de son mandat.
Comité tripartite sur le plan de sécurité incendie et des mesures d'urgence (PSIMU) des palais de justice	Réviser le PSIMU et proposer un modèle unique pour l'ensemble des palais de justice	Brigitte Levesque Annie Turcotte Michel Falardeau Carole Picard	N/A	Modèle complété à 90 %

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Groupe-conseil stratégique sur la gestion de l'incarcération des personnes liées à une organisation criminelle	Reprise des travaux du groupe de travail mis sur pied en 2002 par le MSP, en réponse à la multiplication de requêtes reliées aux conditions de détention de personnes arrêtées dans le cadre d'opérations policières d'envergure et aux impacts de leur incarcération. Le mandat du comité vise à assurer un traitement cohérent de ces requêtes et à déterminer les orientations et l'application uniforme par les services correctionnels.	Marilyn Thibault Jacques Casgrain		Travaux en cours.
Comité de travail sur les services en région	Travaux visant à optimiser et regrouper la prestation de services gouvernementaux aux citoyens sur le territoire québécois	Chantal Couturier	N/A	Travaux en cours.
Comité de travail sur le transport des détenus (visiocomparutions au palais de justice de montréal)	Travaux visant à implanter l'utilisation de la visioconférence pour les premières comparutions au palais de justice de montréal	Chantal Couturier Paul Charbonneau	N/A	Travaux en cours.
Table gouvernementale aux affaires territoriales et gouvernementales	Table ayant pour mission d'assurer l'occupation et la vitalité des territoires du québec	Chantal Couturier	N/A	Travaux en cours.
Comité valideur dans le cadre du projet sur la centralisation des urgences dans le nord du québec	Échanges portant sur les enjeux rencontrés par les parties prenantes Du projet	Chantal Couturier	N/A	N/A
Comité interministériel de développement durable (cidd)	Comité conseil en matière de développement durable auprès des ministères ou organismes du gouvernement du québec. Le comité est sous la responsabilité du DD du MDDELCC.	Louis Gagnon remplacé par Marie-Claude Fontaine Guillaume Paré	N/A	Adoption de la stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2015-2016	RÉSULTATS ATTEINTS
L'ASSOCIATION DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DU CANADA	MANDAT : ASSURER UNE STRUCTURE PERMETTANT D'ÉCHANGER DE L'INFORMATION ET DES POINTS DE VUE AU SUJET DES BESOINS ET SERVICES JURIDIQUES AINSI QUE DE DISCUTER DE PROBLÈMES EXISTANTS ET DE L'ÉVOLUTION DES DIVERS RÉGIMES, DE MÊME QUE DE DIVERS ASPECTS DE L'AIDE JURIDIQUE ET DE QUESTIONS PUBLIQUES PERTINENTES QUI REPRÉSENTENT UN INTÉRÊT NATIONAL EN MATIÈRE D'AIDE JURIDIQUE.	L'ASSOCIATION EST COMPOSÉE DE REPRÉSENTANTS DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DE CHACUNE DES DIX PROVINCES DU CANADA ET DES TROIS TERRITOIRES (YUKON, NUNAVUT ET TERRITOIRES DU NORD-OUEST) LESQUELS MAINTIENNENT UN PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE RECONNU.	NIL	NIL	LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES EST TOUJOURS MEMBRE DE L'EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION ET A PARTICIPÉ À DES DISCUSSIONS RELATIVES AU RÔLE DE CETTE DERNIÈRE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2015-2016	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ RÉGIONAL MIXTE DES REPRÉSENTANTS DE LA JUSTICE PÉNALE	FACILITER LA COMMUNICATION POUR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS PRATIQUES DANS LA GESTION DES DOSSIERS AVEC DES PARTENAIRES D'AUTRES MINISTÈRES DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA.	M <sup>E</sup> SABIN OUELLET M <sup>E</sup> SONIA PAQUET			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
CONFÉRENCE SUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA	DISCUTER DES MODIFICATIONS À APPORTER AUX LOIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE.	M <sup>E</sup> BENOIT LAUZON M <sup>E</sup> JOANNE MARCEAU		1 RENCONTRE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. UNE RENCONTRE EST PRÉVUE EN AOÛT 2016.
COMITÉ DE COORDINATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES DE JUSTICE PÉNALE	AGIR À TITRE DE PRINCIPAL INSTRUMENT DE LA COLLABORATION ET D'ÉCHANGES ENTRE FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX (FPT) RELATIVEMENT AUX QUESTIONS DE JUSTICE PÉNALE. LE CCHF FONCTIONNE EN MODE PLÉNIER, ORIENTE LE TRAVAIL DES DIFFÉRENTS GROUPES DE TRAVAIL CCHF, DISCUTE DES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ENVISAGÉES ET ÉCHANGES SUR D'AUTRES ENJEUX DE JUSTICE PÉNALE.	M <sup>E</sup> CHLOÉ ROUSSELLE			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ FPT DES CHEFS DES POURSUITES PÉNALES	ABORDER UNE VASTE GAMME DE QUESTIONS JURIDIQUES ET OPÉRATIONNELLES LIÉES AUX POURSUITES; RELEVER LES DOMAINES PRÉSENTANT UN INTÉRÊT QUI SE PRÊTERAIENT À DES ÉCHANGES QUANT AUX PRATIQUES EXEMPLAIRES ET SERVIR DE TRIBUNE POUR LE PARTAGE DE RENSEIGNEMENTS ENTRE DES PROFESSIONNELS D'EXPÉRIENCE.	M <sup>E</sup> ANNICK MURPHY M <sup>E</sup> SABIN OUELLET		2 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	DÉVELOPPER UNE APPROCHE GOUVERNEMENTALE COHÉRENTE VIS-À-VIS L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE RELATIVE AUX PERSONNES ÂÎNÉES DANS CHACUNE DES RÉGIONS DU QUÉBEC.	M <sup>E</sup> CLAUDINE LAURIN			DES TRAVAUX SONT EN COURS VISANT À ASSURER LE DÉPLOIEMENT GRADUEL D'ENTENTES SOCIOJUDICIAIRES DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2015-2016	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES (PAM)	ÉLABORER LE NOUVEAU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES.	M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI		1 RENCONTRE	LE MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRES AUTORISANT LES TRAVAUX D'ÉLABORATION DU PAM 2017-2022 A ÉTÉ DÉPOSÉ LE 9 MARS 2016. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR DU PROJET PROVINCIAL D'ENTENTE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'INTERVENTION SOCIOJUDICIAIRE CONCERNANT LES FORMES CRIMINELLES DE MALTRAITANCE ENVERS LES ÂÎNÉS	DÉVELOPPER UNE APPROCHE GOUVERNEMENTALE COHÉRENTE VIS-À-VIS L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE RELATIVE AUX PERSONNES ÂÎNÉES DANS CHACUNE DES RÉGIONS DU QUÉBEC.	M <sup>E</sup> CLAUDINE LAURIN			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
COMITÉ AVISEUR DU PROJET PROVINCIAL D'ENTENTE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'INTERVENTION SOCIOJUDICIAIRE CONCERNANT LES FORMES CRIMINELLES DE MALTRAITANCE ENVERS LES ÂÎNÉS	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE SOCIOJUDICIAIRE RELATIVE AUX PERSONNES ÂÎNÉES DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS. CONSEILLER, VOIRE PROPOSER AU COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR, UNE STRATÉGIE D'IMPLANTATION ET DE SUIVI DU PROJET; TRANSMETTRE AUX MEMBRES DU COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR TOUTE L'INFORMATION PERTINENTE EN LIEN AVEC LE PROJET; SOUTENIR L'IMPLANTATION DU PROJET ET VEILLER À SON BON DÉROULEMENT DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS; DÉVELOPPER LES OUTILS NÉCESSAIRES À L'IMPLANTATION NATIONALE DU PROJET; RENDRE COMPTE DES PROGRÈS DU PROJET AUPRÈS DES MEMBRES DES COMITÉS DIRECTEURS ET RÉGIONAUX ET PRODUIRE UN BILAN ANNUEL DE L'IMPLANTATION DU PROJET AU PLAN PROVINCIAL.	ME MAYA DUCASSE-HATHI MME EMILIE VAILLANCOURT		2 RENCONTRES ONT EU LIEU	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'ABSENCE DE SOIN MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE	ASSURER LE SUIVI DE L'APPLICATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'ABSENCE DE SOIN MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE; PAR TOUS LES PARTENAIRES CONCERNÉS.	ME CLAUDINE LAURIN			DES TRAVAUX SONT PRÉSENTEMENT EN COURS VISANT À ASSURER LA MISE À JOUR DU TEXTE DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE. LA STRATÉGIE PORU CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES EST EN COURS D'ÉLABORATION.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2015-2016	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DES SOUS-MINISTRES – DOSSIERS VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSIONS SEXUELLES	PROPOSER DES ACTIONS OU UNE STRATÉGIE AU GOUVERNEMENT EN VUE DE PRÉVENIR L'EXPLOITATION SEXUELLE (HYPERSEXUALISATION, PROSTITUTION, TRAITE DE FEMMES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU PAYS) ET VENIR EN AIDE AUX PERSONNES QUI VEULENT QUITTER LE MILIEU DE LA PROSTITUTION.	ME ANNICK MURPHY		AUCUNE	
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE CONCERTATION DES COMMUNICATIONS AU NUNAVIK	AMÉLIORER L'INFORMATION JURIDIQUE QUI EST COMMUNIQUÉE AUX NUNAVIMIITS SUITE AU DÉPÔT DU RAPPORT SPÉCIAL DU PROTECTEUR DU CITOYEN : LES CONDITIONS DE DÉTENTION, L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ AU NUNAVIK.	ME MARTINE BÉRUBÉ		1 RENCONTRE	LES TRAVAUX ONT DÉBUTÉ LE 11 MARS 2016. ILS SE POURSUIVENT ET UNE RENCONTRE EST PRÉVUE LE 18 MARS 2016.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION DE L'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE. IL RELEVÉ DU COMITÉ DES SOUS-MINISTRES – DOSSIERS VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSIONS SEXUELLES.	ME CHLOÉ ROUSSELLE		3 RENCONTRES	REDDITION DE COMPTE ANNUELLE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTALE 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION	COLLABORER À L'ÉLABORATION D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION.	ME CHLOÉ ROUSSELLE		2 RENCONTRES	LE 7 MARS 2016, LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION ENSEMBLE, NOUS SOMMES LE QUÉBEC ET SA STRATÉGIE D'ACTION 2016-2021 ONT ÉTÉ DÉVOILÉES.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC	RÉALISER LA MESURE 38.2 CONCERNANT LA SÉCURITÉ TRANSFRONTALIÈRE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC.	ME LISA LABOSSIÈRE ME SONIA PAQUET			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA RADICALISATION AU QUÉBEC	METTRE EN ŒUVRE LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 LA RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE.	ME SONIA PAQUET			
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE	PROPOSER DES ACTIONS OU UNE STRATÉGIE AU GOUVERNEMENT EN VUE DE PRÉVENIR L'EXPLOITATION SEXUELLE (HYPERSEXUALISATION, PROSTITUTION, TRAITE DE FEMMES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU PAYS) ET	ME CHLOÉ ROUSSELLE		2 ATELIERS DE TRAVAIL	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT EN VUE DE LA STRATÉGIE SUR LA VIOLENCE SEXUELLE.



COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2015-2016	RÉSULTATS ATTEINTS
	VENIR EN AIDE AUX PERSONNES QUI VEULENT QUITTER LE MILIEU DE L'EXPLOITATION SEXUELLE.				
COMITÉ PROVINCIAL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC À MONTRÉAL (PTTCQ-MTL)	VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PTTCQ-MTL.	ME ANNICK MURPHY ME SONIA PAQUET		AUCUNE	
COMITÉ PROVINCIAL SUR LES FACULTÉS AFFAIBLIES	COMITÉ REGROUPANT LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC ET LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DONT LE MANDAT CONSISTE À ÉLABORER ET PROPOSER DES MESURES PERMETTANT DE POURSUIVRE EFFICACEMENT LA LUTTE À L'ENCONTRE DES RÉCIDIVISTES DE LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE ET DE PROPOSER DES RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT EN CE SENS.	ME ANNICK MURPHY		AUCUNE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE	PROPOSER DES ACTIONS OU UNE STRATÉGIE AU GOUVERNEMENT EN VUE DE PRÉVENIR L'EXPLOITATION SEXUELLE (HYPERSEXUALISATION, PROSTITUTION, TRAITE DE FEMMES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU PAYS) ET VENIR EN AIDE AUX PERSONNES QUI VEULENT QUITTER LE MILIEU DE L'EXPLOITATION SEXUELLE.	ME CHLOÉ ROUSSELLE		2 ATELIERS DE TRAVAIL	
COMITÉ PROVINCIAL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC À MONTRÉAL (PTTCQ-MTL)	VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PTTCQ-MTL.	ME ANNICK MURPHY ME SONIA PAQUET		AUCUNE	
COMITÉ PROVINCIAL SUR LES FACULTÉS AFFAIBLIES	COMITÉ REGROUPANT LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC ET LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DONT LE MANDAT CONSISTE À	ME ANNICK MURPHY		AUCUNE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2015-2016	RÉSULTATS ATTEINTS
	ÉLABORER ET PROPOSER DES MESURES PERMETTANT DE POURSUIVRE EFFICACEMENT LA LUTTE À L'ENCONTRE DES RÉCIDIVISTES DE LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE ET DE PROPOSER DES RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT EN CE SENS.				
FORUM DES DIRIGEANTS DE L'INFORMATION	FORUM D'ÉCHANGE D'INFORMATION CONCERNANT LES NOUVELLES RÈGLES ADMINISTRATIVES RELATIVES À LA GESTION DES PROJETS INFORMATIQUES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE LA FORMATION AU SEIN DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL.	M. DENIS GERMAIN MME JACYNTHE FORTIN		3 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVIENT.
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA LUTTE À LA RÉCIDIVE EN MATIÈRE DE CONDUITE AVEC LES FACULTÉS AFFAIBLIES	SOUS-COMITÉ REGROUPANT LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC, DONT LE MANDAT EST D'APPUYER LES TRAVAUX DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA LUTTE À LA RÉCIDIVE EN MATIÈRE DE CONDUITE AVEC LES FACULTÉS AFFAIBLIES.	ME JACQUES BLAIS			
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA RADICALISATION AU QUÉBEC	METTRE EN ŒUVRE LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 LA RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE.	ME MICHEL GREENE			
SOUS-COMITÉ RESPONSABLE DU VOLET AUTOCHTONE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE	IL RELÈVE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE.	ME CHLOÉ ROUSSELLE		1 RENCONTRE	
SOUS-COMITÉ RESPONSABLE DU VOLET AUTOCHTONE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	IL RELÈVE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE.	ME CHLOÉ ROUSSELLE		1 RENCONTRE	
TABLE D'ÉCHANGE ET DE PERFECTIONNEMENT SUR LES INSPECTIONS ET LES ENQUÊTES	EFFECTUER UN SUIVI SERRÉ DE TOUTE LA JURISPRUDENCE SUR LES INSPECTIONS ET LES PERQUISITIONS. CETTE TABLE S'INSCRIT DANS LE CONTEXTE DU PERFECTIONNEMENT DES JURISTES EN MATIÈRE D'INSPECTIONS ET D'ENQUÊTES.	ME KATHY BERGERON ME MARYSE BLAIS ME DONALD BARNABÉ ME NATHALIE DROLET		AUCUNE	REVUE DE LA JURISPRUDENCE PERTINENTE RENDUE EN COURS D'ANNÉE.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2015-2016	RÉSULTATS ATTEINTS
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.	M. DENIS GERMAIN		1 RENCONTRE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE LOI C-32	ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DE LOI ÉDICTANT LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES ET MODIFIANT CERTAINES LOIS.	ME CHLOÉ ROUSSELLE		1 RENCONTRE	LES TRAVAUX SONT TERMINÉS.
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	FAVORISER UNE MEILLEURE COLLABORATION ET CONCERTATION EN MATIÈRE DE SERVICES SOCIAUX, POLICIERS, CORRECTIONNELS ET JUDICIAIRES ET REFLÉTER LA VOLONTÉ, DE LA PART DES MILIEUX AUTOCHTONES, DE SE PRENDRE EN CHARGE.	ME MARIE-CHANTAL BRASSARD		3 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR LES SANCTIONS EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	RÉVISER LE PROGRAMME DE SANCTION EXTRAJUDICIAIRE EN PARTENARIAT AVEC TOUTES LES ORGANISATIONS LES METTANT EN APPLICATION.	ME SOPHIE LAVERGNE			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE (TPCVJMS).	COMITÉ DE SUIVI À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION POUR PRÉVENIR ET TRAITER LA VIOLENCE EN MILIEU SCOLAIRE ET AINSI PARTICIPER AUX TRAVAUX POUR LE PLAN D'ACTION CONCERTÉ SUR L'INTIMIDATION.	ME SOPHIE LAVERGNE		3 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ ACCES CONSTRUCTION	REPOSITIONNER ACCES CONSTRUCTION. ENTÉRINER LES ACTIONS DU COMITÉ DIRECTEUR ET DES COMITÉS AD HOC.	ME ALEXANDRE DALMAU ME KAREN BÉDARD		2 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR ACCES CONSTRUCTION	CONTRIBUER, PAR DES ACTIONS CONCERTÉES, À ACCROÎTRE LA CONFORMITÉ DES ENTREPRENEURS, DES EMPLOYEURS ET DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION À L'ÉGARD DES DIVERSES OBLIGATIONS LÉGALES AUXQUELLES ILS SONT ASSUJETTIS.	ME KAREN BÉDARD ME MARIE-PIER CHAMPAGNE		4 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ ACCES ALCOOL	DÉFINIR LES POLITIQUES D'INSPECTION ET DE POURSUITE QUANT AUX LOIS RELATIVES AUX BOISSONS ALCOOLIQUES ET EN ASSURER LE SUIVI.	ME ÉTIENNE PROTEAU		2 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2015-2016	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE GESTION DE L'ENTENTE INTERPROVINCIALE SUR LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE	COLLABORER AUX EFFORTS DES PARTIES A L'ENTENTE EN VUE DE LA PRÉVENTION DU CRIME ET LA POURSUITE EFFICACE DES INFRACTIONS COMMISES PAR LE CRIME ORGANISÉ.	ME SABIN OUELLET		AUCUNE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
REGROUPEMENT DES POURSUIVANTS EN MATIÈRE DE CRIMES ÉCONOMIQUES ET DE FRAUDES EN VALEURS MOBILIÈRES (AFFILIATION/ÉCONOCRIME.CA)	OPTIMISER L'UTILISATION DU PROCESSUS CRIMINEL EN MATIÈRE DE CRIMES ÉCONOMIQUES ET DE FRAUDES EN VALEURS MOBILIÈRES.	ME ÉRIC BEAUPARLANT			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE (NATIONAL FLAGGING SYSTEM)	IDENTIFIER LES CONTREVENANTS QUI POURRAIENT ÉVENTUELLEMENT ÊTRE DÉCLARÉS DÉLINQUANTS DANGEREUX OU À CONTRÔLER.	ME PATRICK MICHEL			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET	OFFRIR UN SUPPORT AUX PROCUREURS EN MATIÈRE D'ENQUÊTE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET.	ME SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD ME JOANNE MARCEAU		1 RENCONTRE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
ULCC WORKING GROUP ON INFORMER PRIVILEGE ISSUES	ÉTUDIER LE DÉVELOPPEMENT D'UN CADRE LÉGISLATIF POUR LES LITIGES LIÉS À L'APPLICATION DU PRIVILÈGE RELATIF AUX INDICATEURS DE POLICE QUI SURVIENNENT AU COURS D'UN PROCÈS CRIMINEL ET QUE LE GROUPE DE TRAVAIL RENDE COMPTE DE SES CONCLUSIONS À LA CONFÉRENCE LORS DE SA RENCONTRE DE 2015.	ME CATHERINE DUMAIS		2 RENCONTRES	
TABLE D'ÉCHANGE ET DE PERFECTIONNEMENT EN LÉGISLATION	EFFECTUER DES ÉCHANGES SUR DIVERS SUJETS TOUCHANT LA LÉGISLATION.	ME JULIE NADEAU		1 RENCONTRE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LES INTERVENTIONS POLICIÈRES SUR LES EMPRISES FERROVIAIRES DU QUÉBEC (CIPEFQ)	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES MAJEURES. METTRE EN PLACE DES DIRECTIVES POLICIÈRES CONCERNANT LES INTERVENTIONS SUR LES EMPRISES FERROVIAIRES. ÉTUDIER LES DIFFÉRENTES LOIS ET RÈGLEMENTS DANS LE DOMAINE ET Y APPORTER DES AMÉLIORATIONS S'IL Y A LIEU.	ME JEAN-GABRIEL L'ÉCUYER			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Comité	Mandat	Membres	Budget	Nombres de rencontres 2015-2016	Résultats atteints
COMITÉ CONSULTATIF DES AGENTS DE VOYAGES	CONSEILLER LA MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES AGENTS DE VOYAGES SUR TOUTE MATIÈRE RELATIVE AUX ACTIVITÉS DES AGENTS DE VOYAGES ET LUI DONNER SON AVIS SUR TOUTE QUESTION QU'ELLE LUI SOUMET RELATIVEMENT AUX ACTIVITÉS DES AGENTS DE VOYAGES.	<b>M. ANDRE ALLARD</b> , OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR; <b>MME SYLVIE DE BELLEFEUILLE</b> , OPTION CONSOMMATEURS; <b>M. BERNARD BUSSIERES</b> , ASSOCIATION DES TOURS OPERATEURS DU QUEBEC; <b>M. JEAN COLLETTE</b> , ASSOCIATION DES AGENTS DE VOYAGES DU QUEBEC; <b>M. MARC CROTEAU</b> , TOURISME QUEBEC; <b>MME GINETTE GALARNEAU</b> , OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR; <b>MME LAURENCE MARGET</b> , GROUPE DE RECHERCHE EN ANIMATION ET PLANIFICATION ECONOMIQUE DE QUEBEC (GRAPE); <b>MME MANON MARTEL</b> , ASSOCIATION CANADIENNE DES AGENCES DE VOYAGES (ACTA-QUEBEC); <b>M. CLAUDE ST-PIERRE</b> , ASSOCIATION DES TOURS OPERATEURS DU QUEBEC.	AUCUN MONTANT N'A ÉTÉ DÉPENSÉ POUR CE COMITÉ EN 2015-2016.	4	PARTAGE D'INFORMATION SUR DES DOSSIERS PORTANT NOTAMMENT SUR DES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES À APPORTER, LA SITUATION DU FICAV ET LA CAMPAGNE D'INFORMATION QUI S'EST TENUE À SON SUJET, AINSI QUE LES PLAINTES REÇUES DANS LE SECTEUR DU VOYAGE.
CONSEIL CONSULTATIF DES CONSOMMATEURS	PERMETTRE À L'OFFICE DE CONSULTER AVEC PLUS DE RÉGULARITÉ ET DE PROFONDEUR SES PARTENAIRES NATURELS SUR DES QUESTIONS LIÉES À L'EXERCICE DES MANDATS QUE LA LOI LUI CONFIE.	<b>M. ANDRE ALLARD</b> , OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR; <b>MME SYLVIE ANGELINA BOURASSA</b> , SERVICE D'AIDE AUX CONSOMMATEURS DE SHAWINIGAN; <b>M. DENIS FALARDEAU</b> , ACEF DE	POUR LES PARTICIPANTS REPRÉSENTANT UNE ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, UNE ALLOCATION FORFAITAIRE DE 250 \$ EST VERSÉE, PAR RÉUNION, POUR LA PRÉPARATION ET LA PARTICIPATION À LA RÉUNION, AINSI QUE POUR LES	2	PARTAGE D'INFORMATION AVEC LES PARTENAIRES SUR LES DOSSIERS JUDICIAIRES EN COURS; MEILLEUR ÉCLAIRAGE SUR CERTAINS DOSSIERS, TELS LA RÉVISION DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES SUR LE CRÉDIT ET L'ENDETTEMENT,

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2015-2016	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ CONSULTATIF SUR LE COMMERCE DE DÉTAIL	ÉTABLIR DES RELATIONS PLUS SOUTENUES ENTRE LES PARTIES PRENANTES EN CONSOMMATION ET DISCUTER DES ENJEUX ET DES RÉALITÉS PROPRES À CHAQUE CATÉGORIE D'ACTEURS : COMMERÇANTS, CONSOMMATEURS ET GOUVERNEMENT .	<p>QUEBEC (CACQ) ;</p> <p><b>M. GARY FROST</b>, OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ;</p> <p><b>MME GINETTE GALARNEAU</b>, OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ;</p> <p><b>MME YANNICK LABELLE</b>, UNION DES CONSOMMATEURS ;</p> <p><b>M. PIERRE-CLAUDE LAFOND</b>, UNIVERSITÉ DE MONTREAL (EXPERT EN DROIT DE LA CONSOMMATION) ;</p> <p><b>MME KARINE ROBILLARD</b>, OPTION CONSOMMATEURS ;</p> <p><b>MME SONIA ST-PIERRE, ACEF</b> DU GRAND-PORTAGE (UNION DES CONSOMMATEURS) ;</p> <p><b>MME MARIE-ÉDITH TRUDEL</b>, ACEF RIVE-SUD DE MONTREAL (CACQ) ;</p> <p><b>M. ZAÏDZOUTEN</b>, UNIVERSITÉ DU QUEBEC A TROIS-RIVIERES.</p>	<p>FRAIS DE DÉPLACEMENT ENCOURUS.</p> <p>EN 2015-2016, 2 250 \$ ONT ÉTÉ VERSÉS EN ALLOCATIONS FORFAITAIRES.</p>		L'INDICATION ET L'EXACTITUDE DES PRIX EN MAGASIN, LE RÈGLEMENT EN LIGNE DE LITIGE EN CONSOMMATION ET L'INFORMATION DES CONSOMMATEURS ET DES COMMERÇANTS RELATIVEMENT AUX DISPOSITIONS SUR LES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES.
		<p><b>M. ANDRE ALLARD</b>, OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ;</p> <p><b>M. GARY FROST</b>, OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ;</p> <p><b>MME GINETTE GALARNEAU</b>, OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ;</p> <p><b>MME ÉLIANE HAMEL</b>, OPTION CONSOMMATEURS ;</p> <p><b>MME YANNICK LABELLE</b>, UNION DES CONSOMMATEURS ;</p>	<p>POUR LES PARTICIPANTS REPRÉSENTANT UNE ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, UNE ALLOCATION FORFAITAIRE DE 250 \$ EST PRÉVUE POUR CHAQUE PRÉSENCE AUX RÉUNIONS.</p> <p>EN 2015-2016, 2 250 \$ ONT ÉTÉ VERSÉS EN ALLOCATIONS FORFAITAIRES.</p>	3	PARTAGE D'INFORMATION ET DISCUSSIONS SUR LES DOSSIERS JUDICIAIRES EN COURS ET SUR CERTAINS DOSSIERS, TELS LA RÉVISION DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES SUR LE CRÉDIT ET L'ENDETTEMENT, LES RÈGLES SUR LES CARTES PRÉPAYÉES, L'OUTIL WEB <i>SE RENSEIGNER SUR UN COMMERÇANT</i> , L'INDICATION ET L'EXACTITUDE DES PRIX EN MAGASIN, LES MODES NON JUDICIAIRES DE RÉOLUTION DE LITIGE EN CONSOMMATION ET

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2015-2016	RÉSULTATS ATTEINTS
		<b>MME FRANÇOISE PAQUET</b> , CONSEIL QUEBÉCOIS DU COMMERCE DE DÉTAIL; <b>MME CAROLINE SOULARD</b> , COALITION DES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS DU QUÉBEC; <b>MME NATHALIE ST-PIERRE</b> , CONSEIL CANADIEN DU COMMERCE DE DÉTAIL; <b>M. FRANÇOIS VINCENT</b> , FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE.			L'INFORMATION DES CONSOMMATEURS ET DES COMMERÇANTS RELATIVEMENT AUX DISPOSITIONS SUR LES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES.
TABLE DE CONCERTATION DES CINQ ORGANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC	ÉCHANGER DE L'INFORMATION A PROPOS DES MEILLEURES PRATIQUES, DES INITIATIVES ET DES PROJETS DE CHACUN DES ORGANISMES, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE SERVICE À LA CLIENTÈLE.	LES DIRIGEANTS DE : <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS;</li> <li>• L'OFFICE DES PROFESSIONS;</li> <li>• LA RÉGIE DU BÂTIMENT;</li> <li>• LA RÉGIE DU LOGEMENT;</li> <li>• L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR.</li> </ul>	AUCUN MONTANT N'A ÉTÉ DÉPENSÉ POUR CE COMITÉ EN 2015-2016.	1	PARTAGE D'INFORMATION SUR L'AVANCEMENT DES DOSSIERS MAJEURS DE CHACUN DES ORGANISMES MEMBRES DE LA TABLE ET DES ENJEUX COMMUNS.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2015-2016	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ BILATÉRAL CHARGÉ DE PROMOUVOIR L'ENTENTE ENTRE LE QUÉBEC ET LA FRANCE EN MATIÈRE DE RECONNAISSANCE MUTUELLE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES	PROMOUVOIR L'ENTENTE ENTRE LE QUÉBEC ET LA FRANCE EN MATIÈRE DE RECONNAISSANCE MUTUELLE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES ET VEILLE À SES APPLICATIONS ET SON EFFICACITÉ.	SOUS LA PRÉSIDENTE DU MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE, LA DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE EST COMPOSÉE DES REPRÉSENTANTS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS, DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE DU QUÉBEC.	CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ASSUME LES FRAIS DE SES REPRÉSENTANTS AUX DIFFÉRENTS COMITÉS.	1 RENCONTRE	IL EST À NOTER QUE LES RÉSULTATS S'ÉVALUENT PAR LA PARTICIPATION ACTIVE DES REPRÉSENTANTS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS AUX DIFFÉRENTS COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AINSI QUE PAR L'INFLUENCE EXERCÉE AUPRÈS DE SES PARTENAIRES, EU ÉGARD À LA MISSION DE PROTECTION DU PUBLIC DU SYSTÈME PROFESSIONNEL.
PÔLE DE COORDINATION POUR L'ACCÈS À LA FORMATION PRESCRITE PAR LES ORDRES PROFESSIONNELS AINSI QU' AUX STAGES	EN APPLICATION DU CODE DES PROFESSIONS, LES ACTIONS DU PÔLE VISENT À FAVORISER LA COLLABORATION ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET LES ORDRES PROFESSIONNELS AFIN QUE, LORSQU'UN ORDRE PROFESSIONNEL EXIGE D'UNE PERSONNE QU'ELLE ACQUIÈRE UNE FORMATION, NOTAMMENT UNE PERSONNE FORMÉE HORS DU QUÉBEC, CETTE FORMATION SOIT OFFERTE PAR UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT.	SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DES PROFESSIONS, LE PÔLE EST COMPOSÉ DES REPRÉSENTANTS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC, DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION, DU BUREAU DE LA COOPÉRATION INTERUNIVERSITAIRE, DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA FÉDÉRATION DES CÉGEPS.	CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ASSUME LES FRAIS DE SES REPRÉSENTANTS AUX DIFFÉRENTS COMITÉS.	2 RENCONTRES	IL EST À NOTER QUE LES RÉSULTATS S'ÉVALUENT PAR LA PARTICIPATION ACTIVE DES REPRÉSENTANTS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS AUX DIFFÉRENTS COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AINSI QUE PAR L'INFLUENCE EXERCÉE AUPRÈS DE SES PARTENAIRES, EU ÉGARD À LA MISSION DE PROTECTION DU PUBLIC DU SYSTÈME PROFESSIONNEL.



COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2015-2016	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET DES COMPÉTENCES DES PERSONNES IMMIGRANTES FORMÉES À L'ÉTRANGER	AMÉLIORER ET ACCÉLÉRER LES PROCESSUS DE RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET DES COMPÉTENCES DES PERSONNES IMMIGRANTES FORMÉES HORS DU QUÉBEC, EN FAVORISANT LA SYNERGIE ET L'EFFICACITÉ GOUVERnementALE EN LA MATIÈRE, AFIN DE FACILITER L'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES IMMIGRANTES.	SONT MEMBRES DE CE COMITÉ, LES REPRÉSENTANTS DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION, LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE, LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC, L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, LE CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC ET LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL.	CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ASSUME LES FRAIS DE SES REPRÉSENTANTS AUX DIFFÉRENTS COMITÉS.	4 RENCONTRES	IL EST À NOTER QUE LES RÉSULTATS S'ÉVALUENT PAR LA PARTICIPATION ACTIVE DES REPRÉSENTANTS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS AUX DIFFÉRENTS COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AINSI QUE PAR L'INFLUENCE EXERCÉE AUPRÈS DE SES PARTENAIRES, EU ÉGARD À LA MISSION DE PROTECTION DU PUBLIC DU SYSTÈME PROFESSIONNEL.
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE FORMATION UNIVERSITAIRE DONNANT ACCÈS AU PERMIS DES ORDRES PROFESSIONNELS	FAVORISER UN ÉCHANGE EFFICACE D'INFORMATION ENTRE LES ACTEURS À DES MOMENTS CHARNIÈRES DU DÉVELOPPEMENT D'UN PROGRAMME DE FORMATION UNIVERSITAIRE DONNANT ACCÈS AU PERMIS D'UN ORDRE PROFESSIONNEL ET AMÉLIORER LES PROCESSUS D'ANALYSE ET DE CONSULTATION UTILISÉS PAR CHACUN DES INTERVENANTS ET DES PARTENAIRES GOUVERnementAUX.	SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'OFFICE DES PROFESSIONS, LA TABLE REGROUPE LES REPRÉSENTANTS DU BUREAU DE LA COOPÉRATION INTERUNIVERSITAIRE, DU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC ET DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.	CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ASSUME LES FRAIS DE SES REPRÉSENTANTS AUX DIFFÉRENTS COMITÉS.	3 RENCONTRES	IL EST À NOTER QUE LES RÉSULTATS S'ÉVALUENT PAR LA PARTICIPATION ACTIVE DES REPRÉSENTANTS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS AUX DIFFÉRENTS COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AINSI QUE PAR L'INFLUENCE EXERCÉE AUPRÈS DE SES PARTENAIRES, EU ÉGARD À LA MISSION DE PROTECTION DU PUBLIC DU SYSTÈME PROFESSIONNEL.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2015-2016	RÉSULTATS ATTEINTS
TABLE NATIONALE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE FORMATION COLLÉGIALE DOMINANT ACCÈS AU PERMIS DES ORDRES PROFESSIONNELS	Sous l'égide de la Fédération des Cégeps et du Conseil interprofessionnel du Québec, cette table vise l'échange d'informations sur des sujets d'intérêt commun afin d'assurer l'adéquation entre les programmes de formation collégiale et les compétences requises aux fins de la délivrance du permis d'exercice professionnel d'un ordre professionnel.	La table regroupe les représentants de la Fédération des Cégeps, du Conseil interprofessionnel du Québec, du ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, des directeurs des études des collèges d'enseignement et de l'office des professions.	Chaque ministère et organisme assume les frais de ses représentants aux différents comités.	AUCUNE	IL EST À NOTER QUE LES RÉSULTATS S'ÉVALUENT PAR LA PARTICIPATION ACTIVE DES REPRÉSENTANTS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS AUX DIFFÉRENTS COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AINSI QUE PAR L'INFLUENCE EXERCÉE AUPRÈS DE SES PARTENAIRES, EU ÉGARD À LA MISSION DE PROTECTION DU PUBLIC DU SYSTÈME PROFESSIONNEL.
TABLE DE CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE OPQ/MEES/MSSS	Sous l'égide de l'office des professions, la table a pour mandat de favoriser un échange efficace d'information et de rechercher des solutions aux problèmes communs. À cette fin, les membres y échangent de l'information à l'égard, notamment, de l'élaboration et de la révision des programmes d'études universitaires et collégiales menant à l'obtention des diplômes donnant accès au permis délivré par les ordres professionnels. La table traite également des questions d'ordre général et des moyens de collaboration entre les milieux de pratique professionnelle et le milieu de la formation. Elle s'assure que les moyens de coordination des divers intervenants, à des fins de consultation ou de mise en œuvre des décisions	Représentants de l'office des professions, du ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur ainsi que du ministère de la santé et des services sociaux.	Chaque ministère et organisme assume les frais de ses représentants aux différents comités.	1 RENCONTRE	IL EST À NOTER QUE LES RÉSULTATS S'ÉVALUENT PAR LA PARTICIPATION ACTIVE DES REPRÉSENTANTS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS AUX DIFFÉRENTS COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AINSI QUE PAR L'INFLUENCE EXERCÉE AUPRÈS DE SES PARTENAIRES, EU ÉGARD À LA MISSION DE PROTECTION DU PUBLIC DU SYSTÈME PROFESSIONNEL.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2015-2016	RÉSULTATS ATTEINTS
	GOUVERNEMENTALES, SOIENT EFFICACES.				
TABLE DES ORGANISMES DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR	<p>FAVORISER L'ÉCHANGE D'INFORMATION À L'ÉGARD DES DÉFIS COMMUNS À CHACUN DES ORGANISMES COMPOSANT LA TABLE.</p> <p>LES DÉFIS IDENTIFIÉS SONT :</p> <p>L'INFORMATION AUPRÈS DU PUBLIC, LA GESTION DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DES PLAINTES, L'IMAGE CORPORATIVE, LA GESTION DES TECHNOLOGIES EN SUPPORT À LA GESTION DES DOSSIERS ET LE RÔLE DE SURVEILLANCE.</p>	<p>SOUS L'ÉGIDE DE L'OFFICE DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR, LES ORGANISMES PARTICIPANTS SONT L'OFFICE DES PROFESSIONS, L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LA RÉGIE DU BÂTIMENT</p>	<p>CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ASSUME LES FRAIS DE SES REPRÉSENTANTS AUX DIFFÉRENTS COMITÉS.</p>	1 RENCONTRE	<p>IL EST À NOTER QUE LES RÉSULTATS S'ÉVALUENT PAR LA PARTICIPATION ACTIVE DES REPRÉSENTANTS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS AUX DIFFÉRENTS COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AINSI QUE PAR L'INFLUENCE EXERCÉE AUPRÈS DE SES PARTENAIRES, EU ÉGARD À LA MISSION DE PROTECTION DU PUBLIC DU SYSTÈME PROFESSIONNEL.</p>

P.8 NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2015-2016. INDIQUER POUR CHACUNE :

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS A L'ORDRE DU JOUR;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE);
- F. LES RENCONTRES INSCRITES A L'AGENDA POUR 2015-2016.

MINISTÈRE

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
9 AU 12 JUIN 2015	WINNIPEG-MANITOBA	HÉLÈNE MATHIEU	1 750,82 \$
21 JANVIER 2016	QUÉBEC-QUÉBEC ***	HÉLÈNE MATHIEU NATHALIE DROUIN HÉLÈNE MÉNARD JOLYANE PRONOVOST STÉPHANIE VALLÉE	8 804,10 \$

\*\*\* QUÉBEC ÉTAIT LA VILLE HÔTE.

P.9            ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT L’ASSURANCE JURIDIQUE : UNE SOLUTION POUR L’ACCÈS À LA JUSTICE. ACTIONS PRÉVUES EN 2016-2017. FOURNIR COPIE DE TOUT DOCUMENT ET DE TOUTE ÉTUDE D’IMPACT QUANT À LA RÉFLEXION MENÉE SUR LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.

---

**MINISTÈRE**

---

CETTE DEMANDE N’EST PAS PERTINENTE À L’ÉTUDE DES CRÉDITS.

**MINISTÈRE**

---

LES FRAIS JUDICIAIRES ET LES DROITS DE GREFFE SONT NOMBREUX ET SONT ENCADRÉS PAR LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES, LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE, LE CODE CIVIL DU QUÉBEC ET LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25.01), SANCTIONNÉ PAR LA LOI INSTITUANT LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (2014, CHAPITRE 1) EST ENTRÉE EN VIGUEUR LE 1ER JANVIER 2016. CETTE LOI A EU PLUSIEURS INCIDENCES SUR LA RÉGLEMENTATION APPLICABLE DONT LE TARIF DES FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE CIVILE ET DES DROITS DE GREFFE (CHAPITRE T-16, R. 9).

LA QUESTION DE LA TARIFICATION DES SERVICES DE JUSTICE EN MATIÈRE CIVILE ET CELLE APPLICABLE AU RECOUVREMENT DES PETITES CRÉANCES SONT UNE PRÉOCCUPATION IMPORTANTE, À L’HEURE OÙ LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE VISE JUSTEMENT À RENDRE LA JUSTICE PLUS ACCESSIBLE. LES MODIFICATIONS APPORTÉES AU TARIF JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE RESPECTENT CETTE APPROCHE ET A ÉTÉ REVUE EN TENANT COMPTE DE CINQ PRINCIPES :

- 1. MAINTENIR LA TARIFICATION PROCÉDURALE TOUT EN INNOVANT LORSQUE SOUHAITABLE;
- 2. SIMPLIFIER LA TARIFICATION, TEL QUE RECOMMANDÉ PAR LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC;
- 3. FAVORISER UNE UTILISATION PROPORTIONNELLE DES RECOURS;
- 4. INTÉGRER LES PRINCIPES DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS;
- 5. MAINTENIR UNE TARIFICATION ACCESSIBLE ET ÉQUITABLE.

**ÉTAT DE SITUATION**

LE TARIF, TOUT COMME LE NCPC, EN SONT À LEURS PREMIERS MOIS D'APPLICATION. LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE S'ASSURE QUE LE TARIF EST CORRECTEMENT APPLIQUÉ DANS L'ENSEMBLE DU RÉSEAU DES PALAIS DE JUSTICE ET APPORTE, AU BESOIN, LES AJUSTEMENTS NÉCESSAIRES.

P.11 CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2015-2016 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

FONDS ACCÈS JUSTICE

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ EN 2015-2016	NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS
BAS-SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE BAS SAINT-LAURENT	286 558 \$	AUCUN.
CAPITALE NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	409 815 \$	AUCUN.
GASPÉSIE ÎLES DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA GASPÉSIE ÎLES DE-LA-MADELEINE	238 612 \$	AUCUN.
MONTREAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTREAL INC.	383 722 \$	AUCUN.
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L’OUTAOUAIS	278 070 \$	AUCUN.
SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN	159 928 \$	AUCUN.
TOTAL		1 756 705 \$	

LE MONTANT VERSÉ TIENT COMPTE DES SURPLUS RÉCUPÉRÉS DE L’EXERCICE PRÉCÉDENT.

P.12        CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D’AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALE ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2015-2016 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

---

**FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS**

IL N’Y A PAS EU D’APPEL DE PROJETS EN 2015-2016.



P.13      CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D’INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2015-2016 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

---

**MINISTÈRE**

---

MONTANTS PAYÉS EN HONORAIRES AUX MÉDIATEURS POUR LES SÉANCES DE MÉDIATION ET D’INFORMATION OFFERTES EN 2015-2016\*

MÉDIATION FAMILIALE : 4 859 206 \$ (DÉPENSES ASSUMÉES PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE)\*\*

SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE : 146 627 \$ (DÉPENSES ASSUMÉES PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE) \*\*

MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES : 266 714 \$ \*\*

\*HONORAIRES PRÉVUES AUX RÈGLEMENT SUR LA MÉDIATION FAMILIALE ET AU RÈGLEMENT SUR LA MÉDIATION DES DEMANDES RELATIVES À DES PETITES CRÉANCES.

\*\* IMPORTANT DE TENIR COMPTE QUE LES DONNÉES CORRESPONDENT AUX FACTURES REÇUES AVANT LE 24 MARS 2016 POUR DES SÉANCES OFFERTES EN 2015-2016.

P.14      CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2015-2016 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

---

**MINISTÈRE**

---

AUCUNE SOMME ALLOUÉE CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET AUCUNE AIDE FINANCIÈRE N’A ÉTÉ VERSÉE.

P.15      CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2015-2016 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

---

**FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS**

LE CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL A LE MANDAT DE GÉRER ET DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE-RESSOURCE PROVINCIALE SANS FRAIS POUR LES PERSONNES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE. LES SOMMES ALLOUÉES SONT LES SUIVANTES :

2015-2016 : 755 841 \$

P.16      CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L'ÉTRANGER (COMMISSION ROGATOIRE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE, PERCEPTION ET VERSEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC, ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS, SIGNIFICATION ET NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2015-2016 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

---

**MINISTÈRE**

---

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉBOURSE AUCUN FRAIS DANS L'APPLICATION DES ENTENTES ET CONVENTIONS INTERNATIONALES.

**P.17**      **CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2015-2016 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

---

**MINISTÈRE**

---

CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI PARTICIPE AU PROGRAMME DE TRAITEMENT QUÉBÉCOIS DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE ASSUME À MÊME SES BUDGETS LE FINANCEMENT DE CE PROGRAMME.

DE PLUS, EN VERTU D’UNE ENTENTE CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC, UN MONTANT DE 380 000\$ DEVRAIT ÊTRE VERSÉ POUR L’EXERCICE FINANCIER 2015-2016. L’ENTENTE VISANT L’OCTROI DE CE MONTANT EST EN PROCESSUS DE SIGNATURE.

P.18 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2016, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDiquer LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDiquANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDiquANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.

MINISTÈRE

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE)  
NOMBRE DE JUGES – PAR RÉGION  
AU 31 MARS 2016

RÉGIONS	JUGE PUÎNÉ					JUGE SUPPLÉANT	
	Chambres	H	F	Postes vacants	Date de libération du poste	H	F
Abitibi-Témiscamingue		5	5	0		0	1
Estrie		7	10	1	2015-11-13	3	0
Laval-Laurentides-Lanaudière		26	14	0		5	1
Mauricie-Bois-Francs		10	3	0		2	0
Outaouais		8	6	0		2	0
Saguenay-Lac-St-Jean		7	2	1	2016-01-31	3	0
Montréal		44	43	1	2016-01-01	13	8
Montréal		20	16	2	2016-01-09 2016-01-14	6	1
Québec-Chaudières-Appalaches		27	14	1	2013-02-08	6	1
Bas-St-Laurent-Côte-Nord-IDLM		8	9	0		6	0
Sous-total :		162	122	6		46	12
TOTAL :							58

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE AU 31 MARS 2016 : UN JUGE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL EST EN INVALIDITÉ LONGUE DURÉE DEPUIS LE 22 AOÛT 2014.

PARTICIPATION DES FEMMES AUX INSTANCES DE POUVOIR QUÉBEC  
AU 31 MARS 2016

INSTANCES JUDICIAIRES	31 MARS 2016			
	F	H	TOTAL	%
COUR D'APPEL				
COUR SUPÉRIEURE				
COUR DU QUÉBEC	122	162	284	43%
COURS MUNICIPALES				

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE  
AU 31 MARS 2016

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	17	34	51
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	38	26	64
CHAMBRE CIVILE	34	23	57
JURIDICTION MIXTE	72	39	111
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES	1	0	1
TOTAL	162	122	284

P.19 DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2011 ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.

MINISTÈRE

NOMINATIONS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016, COMME JUGES À LA COUR DU QUÉBEC.

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
MEUNIER, SYLVAIN	OUTAOUAIS	CRIMINELLE ET JEUNESSE	2015-04-07
LADOUCEUR, JACQUES	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – NORD-DU-QUÉBEC	CIVILE, CRIMINELLE ET JEUNESSE	2015-06-03
MAGNAN, STEVE	QUÉBEC – CH.-APPALACHES	CRIMINELLE	2015-06-03
OHAYON, KAREN	MONTRÉAL	JEUNESSE	2015-06-03
OTIS, ANNE-MARIE	MONTRÉAL	JEUNESSE	2015-06-03
ROY, JACKY	MONTRÉAL	JEUNESSE	2015-06-03
CARRIER, HÉLÈNE	QUÉBEC – CH.-APPALACHES	CIVILE	2015-08-19
DÉLISLE, SERGE	MONTRÉAL	CRIMINELLE	2015-08-19
PROULX, SÉBASTIEN	QUÉBEC – CH.-APPALACHES	CRIMINELLE ET JEUNESSE	2015-08-19
BRUNELLE, CHRISTIAN	QUÉBEC – CH.-APPALACHES	CIVILE	2015-09-02
NOLIN, MARTINE	MONTRÉAL	JEUNESSE	2015-10-07
AUTHIER, JEAN-PIERRE	MONTÉRÉGIE	JEUNESSE	2016-02-10
DESCÔTEAUX, DENISE	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – NORD-DU-QUÉBEC	CIVILE, CRIMINELLE ET JEUNESSE	2016-02-10
ROY, JOËLLE	MONTRÉAL	CRIMINELLE	2016-02-10

NOMINATIONS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016, COMME JUGES DE PAIX MAGISTRATS À LA COUR DU QUÉBEC.

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
PARÉ, FRANÇOIS	BAS-ST-LAURENT – CÔTE-NORD – GASPÉSIE - IDLM	CRIMINELLE ET PÉNALE	2015-05-13
MARIER, LUCIE	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2015-08-19

P.20      COPIE DE TOUT DOCUMENT ET DE LA CORRESPONDANCE ÉCHANGÉS ENTRE LE MJO ET LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE CONCERNANT LA NOMINATION DE JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE.

---

**MINISTÈRE**

---

CETTE DEMANDE NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.



P.21 NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2015-2016 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX. VENTILER PAR NATURE DE LA PLAINTÉ PORTÉE CONTRE LES JUGES.

MINISTÈRE

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES EN 2015-2016

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
• PLAINTES DÉONTOLOGIQUES À L'ÉGARD DE JUGES	134

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2015-2016

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
• PLAINTES JUGÉES NON FONDÉES	105
• PLAINTES RETENUES POUR EXAMEN	7
• PLAINTES RETENUES POUR ENQUÊTE	8
• PLAINTES SOUS ÉTUDE	14

CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2015-2016

NE S'APPLIQUE PAS.

P.22 VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.

MINISTÈRE

JUGES EN SITUATION DE GESTION (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)	1 <sup>ER</sup> JUILLET 2015
JUGE EN CHEF	29 034,60 \$ <sup>1</sup>
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	26 615,05 \$ <sup>1</sup>
JUGES EN CHEF ADJOINTS	21 775,95 \$ <sup>1</sup>
JUGES COORDONNATEURS	19 356,40 \$ <sup>1</sup>
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	14 517,30 \$ <sup>1</sup>
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	12 359,34 \$ <sup>2</sup>
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	14 517,30 \$ <sup>1</sup>

<sup>1</sup> SALAIRE DE 241 955 \$

<sup>2</sup> SALAIRE DE 205 989 \$

JUGES EN SITUATION DE GESTION (FRAIS DE FONCTION)	1 <sup>ER</sup> JUILLET 2015
JUGE EN CHEF	12 000 \$ <sup>3</sup>
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	11 000 \$ <sup>3</sup>
JUGES EN CHEF ADJOINTS	9 000 \$ <sup>3</sup>
JUGES COORDONNATEURS	6 000 \$ <sup>3</sup>
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	5 000 \$ <sup>3</sup>
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	6 000 \$ <sup>3</sup>
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	6 000 \$ <sup>3</sup>

<sup>3</sup> AUCUN CHANGEMENT APPORTÉ AU COURS DE L'ANNÉE

---

MINISTÈRE

---

LE PROJET DE LOI NUMÉRO 33 EST ENTRÉ EN VIGUEUR LE 20 MAI 2015 ET LE PRÉLÈVEMENT DES SOMMES A ÉTÉ EFFECTUÉ À PARTIR DE CETTE DATE.

P.24 POUR 2015-2016, POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, FOURNIR :

- A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION

LISTE DES MEMBRES À TEMPS PLEIN AU 31 MARS 2016

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2016	SECTION
CORMIER, LOUIS – ARMAND	140 117 \$	SAE
LANTHIER, PIERRE	140 117 \$	SAE
LAVERDIÈRE, ODETTE	140 117 \$	SAE
RENY, GILLES	140 117 \$	SAE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2016	SECTION
BOUTIN, FRANÇOIS	140 117 \$	STE
LACROIX, ODETTE	140 117 \$	STE
LÉVESQUE, SUZANNE	140 117 \$	STE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2016	SECTION
BÉLANGER, LOUISE V.-P.	155 795 \$	SAI
BOUCHARD, MARIO	140 117 \$	SAI
CHAREST, MARIE	140 117 \$	SAI
COLLIN, RÉAL	140 117 \$	SAI
DE CHAMPLAIN, CLAUDE	140 117 \$	SAI
DE KOVACHICH, HÉLÈNE	140 117 \$	SAI
DION, JEAN	140 117 \$	SAI
GAGNON, GUY	140 117 \$	SAI
GOSSELIN, CHARLES	140 117 \$	SAI
GOULET, CLÉMENT	140 117 \$	SAI
GOYER, MANON	140 117 \$	SAI
PELLETIER, VÉRONIQUE	140 117 \$	SAI
PROULX, JOSÉE	129 785 \$	SAI
SANCHE, ROBERT	140 117 \$	SAI
SÉGUIN, PIERRE	140 117 \$	SAI

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2016	SECTION
LEJEUNE, NATALIE – V.P.	155 795 \$	SAS
ARSLANIAN, CHAHÉ-PHILIPPE	140 117 \$	SAS
BEAUMIER, HÉLÈNE	140 117 \$	SAS
BIBEAU, LISE	140 117 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2016	SECTION
BIBEAU, NATALIE	140 117 \$	SAS
BISSON JOLIN, LINA	140 117 \$	SAS
BOISSY, BENOIT	145 385 \$	SAS
BOTTINO, PRESHA	140 117 \$	SAS
BOUCHARD, CAROL	116 427 \$	SAS
BOUCHARD, DIANE	140 117 \$	SAS
BOULANGER, JACQUES	133 684 \$	SAS
BOURASSA, SYLVAIN	140 117 \$	SAS
BOURGALT, RICHARD	137 041 \$	SAS
CARON, JOSÉE	145 385 \$	SAS
CÔTÉ, CHRISTINE	140 117 \$	SAS
DAO, CLAUDIA	121 789 \$	SAS
DAVIAULT, MICHEL	140 117 \$	SAS
DESAULNIERS, CLAIRE	140 117 \$	SAS
DIONNE, MARIE-JOSÉE	115 328 \$	SAS
DUCHARME, ANDRÉE	145 385 \$	SAS
DUFOUR, JEAN-MARC	140 117 \$	SAS
ÉVANGÉLISTE, MARIO	140 117 \$	SAS
FONTAINE, GILLES	115 328 \$	SAS
GAGNON, KATHYA	138 810 \$	SAS
GAGNON, MARIE ANNIK	140 117 \$	SAS
GAGNON, SYLVIE	140 117 \$	SAS
GARIEPY, PHILIPPE M.	123 401 \$	SAS
GONTHIER, CAROLINE	140 117 \$	SAS
GOUIN, HÉLÈNE	140 117 \$	SAS
HAMEL, LOUISE	145 385 \$	SAS
LAGUEUX, DANIEL	140 117 \$	SAS
LANDRY, FRANÇOIS	140 117 \$	SAS
LAPORTE, MICHEL	140 117 \$	SAS
LE FRANÇOIS, LUCIE	140 117 \$	SAS
LE MOYNE, YVAN	140 117 \$	SAS
LECLERC, CARL	140 117 \$	SAS
LÉGARÉ, GILLES	140 117 \$	SAS
LESSARD, ROBERT	140 117 \$	SAS
LEYDET, ANNE	140 117 \$	SAS
OUELLET, CAROLE	140 117 \$	SAS
PHANEUF, STELLA	145 385 \$	SAS
PILETTE-KANE, YOLANDE	90 067\$	SAS
PROULX, MATHIEU – PRÉSIDENT	192 748 \$	SAS
RANDOIN, MICHÈLE	145 385 \$	SAS
RIVARD, MICHEL	140 117 \$	SAS
SAUVÉ, DENIS	140 117 \$	SAS
TARDY, SOLANGE	145 385 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2016	SECTION
TURPIN, CLAUDE	140 117 \$	SAS
LACASSE, GISELE – PRÉSIDENTE CETM	147 123 \$	CETM (SAS)
ANGLADE, JOSEPH	140 117 \$	CETM (SAS)
AUDET, DOMINIQUE	140 117 \$	CETM (SAS)
AUDET, JEAN	140 117 \$	CETM (SAS)
BORDUAS, ROBERT	140 117 \$	CETM (SAS)
LAVOIE, MARTINE	140 117 \$	CETM (SAS)
LAUZON, JUDITH	140 117 \$	CETM (SAS)
MORISSETTE, ÉRIC	120 528 \$	CETM (SAS)
ROCHELIN, GERTRUDE	134 901 \$	CETM (SAS)
SAUCIER, MÉDARD	140 117 \$	CETM (SAS)

**LISTE DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2016**

PRÉNOM ET NOM	SECTION
CARPENTIER, JOCELYN	SAS
CZYIWI, ÉLIZABETH	SAS
DEMERS, HUGUETTE	SAS
GALARNEAU, LOUISE	SAS
L'HEUREUX, BRUNO	SAS
MARCIL, DOMINIQUE	SAS
NOLET, LOUISE	SAS
ROBERGE, DANIEL	SAS
THÉRIAULT, GILLES	SAS
BECK, PHILIP	CETM (SAS)
BLAIN, LOUISE M	CETM (SAS)
CARON, CHANTAL	CETM (SAS)
CARPENTIER, PIERRE	CETM (SAS)
COURNOYER, GÉRARD	CETM (SAS)
COURTEMANCHE, MARCEL	CETM (SAS)
LABRIE, JACQUES	CETM (SAS)
LACERTE, JEAN-FRANÇOIS	CETM (SAS)
LAMBERT, LIONEL	CETM (SAS)
LEBLANC, LUCIEN	CETM (SAS)
LEROUX, JEAN ROBERT	CETM (SAS)
MALTAIS, LOUISE	CETM (SAS)
MICHAUD, SYLVIE	CETM (SAS)
NOBÉCOURT, PHILIPPE	CETM (SAS)
QUINTAL, MARIE-LUCE	CETM (SAS)
ROY, LOUIS	CETM (SAS)
TREMBLAY, GUY	CETM (SAS)
VILLENEUVE, ANDRÉ	CETM (SAS)
FORGUES, JACQUES	SAI

**B. PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATIO N	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRAT ION
DEPUIS L'AMENDEMENT APPORTÉ À LA <i>LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE</i> (PROJET DE LOI 103), LES MEMBRES SONT, DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2006, NOMMÉS SELON BONNE CONDUITE.							

**C. PERSONNES NOMMÉES, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.**

**EN 2015-2016**

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATIO N	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRAT ION
DAO	CLAUDIA	AVOCATE	SAS	2015-06-01			121 789\$
LEROUX	JEAN ROBERT	MÉDECIN PSYCHIATRE	CETM (SAS)	2015-11-02			T. PARTIEL
MICHAUD	SYLVIE	MEDECIN PSYCHIATRE	CETM (SAS)	2015-09-28			T. PARTIEL
NOLET	LOUISE	MEDECIN	SAS	2015-07-06			T. PARTIEL
RIVARD	MICHEL	AVOCAT	SAS	2015-06-01			140 117 \$

- P. 25 POUR 2015-2016, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :
- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
  - B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

1. DÉLAI MOYEN DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF (EN JOURS)

L'ARTICLE 114 DE LA *LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE* MENTIONNE QUE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE DONT LA DÉCISION EST CONTESTÉE EST TENUE, DANS LES 30 JOURS SUIVANT LA RÉCEPTION DE LA COPIE DE LA REQUÊTE INTRODUCTIVE DU RECOURS, DE TRANSMETTRE AU SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ET AU REQUÉRANT UNE COPIE DU DOSSIER RELATIF À L'AFFAIRE.

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	13
IMMIGRATION	37
INDEMNISATIONS DIVERSES*	46
RÉGIME DE RENTES	28
SÉCURITÉ DU REVENU	27
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	22
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	48
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	15
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	36

\* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.



A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

2. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE \* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	5,0
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	9,3
RÉGIME DE RENTES	5,1
SÉCURITÉ DU REVENU	8,1
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	5,6
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	12,0
EXPROPRIATION	3,0
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-

\* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L'INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCILIATION JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE.

**A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION**

**3. DÉLAI MOYEN POUR LES DOSSIERS FERMÉS EN CONCILIATION\* (EN MOIS)**

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	13,2
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	12,7
RÉGIME DE RENTES	5,5
SÉCURITÉ DU REVENU	8,5
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	0,9
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	-
EXPROPRIATION	3,0
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-

\* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L'INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCILIATION JUSQU'À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER EN CONCILIATION.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

4. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE\* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	26,7
IMMIGRATION	7,2
INDEMNISATIONS DIVERSES**	24,2
RÉGIME DE RENTES	16,9
SÉCURITÉ DU REVENU	21,8
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	7,5
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	9,7
EXPROPRIATION***	47,8
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	7,7
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	9,6

\* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

\*\* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

\*\*\* EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DU DÉPÔT DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

5. DÉLAI MOYEN DU DÉLIBÉRÉ POUR LES DOSSIERS FERMÉS (EN JOURS)

L'ARTICLE 146 DE LA *LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE* ÉNONCE QUE DANS TOUTE AFFAIRE, DE QUELQUE NATURE QU'ELLE SOIT, LA DÉCISION DOIT ÊTRE RENDUE DANS LES TROIS MOIS SUIVANT SA PRISE EN DÉLIBÉRÉ.

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	63
IMMIGRATION	73
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	55
RÉGIME DE RENTES	58
SÉCURITÉ DU REVENU	58
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	51
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	37
EXPROPRIATION	88
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	61
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	67

**A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION**

**6. DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT POUR LES DOSSIERS FERMÉS (EN MOIS)**

CE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DU DÉPÔT DU RECOURS PAR LE REQUÉRANT JUSQU'À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D'UNE DÉCISION, D'UN RÈGLEMENT, D'UN DÉSISTEMENT OU D'UNE CONCILIATION.

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	30,3
IMMIGRATION	14,7
INDEMNISATIONS DIVERSES*	29,8
RÉGIME DE RENTES	21,9
SÉCURITÉ DU REVENU	20,3
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	11,2
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	14,4
EXPROPRIATION**	46,7
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	12,1
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	15,8

\* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

\*\* EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU'À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D'UNE DÉCISION, D'UN RÈGLEMENT, D'UN DÉSISTEMENT OU D'UNE CONCILIATION.

**B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES**

LES STATISTIQUES SUR LES DOSSIERS TRAITÉS NE SONT DISPONIBLES QUE PAR SECTION OU MATIÈRE ET NON POUR CHACUN DES MEMBRES DU TRIBUNAL.

P.26 POUR 2014-2015, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF :

- A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES;
- B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS;
- C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES :

Toutes les régions administratives du Québec.

B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS :

CONCILIATION	2015-2016 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
DOSSIERS TRAITÉS	3 352

C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT :

CONCILIATION	2015-2016 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
ACCORDS	1 562
DÉSISTEMENTS	192
TOTAL DES RÈGLEMENTS	1 754

P.27 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :

- A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT;
- B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN.

À TEMPS PLEIN AU 31 MARS 2016

TOTAL  
4

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
CORMIER	LOUIS-ARMAND	SAE	1997-01-06
LANTHIER	PIERRE	SAE	1992-01-20
LAVERDIÈRE	ODETTE	SAE	1997-10-14
RENY	GILLES	SAE	2010-03-01

TOTAL  
3

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
BOUTIN	FRANÇOIS	STE	2008-09-22
LACROIX	ODETTE	STE	2006-07-17
LÉVESQUE	SUZANNE	STE	2008-10-14

TOTAL  
15

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
BÉLANGER	LOUISE V. -P.	SAI	2006-07-17
BOUCHARD	MARIO	SAI	2008-03-25
CHAREST	MARIE	SAI	2008-04-03
COLLIN	RÉAL	SAI	1981-03-11
DE CHAMPLAIN	CLAUDE	SAI	1994-05-02
DE KOVACHICH	HÉLÈNE	SAI	2006-05-02
DION	JEAN	SAI	2009-03-02
GAGNON	GUY	SAI	1992-08-03
GOSSSELIN	CHARLES	SAI	1992-08-03
GOULET	CLÉMENT	SAI	2011-04-04
GOYER	MANON	SAI	2006-10-30
PELLETIER	VÉRONIQUE	SAI	1994-07-18
PROULX	JOSÉE	SAI	2012-06-18
SANCHE	ROBERT	SAI	2008-03-25
SÉGUIN	PIERRE	SAI	2012-06-18

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
LEJEUNE	NATALIE – V.P.	SAS	2009-02-23
ARSLANIAN	CHAHÉ-PHILIPPE	SAS	1994-07-20
BEAUMIER	HÉLÈNE	SAS	1998-01-05
BIBEAU	LISE	SAS	2006-07-17
BIBEAU	NATALIE	SAS	2014-02-17
BISSON-JOLIN	LINA	SAS	1995-10-23
BOISSY	BENOÎT	SAS	2009-04-14
BOTTINO	PERSHA	SAS	2006-04-24
BOUCHARD	CAROL	SAS	2014-02-17
BOUCHARD	DIANE	SAS	2012-06-04

TOTAL  
58

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
BOULANGER	JACQUES	SAS	2014-02-17
BOURASSA	SYLVAIN	SAS	2014-02-17
BOURGAULT	RICHARD	SAS	2010-03-01
CARON	JOSÉE	SAS	2009-03-16
CÔTÉ	CHRISTINE	SAS	2011-04-11
DAO	CLAUDIA	SAS	2015-06-01
DAVIAULT	MICHEL	SAS	1998-03-09
DESAULNIERS	CLAIRE	SAS	2007-10-01
DIONNE	MARIE-JOSÉE	SAS	2014-02-17
DUCHARME	ANDRÉE	SAS	2000-10-10
DUFOUR	JEAN-MARC	SAS	2007-03-12
ÉVANGÉLISTE	MARIO	SAS	2012-06-18
FONTAINE	GILLES	SAS	2014-02-17
GAGNON	KATHYA	SAS	2008-10-14
GAGNON	MARIE ANNIK	SAS	2014-02-17
GAGNON	SYLVIE	SAS	2012-06-04
GARIÉPY	PHILIPPE M.	SAS	2012-06-18
GONTHIER	CAROLINE	SAS	2009-02-23
GOUIN	HÉLÈNE	SAS	1989-04-03
HAMEL	LOUISE	SAS	2002-02-04
LAGUEUX	DANIEL	SAS	2007-10-29
LANDRY	FRANÇOIS	SAS	1998-03-09
LAPORTE	MICHEL	SAS	2006-05-01
LE FRANÇOIS	LUCIE	SAS	2006-09-05
LE MOYNE	YVAN	SAS	2007-09-24
LECLERC	CARL	SAS	2014-02-17
LÉGARÉ	GILLES	SAS	1989-11-03
LESSARD	ROBERT	SAS	1994-07-18
LEYDET	ANNE	SAS	1998-03-23
OUELLET	CAROLE	SAS	2007-10-09
PHANEUF	STELLA	SAS	2004-12-01
PILETTE-KANE	YOLANDE	SAS	2014-02-17
PROULX	MATHIEU – PRÉSIDENT	SAS	1997-03-24
RANDOIN	MICHÈLE	SAS	2009-03-23
SAUVÉ	DENIS	SAS	2009-02-23
RIVARD	MICHEL	SAS	2015-06-01
TARDY	SOLANGE	SAS	1999-08-23
TURPIN	CLAUDE	SAS	2011-04-11
LACASSE	GISÈLE – PRÉSIDENTE CETM	CETM (SAS)	2011-03-28
ANGLADE	JOSEPH	CETM (SAS)	1997-02-10
AUDET	DOMINIQUE	CETM (SAS)	1998-03-09
AUDET	JEAN	CETM (SAS)	2007-10-09
BORDUAS	ROBERT	CETM (SAS)	2008-10-14
LAUZON	JUDITH	CETM (SAS)	2011-04-18
LAVOIE	MARTINE	CETM (SAS)	2006-04-18
MORISSETTE	ÉRIC	CETM (SAS)	2014-02-17
ROCHELIN	GERTRUDE	CETM (SAS)	2010-07-19
SAUCIER	MÉDARD	CETM (SAS)	1992-07-06



À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2016

TOTAL  
28

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
CARPENTIER	JOCELYN	SAS	2008-01-01
CZYZIW	ÉLIZABETH	SAS	2012-11-26
DEMERS	HUGUETTE	SAS	2011-03-28
GALARNEAU	LOUISE	SAS	2011-03-28
L'HEUREUX	BRUNO J.	SAS	2014-02-17
MARCIL	DOMINIQUE	SAS	2014-04-07
NOLET	LOUISE	SAS	2015-07-06
ROBERGE	DANIEL	SAS	2011-08-12
THÉRIAULT	GILLES	SAS	1977-11-16
BECK	PHILIP	CETM (SAS)	1996-02-21
BLAIN	LOUISE-M	CETM (SAS)	1996-02-21
CARON	CHANTAL	CETM (SAS)	2010-01-10
CARPENTIER	PIERRE	CETM (SAS)	1993-01-20
COURNOYER	GÉRARD	CETM (SAS)	2012-11-26
COURTEMANCHE	MARCEL	CETM (SAS)	1993-01-20
LABRIE	JACQUES	CETM (SAS)	1981-02-09
LACERTE	JEAN-FRANÇOIS	CETM (SAS)	2000-07-31
LAMBERT	LIONEL	CETM (SAS)	1993-01-20
LEBLANC	LUCIEN	CETM (SAS)	2009-11-16
LEROUX	JEAN ROBERT	CETM (SAS)	2015-11-02
MALTAIS	LOUISE	CETM (SAS)	1998-03-23
MICHAUD	SYLVIE	CETM (SAS)	2015-09-28
NOBÉCOURT	PHILIPPE	CETM (SAS)	2011-03-28
QUINTAL	MARIE-LUCE	CETM (SAS)	2013-07-08
ROY	LOUIS	CETM (SAS)	1993-03-10
TREMBLAY	GUY	CETM (SAS)	2012-06-04
VILLENEUVE	ANDRÉ	CETM (SAS)	2003-03-10
FORGUES	JACQUES	SAI	2008-04-01

B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS AU 31 MARS 2016 INCLUANT LA DATE

À TEMPS PLEIN

	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
	08009	2015-07-01
	08020	2014-04-16
	08026	2016-02-11
	08030	2015-07-18
	08034	2008-12-01
	08046	2015-08-30
	08048	2016-01-01
	08057	2014-05-24
	08058	2014-09-01
	08061	2010-07-31
	08068	2012-10-06
	08071	2014-04-07
	08083	2013-01-13
	08092	2014-09-22
	08093	2014-07-11
TOTAL	08095	2016-01-05
17	08097	2013-03-16

À TEMPS PARTIEL

	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
	8903	2015-06-02
TOTAL	8904	2014-10-06
3	8914	2014-09-30

P.28 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

2015-2016

NOMBRE	NATURE	RÉSULTATS
87	NOMBRE TOTAL DE DOSSIERS DE PLAINTES POUR L'EXERCICE 2015-2016	
16	DOSSIERS DE PLAINTES REPORTÉS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	
71	DOSSIERS DE PLAINTES OUVERTS DANS L'EXERCICE 2015-2016	
66		PLAINTES DÉCLARÉES IRRECEVABLES
5		PLAINTES DÉCLARÉES RECEVABLES (RETENUES POUR ENQUÊTE)
1		PLAINTES JUGÉES NON FONDÉES PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
0		PLAINTES DÉCLARÉES SANS OBJET PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
0		PLAINTES JUGÉES FONDÉES PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
19		PLAINTES EN COURS DE TRAITEMENT

P.29 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L’UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUE; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).

MINISTÈRE

2015-2016

RADAR PHOTO	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS <sup>2</sup>	MONTANT <sup>3</sup>
RADARS FIXES		
ST-GEORGES DE BEAUCE	5 022	398 907\$
BOUCHERVILLE	40 141	3 459 803\$
MONTRÉAL A15 SUD	17 429	2 210 395\$
MONTRÉAL MACDOUGALL	1 303	107 433\$
LÉVIS A20	8 323	692 404\$
PINCOURT	15 059	1 403 799\$
TOTAL FIXES	87 277	8 272 741\$
RADARS MOBILES <sup>1</sup>	48 111	5 151 433\$
FEUX ROUGES		
ST-CONSTANT	30	4 914\$
THETFORD MINES	133	21 801\$
LÉVIS PRÉSIDENT-KENNEDY	1 556	255 678\$
MONTRÉAL SAINTE-CATHERINE / D'IBERVILLE	571	93 629\$
LAVAL DES LAURENTIDES/DAGENAIS	31	5 209\$
MONTRÉAL DÉCARIE / PARÉ	1 252	205 423\$
TOTAL FEUX ROUGES	3 573	586 654\$
TOTAL	138 961	14 010 828 \$

1. DOUZE RADARS MOBILES OPÈRENT SUR 228 SITES DU RÉSEAU ROUTIER DÉTERMINÉS PAR UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL.
2. LE NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REPRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS.
3. LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS DE CONSTAT ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS AU 31 MARS 2016.

P.30 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L’AIDE JURIDIQUE EN 2015-2016, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	8 241	7 540	91.5%	587	7.1%	114	1.4%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	7 965	7 209	90.5%	714	9.0%	42	0.5%
CÔTE-NORD	4 229	3 679	87.0%	363	8.6%	187	4.4%
ESTRIE	11 989	10 748	89.6%	1 129	9.4%	112	0.9%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	25 558	20 339	79.6%	4 900	19.2%	319	1.2%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	15 173	12 739	84.0%	2 222	14.6%	212	1.4%
MONTRÉAL	56 136	43 518	77.5%	11 706	20.9%	912	1.6%
OUTAOUAIS	12 148	10 193	83.9%	1 750	14.4%	205	1.7%
QUÉBEC	20 538	17 264	84.1%	2 909	14.2%	365	1.8%
RIVE-SUD	27 347	22 654	82.8%	4 642	17.0%	51	0.2%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	8 074	7 097	87.9%	761	9.4%	216	2.7%
TOTAL	197 398	162 980	82.6%	31 683	16.1%	2 735	1.4%

2. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CAS CONFIÉS À DES AVOCATS	%	CAS CONFIÉS À DES NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	7 518	99.7%	22	0.3%	7 540
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	7 192	99.8%	17	0.2%	7 209
CÔTE-NORD	3 678	100.0%	1	0.0%	3 679
ESTRIE	10 730	99.8%	18	0.2%	10 748
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	20 315	99.9%	24	0.1%	20 339
MAURICIE-BOIS-FRANCS	12 691	99.6%	48	0.4%	12 739
MONTRÉAL	43 444	99.8%	74	0.2%	43 518
OUTAOUAIS	10 173	99.8%	20	0.2%	10 193
QUÉBEC	17 246	99.9%	18	0.1%	17 264
RIVE-SUD	22 611	99.8%	43	0.2%	22 654
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	7 084	99.8%	13	0.2%	7 097
TOTAL	162 682	99.8%	298	0.2%	162 980

3. **RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION**  
**DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3 246	43.2%	4 272	56.8%	7 518
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	3 914	54.4%	3 278	45.6%	7 192
CÔTE-NORD	1 797	48.9%	1 881	51.1%	3 678
ESTRIE	5 607	52.3%	5 123	47.7%	10 730
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	7 461	36.7%	12 854	63.3%	20 315
MAURICIE-BOIS-FRANCS	6 045	47.6%	6 646	52.4%	12 691
MONTREAL	20 939	48.2%	22 505	51.8%	43 444
OUTAOUAIS	5 938	58.4%	4 235	41.6%	10 173
QUÉBEC	8 357	48.5%	8 889	51.5%	17 246
RIVE-SUD	9 816	43.4%	12 795	56.6%	22 611
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	3 589	50.7%	3 495	49.3%	7 084
<b>TOTAL</b>	<b>76 709</b>	<b>47.2%</b>	<b>85 973</b>	<b>52.8%</b>	<b>162 682</b>

4. **RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION**  
**DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	REFUS AVOCATS	%	REFUS NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	577	98.3%	10	1.7%	587
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	704	98.6%	10	1.4%	714
CÔTE-NORD	363	100.0%	0	0.0%	363
ESTRIE	1 124	99.6%	5	0.4%	1 129
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	4 883	99.7%	17	0.3%	4 900
MAURICIE-BOIS-FRANCS	2 190	98.6%	32	1.4%	2 222
MONTREAL	11 658	99.6%	48	0.4%	11 706
OUTAOUAIS	1 743	99.6%	7	0.4%	1 750
QUÉBEC	2 892	99.4%	17	0.6%	2 909
RIVE-SUD	4 619	99.5%	23	0.5%	4 642
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	761	100.0%	0	0.0%	761
<b>TOTAL</b>	<b>31 514</b>	<b>99.5%</b>	<b>169</b>	<b>0.5%</b>	<b>31 683</b>

5. **RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION**  
**DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	REFUS SALARIÉS	%	REFUS PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	213	36.3%	374	63.7%	587
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	348	48.7%	366	51.3%	714
CÔTE-NORD	174	47.9%	189	52.1%	363
ESTRIE	548	48.5%	581	51.5%	1 129
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 421	29.0%	3 479	71.0%	4 900
MAURICIE-BOIS-FRANCS	965	43.4%	1 257	56.6%	2 222
MONTREAL	7 571	64.7%	4 135	35.3%	11 706
OUTAOUAIS	1 307	74.7%	443	25.3%	1 750
QUÉBEC	1 416	48.7%	1 493	51.3%	2 909
RIVE-SUD	2 501	53.9%	2 141	46.1%	4 642
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	384	50.5%	377	49.5%	761
<b>TOTAL</b>	<b>16 848</b>	<b>53.2%</b>	<b>14 835</b>	<b>46.8%</b>	<b>31 683</b>

6. RÉPARTITION DES DEMANDES NON STATUÉES SELON QU'ELLES SONT EN ATTESTATION CONDITIONNELLE OU EN SUSPENS PAR RÉGION  
DU 1ER AVRIL 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	%	EN SUSPENS	%	TOTAL DES DEMANDES NON STATUÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	0.9%	113	99.1%	114
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	2	4.8%	40	95.2%	42
CÔTE-NORD	13	7.0%	174	93.0%	187
ESTRIE	9	8.0%	103	92.0%	112
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	45	14.1%	274	85.9%	319
MAURICIE-BOIS-FRANCS	0	0.0%	212	100.0%	212
MONTREAL	282	30.9%	630	69.1%	912
OUTAOUAIS	9	4.4%	196	95.6%	205
QUÉBEC	85	23.3%	280	76.7%	365
RIVE-SUD	7	13.7%	44	86.3%	51
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	15	6.9%	201	93.1%	216
TOTAL	468	17.1%	2 267	82.9%	2 735

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2016**

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2016 ÉTAIT LA SUIVANTE : L'AIDE JURIDIQUE AVAIT DES BUREAUX DANS QUATRE-VINGT-SEIZE (96) VILLES DU QUÉBEC, COMPRENANT CENT TREIZE UNITÉS (113) DONT QUATRE-VINGT-DIX (90) À TEMPS PLEIN ET VINGT-TROIS (23) À TEMPS PARTIEL. L'EXPÉRIENCE MOYENNE DES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU EST D'ENVIRON 16.6 ANNÉES D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE AU 31 MARS 2016.



P.32 POUR 2015-2016, INDIQUER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.

---

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.

EN 2015-2016, AUCUNE DEMANDE N'A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES CENTRES COMMUNAUTAIRES JURIDIQUES.

**P.33 POUR 2015-2016, FOURNIR :**

- A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
  - B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
  - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
  - D. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.
- 

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- A)** AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
  
- B)** 8 357 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9<sup>o</sup> DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.
  
- c)** 3 989 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8<sup>o</sup> DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.
  
- D)** LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015, EST DE 2 593. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :
  - 1) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
  - 2) CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
  - 3) LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
  - 4) LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
  - 5) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
  - 6) LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR  
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	40 376	64.0%	22 750	36.0%	63 126
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	102 166	83.3%	20 527	16.7%	122 693
CÔTE-NORD	49 489	89.3%	5 954	10.7%	55 443
ESTRIE	179 606	94.4%	10 581	5.6%	190 187
LAURENTIDES- LANAUDIÈRE	179 860	85.2%	31 274	14.8%	211 134
MAURICIE-BOIS- FRANCS	134 327	80.5%	32 520	19.5%	166 847
MONTRÉAL	858 248	95.7%	38 417	4.3%	896 665
OUTAOUAIS	130 278	99.3%	939	0.7%	131 217
QUÉBEC	111 860	67.9%	52 889	32.1%	164 749
RIVE-SUD	305 549	96.1%	12 480	3.9%	318 029
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	69 445	86.2%	11 079	13.8%	80 524
TOTAL	2 161 204	90.0%	239 410	10.0%	2 400 614

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR  
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	53 725	43.2%	70 747	56.8%	124 472
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	80 715	77.3%	23 714	22.7%	104 429
CÔTE-NORD	17 512	49.9%	17 611	50.1%	35 123
ESTRIE	154 545	81.7%	34 720	18.3%	189 265
LAURENTIDES- LANAUDIÈRE	351 086	47.7%	385 024	52.3%	736 110
MAURICIE-BOIS- FRANCS	119 231	80.9%	28 227	19.1%	147 458
MONTRÉAL	932 770	73.4%	338 700	26.6%	1 271 470
OUTAOUAIS	49 439	95.0%	2 590	5.0%	52 029
QUÉBEC	132 535	70.1%	56 644	29.9%	189 179
RIVE-SUD	368 194	86.7%	56 638	13.3%	424 832
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	38 628	71.3%	15 575	28.7%	54 203
TOTAL	2 298 380	69.1%	1 030 190	30.9%	3 328 570

(1) INCLUANT LES FRAIS D'EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

P.35 COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, DE 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR  
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11 326	39.5%	17 335	60.5%	28 661
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	43 222	78.6%	11 786	21.4%	55 008
CÔTE-NORD	8 090	78.5%	2 213	21.5%	10 303
ESTRIE	69 784	91.7%	6 330	8.3%	76 114
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	41 396	71.4%	16 575	28.6%	57 971
MAURICIE-BOIS-FRANCS	50 555	67.3%	24 541	32.7%	75 096
MONTREAL	246 917	90.4%	26 150	9.6%	273 067
OUTAOUAIS	17 792	98.6%	253	1.4%	18 045
QUEBEC	16 542	28.9%	40 640	71.1%	57 182
RIVE-SUD	99 125	95.7%	4 487	4.3%	103 612
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	24 758	71.0%	10 088	29.0%	34 846
TOTAL	629 507	79.7%	160 398	20.3%	789 905

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR  
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	26 311	46.8%	29 949	53.2%	56 260
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	39 544	79.7%	10 044	20.3%	49 588
CÔTE-NORD	3 200	100.0%	0	0.0%	3 200
ESTRIE	54 417	76.4%	16 800	23.6%	71 217
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	147 346	91.2%	14 181	8.8%	161 527
MAURICIE-BOIS-FRANCS	28 125	86.1%	4 550	13.9%	32 675
MONTREAL	347 820	72.5%	131 746	27.5%	479 566
OUTAOUAIS	11 810	97.1%	350	2.9%	12 160
QUEBEC	56 065	67.9%	26 536	32.1%	82 601
RIVE-SUD	144 784	93.2%	10 588	6.8%	155 372
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	9 761	50.3%	9 648	49.7%	19 409
TOTAL	869 183	77.4%	254 392	22.6%	1 123 575

P.36 PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2016-2017. FOURNIR UN COMPARATIF AVEC 2015-2016.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2015-2016 (κ\$)
SUBVENTION VERSÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	173 744,5 K\$
REVENUS AUTONOMES ESTIMÉS	2 500,0 K\$
UTILISATION DE LA RÉSERVE GÉNÉRALE	0,0 K\$
TOTAL	176 244,5 K\$

EXCLUT LES FINANCEMENTS POUR LES COÛTS D'HONORAIRES ET DE DÉBOURS DE LA PRATIQUE PRIVÉE DU CHAPITRE III, POUR LES DOSSIERS FÉDÉRAUX ET POUR LE SERVICE DU SARPA.

P.37 VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2016, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.

Ventilation détaillée des effectifs pour la Commission ainsi que pour chacun des bureaux au 31 mars 2016				
RÉGIONS	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
ABITIBI - TÉMISCAMINGUE				
Administration & Amos	3,0	5,6		8,6
Rouyn-Noranda	3,0	3,0		6,0
Ville-Marie	1,0	1,0		2,0
Val d'Or	3,0	4,0		7,0
La Sarre	1,0	1,6		2,6
Nord	3,0	2,0		5,0
Kuujuaq	1,0	1,0		2,0
Chibougamau	1,0	1,0		2,0
	16,0	19,2	0,0	35,2
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
Rimouski	5,0	8,0	1,0	14,0
New Richmond	2,0	2,7		4,7
Rivière-du-Loup	3,0	5,0	1,0	9,0
Gaspé	1,0	1,5		2,5
Iles-de-la-Madeleine	1,0	1,0		2,0
Matane	2,0	2,5		4,5
Chandler	2,0	2,7		4,7
Amqui	1,0	1,5		2,5
Ste-Anne-des-Monts	1,0	1,5		2,5
Cabano	1,0	1,6		2,6
	19,0	28,0	2,0	49,0
CÔTE-NORD				
Sept-Iles	5,0	5,5	0,5	11,0
Baie-Comeau	4,0	4,0		8,0
Forestville	1,0	2,0		3,0
	10,0	11,5	0,5	22,0
ESTRIE				
Sherbrooke (administration et civil)	9,0	16,0	0,5	25,5
Coaticook	1,0	1,0		2,0
Thetford Mines	3,0	4,0		7,0
Asbestos	2,0	2,5		4,5
Lac Megantic	1,0	1,0		2,0
Magog	2,0	2,5		4,5
Sherbrooke (jeunesse et criminel)	8,0	6,5		14,5
	26,0	33,5	0,5	60,0
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
St-Jérôme (30 ouest, de Martigny)	13,0	14,1	1,0	28,1
Joliette	9,0	10,0	0,5	19,5
Mont-Laurier	2,0	2,2		4,2
Ste-Thérèse	2,0	4,0		6,0
Repentigny	2,0	3,7		5,7
Ste-Agathe	1,0	1,6		2,6
Lachute	1,0	1,6		2,6
St-Eustache	1,0	1,9		2,9
Terrebonne	1,0	1,5		2,5
Administration	1,0	4,0		5,0
	33,0	44,6	1,5	79,1

RÉGIONS	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
<b>MAURICIE-BOIS-FRANCS</b>				
Trois-Rivières (1350 Royale)	9,0	10,0	0,5	19,5
Shawinigan	4,0	5,0	0,5	9,5
La Tuque	1,0	1,0		2,0
Drummondville	5,0	6,5		11,5
Victoriaville	4,0	4,5	0,5	9,0
Louiseville	1,0	1,0		2,0
Administration	1,0	3,5		4,5
	<b>25,0</b>	<b>31,5</b>	<b>1,5</b>	<b>58,0</b>
<b>MONTRÉAL</b>				
Laval	12,0	10,0	0,5	22,5
Centre Sud	7,0	9,0	0,5	16,5
Div. jeunesse (5800 St-Denis)	12,0	8,5	0,5	21,0
Division criminelle	21,0	26,0	2,0	49,0
Maisonnette-Mercier	8,0	10,0	0,5	18,5
Montréal-Nord	8,0	10,0	0,5	18,5
Côte-des-Neiges	5,0	7,0	0,5	12,5
Crémazie	8,0	10,0	0,5	18,5
Sud-Ouest	9,0	11,0	0,5	20,5
Administration	3,0	23,5		26,5
Immigration	4,0	8,0		12,0
Pointe-St-Charles	3,0	5,0		8,0
Santé mentale	4,0	2,0		6,0
Service de garde	7,0	1,0		8,0
	<b>111,0</b>	<b>141,0</b>	<b>6,0</b>	<b>258,0</b>
<b>OUTAOUAIS</b>				
Gatineau (Civil, famille, jeunesse & administration)	9,0	14,0		23,0
Maniwaki	2,0	2,5		4,5
Campbell's Bay	1,0	1,0		2,0
Buckingham	1,8	2,5		4,3
Gatineau	5,0	6,5		11,5
Gatineau - Section criminelle	6,0	6,0	0,5	12,5
Aylmer	1,0	1,0		2,0
St-André Avellan	0,2			0,2
	<b>26,0</b>	<b>33,5</b>	<b>0,5</b>	<b>60,0</b>
<b>QUÉBEC</b>				
Charlesbourg (5350 H.-Bourassa)	2,0	6,0		8,0
La Malbaie	1,0	1,0		2,0
Lévis	3,0	4,0		7,0
Montmagny	2,0	2,0		4,0
St-Georges-de-Beauce	3,0	3,0		6,0
St-Joseph-de-Beauce	2,0	2,0		4,0
Qc - Section jeunesse	7,0	6,0	1,0	14,0
Qc - Section criminelle	9,0	10,0	1,0	20,0
Centre-Ville	5,0	7,0		12,0
Charlesbourg (8500 H.-Bourassa)	5,0	7,0		12,0
	<b>39,0</b>	<b>48,0</b>	<b>2,0</b>	<b>89,0</b>

RÉGIONS	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
<b>RIVE-SUD</b>				
Longueuil (101 Roland-Therrien)	2,0	4,0	0,5	6,5
Longueuil - Affaires civiles	6,0	7,5	1,0	14,5
Châteauguay	2,0	3,0		5,0
St-Jean-sur-Richelieu	3,0	4,0		7,0
St-Hyacinthe	4,0	5,0		9,0
Sorel	3,0	4,0		7,0
Granby	4,0	4,0		8,0
Valleyfield	5,0	5,0		10,0
Cowansville	2,0	3,0		5,0
Longueuil- Criminel & Jeunesse	10,0	7,0		17,0
Brossard	4,0	5,0		9,0
Vaudreuil - Dorion	1,0	1,0		2,0
	<b>46,0</b>	<b>52,5</b>	<b>1,5</b>	<b>100,0</b>
<b>SAGUENAY-LAC-ST-JEAN</b>				
Chicoutimi	6,0	9,0		15,0
Alma	3,0	4,0		7,0
Roberval	2,0	2,0		4,0
Dolbeau-Mistassini	1,0	2,0		3,0
La Baie	1,0	1,0		2,0
Jonquière	3,0	4,0		7,0
	<b>16,0</b>	<b>22,0</b>	<b>0,0</b>	<b>38,0</b>
<b>COMMISSION</b>	<b>13,0</b>	<b>46,0</b>		<b>59,0</b>
<b>TOTAL DES EFFECTIFS</b>	<b>380,0</b>	<b>511,3</b>	<b>16,0</b>	<b>907,3</b>



P.38 BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D’ADMISSIBILITÉ À L’AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

---

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT (JANVIER À DÉCEMBRE 2015)

RÉGIONS	2015
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11 911
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	10 847
CÔTE-NORD	5 795
ESTRIE	16 083
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	34 748
MAURICIE-BOIS-FRANCS	20 339
MONTRÉAL	75 981
OUTAOUAIS	16 459
QUÉBEC	27 824
RIVE-SUD	37 358
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	10 877
TOTAL	268 222

**P.39**      **ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DU PROGRAMME D’AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL. FOURNIR DES PRÉCISIONS CONCERNANT LE VOLET TOUCHANT L’IMMIGRATION ET LES RÉFUGIÉS. INCLURE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MANDATÉ POUR EXAMINER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUANT À LA FORMULE FÉDÉRALE DE DISTRIBUTION DU FINANCEMENT. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.**

---

**MINISTÈRE**

---

UN MONTANT DE 51,8 M\$ A ÉTÉ ENGAGÉ PAR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES (CSJ) POUR L’AIDE JURIDIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2015, SELON LE FORMULAIRE DE RÉCLAMATION AUX FINS DE L’ENTENTE AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. CE MONTANT INCLUT LES DÉPENSES VISANT À OFFRIR DES SERVICES AUX ADULTES, AUX ADOLESCENTS VISÉS PAR LA LSJPA ET AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS. LES COÛTS D’AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE NE SONT PAS DISPONIBLES POUR LES TROIS DERNIERS MOIS DE L’EXERCICE FINANCIER.

P.40        ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR L’ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2015-2016 ET CEUX PRÉVUS EN 2016-2017. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.

---

**MINISTÈRE**

---

**COMITÉ SUR L’ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE :**

DEUX RENCONTRES ONT ÉTÉ TENUES EN 2015-2016.

CES RENCONTRES VISENT À FAVORISER LES ÉCHANGES ENTRE LES INTERVENANTS EN CE QUI A TRAIT À L’AMÉLIORATION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE. CETTE TABLE EST COORDONNÉE PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE.

LES PARTICIPANTS ONT EXPRIMÉ LE SOUHAI T D’ASSURER UN SUIVI DE L’ÉVOLUTION DE LA SITUATION À L’AIDE DES INDICATEURS RELATIFS AUX AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE. AU FIL DES RENCONTRES, LES PARTICIPANTS ONT CONVENU DE RECHERCHER DES SOLUTIONS À COURT OU MOYEN TERME AFIN D’AMÉLIORER LE TRAITEMENT DE CES DOSSIERS.

**DIVISION DES DOSSIERS SPÉCIAUX EN MATIÈRE PÉNALE (DDSMP) :**

PARALLÈLEMENT AUX TRAVAUX DE CE COMITÉ, LA DIVISION DES DOSSIERS SPÉCIAUX EN MATIÈRE PÉNALE (DDSMP) À LA COUR DU QUÉBEC A ÉTÉ CRÉÉE EN 2014-2015. CETTE NOUVELLE DIVISION A POUR BUT D’AUGMENTER LA CAPACITÉ DE TRAITEMENT DE L’ENSEMBLE DES DOSSIERS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE. POUR SOUTENIR CES TRAVAUX, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A CONSENTI À UN AJOUT D’EFFECTIFS ET DE CRÉDITS AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET À LA COUR DU QUÉBEC.

LE DÉPLOIEMENT DE LA DDSMP A DÉBUTÉ EN 2015-2016 ET SE POURSUIVRA EN 2016-2017.

MONTANT TOTAL INVESTI EN 2015-2016 : 1,2 M\$

P.41        ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR LA PLANIFICATION JUDICIAIRE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2015-2016 ET CEUX PRÉVUS EN 2016-2017. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.

---

**MINISTÈRE**

---

UNE RENCONTRE A ÉTÉ TENUE EN 2015-2016.

CES RENCONTRES SE VEULENT UN FORUM D’ÉCHANGES PORTANT SUR L’ADMINISTRATION JUDICIAIRE. ELLES SONT COORDONNÉES PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE ET REJOignent LA RECOMMANDATION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE REVOIR L’OFFRE DE SERVICES JUDICIAIRES EN S’ASSURANT QUE L’UTILISATION DE CHAQUE PALAIS DE JUSTICE SOIT EFFICIENTE.

LE MANDAT DE CETTE TABLE CONSISTE À IDENTIFIER LES BESOINS ET LES RESSOURCES NÉCESSAIRES PERMETTANT, PAR DIFFÉRENTES ACTIONS CONCRÈTES, D’ASSURER UNE MEILLEURE PLANIFICATION DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES, ET CE, DANS UN OBJECTIF D’ARRIMAGE.

LORS DE CETTE RENCONTRE, LES ÉCHANGES ONT PORTÉ NOTAMMENT SUR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS AINSI QUE LA MISE EN PLACE DE PROCESSUS VISANT À OPTIMISER L’UTILISATION DES RESSOURCES JUDICIAIRES.

AUCUN BUDGET N’A ÉTÉ CONSACRÉ EN 2015-2016.

LA PLANIFICATION JUDICIAIRE EST UN EXERCICE CONTINU À L’INTÉRIEUR DE CHACUN DES DISTRICTS JUDICIAIRES.

P.42            ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DES TRAVAUX DU COMITÉ DES SAGES – PROGRAMME TOJ. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2015-2016 ET CEUX PRÉVUS EN 2016-2017. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE A POURSUIVI LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS ET D’ACTIVITÉS PERMETTANT DE RENDRE LA JUSTICE PLUS ACCESSIBLE DE FAÇON CONCRÈTE POUR LES CITOYENS. IL A ÉGALEMENT TRAVAILLÉ À DÉVELOPPER SON PLAN PRÉLIMINAIRE DE LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE L’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE SUR TROIS ANS AINSI QUE SA VISION CIBLE VISANT À RENDRE LA JUSTICE PLUS ACCESSIBLE, PLUS MODERNE ET EFFICIENTE.

LE TABLEAU QUI SUIT REPRÉSENTE LES SOMMES CONSACRÉES À LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE L’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

PROJET	TOTAL À CE JOUR
OCU PHASE 1 - SANS-FIL ET DISPOSITIFS MOBILES	368 400,00 \$
UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE NORD-DU-QUÉBEC	349 122,00 \$
DÉPÔT DES PROCÉDURES ET PAIEMENT EN LIGNE AUX PETITES CRÉANCES	173 880,00 \$
ACTIVITÉS	Coûts 2015-2016
ENTENTE CADRE AVEC L’UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	75 000,00 \$

P.43 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2015-2016 A DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDICUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDICUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2016-2017 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.

MINISTÈRE

CETTE LISTE DIVULGUE LES ENGAGEMENTS DE MOINS DE 25 000 \$. POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.\*

\* EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 «CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 \$ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU»

LÉGENDE

TAUX RÉGLEMENTAIRE : TAUX SUIVANT LE *Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des avocats ou des notaires* (C-65.1, R.11)  
TAUX DÉROGATOIRE : TAUX QUI A FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION AU CONSEIL DU TRÉSOR CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 6. 2) B) DU *Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des avocats ou des notaires* (C-65.1, R.11)

- F MONTANT FORFAITAIRE
- H TAUX HORAIRE
- 1 MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE
- 2 MANDAT QUI FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ET QUI EST EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR
- 3 MANDAT HORS QUÉBEC

NOTE EXPLICATIVE

QUESTIONS PARTICULIÈRES POUR LES MANDATS ACCORDÉS LORS DE L'EXERCICE 2015-2016 (DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016) AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

EN RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LES LISTES ANNEXÉES DIVULGUENT, POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS PAR LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES, UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE TAUX HORAIRE, L'OBJET DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES QUI A FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU BÉNÉFICE DU SECRET PROFESSIONNEL.

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BELLEFEUILLE, PHILIPPE	100 \$/H	JUIN 2015	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR UN IMMEUBLE.	150,00 \$
CLARK, MATTHEW J.	640 \$ US/H <sup>3</sup>	JUIN 2015	ASSURER LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN MATIÈRE DE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL NOTAMMENT AUPRÈS DES INSTANCES AMÉRICAINES OU INTERNATIONALES ET CONSEILLER LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUR LE DROIT AMÉRICAIN.	0,00 \$
DRAPEAU, RICHARD	100 \$/H	AVRIL 2015	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR UN IMMEUBLE.	300,00 \$
FAUTEUX, ANDRÉ	100 \$/H	JANVIER 2016	AGIR COMME CONSEILLER JURIDIQUE DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE DOSSIERS LITIGIEUX.	16 725,00 \$
LANDRY, PIERRE	100 \$/H <sup>3</sup>	AVRIL 2015	AGIR À TITRE DE CORRESPONDANT DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC AUPRÈS DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA DANS LES DOSSIERS EN MATIÈRE CIVILE.	16 839,00 \$
LEBRUN, KATHERINE	50 \$/H	JANVIER 2016	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR DES IMMEUBLES, AINSI QUE D'ÉTABLIR DES SERVITUDES.	0,00 \$
PASQUIER, ARIANE	100 \$/H	JUIN 2015	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	11 081,00 \$
SIMARD, ISABELLE	70 \$/H	JUILLET 2015	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR DES IMMEUBLES.	350,00 \$
TREMBLAY, KATHY	50 \$/H	JANVIER 2016	REPRÉSENTER LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	25,00 \$
			TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES	45 470, 00 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ASSELS, WILLIAM	100 \$/H	JANVIER 2016	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE	0,00 \$
DION, LUC	100 \$/H	AVRIL 2015	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE	725,00 \$
KAMAL, IMANE	100 \$/H	AVRIL 2015	AGIR COMME PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE	0,00 \$
MINVILLE, MONIA	100 \$/H	SEPTEMBRE 2015	AGIR COMME PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE	0,00 \$
PARADIS, MICHEL	100 \$/H	DÉCEMBRE 2015	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	0,00 \$
			TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES	725,00 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (voir total – fin de section)
BATTISTA, GIUSEPPE	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	FÉVRIER 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	SEPTEMBRE 2015	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	DÉCEMBRE 2015	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
DAVIAULT, FRANÇOIS	DÉROGATOIRE <sup>2</sup>	FÉVRIER 2016	CONSEILLER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE DANS LE CADRE D'UN ÉVÉNEMENT MÉDIATISÉ.	
DUBÉ, JEAN-CLAUDE	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	SEPTEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
FISÉ, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	



MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (voir total – fin de section)
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	JUILLET 2015	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	JUILLET 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE POURSUITE EN MATIÈRE CIVILE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	JUILLET 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAUTHIER, ANDRÉ	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
HÉBERT, JEAN-CLAUDE	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	FÉVRIER 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE DES PLAINTES PORTÉES À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	
LAURIN, PIERRE	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	AVRIL 2015	CONSEILLER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE DANS LE CADRE D'UN ÉVÈNEMENT MÉDIATISÉ.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	ASSISTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC APPELÉS COMME TÉMOINS DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
MASSON, LOUIS	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
MASSON, LOUIS	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
RICHARD, LUC	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	AOÛT 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (voir total – fin de section)
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF A LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2015	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2015	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS DES CITATIONS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TREMBLAY, JÉRÔME-SÉBASTIEN	RÉGLEMENTAIRE	SEPTEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN FONCTIONNAIRE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ EN MATIÈRE CRIMINELLE.	
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS				106 699,25 \$
GRAND TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS				152 894,25 \$

AUCUN MANDAT N'A FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION.

E.

Nom, Prénom	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
ASSELS, WILLIAM	ST-ONGE & ASSELS, AVOCATS INC.	100-A, BOUL. GÉRARD-D-LÉVESQUE, C.P. 727	NEW CARLISLE (QUÉBEC)	G0C 1Z0
BATTISTA, GIUSEPPE	SHADLEY BATTISTA COSTOM S.E.N.C.	1100, AVE DES CANADIENS-DE-MONTREAL, 10 <sup>E</sup> ETAGE, C.P. 17	MONTREAL (QUEBEC)	H3B 2S2
BELLEFEUILLE, PHILIPPE	BELLEFEUILLE & CYR, NOTAIRES	288, RUE MARQUETTE, BUREAU 100	SHERBROOKE (QUÉBEC)	J1H 1M3
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	BOUCHER CABINET D'AVOCATS	395, RUE BÉRUBÉ, BUREAU 110	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1M 1C7

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
CLARK, MATTHEW J.	ARENT FOX	1717, K STREET, N.W.	WASHINGTON, D.C.	20036-5342 USA
DAVIAULT, FRANÇOIS	LEPAGE CARETTE	500, PLACE D'ARMES, BUREAU 2830	MONTREAL (QUEBEC)	H2Y 2W2
DION, LUC	BESNIER, DION, RONDEAU	865 BOULEVARD LAURE	SEPT-ÎLES (QUEBEC)	G4R 1Y6
DRAPEAU, RICHARD	NOTAIRE	65, RUE BELVÉDÈRE NORD, BUREAU 200	SHERBROOKE (QUEBEC)	J1H 4A7
DUBÉ, JEAN-CLAUDE	JEAN-CLAUDE DUBÉ, AVOCAT, S.A.	751, BOULEVARD ST-JOSEPH EST	MONTREAL (QUEBEC)	H2J 1K3
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	TRUDEL NADEAU AVOCATS	300, RUE LÉO-PARISEAU, BUREAU 2500	MONTREAL (QUEBEC)	H2X 4B7
FAUTEUX, ANDRÉ	ANDRÉ FAUTEUX, AVOCAT	3616, AVENUE LAVAL	MONTREAL (QUEBEC)	H2X 3C9
FISSET, ANDRÉ	LES CONSEILLERS FISSET & ASSOCIÉS SPÉCIALISÉS EN RELATIONS DE TRAVAIL	1068, AVENUE OLIER-PAYETTE	LAVAL (QUÉBEC)	H7L 5L2
GAGGINO, MARCO	MARCO GAGGINO AVOCAT INC.	6555 MÉTROPOLITAIN EST, BUREAU 204	SAINT-LÉONARD (QUEBEC)	H1P 3H3
GAUTHIER, ANDRÉ	CAIN LAMARRE CASGRAIN WELLS S.E.N.C.R.L. AVOCATS	630 BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUR 2780	MONTREAL (QUEBEC)	H3B 1S6
HÉBERT, JEAN-CLAUDE	JEAN-CLAUDE HÉBERT, AVOCAT	1010, RUE DE LA GAUCHETIÈRE OUEST	MONTREAL (QUÉBEC)	H3B 2N2
KAMAL, IMANE	IMANE KAMAL, AVOCATE	22, 9 <sup>E</sup> RUE, PORTE 3	ROUYN-NORANDA (QUEBEC)	J9X 2B3
LANDRY, PIERRE	NOËL & ASSOCIÉS	111, RUE CHAMPLAIN	GATINEAU (QUEBEC)	J8X 3R1
LAURIN, PIERRE	TREMBLAY, BOIS, MIGNAULT, LEMAY S.E.N.C.R.L.	1195 AVENUE LAVIGERIE, BUREAU 200	QUEBEC (QUEBEC)	G1V 4N3
LEBRUN, KATHERINE	MARCHILDON & LEBRUN, NOTAIRES INC.	340, SAINT-JACQUES	SAINTE-THECLE (QUEBEC)	G0X 3G0
LEPAGE, MAGALI	LEPAGE CARETTE S.N.A.	500, PLACE D'ARMES, BUREAU 2830	MONTREAL (QUEBEC)	H2Y 2W2
MASSON, LOUIS	JOLI-COEUR LACASSE S.E.N.C.R.L.	ÉDIFICE JOLI-COEUR LACASSE, 1134, GRANDE ALLEE OUEST, # 600	QUEBEC (QUEBEC)	G1S 1E5
MINVILLE, MONIA	CYR & MINVILLE S.E.N.C.	147-1, RUE DE LA REINE	GASPÉ (QUÉBEC)	G4X 1T5
PARADIS, MICHEL	JOLI-COEUR LACASSE S.E.N.C.R.L.	ÉDIFICE JOLI-COEUR LACASSE, 1134, GRANDE ALLEE OUEST, # 600	QUEBEC (QUEBEC)	G1S 1E5
PASQUIER, ARIANE	BÉLANGER SAUVÉ	5, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 900	MONTREAL (QUÉBEC)	H3B 2G2
RICHARD, LUC	MORENCY, SOCIÉTÉ D'AVOCATS, S.E.N.C.R.L.	500, PLACE D'ARMES, 25 <sup>E</sup> ÉTAGE	MONTREAL (QUEBEC)	H2Y 2W2

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
SIMARD, ISABELLE	ABDELNOUR & DESROSIERS NOTAIRES INC.	155, RUE DE LA REINE	GASPÉ (QUÉBEC)	G4X 2R1
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	SYLVESTRE & ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.	1600, RUE GIROUARD OUEST, BUREAU 236	SAINT-HYACINTHE (QUÉBEC)	J2S 2Z8
TOUMA, NADINE	POUPART, DADOUR TOUMA & ASSOCIÉS	507, PLACE D'ARMES, BUREAU 1700	MONTREAL (QUÉBEC)	H2Y 2W8
TREMBLAY, JÉRÔME-SÉBASTIEN	GOSSELIN, DAIGLE, OUELLETTE & ASSOCIÉS	400, BOUL. JEAN-LESAGE BUREAU 330	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1K 8W1
TREMBLAY, KATHY	CAIN LAMARRE S.E.N.C.R.L.	33, AVENUE HORNE, BUREAU 200	ROUYN-NORANDA (QUÉBEC)	J9X 4S1

P.43 MINISTÈRE DES TRANSPORTS

P.43 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2015-2016 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2016-2017 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFÉ;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.

AUTRES MANDATS CONFÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE, PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION

Note explicative

En ce qui concerne les **mandats accordés à des notaires par le ministère des Transports pour des acquisitions de gré à gré ou par voie d'expropriation**, en vertu de l'autorisation générale donnée annuellement par le ministre de la Justice en fonction, le système informatique du ministère des Transports ne permet pas de sortir une liste des mandats confiés pour l'année financière 2015-2016, mais plutôt la liste de chacun des paiements effectués pour une période donnée. Il est donc probable qu'une partie des paiements autorisés porte sur des mandats confiés avant le 1<sup>er</sup> avril 2015. Enfin, les données informatiques ci-jointes font état des paiements effectués du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 31 mars 2016.

31 mars 2016

**Ministère des Transports**

Note 1 :	<u>Types de mandats confiés :</u>	Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTQ (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"><li>• examen de titres;</li><li>• quittance provisionnelle;</li><li>• acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).</li></ul>
Note 2 :	<u>Choix du notaire :</u>	Généralement, le notaire est choisi par la personne expropriée ou vendeuse. Lorsque la personne expropriée ou vendeuse refuse ou n'est pas en mesure de choisir un notaire, le choix du notaire est autorisé par le ministère de la Justice.
Note 3 :	<u>Honoraires :</u>	Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Directions territoriales

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec
- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de l'Est-de-la-Montérégie
- Direction de l'Estrie
- Direction Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de Laval–Mille-Îles
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Outaouais
- Direction de la Capitale-Nationale
- Direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean Est
- Région de la Mauricie
- Région du Centre du Québec

Service de l'expertise immobilière

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200264026	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 Québec	2015-10-21	2015-10-09		420,00 \$	482,90 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200264047	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2015-05-08	2015-04-10	25,00 \$	725,00 \$	858,57 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200264047	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2015-12-14	2015-12-14	328,30 \$	1 090,00 \$	1 581,53 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200764004	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2015-04-24	2015-02-06	114,00 \$	415,00 \$	591,15 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201064065	138303	Chabot, Yvon (notaire)	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2015-04-17	2013-09-12	278,64 \$	361,00 \$	693,70 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201064065	138303	Chabot, Yvon (notaire)	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2015-04-17	2013-09-13	0,00 \$	152,00 \$	174,76 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201164010	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2015-08-27	2015-08-19	156,00 \$	354,50 \$	563,59 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201164011	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC		2015-09-30	3,00 \$	280,00 \$	324,93 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201164011	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2015-08-27	2015-08-18	172,00 \$	425,00 \$	660,64 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201364005	472731	Corbell Simard Savois & associés S.E.N.C., notaires(inactif)	19, rue Gamble Ouest, bureau 200 QC J9X 2R3	2016-01-28	2016-01-28	116,00 \$	367,50 \$	538,54 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201364008	472731	Corbell Simard Savois & associés S.E.N.C., notaires(inactif)	19, rue Gamble Ouest, bureau 200 QC J9X 2R3	2015-11-30	2015-11-30	115,00 \$	318,34 \$	481,01 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464002	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 bec J9T 1T8 Québec	2015-05-25	2015-05-07	114,00 \$	230,00 \$	378,44 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464006	578260	Chabot, Vachon, Bourget, Carreau & Gingras, notaires	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2015-03-30	2015-02-23	145,64 \$	319,70 \$	513,22 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464016	578265	Carreau & Gingras, notaires inc.	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2015-04-07	2015-03-06	4,00 \$	178,33 \$	209,04 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464016	578265	Carreau & Gingras, notaires inc.	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2015-12-18	2015-12-18	303,57 \$	633,34 \$	1 031,76 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464017	370923	Vachon, Roger (notaire)	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 Qc	2015-04-17	2015-03-24	276,64 \$	607,51 \$	975,13 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464022	66270	Lavigne, Michelle (notaire)	257A, rue Principale J9Z 1Y7 QC	2014-10-23	2014-10-08	6,00 \$	300,00 \$	350,93 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464031	636605	Manseau Mayer notaires inc.	26, rue des Oblats Nord J9V 1J3 Qc	2015-05-25	2015-04-15	310,46 \$	770,00 \$	1 195,77 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201564004	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2015-08-26	2015-08-10	34,00 \$	637,50 \$	766,97 \$
Total DT Abitibi-Témis.- N. Québec									
DT Bas-St-Laurent	6200704003	12645	Briand, Christine	156, rue Lepage G5L 3H2 Québec	2016-02-03	2016-02-03	385,01 \$	2 200,00 \$	12 372,58 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704123	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec G5R3C8 Québec	2015-08-24	2015-07-24	134,00 \$	1 025,00 \$	2 914,46 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704147	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec G5R3C8 Québec	2015-10-02	2015-08-24	146,00 \$	1 750,00 \$	1 312,49 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704157	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec G5R3C8 Québec	2015-09-21	2015-08-24	117,00 \$	1 150,00 \$	2 168,06 \$
DT Bas-St-Laurent									1 439,21 \$



Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6200704181	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine Bureau 100 bec G5R 3C8 Qué	2015-10-02	2015-08-24	122,00 \$	1 000,00 \$	1 271,75 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804025	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2015-12-16	2015-11-25	116,00 \$	725,00 \$	949,57 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804125	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec G5R3C8 Qué	2016-02-23	2016-02-22	6,00 \$	500,00 \$	580,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804129	59929	Levesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2015-07-10	2015-04-17	293,00 \$	1 962,58 \$	2 579,43 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804131	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine Bureau 100 bec G5R 3C8 Qué	2015-12-04	2015-11-06	153,00 \$	900,00 \$	1 187,78 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804137	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec G5R3C8 Qué	2015-06-04	2015-04-16	442,00 \$	1 780,00 \$	2 465,56 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804142	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec G5R3C8 Qué	2015-05-25	2015-02-10	160,00 \$	1 025,00 \$	1 338,49 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804144	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec G5R3C8 Qué	2015-10-02	2015-08-24	153,00 \$	1 882,12 \$	2 316,97 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804147	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec G5R3C8 Qué	2015-10-02	2015-09-11	8,00 \$	375,00 \$	439,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904025	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2015-04-24	2015-02-27	286,00 \$	1 292,28 \$	1 771,79 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904050	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2015-05-11	2015-03-12	135,00 \$	1 925,00 \$	2 348,27 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904096	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec G5R3C8 Qué	2015-09-01	2015-08-28	20,00 \$	750,00 \$	882,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904100	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2015-08-24	2015-07-02		276,47 \$	317,87 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904107	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2015-08-24	2015-07-02		276,48 \$	317,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904111	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec G5R3C8 Qué	2015-04-24	2015-02-17	40,00 \$	750,00 \$	902,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904221	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2015-05-20	2015-02-23	154,00 \$	2 405,00 \$	2 919,15 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004000	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 Québec	2015-09-10	2015-08-27	148,00 \$	1 255,00 \$	1 590,93 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004035	487981	Ross Boudreault notaires [2011] inc.	287, rue Pierre-Salmond, bureau 501 G5L 9A7 Québec	2015-04-10	2015-04-08	250,00 \$	1 400,00 \$	1 859,85 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004036	71956	Roy, Sylvie (005)	188, rue de l'Évêché Ouest, bureau 102 H9 Québec	G5L 4 2015-06-04	2015-03-23	139,00 \$	925,00 \$	1 202,52 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004039	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2015-12-08	2015-06-25	125,00 \$	750,00 \$	987,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004065	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 Québec	2015-12-11	2015-12-10	25,00 \$	770,00 \$	910,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004067	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2015-04-24	2015-03-04	154,00 \$	981,00 \$	1 281,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004109	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec G5R3C8 Qué	2015-06-17	2015-04-21	144,75 \$	1 599,03 \$	1 983,23 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104050	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-03-04	2016-01-25	251,00 \$	654,00 \$	1 002,94 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104055	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	658, rue Taché G0L 3Y0 Québec	2015-11-26	2015-08-31	245,00 \$	690,00 \$	1 038,33 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201204101	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-02-03	2015-05-28	135,00 \$	720,00 \$	962,82 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204129	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2015-06-30	2015-06-10		225,00 \$	258,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204129	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2015-12-15	2015-11-25	116,00 \$	575,00 \$	777,11 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304014	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-03-17	2016-03-01	116,00 \$	500,00 \$	690,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304016	487981	Ross Boudreau et notaires [2011] Inc.	287, rue Pierre-Saindon, bureau 501 G5L 9A7 Québec	2015-06-08	2015-02-10	291,00 \$	1 175,00 \$	1 641,96 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304017	42036	Organisation Serge Bernier inc.	330, rue d'Amours G4W 2X9 Québec	2016-03-04	2016-02-11		250,00 \$	287,44 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304020	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-02-09	2015-11-02	125,00 \$	610,00 \$	826,35 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304020	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-02-09	2016-01-25	131,00 \$	310,00 \$	487,42 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304021	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2015-11-26	2015-11-02	255,00 \$	800,00 \$	1 174,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304022	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2015-04-07	2015-02-09	278,00 \$	1 010,00 \$	1 439,25 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304030	483295	Me Marc St-Laurent, notaire inc.	285, avenue Saint-Jérôme G4W 3A8 Québec	2015-08-24	2015-06-25	945,00 \$	1 400,00 \$	2 554,65 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304031	138562	Rousseau, Stéphane (notaire)	307, de la Gare G4W 3J2 QC	2015-11-26	2015-10-19	126,00 \$	504,00 \$	705,47 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304032	402283	St-Laurent, Marc (notaire)	285, avenue Saint-Jérôme G4W 3A8 QC	2015-06-01	2015-04-29	170,00 \$	500,00 \$	744,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304037	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2015-12-17	2015-12-04	116,00 \$	500,00 \$	690,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304040	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 Québec	2015-06-23	2015-06-11	142,00 \$	2 010,00 \$	2 453,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304059	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2015-06-04	2015-05-13	125,00 \$	800,00 \$	1 044,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304060	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2016-02-08	2016-01-20	150,00 \$	800,00 \$	1 069,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304069	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2015-06-22	2015-06-18	532,60 \$	1 575,00 \$	2 343,46 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404002	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2015-08-24	2015-07-23	363,00 \$	1 283,00 \$	1 838,13 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404003	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2015-06-24	2015-07-13	125,00 \$	780,00 \$	1 021,81 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404004	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop, Case postale 430 7C3 Québec	2015-04-16	2015-03-02	117,00 \$	850,00 \$	1 094,29 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404004	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop, Case postale 430 7C3 Québec	2015-04-16	2015-03-23	285,00 \$	350,00 \$	687,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404006	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2015-06-04	2015-04-24	125,00 \$	964,00 \$	1 233,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404021	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2015-04-16	2015-02-10	154,00 \$	825,00 \$	1 102,54 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)										
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation factura	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Bas-St-Laurent	6201404022	201473	Côté Quellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2015-06-17	2015-05-12	136,75 \$	700,00 \$	941,58 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404023	201473	Côté Quellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2015-04-16	2015-02-10	154,00 \$	1 109,03 \$	1 429,11 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404027	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-03-17	2016-03-01	116,00 \$	610,00 \$	817,35 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404028	375178	Ma Annie Soucy, notaire inc.	307, rue de la Gare G4W 3J2 Québec	2015-09-09	2015-09-09	345,00 \$	1 850,00 \$	2 472,04 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404029	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-02-09	2016-01-25	336,00 \$	910,00 \$	1 382,27 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404030	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 2W1 Québec	2016-02-26	2016-02-18	16,00 \$	275,00 \$	332,18 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404032	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	658, rue Taché G0L 3Y0 Québec	2015-11-26	2015-08-31	115,00 \$	680,00 \$	896,83 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404033	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	658, rue Taché G0L 3Y0 Québec	2015-11-26	2015-08-31	115,00 \$	650,00 \$	862,34 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404044	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2015-11-26	2015-11-02	160,00 \$	600,00 \$	849,85 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404045	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2015-12-17	2015-12-04	120,00 \$	600,00 \$	809,85 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404046	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-03-09	2016-01-25	247,00 \$	914,00 \$	1 297,87 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404053	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 Québec	2015-10-14	2015-10-01	558,16 \$	250,00 \$	845,60 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404055	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 G5R 4L9 Québec	2015-08-24	2015-07-06	2,00 \$	131,25 \$	152,90 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404055	708157	ME Julie Marquis, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2016-03-03	2016-01-19	116,00 \$	700,00 \$	920,83 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201504001	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2045-12-16	2015-11-25	116,00 \$	875,00 \$	1 122,03 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201504002	201473	Côté Quellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-02-12	2016-01-08	127,00 \$	925,00 \$	1 190,52 \$	
Total DT Bas-St-Laurent									85 724,86 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6200212118	301551	PME Inter Notaires Bellechasse-Elchemins inc.	212-F, 2e Avenue G0R 1S0 QC		2015-04-30	7,00 \$	389,99 \$	455,39 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6200812085	328999	Lacroix, Thibault, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2015-11-12	70,00 \$	200,00 \$	299,95 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6200812189	384777	Bolduc, Pierre (005)	620, 158e Rue G5Y 5S8 QC		2015-12-14		400,00 \$	459,90 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6200912003	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-07-03		505,00 \$	580,62 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6200912005	375172	Veilleux, Serge (notaire)	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC		2015-10-20		481,25 \$	553,31 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6200912019	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-07-03		435,00 \$	500,14 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6200912101	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-06-02		680,00 \$	781,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012017	328999	Lacroix, Thibaut, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2016-01-13	70,00 \$	200,00 \$	299,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012021	328999	Lacroix, Thibaut, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2015-08-20	70,00 \$	140,00 \$	230,97 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012022	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC		2015-05-20	131,00 \$	877,91 \$	1 140,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112004	669328	Binette, Élyse ( notaire )	116, St-Eustache J7R 2K9 Québec		2015-05-15		300,00 \$	344,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112048	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-04-02		525,00 \$	603,62 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112049	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-10-22	10,00 \$	760,00 \$	883,81 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112054	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-06-10		615,00 \$	707,10 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112062	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-09-02	7,00 \$	680,00 \$	788,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112097	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-05-12	8,00 \$	305,00 \$	358,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112098	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2016-02-04	136,00 \$	866,10 \$	1 131,80 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112104	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-09-01	5,00 \$	530,00 \$	614,37 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112108	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2015-08-13	2015-07-30		255,00 \$	293,19 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112123	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2015-08-19	2015-08-10		155,00 \$	178,21 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112126	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220 G0S 1Y0 QC		2015-04-07		200,00 \$	229,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112176	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec	2015-08-19	2015-08-13	125,00 \$	811,10 \$	1 057,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112178	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC		2016-01-21		150,00 \$	172,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112181	577809	Monia Doyon, notaire	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC		2015-11-12	117,00 \$	317,74 \$	482,32 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112185	59766	Quirion, Denys	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC		2015-10-21	5,00 \$	230,00 \$	269,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112186	59728	Vachon, Gaston	844, avenue du Palais G0S 2V0 QC		2015-12-23	131,00 \$	700,00 \$	935,83 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201112190	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-11-19	121,00 \$	520,00 \$	718,87 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112191	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-02-17	257,00 \$	850,00 \$	1 234,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112196	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N.C.R.L.	1084, rue Pierre-Beaumont G6Z 1N8 Québec		2016-01-11	26,95 \$	597,50 \$	715,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112197	693872	Esther Poirier notaire s.a.	1270, 6e Avenue, bureau 222 G5Y 3V5 Québec		2015-09-16	8,00 \$	610,00 \$	709,35 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112200	577809	Monia Doyon, notaire	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC		2015-11-12	117,00 \$	317,74 \$	482,32 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112201	595912	Toussignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-08-24		535,00 \$	615,12 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112219	74128	Planla, Diane (005)	156, route Marie-Victorin,, Suite 1B G7A 2T4 QC		2015-06-25	125,00 \$	300,00 \$	469,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112224	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2015-11-09	124,00 \$	556,68 \$	764,04 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112226	328999	Lacroix, Thibault, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2015-05-29	125,00 \$	412,00 \$	598,70 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112227	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC		2015-06-12	145,01 \$	656,24 \$	899,52 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212011	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC		2015-04-17	298,00 \$	2 862,50 \$	3 569,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212015	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC		2015-12-03	2,00 \$	1 137,50 \$	1 309,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212015	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 G6V 6R8 Québec		2015-04-02		30,00 \$	34,49 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212016	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC		2015-05-11	132,00 \$	1 350,00 \$	1 684,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212022	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-12-15	117,00 \$	570,00 \$	772,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212022	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-01-28	131,00 \$	190,00 \$	349,45 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212023	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-12-11		255,00 \$	293,19 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212030	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-11-11	255,00 \$	800,00 \$	1 174,80 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212033	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2015-08-19	2015-08-10	130,00 \$	570,00 \$	785,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212035	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-07-31	265,00 \$	850,00 \$	1 242,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212036	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2015-07-09	2014-06-12	334,00 \$	850,00 \$	1 311,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212037	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC		2016-02-05	130,00 \$	450,00 \$	647,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212037	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC		2015-07-14		225,00 \$	258,69 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212042	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2015-09-28	5,00 \$	310,00 \$	361,42 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212042	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2015-03-04	132,00 \$	624,98 \$	850,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212045	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2015-03-05		410,00 \$	471,40 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201212068	365063	Giguère, Marie-Claude (notaire)	1088, boulevard Vachon Nord, bureau 222 E 1M6 QC	G6	2015-03-20	21,50 \$	1 000,00 \$	1 171,25 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212074	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2015-12-10		311,62 \$	358,28 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212077	136201	Voyer, Claude	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214 E 1M3 QC	G6	2015-07-20		510,00 \$	566,37 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212078	136201	Voyer, Claude	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214 E 1M3 QC	G6	2015-07-20		510,00 \$	566,37 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212087	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2015-12-10	114,00 \$	783,34 \$	1 014,65 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212088	73014	Plante, Roger (003)	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 QC	2015-07-09	2015-06-19	451,00 \$	680,00 \$	1 232,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212097	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame Nord G6E 3Z5 Québec		2015-03-20	4,00 \$	846,67 \$	977,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212108	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de l'Aréna G7A 1E5 Québec		2013-12-04	391,00 \$	1 722,92 \$	2 371,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212110	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de l'Aréna G7A 1E5 Québec		2013-12-17	164,00 \$	1 291,67 \$	1 649,09 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212142	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 ébec G0S 2V0 Québec	2015-08-10	2015-06-25	245,00 \$	660,00 \$	1 003,84 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212211	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N.C.R.L.	1084, rue Pierre-Beaumont G6Z 1N8 Québec	2015-08-13	2015-08-03	115,00 \$	250,00 \$	402,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212214	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2015-11-09	253,00 \$	1 282,75 \$	1 727,84 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212234	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC		2015-07-21	125,00 \$	468,75 \$	663,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212235	58629	Goupil, René	172, rue Principale C.P. 99 G0R 3C0 QC		2015-02-27	124,00 \$	800,00 \$	1 043,80 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212235	58629	Goupil, René	172, rue Principale C.P. 99 G0R 3C0 QC		2015-02-27	270,75 \$	700,00 \$	1 075,58 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312008	81828	Couillard, Pierrette (médiateur)	259, boulevard Nilus-Leclerc, C. P. 69 G0R 2C0 QC		2015-07-22	118,00 \$	740,00 \$	968,82 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312008	81828	Couillard, Pierrette (médiateur)	259, boulevard Nilus-Leclerc, C. P. 69 G0R 2C0 QC		2015-03-31	32,00 \$	360,00 \$	445,91 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312009	81828	Couillard, Pierrette (médiateur)	259, boulevard Nilus-Leclerc, C. P. 69 G0R 2C0 QC		2015-03-17	11,00 \$	340,00 \$	401,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312009	81828	Couillard, Pierrette (médiateur)	259, boulevard Nilus-Leclerc, C. P. 69 G0R 2C0 QC		2015-07-23	257,00 \$	1 063,00 \$	1 479,18 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312021	135823	Vachon & Associés, Notaire. Consultants Juridiques, S.E.N.C.	287, Marguerite-Bourgeoys, bureau 201 G6E 3B8 Québec		2015-07-29	125,00 \$	1 074,91 \$	1 360,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312027	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC		2015-04-17	136,00 \$	4 250,00 \$	5 022,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312028	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC		2015-05-11	298,00 \$	2 525,00 \$	3 201,12 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312042	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC		2015-08-24	5,00 \$	355,83 \$	414,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312043	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC		2015-08-24	4,00 \$	442,08 \$	512,28 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312051	320585	Boullanger Dolan Denault inc.	111, avenue Collin G5V 2S7 Québec		2015-11-13	126,00 \$	2 895,12 \$	3 454,67 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201312053	133713	Mario Mathieu, notaire	1-B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC		2015-08-03	394,00 \$	1 104,00 \$	1 663,32 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312053	133713	Mario Mathieu, notaire	1-B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC		2015-04-27	115,00 \$	364,00 \$	533,51 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312067	328999	Lacroix, Thibaudreau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2015-11-09	206,00 \$	700,00 \$	1 010,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312075	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11185, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-07-31	275,00 \$	1 161,10 \$	1 609,98 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312077	693872	Esther Poirier notaire s.a.	1270, 6e Avenue, bureau 222 ec G5Y 3V5 Québec		2015-09-03	265,00 \$	1 293,51 \$	1 752,22 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312078	394777	Bolduc, Pierre (005)	620, 158e Rue G5Y 5S8 QC		2015-04-13	243,00 \$	700,00 \$	1 047,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312082	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-08-18	229,00 \$	620,00 \$	941,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312082	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-10-08		250,00 \$	287,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312090	394777	Bolduc, Pierre (005)	620, 158e Rue G5Y 5S8 QC		2015-04-13	243,00 \$	800,00 \$	1 162,80 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312092	375172	Veilleux, Serge (notaire)	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC		2015-06-02	115,00 \$	645,00 \$	856,59 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312092	375172	Veilleux, Serge (notaire)	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC		2015-07-22	140,00 \$	456,25 \$	664,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312098	693872	Esther Poirier notaire s.a.	1270, 6e Avenue, bureau 222 ec G5Y 3V5 Québec	2015-07-09	2015-06-26	129,00 \$	718,51 \$	955,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312099	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2015-10-30		325,00 \$	373,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312099	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2015-03-05	10,00 \$	255,00 \$	303,19 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312099	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2015-06-08		397,00 \$	456,45 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312100	375172	Veilleux, Serge (notaire)	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC		2015-05-19	115,00 \$	650,00 \$	862,34 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312101	375172	Veilleux, Serge (notaire)	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC		2015-05-19	115,00 \$	650,00 \$	862,34 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312106	693872	Esther Poirier notaire s.a.	1270, 6e Avenue, bureau 222 ec G5Y 3V5 Québec		2015-10-27	131,00 \$	1 111,01 \$	1 408,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312107	741289	Roy, Sylvie (029)	3510, avenue Saint-Augustin G6Z 8G8 Québec		2015-11-30		50,00 \$	57,49 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312108	738382	Pierre Samson (notaire)	5255, boulevard de la Rivière-Sud, bureau 161 G6V 4Z4 Lévis		2015-11-17	20,00 \$	150,00 \$	192,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312109	602141	Guillaume Fleury notaire	143, rue de la Reine G4X 1T5 Québec		2015-11-30	10,00 \$	140,00 \$	170,97 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312110	452859	Bergeron Laroche, société d et associés [S.E.N.C.R.L.] et notaires [SENCRL]	1186, rue Principale G0S 1Z0 Québec		2015-12-01	28,00 \$	550,00 \$	660,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312111	328999	Lacroix, Thibaudreau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2016-01-08	64,00 \$	200,00 \$	293,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312114	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 8 Québec		2015-12-07	22,00 \$	300,00 \$	366,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312116	409599	Hamel, Nathalie (notaire)	1323, rue St-Jacques G2E 2W7 QC		2015-12-09	19,00 \$	354,16 \$	426,20 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201312118	415025	Dutrisac, Dugas et Demers, notaires S.E.N.C.R.L.	831, boulevard Décarie, bureau 301 Québec H4L 3L8		2015-11-25	55,00 \$	1 330,00 \$	1 584,17 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312119	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec G6V 6R		2015-12-07	31,00 \$	550,00 \$	663,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312122	564362	Bélanger Mercier Charron, Notaires inc.	3054, route Lagueux G6J 1K1 Québec		2016-01-22	20,00 \$	175,00 \$	221,21 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312123	743091	Rue Notaires inc., La	2600, boulevard Laurier, Tour de la Citibureau 850 G1V 4W2 Québec		2016-01-13	20,00 \$	285,00 \$	347,68 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312124	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec G6V 6R		2015-12-07	16,00 \$	200,00 \$	245,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312126	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec G6V 6R		2015-12-07	39,00 \$	600,00 \$	728,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312127	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec G6V 6R		2015-12-07	47,00 \$	750,00 \$	909,31 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312137	693872	Eahter Poirier notaire s.a.	1270, 6e Avenue, bureau 222 Québec G5Y 3V5 Québec	2015-07-09	2015-06-17	392,00 \$	1 400,81 \$	2 002,58 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412008	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf Québec G0S 2W0 QC		2015-03-06	267,80 \$	890,00 \$	1 291,08 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412018	439483	Brochu Dubois Lajeunesse, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 Québec		2015-05-12	292,01 \$	1 179,99 \$	1 648,70 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412021	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2015-12-10	244,00 \$	876,16 \$	1 251,37 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412023	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2015-12-09	321,00 \$	772,34 \$	1 209,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412024	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2015-12-10	114,00 \$	490,01 \$	677,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412025	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2015-12-09	114,00 \$	675,07 \$	890,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412038	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2015-12-10	114,00 \$	440,01 \$	619,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412040	58629	Goupil, René	172, rue Principale C.P. 99 G0R 3C0 QC		2015-09-01	245,00 \$	775,00 \$	1 136,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412043	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC		2015-04-15	530,00 \$	1 550,00 \$	2 312,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412045	84683	Ma Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC		2015-03-26	138,00 \$	1 024,11 \$	1 315,47 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412050	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 Québec G0S 2V0 Québec	2015-03-20	2015-02-18	78,00 \$	100,00 \$	192,98 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412065	59263	Bisson, Rémi	829, avenue du Palais C.P. 429 Québec G0S 2V0 QC		2015-07-09	131,62 \$	660,00 \$	890,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412067	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-05-01	130,00 \$	380,00 \$	566,91 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412071	314035	Quirion, Marie-Hélène (notaire)	117-A, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 QC		2016-02-22	116,00 \$	495,00 \$	685,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512000	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue Québec G5Y 1V9 Québec		2015-05-19		360,00 \$	413,91 \$



Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201512000	595912	Toussignant Rodrigue Vaillieux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-04-09	265,00 \$	826,10 \$	1 214,81 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512003	328999	Lacroix, Thibault, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] soc iété de notaires	50, route du Président- Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2015-09-17	277,20 \$	725,00 \$	1 110,77 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512004	175833	Fortin, Christiane (notaire)	1845, boulevard de la Rive- Sud G6W 5M6 Québec		2015-11-05	139,00 \$	750,00 \$	1 001,31 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512007	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St- Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec		2015-10-28	169,08 \$	815,84 \$	1 107,09 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512008	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St- Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec		2015-10-28	314,68 \$	1 022,51 \$	1 490,32 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512009	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC		2015-05-11	132,00 \$	937,50 \$	1 209,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512014	58629	Goupil, René	172, rue Principale C.P. 99 G0R 3C0 QC		2016-02-01	247,00 \$	775,00 \$	1 138,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512015	662989	Boissonneault, Mélanie (002)	150, rue Commerciale G0R 2Y0 Québec		2015-11-30	514,62 \$	606,80 \$	1 212,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512016	662989	Boissonneault, Mélanie (002)	150, rue Commerciale G0R 2Y0 Québec	2015-08-19	2015-08-13	426,62 \$	650,60 \$	1 174,65 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512017	662989	Boissonneault, Mélanie (002)	150, rue Commerciale G0R 2Y0 Québec		2015-11-30	509,62 \$	606,80 \$	1 207,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512020	314035	Quirion, Marie-Hélène (notaire)	117-A, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 QC		2015-05-13	115,00 \$	450,00 \$	632,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512022	59315	Coulombe, Pierre	276, rue de l'Église G0R 3X0 QC		2015-05-25	120,00 \$	485,00 \$	677,63 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512023	706971	Marie-Josée Leclerc, notaire	374, rue Principale G0R 3Z0 Québec		2015-04-14	127,00 \$	500,00 \$	701,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512025	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2015-10-06	121,00 \$	832,92 \$	1 078,65 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512025	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2016-01-28	382,50 \$	1 068,88 \$	1 611,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512026	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2015-10-02	122,00 \$	932,75 \$	1 194,43 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512027	59644	Fortier, Jean-Marc	91, boulevard Bégin G0R 2V0 QC		2015-06-03	161,31 \$	614,55 \$	867,89 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512028	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2016-01-28	252,00 \$	1 118,88 \$	1 538,43 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512028	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2015-10-06	122,00 \$	565,00 \$	771,61 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512031	564362	Bélanger Mercier Charron, Not. aires inc.	3054, route Lagueux G6J 1K1 Québec		2016-01-22	19,00 \$	175,00 \$	220,21 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512032	564362	Bélanger Mercier Charron, Not. aires inc.	3054, route Lagueux G6J 1K1 Québec		2016-01-22	19,00 \$	175,00 \$	220,21 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512036	197726	Bolard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint- Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2015-11-09	136,00 \$	600,00 \$	825,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512037	197726	Bolard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint- Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2015-11-09	136,00 \$	450,00 \$	653,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512038	197726	Bolard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint- Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2015-11-10	136,00 \$	350,00 \$	538,41 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201512040	80529	Martin Mercier, notaire	97, rue Principale G0S 2M0 QC		2016-02-08	134,00 \$	490,00 \$	697,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512041	80529	Martin Mercier, notaire	3325, rue Bécancour, suite 101 G0S 1V0 QC		2015-10-20	134,00 \$	320,00 \$	501,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512043	58981	Thivierge, Rénaïd	81, rue Notre-Dame Sud C.P. 262 G6G 5S5 QC		2015-09-16	126,00 \$	400,00 \$	585,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512045	58981	Thivierge, Rénaïd	81, rue Notre-Dame Sud C.P. 262 G6G 5S5 QC		2015-09-16	126,00 \$	450,00 \$	643,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512046	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Québec		2015-09-01	247,00 \$	845,00 \$	1 218,54 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512050	325972	Martineau, Yves (notaire)	222, boulevard Frontenac O, bureau 106 6N7 QC		2016-01-13	370,00 \$	1 020,00 \$	1 542,75 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512051	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc	2015-08-13	2015-08-04	7,00 \$	130,00 \$	156,47 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512051	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2016-02-22	2,00 \$	50,00 \$	59,49 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512054	365063	Giguère, Marie-Claude (notaire)	1088, boulevard Vachon Nord, bureau 222 E 1M6 QC		2016-02-05	200,01 \$	700,00 \$	1 004,84 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512055	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC		2016-02-16	130,80 \$	990,00 \$	1 269,05 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512057	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-12-10	11,50 \$	255,00 \$	304,69 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512057	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-09-09	9,00 \$	125,00 \$	152,72 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512058	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-10-23	8,00 \$	125,00 \$	151,72 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512061	301551	PME Inter Notaires Bellechasse-Etchemins inc.	212-F, 2e Avenue G0R 1S0 QC		2015-11-11	131,00 \$	277,50 \$	450,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512065	693872	Esther Poirier notaire s.a.	1270, 6e Avenue, bureau 222 6S5 3V5 Québec		2015-11-30	48,00 \$	517,50 \$	643,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512080	642010	LNTP notaires inc.	212-F, 2e avenue G0R 1S0 Québec		2015-12-17	131,00 \$	261,84 \$	432,05 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512095	80529	Martin Mercier, notaire	3325, rue Bécancour, suite 101 G0S 1V0 QC		2016-02-03	171,00 \$	490,00 \$	734,38 \$
Total DT Chaudière-Appalaches									
DT Côte-Nord	6200908004	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 Qc	2015-10-07	2015-09-25	752,00 \$	0,00 \$	752,00 \$
DT Côte-Nord	6200908070	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC	2015-05-08	2015-04-28		700,00 \$	804,83 \$
DT Côte-Nord	6200908070	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC	2015-05-08	2015-04-27	149,50 \$	700,00 \$	954,33 \$
DT Côte-Nord	6200908096	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC	2015-12-22	2015-12-01	352,00 \$	2 250,00 \$	2 938,94 \$
DT Côte-Nord	6201108008	351265	Lévesque, Brigitte-Viviane (002)	1206, boulevard des Acadiens G0G 1P0 QC	2016-01-14	2014-09-18	212,00 \$	400,00 \$	671,90 \$
DT Côte-Nord	6201108008	351265	Lévesque, Brigitte-Viviane (002)	1206, boulevard des Acadiens G0G 1P0 QC	2016-01-14	2014-09-18	119,00 \$	500,00 \$	693,88 \$
DT Côte-Nord	6201108009	351265	Lévesque, Brigitte-Viviane (002)	1206, boulevard des Acadiens G0G 1P0 QC	2016-01-14	2015-03-09	119,00 \$	500,00 \$	693,88 \$
DT Côte-Nord	6201308015	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC	2015-11-18	2015-11-11	5,00 \$	300,00 \$	349,93 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac lure	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Côte-Nord	6201308024	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC	2015-06-26	2015-06-18	342,21 \$	750,00 \$	1 204,52 \$
Total DT Côte-Nord								100,00 \$	9 064,21 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200444018	525863	Lafontaine L'Heureux Lecours S.E.N.C.R.L.	905, Avenue du Palais J2S 5C6 Québec	2016-02-29	2016-02-23		50,00 \$	198,49 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200444032	177080	Me Maryse Landry, notaire	1546, rue Baillargeon J2W 2B4 QC	2016-03-22	2016-01-23	141,00 \$	1 030,00 \$	1 319,24 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200444032	177080	Me Maryse Landry, notaire	1546, rue Baillargeon J2W 2B4 QC	2016-03-22	2016-01-16	135,00 \$	2 083,68 \$	2 664,71 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200444033	444314	Raché, Ghislain (notaire)	720, rue Dollard ouest J2N 3A9 QC	2015-09-28	2015-09-18	269,00 \$	307,50 \$	651,01 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200544020	59551	Tétreault, Marcel	29, rue Principale Nord JOE 2K0 QC	2015-12-17	2015-09-02	297,46 \$	565,00 \$	803,61 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200644035	525863	Lafontaine L'Heureux Lecours S.E.N.C.R.L.	905, Avenue du Palais J2S 5C6 Québec	2015-09-14	2015-08-18	154,00 \$	1 030,00 \$	1 326,69 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200644038	383658	Ashby, Brigitte	755, avenue Sainte-Anne J2S 5G6 QC	2015-05-15	2015-05-04	142,45 \$	205,00 \$	395,70 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744036	365270	Bernier, Sylviane	155, rue St-Jacques, bureau 301 J2G 9A7 QC	2015-11-20	2015-11-11	160,00 \$		
DT Est-de-la-Montérégie	6201044049	472112	Kathleen Blanchard (notaire)	292, rue Notre-Dame J0C 1K0 Québec	2015-09-10	2015-04-17	668,94 \$	1 412,50 \$	2 292,97 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201044061	641108	Marie J. Gagné notaire inc.	35, rue Victoria JOE 1V0 Québec	2015-11-25	2015-10-27	360,48 \$	467,00 \$	897,42 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201144059	139817	Barry, Line	9, rue du Pont JOJ 1A0 Québec	2015-05-27	2015-05-03	248,00 \$	4 370,00 \$	5 272,41 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244006	174815	Comeau, Jean-Pierre	215, boul. Fiset, suite 210 J3P 3P3 QC	2015-12-23	2015-12-07	180,50 \$	1 125,00 \$	1 473,97 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244086	383658	Ashby, Brigitte	755, avenue Sainte-Anne J2S 5G6 QC	2015-04-20	2015-04-09	127,00 \$	1 240,00 \$	1 552,69 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201344011	491700	Pétrin, Pierre (002)	636, Chemin des Patriotes, bureau 101 JOH 1 K0 QC	2015-12-22	2015-12-14	126,00 \$	450,00 \$	643,39 \$
Total DT Est-de-la-Montérégie									19 607,28 \$
DT Estrie	6200960040	704873	CFL Notaires	1802, rue King Ouest bureau 240 J1J0A2 Qué bec	2016-02-16	2016-02-16	136,00 \$	501,00 \$	712,02 \$
DT Estrie	6200960052	399700	Lamoureux Léonard, notaires SENCRL	520, rue Bowen Sud J1G 2E1 Québec		2015-05-29	127,00 \$	1 175,00 \$	1 477,96 \$
DT Estrie	6200960071	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC		2016-01-12	116,00 \$	1 000,00 \$	1 265,75 \$
DT Estrie	6200960086	83431	Paré Pratte notaires [SNC]	166, rue King Ouest, bureau 200 J1H1P7 Qué bec		2015-09-25	146,00 \$	705,00 \$	956,57 \$
DT Estrie	6200960089	71933	Descôteaux, Claude	2727, rue King Ouest, bureau 210 J1L 1C2 Q C		2015-09-10		275,00 \$	316,18 \$
DT Estrie	6200960091	701286	Grondin Guilbeault Fontaine, n otaires, S.A.	Me Julie Roberge, notaire 80, rue Principale Est JOB 1M0 Québec		2015-10-15	0,00 \$	275,00 \$	316,18 \$
DT Estrie	6200960124	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC		2015-06-19	105,00 \$	400,00 \$	564,90 \$
DT Estrie	6201060030	417902	Bellefeuille & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100 J1H 1M3 Qué bec		2015-11-06		200,00 \$	229,95 \$
DT Estrie	6201060047	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-11-23	116,00 \$	654,00 \$	867,94 \$
DT Estrie	6201060078	174799	Gérin Pomerleau Couture notai res, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A9 Québec		2015-03-04	3 648,00 \$		3 648,00 \$
DT Estrie	6201160027	71865	Gérin, Jean-Philippe	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-02-02		305,00 \$	350,67 \$
DT Estrie	6201160053	417902	Bellefeuille & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100 J1H 1M3 Qué bec		2015-11-11	116,00 \$	700,00 \$	920,83 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)										
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac turo	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Estrie	6201160101	380485	Lavery, De Billy S.E.N.C.R.L.	1, Place Ville Marie Bureau 4000 H3B4M4 Québec		2016-02-25	132,00 \$	500,00 \$	708,88 \$	
DT Estrie	6201160108	399700	Lamoureux Léonard, notaires	520, rue Bowen Sud J1G 2E1 Québec		2015-05-29		374,99 \$	431,15 \$	
DT Estrie	6201260031	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC	2015-04-24	2015-04-29		300,00 \$	344,93 \$	
DT Estrie	6201260036	60363	Audet, Jean-Marc	1300, Boul. Mi-Vallon, bureau 105 J1N 3B9 QC		2015-04-17	135,00 \$	795,00 \$	1 049,05 \$	
DT Estrie	6201260039	691318	Fredette Gauvreau Ruel notaires inc.	165, rue Heneker J1J 3G2 Québec		2015-07-15		265,01 \$	304,69 \$	
DT Estrie	6201260044	417902	Bellevuille & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100 J1H 1M3 Québec		2015-08-18		150,00 \$	172,46 \$	
DT Estrie	6201260046	350377	Demers, Descoteaux, notaires, S.E.N.C.R.L.	2727, rue King Ouest, bureau 210 J1L 1C2 Q	2015-04-24	2015-04-29	25,00 \$	250,00 \$	312,44 \$	
DT Estrie	6201360009	406491	Drapeau, Richard (002)	85, rue Belvédère Nord, bureau 200 J1H 4A7 QC		2015-05-07	129,00 \$	300,00 \$	473,93 \$	
DT Estrie	6201360016	627519	Émilie Benjamin, notaire inc.	145, rue de Sherbrooke, bureau 205 J2K 5E7 Québec		2016-03-04	136,00 \$	721,04 \$	965,01 \$	
DT Estrie	6201360017	575692	Legault, Gilles (notaire)	7450, boulevard Les Galeries d'Anjou, bureau 140 H1M 3M3 QC		2015-09-10	260,00 \$	550,00 \$	892,36 \$	
DT Estrie	6201360027	591765	Lacasse, Maryse (002)	1160, rue Sherbrooke J1X 5B5 Québec		2015-06-09	134,00 \$	405,00 \$	599,65 \$	
DT Estrie	6201360037	701286	Grondin Guilbeault Fontaine, notaires, S.A.	80, rue Principale Est J0B 1M0 Québec		2015-05-13	154,00 \$	543,48 \$	778,86 \$	
DT Estrie	6201360042	59537	Boulanger, Suzanne (notaire)	3913, rue Laval G6B 1A7 Québec		2015-04-08	114,00 \$	500,00 \$	688,88 \$	
DT Estrie	6201360043	81710	LaFontaine, Alain (notaire)	3428, rue Laval G6B 1A4 QC		2015-10-20	247,00 \$	771,04 \$	1 133,50 \$	
DT Estrie	6201360044	81710	LaFontaine, Alain (notaire)	3428, rue Laval G6B 1A4 QC		2015-10-20	116,00 \$	450,00 \$	633,39 \$	
DT Estrie	6201360047	59537	Boulanger, Suzanne (notaire)	3913, rue Laval G6B 1A7 Québec		2015-04-08	357,00 \$	1 071,03 \$	1 588,42 \$	
DT Estrie	6201360048	71865	Gérin, Jean-Philippe	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-05-11	124,00 \$	661,00 \$	883,98 \$	
DT Estrie	6201460001	430272	Coderre, Roch (notaire)	195A, rue St-Hilaire, C.P. 636 J0B 1R0 QC		2015-12-09	130,00 \$	550,00 \$	762,36 \$	
DT Estrie	6201460001	430272	Coderre, Roch (notaire)	195A, rue St-Hilaire, C.P. 636 J0B 1R0 QC		2015-12-09	211,00 \$	350,00 \$	613,41 \$	
DT Estrie	6201460002	406491	Drapeau, Richard (002)	85, rue Belvédère Nord, bureau 200 J1H 4A7 QC		2015-06-09	4,00 \$	300,00 \$	348,93 \$	
DT Estrie	6201460003	536475	Turcotte Paquette, notaires inc.	189, avenue St-Jacques J0B 1R0 Québec		2015-06-19	380,00 \$	985,00 \$	1 512,50 \$	
DT Estrie	6201460004	369634	Lucie Lavallée Notaire inc.	550, rue de l'Eglise J0E 2L0 Québec		2015-10-13	320,55 \$	522,00 \$	920,72 \$	
DT Estrie	6201460005	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-01-08	257,00 \$	954,00 \$	1 353,86 \$	
DT Estrie	6201460008	174799	Gérin Pomerleau Couture notaires, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A9 Québec		2015-12-29	188,64 \$	620,00 \$	901,49 \$	
DT Estrie	6201460009	174799	Gérin Pomerleau Couture notaires, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A9 Québec		2015-12-29	336,50 \$	970,00 \$	1 451,76 \$	
DT Estrie	6201460012	59793	Francoeur, Anne-Sophie	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-12-15	126,00 \$	653,00 \$	876,79 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Estrie	6201460013	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2015-04-24	2015-04-29	124,00 \$	665,00 \$	888,58 \$
DT Estrie	6201460014	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-04-29	124,00 \$	662,00 \$	885,13 \$
DT Estrie	6201460017	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 Québec		2015-06-10	355,00 \$	1 300,00 \$	1 649,68 \$
DT Estrie	6201460023	493725	Goudreault, Kristel (notaire)	53, boul. Saint-Raymond Suite 200B J8Y 1R8 QC		2015-09-25	122,00 \$	705,01 \$	932,58 \$
DT Estrie	6201560000	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-01-08	388,00 \$	1 253,00 \$	1 828,64 \$
DT Estrie	6201560001	704873	CFL Notaires	1802, rue King Ouest bureau 240 J1J0A2 Québec		2015-05-29	134,00 \$	635,00 \$	864,09 \$
DT Estrie	6201560002	406491	Drapeau, Richard (002)	65, rue Belvédère Nord, bureau 200 J1H 4A7 QC		2015-08-18	129,00 \$	650,00 \$	876,34 \$
DT Estrie	6201560003	174799	Gérin Pomerleau Couture notaires, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A9 Québec		2015-11-27	175,85 \$	500,00 \$	750,73 \$
DT Estrie	6201560004	687368	Monty sylvestre, Conseillers Juridique inc	455, rue King Ouest, bureau 200 J1H6E9 Québec		2015-10-06	129,00 \$	610,00 \$	830,35 \$
DT Estrie	6201560005	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC		2015-12-02	116,00 \$	600,00 \$	805,85 \$
DT Estrie	6201560006	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-05-29		263,00 \$	302,38 \$
DT Estrie	6201560006	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-09-10	115,00 \$	250,00 \$	402,44 \$
DT Estrie	6201560006	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-02-15	247,00 \$	723,00 \$	1 078,27 \$
DT Estrie	6201560007	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-02-09	247,00 \$	723,00 \$	1 078,27 \$
DT Estrie	6201560007	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-05-29		259,00 \$	297,79 \$
DT Estrie	6201560008	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-05-29		266,00 \$	305,83 \$
DT Estrie	6201560008	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-02-03	247,00 \$	723,00 \$	1 078,27 \$
DT Estrie	6201560008	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-09-25	115,00 \$	250,00 \$	402,44 \$
DT Estrie	6201560009	59793	Francoeur, Anne-Sophie	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-12-16	257,00 \$	655,00 \$	1 010,09 \$
DT Estrie	6201560010	59793	Francoeur, Anne-Sophie	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-12-15	126,00 \$	654,00 \$	877,94 \$
DT Estrie	6201560012	174799	Gérin Pomerleau Couture notaires, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A9 Québec		2015-12-09	188,64 \$	500,00 \$	763,52 \$
DT Estrie	6201560013	174799	Gérin Pomerleau Couture notaires, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A9 Québec		2015-12-29	188,64 \$	500,00 \$	763,52 \$
DT Estrie	6201560014	561627	Veilleux & associés Notaires inc.	4218, rue Villeneuve G6B 2C3 Québec		2015-11-03	135,00 \$	471,04 \$	676,58 \$
DT Estrie	6201560017	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord J0B 2H0 QC		2015-12-03	280,00 \$	600,00 \$	969,85 \$
DT Estrie	6201560018	553239	Marier, Marie (notaire)	2984, rue des Chênes, bureau 205 J1L 1Y1 QC		2015-10-28	13,00 \$	125,00 \$	156,72 \$
DT Estrie	6201560019	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 Québec		2016-02-03	284,00 \$	975,00 \$	1 405,01 \$
DT Estrie	6201560020	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-02-16	116,00 \$	664,00 \$	879,43 \$
DT Estrie	6201560021	406491	Drapeau, Richard (002)	65, rue Belvédère Nord, bureau 200 J1H 4A7 QC		2015-12-12	125,00 \$	650,00 \$	872,34 \$
DT Estrie	6201560025	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-01-22	126,00 \$	653,00 \$	876,79 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Estrie	6201560026	361662	Chouinard, François (notaire)	1802, rue King Ouest, bureau 240 J1J 0A2 Québec		2015-12-14	126,00 \$	600,00 \$	815,85 \$
Total DT Estrie									
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200100016	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-09-01	2015-07-19		175,00 \$	201,21 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200400113	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2015-12-15	2015-11-11	7,00 \$	360,00 \$	443,91 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200600030	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-06-18	2015-03-31	129,00 \$	1 340,00 \$	1 669,67 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200800004	203005	Tremblay, Barriault, notaires S.E.N.C.	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2015-06-30	2015-06-23		875,00 \$	1 006,03 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900038	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-05-08	2015-03-31	529,00 \$	1 350,00 \$	2 081,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900044	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-12-17	2015-11-05	120,00 \$	625,00 \$	838,59 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900049	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-10-19	2015-04-26		175,00 \$	201,21 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900086	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-03-18	2015-02-17		225,00 \$	258,69 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900093	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-09-10	2015-08-22	352,93 \$		352,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000057	666664	Bouchard Dufresne Notaire inc	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 Québec	2015-06-04	2015-05-06	117,00 \$	950,00 \$	1 209,26 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000068	666664	Bouchard Dufresne Notaire inc	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 Québec	2015-08-24	2015-07-14	116,00 \$	800,00 \$	1 035,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200005	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 Québec	2016-01-12	2016-01-08	128,00 \$	650,00 \$	875,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200008	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 Québec	2016-01-25	2016-01-12	121,00 \$	1 060,93 \$	1 340,81 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200023	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2015-06-23	2015-05-11	134,01 \$	850,00 \$	1 111,30 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200028	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 Québec	2015-08-24	2015-07-06	264,00 \$	1 150,00 \$	1 586,21 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200029	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-01	2016-02-22	6,02 \$	280,00 \$	327,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200035	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-01	2016-02-22	1,02 \$	280,00 \$	322,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200036	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-01	2016-02-22	11,02 \$	280,00 \$	332,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200046	243846	Moulin, Gilles (notaire)	104, boulevard Gérard-D.-Levesque Ouest G0C 2K0 Québec	2015-11-02	2015-06-25	121,60 \$	700,00 \$	926,43 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200047	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-18	2016-03-07	2,99 \$	380,00 \$	439,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200051	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-18	2016-03-10	6,99 \$	380,00 \$	443,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200067	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-01	2016-02-23	7,01 \$	450,00 \$	524,40 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200069	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-18	2016-03-07	2,02 \$	280,00 \$	323,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200071	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2015-06-23	2015-05-13	137,01 \$	850,00 \$	1 114,30 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200074	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-18	2016-03-07	4,99 \$	380,00 \$	441,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200098	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2015-06-23	2015-05-11	129,96 \$	650,00 \$	877,30 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200136	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Verrière G4T 3E6 Québec	2015-06-01	2015-04-17	125,00 \$	800,00 \$	1 044,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200159	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-06-12	2015-05-12	135,00 \$	800,00 \$	1 054,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200162	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-11-02	2015-09-20	10,00 \$	400,00 \$	469,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300015	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-01-05	2015-12-16	117,00 \$	600,00 \$	806,85 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300015	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-07-09	2015-06-24		400,00 \$	459,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300019	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-04-07	2015-03-16	124,00 \$	700,00 \$	928,83 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300033	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Verrière G4T 3E6 Québec	2015-08-31	2015-07-22	125,00 \$	800,00 \$	1 044,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300074	76970	Leblanc, Annie (009)	780, chemin Principal G4T 1H1 Québec	2015-11-04	2014-10-21	118,00 \$	1 200,00 \$	1 497,70 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300085	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-07-09	2015-06-24		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300086	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-07-09	2015-06-24		400,00 \$	459,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300088	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-07-09	2015-06-24		600,00 \$	689,85 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300089	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-10-14	2015-09-27		375,00 \$	431,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300090	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-10-02	2015-09-20		375,00 \$	431,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300091	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-10-14	2015-09-27		375,00 \$	431,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300092	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-07-09	2015-06-24		350,00 \$	402,41 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300094	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-06-23	2015-06-11		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300095	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-06-23	2015-06-11		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300102	203005	Tremblay, Barriault, notaires S.E.N.C.	1198, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2015-05-06	2015-04-15	25,00 \$	500,00 \$	599,88 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400002	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-02-08	2016-01-29	8,00 \$	375,00 \$	439,16 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400012	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 2W1 Québec	2016-02-10	2016-01-05	136,00 \$	650,00 \$	883,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400013	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 Québec	2015-09-21	2015-08-19	115,00 \$	684,00 \$	901,43 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400019	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-02-03	2016-01-19	10,00 \$	300,00 \$	354,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400020	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-12-16	2015-11-30	118,00 \$	825,00 \$	1 066,54 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400021	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-03-09	2016-01-29	247,00 \$	1 100,00 \$	1 511,73 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400022	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-12-16	2015-10-30	117,00 \$	825,00 \$	1 065,54 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400031	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-09-30	2015-09-08		350,00 \$	402,41 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400032	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-11-26	2015-09-20	8,00 \$	300,00 \$	352,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400033	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-12-08	2015-11-30	364,20 \$	550,00 \$	996,56 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400033	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-06-23	2015-06-11		350,00 \$	402,41 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400034	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-06-23	2015-06-11		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400034	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-01-12	2016-01-06	116,00 \$	650,00 \$	863,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400035	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2016-02-18	2016-01-22	150,00 \$	1 000,00 \$	1 299,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500007	514851	Boudreau & Couture notaire	153, Grande Allée Est G0V 1V0 Québec	2015-10-02	2015-09-15		250,00 \$	287,44 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500007	514851	Boudreau & Couture notaire	153, Grande Allée Est G0V 1V0 Québec	2016-03-18	2016-02-08	116,00 \$	715,00 \$	938,07 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500008	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2015-11-02	2015-10-19	3,00 \$	400,00 \$	462,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500010	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-11-02	2015-09-27		300,00 \$	344,93 \$
Total DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine									44 994,28 \$
DT Ile-de-Montréal	6200540103	569598	Larochelle, Benoit (notaire)	13301, rue Sherbrooke Est, bureau 300 C2 QC		2015-04-10		425,00 \$	488,64 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840014	703119	Bergeron Dorais notaires S.E. N.C.	2430, boulevard Marcel-Laurin H4R 1J9 QC		2015-03-31	93,00 \$	3 500,00 \$	4 117,12 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840015	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc		2015-09-24	141,00 \$	350,00 \$	543,41 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840015	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc		2013-09-17		850,00 \$	977,28 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840026	336816	Tremblay Trépanier, Notaires	35, 19e Avenue H8S 3R7 QC		2015-05-25	9,00 \$	445,00 \$	520,64 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940004	576035	Desjardins, Marie-Josée (notaire)	6436, rue Beaubien E. H1M 1A9 QC		2015-04-22	115,00 \$	600,00 \$	804,85 \$



Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Ile-de-Montréal	6200940010	217234	Chartrand, Stéphanie (notaire)	2670, rue Allard, bureau 203 H4E 2L6 QC		2015-08-04	135,00 \$	700,00 \$	939,83 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940023	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc	2015-11-04	2015-10-13		350,00 \$	402,41 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940027	77937	Me Jacques Roberge	507, Place d'Armes Bureau 1300 H2Y 2W8 Q C		2016-01-06	121,00 \$	1 000,00 \$	1 270,75 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940030	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 A 3H3 Qc		2015-11-13		1 535,00 \$	1 764,87 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940030	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 A 3H3 Qc		2015-02-27	112,00 \$	2 376,65 \$	2 844,55 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940041	385068	Drazin, Friedman	2021, Union, Suite 888 H3A 2S9 Québec		2015-08-19		450,00 \$	517,39 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040003	572732	Notaires Montréal S.E.N.C.R.L	740, rue Saint-Maurice, bureau 204 H3C 1L5 Qc		2015-08-07	560,00 \$	1 547,00 \$	2 358,66 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040003	572732	Notaires Montréal S.E.N.C.R.L	740, rue Saint-Maurice, bureau 204 H3C 1L5 Qc		2015-07-14	120,00 \$	267,40 \$	427,44 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040004	545382	Martial Lavole Inc.	3131, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 340 H7T 2Z5 Québec		2015-01-12	253,00 \$	1 300,00 \$	1 747,68 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040008	552806	Steve Collins notaire inc.	1200, av. McGill College, Bureau 1680 G7 Québec		2015-11-12	127,00 \$	217,00 \$	376,50 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040008	552806	Steve Collins notaire inc.	1200, av. McGill College, Bureau 1680 G7 Québec		2015-11-12	45,00 \$	753,67 \$	911,53 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040009	651076	Proulx, André (notaire) (002)	2403, rue Du Centre H3K 1J9 QC		2015-06-24	294,00 \$	1 250,00 \$	1 731,19 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040010	552806	Steve Collins notaire inc.	1200, av. McGill College, Bureau 1680 G7 Québec		2015-11-12		654,97 \$	753,05 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040010	552806	Steve Collins notaire inc.	1200, av. McGill College, Bureau 1680 G7 Québec		2015-11-12	128,00 \$	411,33 \$	600,93 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140000	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc		2015-07-22	125,00 \$	950,00 \$	1 217,26 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140001	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc		2015-07-22	125,00 \$	950,00 \$	1 217,26 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140010	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 A 3H3 Qc		2015-02-27	117,00 \$	2 661,65 \$	3 177,23 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140011	439482	Brault, Francine (notaire)	1395, rue Notre-Dame H8S 2C9 QC		2015-04-09	119,60 \$	290,00 \$	453,03 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140011	84059	Beauchamp, Me Sylvie (notaire)	886, boulevard Saint-Joseph H8S 2M4 Québec		2014-11-17	126,00 \$	490,00 \$	689,38 \$
DT Ile-de-Montréal	6201240014	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc	2015-03-26	2015-03-25	10,00 \$	150,00 \$	182,46 \$
DT Ile-de-Montréal	6201440002	705969	Tutino, Joseph (notaire)	1080, Côte du Beaver Hall, suite 600 H2Z 1S8 QC		2015-05-26	146,00 \$	1 528,00 \$	1 902,82 \$
DT Ile-de-Montréal	6201540009	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc		2015-10-23		350,00 \$	402,41 \$
Total DT Ile-de-Montréal									33 340,57 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200652027	537920	Hénault Sabourin & associés	514, rue Principale J8H 1Y3 Québec		2015-04-15	119,00 \$	1 600,00 \$	1 958,60 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6200852020	382693	Fex, Jacinthe (notaire)	104, 12ième rue JOW 1C0 Qc		2015-09-09	20,00 \$	375,00 \$	451,16 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952057	382693	Fex, Jacinthe (notaire)	104, 12ième rue JOW 1C0 Qc		2015-09-11	83,00 \$	500,00 \$	657,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952100	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 JOT 1T 0 Québec		2015-05-07	114,00 \$	1 779,96 \$	2 160,51 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952108	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 JOT 1T 0 Québec		2015-02-20	114,00 \$	1 850,00 \$	2 241,04 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052007	617492	Forget, Carole (002)	14-D, avenue des Seigneurs JOT 1R4 Qc		2015-08-12	161,00 \$	825,00 \$	1 109,54 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052008	617492	Forget, Carole (002)	14-D, avenue des Seigneurs JOT 1R4 Qc		2015-08-12	155,00 \$	650,00 \$	902,34 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052144	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 JOT 1T 0 Québec		2015-03-30	678,00 \$	1 400,00 \$	2 287,65 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052149	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 JOT 1T 0 Québec		2015-06-23	115,00 \$	876,96 \$	1 123,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152000	92096	Éthier, Adélar (notaire)	205, rue Principale JOK1T0 QC		2014-12-16	259,00 \$	1 300,00 \$	1 753,68 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152003	92096	Éthier, Adélar (notaire)	205, rue Principale JOK1T0 QC		2015-11-02	120,00 \$	1 125,00 \$	1 413,47 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152011	41442	Dionne, Kelley, Paquin inc.	386, boul. Manseau J6E 3E1 Québec	2016-02-12	2016-02-12		650,00 \$	747,34 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152021	401364	Gagnon, Cartin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et con s.juridiques	2484, rue Cartier JOK 2T0 Québec		2015-11-11	167,00 \$	850,00 \$	1 144,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152025	531009	St-Jacques, Sophie (notaire)	1044, rue Robert J5L 2G9 Québec	2016-02-26	2016-02-26	265,00 \$	1 075,00 \$	1 500,98 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152025	531009	St-Jacques, Sophie (notaire)	1044, rue Robert J5L 2G9 Québec		2015-06-10	165,00 \$	275,00 \$	481,18 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152049	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 JOT 1T 0 Québec		2015-09-05		637,40 \$	732,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152055	309971	Valois Boutin & Besner S.E.N. C.	505, chemin Bethany, bureau 450 J8H 4A6 Qc		2016-01-28	160,00 \$	3 000,00 \$	3 609,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152063	428036	Depangher, Annie (notaire)	541, rue Rivière-aux-Pins J4B 2Z8 Qc		2015-02-06	515,95 \$	1 200,00 \$	1 895,65 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152064	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève JOK 1A0 QC		2015-09-10	251,00 \$	1 129,00 \$	1 549,07 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152074	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac JOK 1A0 Québec		2015-04-23	396,00 \$	600,00 \$	1 085,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152094	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm JOK 1A0 Québec		2015-05-06	159,75 \$	575,00 \$	820,86 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152096	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm JOK 1A0 Québec		2015-06-11	292,75 \$	850,00 \$	1 270,04 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152098	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm JOK 1A0 Québec		2015-01-20	251,00 \$	883,75 \$	1 267,09 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152103	575692	Legault, Gilles (notaire)	7450, boulevard Les Galeries d'Anjou, bureau 1 40 H1M 3M3 QC		2015-09-25	458,29 \$	950,00 \$	1 550,55 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152105	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac JOK 1A0 Québec		2015-04-07	161,25 \$	350,00 \$	563,66 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152109	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm JOK 1A0 Québec		2015-07-13	579,95 \$	850,00 \$	1 557,24 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201152113	533609	Groux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2015-04-08	120,00 \$	575,00 \$	781,11 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152115	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1A0 Québec		2015-07-14	275,00 \$	600,00 \$	964,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152117	667974	Hébert & associés, notaires S. E.N.C.R.L.	10, boulevard Brien, bureau 100 J6A 4R7 Qc		2015-06-10	115,00 \$	400,00 \$	574,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152119	667974	Hébert & associés, notaires S. E.N.C.R.L.	10, boulevard Brien, bureau 100 J6A 4R7 Qc		2015-06-10	115,00 \$	400,00 \$	574,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152121	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1A0 Québec		2015-06-23	133,00 \$	300,00 \$	477,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152124	566864	Dauphin & Lauzon [SENCRL] Notaires	100, 1re Avenue J6E 1S2 Québec		2015-07-20	252,00 \$	1 005,00 \$	1 407,50 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152129	533609	Groux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2015-04-07	122,00 \$	775,00 \$	1 013,06 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152133	533609	Groux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2015-04-23	249,00 \$	879,00 \$	1 259,63 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152144	533609	Groux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2015-04-02	267,00 \$	1 125,00 \$	1 560,47 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152145	567588	Masse, Mario (Masse notaire-conseil)	435, boulevard Sainte-Anne, bureau 206 J6E 5A1 Qc		2015-09-15	164,00 \$	640,00 \$	899,84 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152146	533609	Groux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2015-06-18	116,00 \$	575,00 \$	777,11 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152148	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1A0 Québec		2015-05-25	411,00 \$	975,00 \$	1 532,01 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152150	174715	Carignan, Odette (notaire)	275-B, rue Paradis, bureau 202 J6A 8H2 QC		2015-03-09		200,00 \$	229,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152154	533609	Groux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC	2016-02-12	2016-02-12	262,00 \$	875,00 \$	1 268,03 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152155	130917	Sauvegeau, Elise	notaire 410, rue Notre-Dame J6A 2T1 QC		2015-10-16	261,00 \$	985,08 \$	1 393,59 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152176	115473	Fafard, Danielle	186, route 138 J0K 1A0 Qc		2015-04-29	115,00 \$	350,00 \$	517,41 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152186	174715	Carignan, Odette (notaire)	275-B, rue Paradis, bureau 202 J6A 8H2 QC		2015-03-09	35,00 \$	300,00 \$	379,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152197	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1A0 Québec		2015-07-13	150,00 \$	300,00 \$	494,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152199	141911	Société Coutu & Comtois [SNC ]	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 Qc		2015-03-10	19,00 \$	50,00 \$	76,49 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152204	89092	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2015-03-23	114,00 \$	350,00 \$	746,36 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152216	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1A0 Québec		2015-06-29	411,00 \$	600,00 \$	1 100,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152230	89092	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2015-03-23	243,00 \$	850,00 \$	1 220,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152233	89092	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2015-03-23	243,00 \$	850,00 \$	1 220,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152252	624862	Renaud, Gilles (notaire conseil-er juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202 J7M 1W 2 Qc		2015-05-12	119,00 \$	700,00 \$	923,83 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152253	92096	Éthier, Adélard (notaire)	205, rue Principale J0K1T0 QC		2015-07-22	138,00 \$	900,00 \$	1 172,78 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant déboursé	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201152257	554798	Lévesque & associés S.E.N.C. R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2015-07-22	125,00 \$	990,00 \$	1 263,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152261	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc. c.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 Québec	2016-02-08	2016-02-08	166,00 \$	650,00 \$	913,34 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152267	89092	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2015-07-13	248,00 \$	650,00 \$	995,34 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152272	89092	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2015-07-13	248,00 \$	550,00 \$	880,36 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152280	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 Québec		2015-04-02	146,00 \$	850,00 \$	1 123,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152281	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 Québec		2015-08-12	139,00 \$	850,00 \$	1 116,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252040	648151	Voizard Voizard notaires S.E.N.C.R.L.	1080, rue Valiquette J8B 2M3 Qc		2015-04-14	152,02 \$	600,00 \$	841,87 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252040	648151	Voizard Voizard notaires S.E.N.C.R.L.	1080, rue Valiquette J8B 2M3 Qc		2015-06-05		400,00 \$	459,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252054	744375	Pilon Gélines notaires	370, rue de St-Jovite, bur. 1 J8E 2Z9Qc	2016-02-22	2016-02-22	116,00 \$	1 083,28 \$	1 361,50 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252067	599313	Dupré Bédard Janelle inc. c.	447, rue Charbonneau C.P. 19059 J8E 3C1 Q	2015-12-18	2015-09-29	126,00 \$	625,00 \$	844,59 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252075	567588	Masse, Mario (Masse notaire-consell)	435, boulevard Sainte-Anne, bureau 206 J6E 5A1 Qc		2015-07-10	270,00 \$	894,00 \$	1 297,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252099	323579	Gagné, Serge (006)	532, rue de la Madone J9L 1S5 Québec		2015-08-12	245,00 \$	1 200,00 \$	1 624,70 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252100	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc. c.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 Québec	2016-01-08	2015-10-21	146,00 \$	850,00 \$	1 123,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252101	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc. c.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 Québec	2015-12-18	2015-10-13	146,00 \$	850,00 \$	1 123,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352021	601542	Vallée & Valiquette notaires inc. c.	2665, rue Beaubien Est H1Y 1G8 Qc		2015-02-11	160,00 \$	1 125,00 \$	1 453,47 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352022	391943	Étude Major Lazure, notaires inc. c.	56, Av de l'Église J0R 1R0 Québec		2015-04-30	125,00 \$	800,00 \$	1 044,80 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352023	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare J7Z 2C1 Qc		2014-12-08	253,00 \$	1 275,00 \$	1 718,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352024	407188	Bédard, Louise (notaire)	1, rue de la Rabastalière Est J3V 2A4 QC		2015-04-23	131,00 \$	400,00 \$	590,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352024	699744	Pagé, Véronique	1, chemin de la Rabastalière Est J3V2A4 Qc		2015-01-22		185,00 \$	212,70 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352028	72991	Plourde, Sylvie (005)	195, rue Principale J8C 1K5 QC		2014-12-10	243,00 \$	667,19 \$	1 010,10 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352029	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	447, rue Charbonneau C.P. 19059 J8E 3C1 Q		2015-03-03	263,00 \$	1 275,00 \$	1 728,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352030	67491	Salle Villeneuve, La	C.P. 610 540, rue Charbonneau J8E 3H4 QC		2015-02-20	253,00 \$	1 220,00 \$	1 655,70 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352031	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare J7Z 2C1 Qc		2015-04-07	247,00 \$	860,00 \$	1 235,79 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352032	711977	Daoust & Poitras inc.	590, rue St-Viateur, suite 101 J6E 3B6 Qc		2015-04-30	264,00 \$	950,00 \$	1 356,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352033	744042	Hogue, Fortier, Fréchette inc.	7160, boulevard Pie-IX H2A 2G4 Qc		2015-09-18	331,91 \$	675,00 \$	1 107,99 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201352034	72991	Plourde, Sylvie (005)	195, rue Principale J8C 1K5 QC		2014-12-08	243,00 \$	667,19 \$	1 010,10 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452000	744207	Charbonneau, Odette (notaire)	4650, boul. des Laurentides, bur. 235 J7K 2J4 Qc	2016-01-08	2015-10-30	125,00 \$	937,00 \$	1 202,32 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452001	700846	Étude Gislain Poudrier notaire inc.	430 rue L'Annonciation Nord J0T 1T0 Qc		2014-12-09	117,00 \$	704,00 \$	926,42 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452015	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et conseils juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Q Québec		2015-10-27	11,00 \$	300,00 \$	355,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452016	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et conseils juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Q Québec		2015-10-27	22,00 \$	300,00 \$	366,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452017	700618	Masse, Louise-Ann	227, boulevard des Braves, bureau 104 J6W 3H6 Qc		2015-03-03	124,00 \$	750,00 \$	986,31 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452032	537920	Hénault Sabourin & associés	514, rue Principale J8H 1Y3 Québec		2015-07-07	122,00 \$	600,00 \$	811,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452033	309971	Valois Boulin & Besner S.E.N.C.	505, chemin Bethany, bureau 450 J8H 4A6 Qc		2015-04-01	161,00 \$	1 000,00 \$	1 310,75 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452034	700846	Étude Gislain Poudrier notaire inc.	430 rue L'Annonciation Nord J0T 1T0 Qc		2015-05-15		250,00 \$	287,44 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452034	700846	Étude Gislain Poudrier notaire inc.	430 rue L'Annonciation Nord J0T 1T0 Qc		2015-11-13		250,00 \$	287,44 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452034	700846	Étude Gislain Poudrier notaire inc.	430 rue L'Annonciation Nord J0T 1T0 Qc		2015-12-17	6,00 \$	125,00 \$	149,72 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452035	215115	Cyr, Louise (notaire)	1690, Dumouchel H7S 1J5 QC		2015-12-18	203,90 \$	300,00 \$	548,83 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452039	693315	Carrière, Mylène	297, rue Labelle J7Z 5L2 Qc	2016-01-11	2015-11-24	145,00 \$	550,00 \$	777,36 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452040	493229	Étude notariale Sicard inc.	418, rue Léonard J7Z 4L5 Qc		2015-07-16		200,00 \$	229,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452045	391943	Etude Major Lazure, notaires inc.	56, Av de l'Eglise J0R 1R0 Québec		2015-04-30	125,00 \$	800,00 \$	1 044,80 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452059	174588	Caroline Bessette Notaire inc.	5435, Grande-Allée J4Z 3H1 Québec		2015-06-12	115,00 \$	614,05 \$	821,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452060	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et conseils juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 Québec		2015-05-12	141,00 \$	850,00 \$	1 118,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452061	577948	Lefebvre, Pénélope (notaire)	3635, rue Queen J0K 1S0 Qc		2015-05-26	174,00 \$	500,00 \$	748,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452062	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et conseils juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 Québec		2015-07-20	148,95 \$	785,00 \$	1 051,50 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452063	577948	Lefebvre, Pénélope (notaire)	3635, rue Queen J0K 1S0 Qc		2015-05-26	174,00 \$	640,00 \$	909,84 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452073	745264	Désilets, Nadon & Parisella, Notaires inc.	400, rue Melançon J7Z 4K2 Qc		2015-10-06	279,00 \$	920,00 \$	1 336,77 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452076	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2015-09-18	125,00 \$	700,00 \$	929,83 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201452079	401364	Gagnon, Carlin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et consultants juridiques	125, rue Saint-Jacques J0K 2R0 Qc		2015-06-02	10,00 \$	300,00 \$	354,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452083	714336	Simon, Manon (Manon Simon, notaire)	378, rue Félix-David H7L 0A6 Qc		2015-06-12	115,00 \$	400,00 \$	574,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452090	554798	Lévesque & associés S.E.N.C. R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc	2016-02-12	2016-02-12	130,00 \$	990,00 \$	1 268,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452094	596044	Gemma Notaires inc.	1620, boulevard de l'Avenir, bureau 101 2N4 Qc		2015-11-13	27,00 \$	500,00 \$	601,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452101	309971	Valois Boutin & Besner S.E.N. C.	505, chemin Bethany, bureau 450 J8H 4A6 Qc		2015-04-21	114,00 \$	1 000,00 \$	1 263,75 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452102	309971	Valois Boutin & Besner S.E.N. C.	505, chemin Bethany, bureau 450 J8H 4A6 Qc	2016-01-19	2016-02-01	141,00 \$	1 000,00 \$	1 290,75 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452103	62424	Bédard, Conrad	3339, DE LA GARE J7V 8W5 QC	2016-01-11	2015-10-16	411,75 \$	1 245,00 \$	1 843,19 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552000	727372	Charbonneau-Cyr, Morin Notaires S.E.N.C.R. L	488, rue Mercier J9L 2W2 Qc		2015-08-12	115,00 \$	640,00 \$	850,84 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552001	727372	Charbonneau-Cyr, Morin Notaires S.E.N.C.R. L	488, rue Mercier J9L 2W2 Qc		2015-08-12	115,00 \$	640,00 \$	850,84 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552004	26064	Campeau, Massicotte, Lajeunesse & Pilon S.E.N.C. RL	206, rue Béthany J8H 2M5 Québec		2015-04-09	400,00 \$	459,90 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201552006	537920	Hénault Sabourin & associés	514, rue Principale J8H 1Y3 Québec		2015-10-21	119,00 \$	520,00 \$	716,87 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552006	537920	Hénault Sabourin & associés	514, rue Principale J8H 1Y3 Québec		2015-03-26		250,00 \$	287,44 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552044	362847	Lefebvre Lefebvre Théorêt Notaires S.A.	18 086, rue Charles J7J 1C5 Québec		2016-02-22	116,00 \$	805,00 \$	1 041,55 \$
Total DT Laurentides-Lanaudière									115 104,91 \$
DT Laval-Mille-Îles	6200836019	693878	Yvon Desormeaux, Notaire	259, boulevard Arthur-Sauvé J7P 2A9 Qc	2015-10-02	2015-10-05	124,00 \$	630,80 \$	849,26 \$
DT Laval-Mille-Îles	6200836000	420945	Ricard, Martin R. (notaire)	367, boulevard de L'Ange-Gardien J5W 1S4 Québec	2015-06-15	2015-06-15	123,00 \$	663,00 \$	885,28 \$
DT Laval-Mille-Îles	6200936001	350768	Forest, Charles (notaire)	467, de Lanaudière J6E 3M3 QC	2015-03-05	2015-04-07	204,50 \$	1 100,00 \$	1 469,23 \$
DT Laval-Mille-Îles	6200936004	667974	Hébert & associés, notaires S.E.N.C.R.L.	10, boulevard Brien, bureau 100 J6A 4R7 Qc	2015-07-23	2015-08-24	18,00 \$	575,00 \$	679,11 \$
DT Laval-Mille-Îles	6200936006	648444	Me Véronique Dinel, notaire	161A, boulevard L'Ange-Gardien J5W 1R3 Québec	2015-05-08	2015-05-26	418,00 \$	550,00 \$	1 050,36 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201036000	648444	Me Véronique Dinel, notaire	161A, boulevard L'Ange-Gardien J5W 1R3 Québec	2015-05-08	2015-05-26	418,00 \$	550,00 \$	1 050,36 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201036001	92681	Dugas, Alain (notaire)	Notaire - Gagnon & Dugas 457, boul. Sainte-Anne J0N 1H0 QC	2015-09-11	2015-09-18	129,00 \$	404,00 \$	593,50 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201036001	92681	Dugas, Alain (notaire)	Notaire - Gagnon & Dugas 457, boul. Sainte-Anne J0N 1H0 QC	2015-09-11	2015-09-18	129,00 \$	416,14 \$	607,46 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laval-Mille-Îles	6201036001	92681	Dugas, Alain (notaire)	Notaire - Gagnon & Dugas 457, boul. Sainte-Anne J0N 1H0 QC	2015-09-11	2015-09-18	114,00 \$	866,96 \$	1 110,79 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201336001	651987	Me Radwan Moussa, notaire en fidéicommiss	Moussa & Manceri, notaires SNCRL 3749, boulevard Lévesque Ouest H7V 1C4 Québec	2015-05-08	2015-05-19	127,00 \$	390,00 \$	575,40 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436000	420945	Ricard, Martin R. (notaire)	367, boulevard de L'Ange-Gardien J5W 1S4 Québec	2015-06-15	2015-06-15	120,00 \$	633,00 \$	847,79 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436001	576057	Lessard & Vachon, notaires	7811, boul. Louis-H. Lafontaine, bureau 200 H1K 4E4 Québec	2015-09-21	2015-09-23	172,41 \$	490,00 \$	735,79 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436002	553609	Notaire Giammarella inc.	5152, rue Jean-Talon Est H1S 1K7 Qc	2015-11-02	2015-09-11	135,00 \$	373,87 \$	564,85 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436003	576057	Lessard & Vachon, notaires	7811, boul. Louis-H. Lafontaine, bureau 200 H1K 4E4 Québec	2015-09-23	2015-09-23	150,11 \$	400,50 \$	610,59 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436004	576057	Lessard & Vachon, notaires	7811, boul. Louis-H. Lafontaine, bureau 200 H1K 4E4 Québec	2015-09-23	2015-09-23	168,11 \$	767,50 \$	1 060,55 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436011	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc		2016-02-17	301,86 \$	835,00 \$	1 261,90 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436012	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc		2016-02-17	136,00 \$	505,00 \$	716,62 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436016	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc		2016-02-18	136,00 \$	645,00 \$	877,59 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436023	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc		2016-02-18	136,00 \$	580,00 \$	802,86 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436025	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc	2016-02-11	2016-02-05	136,00 \$	645,00 \$	877,59 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436050	374298	Polyzos, Nicholas (notaire)	7526, rue St-Denis H2R 2E6 Qc	2016-01-06	2016-02-09	126,00 \$	694,21 \$	924,17 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436051	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202 J7M 1W 2 Qc	2015-10-13	2015-10-13	343,99 \$	500,00 \$	918,87 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201536003	533871	Lévellié Pelletier inc.	183, rue Saint-Eustache J7R 2L5 Qc	2016-01-14	2016-01-06	155,69 \$	466,20 \$	691,70 \$
Total DT Laval-Mille-Îles									19 751,62 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6199000495	664207	Mance Thibault	472, avenue Victoria, bureau 200 J6K 1C4 Québec		2015-06-15	130,00 \$	527,50 \$	736,50 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6199000495	576035	Desjardins, Marie-Josée (notaire)	6436, rue Beaubien E. H1M 1A9 QC		2015-11-18	115,00 \$	700,00 \$	919,83 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6199300853	58605	Lemyre, Henri	75, St-Jean-Baptiste, bureau 200 J6J 3H6 QC		2015-04-22	248,00 \$	600,00 \$	937,85 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6199300860	76557	Légaré, Robert (notaire)	40 RUE MAURICE J0L 2L0 QC		2015-08-05	115,00 \$	414,43 \$	591,49 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6199300860	618514	Gauthier, Martine (notaire)	1009, rue Notre-Dame J0L 2L0 Québec		2014-06-18	147,00 \$	335,00 \$	532,17 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200348106	58417	Laberge, Michel (notaire)	257D, BOUL. D'ANJOU J6J 2R4 QC		2015-07-21	125,00 \$	600,00 \$	814,85 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200348112	58417	Laberge, Michel (notaire)	257D, BOUL. D'ANJOU J6J 2R4 QC		2016-02-15		300,00 \$	344,93 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200348135	368671	Péladeau & Larivière, notaires	35, rue Saint-Pierre, bureau 102 J5A2E4 Québec		2015-10-01		530,00 \$	609,37 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200348142	78066	Beaulieu, Manon (notaire)	779, boulevard St-Jean-Baptiste C.P. 269 J6R 2K7 QC		2015-11-11		350,00 \$	402,41 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200348150	737126	Levy, Tammar (expropriation)	5475, rue Paré, suite 254 H4P 1P7 Québec		2015-10-21		986,25 \$	1 133,97 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200548000	700544	Rivard notaires & associés inc.	69, Saint-Pierre, bureau 300 J5A 1C1 Québec		2015-02-11		1 408,26 \$	1 619,16 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200748046	76648	Me Noémie St-Onge, notaire	2003, BOUL. SAINTE-MARIE BUREAU 101 J6T 3B5 QC		2015-05-11	43,37 \$	587,50 \$	718,85 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200848038	456330	Lafond, notaires inc.	1101-3030, boul. Le Carrefour H7T 2P5 Québec		2015-10-19	212,04 \$	2 208,83 \$	2 751,64 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200848040	421148	Richard Gandolfi Notaire inc.	115, chemin de Saint-Jean J5R 2J7 Québec		2015-08-06	115,00 \$	500,00 \$	689,88 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048046	67156	Notaires Lupien, Patenaude, Vincent, Gougeon S.E.N.C.	39, rue Jacques-Cartier Bureau 101 J6T 4R1 QC		2015-06-09		350,00 \$	402,41 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048053	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu JOJ 1J0 QC		2015-10-02	126,00 \$	1 246,40 \$	1 559,05 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048096	16541	Lareau, Hélène	364, rue Saint-Jacques, C.P. 970 JOJ 1L0 QC		2015-10-29	155,37 \$	519,00 \$	752,09 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148008	76663	Côté & Brunet Notaires et Consultants Juridiques	184 RUE ST-JOSEPH JOS 1V0 QC		2015-10-09	388,00 \$	1 816,66 \$	2 476,70 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148046	593514	Gagnon Dorais Laprise notaires inc.	1005, boulevard du Séminaire Nord Bureau 100 J3A 1R7 Québec		2015-11-20	242,08 \$	1 733,33 \$	2 234,98 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248004	59496	Me Pierre Péladeau (notaire et conseiller juridique)	210, RUE SAINT-JACQUES J5R 1G3 QC		2016-01-15	290,52 \$	540,00 \$	911,39 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248005	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul. Ferdinand-Lafontaine, bureau 102 J4G 2R8 Québec		2015-12-21	248,59 \$	536,60 \$	865,55 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248029	489067	Daoust, Nathalie (Pilon & Daoust, notaires)	62, rue Châteauguay JOS 1H0 QC		2015-06-18	218,75 \$	1 000,00 \$	1 368,50 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248030	56805	Lemyre, Henri	75, St-Jean-Baptiste, bureau 200 J6J 3H6 QC	2016-01-06	2014-05-07	125,00 \$	450,00 \$	642,39 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248031	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu JOJ 1J0 QC		2015-11-16	253,00 \$	1 349,98 \$	1 805,14 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248032	140521	Marcil, Arthur (notaire)	586B, Notre-Dame JOS 1R0 QC		2015-10-16	126,00 \$	650,00 \$	873,34 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248034	76499	Larivière, Hugues (notaire)	112, 9e Avenue J2X 1J5 QC		2015-05-26	258,00 \$	1 150,00 \$	1 580,21 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248040	321556	Bisailon, Daniel (notaire)	233, rue Champlain J3B 6V7 QC		2015-08-07	170,00 \$	400,00 \$	629,90 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248041	16541	Lareau, Hélène	364, rue Saint-Jacques, C.P. 970 JOJ 1L0 QC		2015-11-15	155,37 \$	404,00 \$	619,87 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248042	475473	Me Alain Bélanger, notaire en fiduciaire	815, rue Plante J3A 1M8 Québec		2015-04-29	437,07 \$	1 002,05 \$	1 589,17 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248043	551947	Notaires Therrien Touchette inc., Les	1690, boulevard Provencher J4W 1Z2 Québec		2015-06-03	166,36 \$	850,00 \$	1 143,65 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348001	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu JOJ 1J0 QC		2015-05-06	246,00 \$	210,00 \$	487,45 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348001	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu JOJ 1J0 QC		2015-05-06	5,00 \$	579,20 \$	670,94 \$



Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348002	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelleu J0J 1J0 QC		2015-05-05	117,00 \$	165,00 \$	306,71 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348002	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelleu J0J 1J0 QC		2015-05-05	13,00 \$	559,60 \$	656,40 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348003	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelleu J0J 1J0 QC		2015-05-05	17,00 \$	844,60 \$	988,08 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348003	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelleu J0J 1J0 QC		2015-05-05	116,00 \$	144,00 \$	281,56 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348004	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelleu J0J 1J0 QC		2015-05-05		43,50 \$	50,02 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348004	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelleu J0J 1J0 QC		2015-05-05	125,00 \$	654,60 \$	877,63 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348029	489067	Daoust, Nathalie (Pilon & Daoust, notaires)	62, rue Châteauguay J0S 1H0 QC		2015-11-10	149,54 \$	475,00 \$	695,67 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348047	368671	Péladeau & Larivière, notaires	35, rue Saint-Pierre, bureau 102 J5A2E4 Québec		2015-04-07	114,00 \$	530,00 \$	723,37 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201448022	593514	Gagnon Dorais Laprise notaires inc.	1005, boulevard du Séminaire Nord Bureau 100 J3A 1R7 Québec		2016-01-26	267,44 \$	3 150,00 \$	3 889,15 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548013	618514	Gauthier, Martine (notaire)	1009, rue Notre-Dame J0L 2L0 Québec		2015-12-10	141,00 \$	494,48 \$	709,52 \$
Total DT Ouest-de-la-Montérégie									42 593,74 \$
DT Outaouais	6199903174	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-01-12	2015-12-11	337,21 \$	721,78 \$	1 167,08 \$
DT Outaouais	6200256126	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-10-19	2015-10-06	324,00 \$	975,25 \$	1 445,29 \$
DT Outaouais	6200556009	703208	Desnoyers Laroché	160, boulevard de l'Hôpital, bureau 400 J8T 8 J1 Québec	2016-02-12	2015-11-23	1 293,93 \$	2 958,32 \$	4 695,26 \$
DT Outaouais	6200656014	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-04-27	2015-04-08	150,00 \$	1 029,72 \$	1 333,92 \$
DT Outaouais	6200656055	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-12-09	2015-10-20	116,00 \$	751,24 \$	979,74 \$
DT Outaouais	6200656058	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-10-28	2015-08-21	115,00 \$	1 175,57 \$	1 466,61 \$
DT Outaouais	6200656086	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-10-06	2015-08-28	115,00 \$	1 559,45 \$	1 907,97 \$
DT Outaouais	6200656119	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-02-26	2016-02-17	116,00 \$	1 323,67 \$	1 637,89 \$
DT Outaouais	6200856028	480082	Fleury & associés notaires inc.	3333, rue du Carrefour, bureau 282 G1C 5R9 Québec	2015-07-21	2015-06-25	331,21 \$	300,00 \$	676,14 \$
DT Outaouais	6200856028	480082	Fleury & associés notaires inc.	3333, rue du Carrefour, bureau 282 G1C 5R9 Québec	2015-07-21	2015-06-25	15,00 \$	300,00 \$	359,93 \$
DT Outaouais	6200956017	59267	Marquis, Bernard (notaire et conseiller juridique)	200, rue Principale J9H 6J4 QC	2016-02-15	2015-02-10	255,00 \$	1 205,70 \$	1 641,26 \$
DT Outaouais	6200956026	59267	Marquis, Bernard (notaire et conseiller juridique)	200, rue Principale J9H 6J4 QC	2010-03-31	2010-03-31		1 200,00 \$	1 200,00 \$
DT Outaouais	6200956027	59267	Marquis, Bernard (notaire et conseiller juridique)	200, rue Principale J9H 6J4 QC	2010-03-31	2010-03-31		1 600,00 \$	1 600,00 \$
DT Outaouais	6201056025	496138	Lebel, Daniel (notaire)	198, rue des Forgerons J9J 2N9 QC	2016-03-01	2016-02-24	2,00 \$	767,40 \$	884,31 \$
DT Outaouais	6201056040	428284	Healey, Ruth (notaire)	192, rue Beaulac J9H 6Z5 Québec	2016-02-19	2014-11-18	1 618,00 \$		1 618,00 \$
DT Outaouais	6201056067	411498	Lavallée, Luc (notaire)	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2015-09-15	2015-08-20	114,00 \$	550,00 \$	746,36 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac- ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Outaouais	6201056096	59642	Nadeau, Marc (002)	45, rue Jeanne-D'Arc J8Y 2H3 QC	2016-02-16	2016-01-16	118,38 \$	610,00 \$	819,73 \$
DT Outaouais	6201056097	703208	Desnoyers Laroche	160, boulevard de l'Hôpital, bureau 400 J8T 8 J1 Québec	2015-05-06	2015-04-10	115,00 \$	243,64 \$	395,12 \$
DT Outaouais	6201056098	568171	Génier, Claude	1885, rue Saint-Louis, suite 200 J8T 6G4 Québec	2015-05-21	2015-05-14	124,00 \$	1 147,18 \$	1 442,97 \$
DT Outaouais	6201256006	344181	Durocher, Rachel	525, rue Notre-Dame J0V 1L0 QC	2015-06-10	2015-06-09	126,00 \$	559,88 \$	769,73 \$
DT Outaouais	6201256021	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale J9H 3L2 QC	2015-04-08	2015-03-19	114,00 \$	937,04 \$	1 191,36 \$
DT Outaouais	6201356006	690784	Lapierre, John (notaire)	188, Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 Québec	2015-12-08	2015-05-19	125,00 \$	840,00 \$	1 090,79 \$
DT Outaouais	6201356011	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-10-08	2015-08-19	245,00 \$	822,10 \$	1 190,21 \$
DT Outaouais	6201356022	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-10-06	2015-08-21	245,00 \$	807,42 \$	1 173,33 \$
DT Outaouais	6201356034	411498	Lavallée, Luc (notaire)	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2016-02-02	2016-01-27	125,00 \$	627,50 \$	846,47 \$
DT Outaouais	6201356042	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2016-02-08	2016-02-02	116,00 \$	415,00 \$	593,15 \$
DT Outaouais	6201456002	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-10-06	2015-08-19	115,00 \$	435,86 \$	616,13 \$
DT Outaouais	6201556002	59475	Pigeon, Jean-Pierre	37, rue Patterson C.P. 549 J0X 1K0 QC	2016-03-04	2016-03-01	522,98 \$	1 710,00 \$	2 489,05 \$
DT Outaouais	6201556003	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2015-10-28	2015-10-08	18,45 \$	385,00 \$	461,10 \$
DT Outaouais	6201556003	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2015-10-20	2015-10-08	18,45 \$	385,00 \$	461,10 \$
DT Outaouais	6201556009	59715	Gratton, Guylaine	259, rue Henri-Bourassa C.P. 37 J0V1R0 QC	2016-03-04	2016-02-26		300,00 \$	344,93 \$
Total DT Outaouais									37 244,93 \$
DT Québec	6199801102	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 G3Z 2R8 Québec	2015-06-05	2015-02-17	154,00 \$	3 437,50 \$	4 106,27 \$
DT Québec	6199801116	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec	2016-01-18	2016-01-12	135,00 \$	1 717,75 \$	2 109,99 \$
DT Québec	6199801116	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec	2016-03-07	2016-02-29		200,00 \$	229,95 \$
DT Québec	6200032091	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2014-10-29	2013-09-06	139,00 \$	4 003,13 \$	4 741,60 \$
DT Québec	6200032091	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2015-10-28	2015-07-23		2 666,67 \$	3 066,00 \$
DT Québec	6200132170	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2016-01-15	2015-09-10	42,00 \$	2 272,50 \$	2 654,81 \$
DT Québec	6200132215	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2015-10-28	2015-07-23		2 443,34 \$	2 809,23 \$
DT Québec	6200132215	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2014-10-29	2013-09-06	139,00 \$	3 928,13 \$	4 655,37 \$
DT Québec	6200232042	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège G3H 3B4 Québec	2016-03-22	2016-03-22	145,00 \$	325,00 \$	519,67 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Québec	6200432024	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 c	2015-09-10	2015-08-31		770,00 \$	885,31 \$
DT Québec	6200432024	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 c	2015-06-23	2015-05-22	11,00 \$	346,45 \$	409,33 \$
DT Québec	6200432043	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 c	2015-08-11	2015-07-07	123,00 \$	1 155,00 \$	1 450,96 \$
DT Québec	6200532078	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame	2015-07-10	2015-07-02		500,00 \$	574,88 \$
DT Québec	6200532116	741916	CST notaires inc.	605, boulevard de Comporté (C.P. 246) T8 Québec	2016-03-14	2016-03-07	1,00 \$	360,00 \$	414,91 \$
DT Québec	6200532177	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212 G0A 3C0 Québec	2015-06-18	2015-05-27	150,25 \$	1 000,00 \$	1 300,00 \$
DT Québec	6200532178	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212 G0A 3C0 QC	2015-09-22	2015-09-10	150,25 \$	1 000,00 \$	1 300,00 \$
DT Québec	6200532191	838544	Côté Bélanger Mousseau notaires inc.	8500, boulevard Henri-Bourassa, S-210 G1G 5X1 Québec	2015-09-10	2015-06-26		339,50 \$	390,35 \$
DT Québec	6200532223	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100	2015-06-23	2015-06-04	145,00 \$	827,64 \$	1 096,58 \$
DT Québec	6200532224	58426	Moreau, Hermann	1191, 8e Avenue G1J 3N3 QC	2015-11-02	2015-10-16		375,00 \$	431,16 \$
DT Québec	6200532240	73500	Chrétien, Henri (notaire)	832, boulevard Louis-XIV G1H 1A7 QC	2015-11-26	2015-11-05	116,00 \$	1 290,00 \$	1 599,18 \$
DT Québec	6200532260	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2015-06-12	2015-05-21	145,00 \$	1 135,64 \$	1 450,70 \$
DT Québec	6200532263	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2015-07-06	2015-06-12	145,00 \$	670,00 \$	915,33 \$
DT Québec	6200532288	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2015-04-07	2015-03-18	204,00 \$	1 348,14 \$	1 764,03 \$
DT Québec	6200532329	73500	Chrétien, Henri (notaire)	832, boulevard Louis-XIV G1H 1A7 QC	2016-01-25	2016-01-17	116,00 \$	1 790,00 \$	2 174,05 \$
DT Québec	6200532421	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec	2015-07-13	2015-07-09	137,05 \$	510,00 \$	723,42 \$
DT Québec	6200532537	73491	Martin Grenier , notaire	550-A, avenue Royale G1E 1Z4 QC	2016-02-26	2016-02-17	653,00 \$	1 625,00 \$	2 521,34 \$
DT Québec	6200532600	403423	Blisson, Jean Yves (notaire)	979, avenue de Bourgogne, bureau 550 2L4 Québec	2015-06-15	2013-12-31	140,00 \$	980,00 \$	1 266,76 \$
DT Québec	6200632047	75862	Laquerre, Simon (notaire)	2600, boulevard Laurier Bureau 850 QC	2016-03-07	2016-02-26	20,00 \$	243,53 \$	300,00 \$
DT Québec	6200632074	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2015-07-09	2013-11-28	124,00 \$	250,00 \$	411,44 \$
DT Québec	6200632074	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2015-07-09	2013-11-28	114,00 \$	537,50 \$	732,00 \$
DT Québec	6200832029	419538	Durocher, Simon (notaire)	2795, boulevard Laurier, bureau 490 QC	2015-09-10	2015-08-20	8,00 \$	650,00 \$	755,34 \$
DT Québec	6200832045	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2016-02-19	2016-02-11	10,00 \$	350,00 \$	412,41 \$
DT Québec	6200832050	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2016-03-14	2016-02-18	136,00 \$	325,00 \$	509,67 \$
DT Québec	6200832050	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2016-03-14	2016-02-18	10,00 \$	350,00 \$	412,41 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Número fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Québec	6200832055	131725	Succession Bruno Letarte Notaire	1040 avenue Belvédère Bureau 102 QC G1S 3G3	2015-01-29	2015-05-05	10,00 \$	1 068,50 \$	1 238,51 \$
DT Québec	6200932050	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 QC G2N 1E3 QC	2015-05-08	2015-04-10	145,00 \$	710,03 \$	961,36 \$
DT Québec	6200932073	73500	Chrétien, Henri (notaire)	832, boulevard Louis-XIV QC G1H 1A7 QC		2015-11-05	116,00 \$	1 090,00 \$	1 369,23 \$
DT Québec	6201032064	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 QC G2N 1E3 QC	2015-10-14	2015-04-07	160,00 \$	420,00 \$	642,90 \$
DT Québec	6201032064	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 QC G2N 1E3 QC	2015-06-02	2015-04-01	184,00 \$	1 130,00 \$	1 483,22 \$
DT Québec	6201132000	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 QC G2N 1E3 QC	2015-06-25	2015-06-12	145,00 \$	594,50 \$	828,53 \$
DT Québec	6201132012	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval QC G3Z 2W2 Québec	2015-06-15	2015-06-02	384,00 \$	1 675,75 \$	2 310,70 \$
DT Québec	6201132013	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval QC G3Z 2W2 Québec	2015-06-23	2015-06-04	515,00 \$	1 964,50 \$	2 773,69 \$
DT Québec	6201132014	58618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre QC G3Z 2R5 QC	2015-06-15	2015-05-19	24,00 \$	360,00 \$	437,91 \$
DT Québec	6201232003	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 QC G3Z 1L9 Québec	2014-10-29	2013-10-22	294,00 \$	3 626,00 \$	4 462,99 \$
DT Québec	6201232044	205455	Marcoux, Gariépy & Associés, Notaires SENC	371, rue Seignuriale QC G1C 3P7 Québec		2015-03-17	124,00 \$	785,00 \$	1 026,55 \$
DT Québec	6201232052	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 QC G3Z 1L9 Québec	2014-10-29	2013-08-15	278,00 \$	3 769,66 \$	4 612,16 \$
DT Québec	6201232052	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 QC G3Z 1L9 Québec	2014-10-29	2013-08-27		103,26 \$	118,72 \$
DT Québec	6201232060	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame QC G4A 1H3 QC		2015-04-15	118,00 \$	725,00 \$	951,57 \$
DT Québec	6201232061	741916	CST notaires inc.	605, boulevard de Comporté (C.P. 246) T8 Québec G5A1	2016-03-22	2016-03-16	117,00 \$	351,67 \$	521,33 \$
DT Québec	6201332005	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval QC G3Z 2W2 Québec	2016-02-03	2016-01-29	383,00 \$	1 662,62 \$	2 294,60 \$
DT Québec	6201332006	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 QC G3Z 2R8 Québec		2015-04-09	125,00 \$	580,00 \$	791,86 \$
DT Québec	6201332008	58618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre QC G3Z 2R5 QC	2015-11-02	2015-10-22	156,00 \$	805,00 \$	1 081,55 \$
DT Québec	6201332010	729108	Charlevoix notaires inc.	4, rue du Moulin, bureau 201 QC G3Z 2R8 Québec	2015-11-10	2015-10-16	357,00 \$	612,00 \$	1 060,65 \$
DT Québec	6201332010	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 QC G3Z 2R8 Québec	2015-11-10	2015-08-31	149,00 \$	1 601,00 \$	1 989,75 \$
DT Québec	6201332010	729108	Charlevoix notaires inc.	4, rue du Moulin, bureau 201 QC G3Z 2R8 Québec	2015-11-10	2015-09-24	137,00 \$	1 085,00 \$	1 384,48 \$
DT Québec	6201332011	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval QC G3Z 2W2 Québec	2015-06-12	2015-05-13	35,00 \$	780,00 \$	931,81 \$
DT Québec	6201332025	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 QC G3Z 1L9 Québec	2014-04-22	2014-04-02	136,00 \$	1 759,92 \$	2 159,47 \$
DT Québec	6201332029	403423	Bisson, Jean Yves (notaire)	979, avenue de Bourgogne, bureau 550 QC G1W 2L4 Québec	2015-05-25	2015-04-28	126,00 \$	1 381,25 \$	1 714,09 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Québec	6201332036	320411	Stein Monast S.E.N.C.R.L.	70, rue Dalhousie, bureau 300 ec	2016-02-11	2015-12-31	139,00 \$	1 975,00 \$	2 409,76 \$
DT Québec	6201332051	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame	2015-11-02	2015-10-19	120,00 \$	625,00 \$	838,59 \$
DT Québec	6201432003	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de- Laval G3Z 2W2 Québec	2015-07-13	2015-07-02	138,00 \$	1 301,50 \$	1 634,40 \$
DT Québec	6201432011	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de- Laval G3Z 2W2 Québec	2015-06-15	2015-06-02	151,00 \$	1 482,75 \$	1 855,79 \$
DT Québec	6201432012	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint- Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2015-04-16	2015-03-30	422,00 \$	675,00 \$	1 198,08 \$
DT Québec	6201432014	304918	Delage, Cyrille (notaire)	455, rue du Pont G1K 6N2 Québec	2015-04-16	2015-03-16	150,88 \$	700,00 \$	955,71 \$
DT Québec	6201432015	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint- Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2015-04-16	2015-01-29	273,00 \$	400,00 \$	732,90 \$
DT Québec	6201432019	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte- Anne, bureau212 G0A 3C0 QC	2015-04-07	2015-03-19	163,75 \$	1 010,00 \$	1 325,00 \$
DT Québec	6201432022	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte- Anne, bureau212 G0A 3C0 QC	2015-04-08	2015-03-18	149,33 \$	1 340,00 \$	1 690,00 \$
DT Québec	6201432026	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint- Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2015-09-29	116,00 \$	450,00 \$	633,39 \$
DT Québec	6201432027	73491	Martin Grenier , notaire	550-A, avenue Royale G1E 1Z4 QC	2015-09-22	2015-08-25	125,00 \$	875,00 \$	1 131,03 \$
DT Québec	6201432036	625297	Ma Louis Laliberté notaire inc.	1305, boul. Lebourgneuf, suite 105 QC	2015-05-25	2015-04-30	145,00 \$	700,00 \$	949,83 \$
DT Québec	6201432041	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques- Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2016-02-24	17,00 \$	920,00 \$	1 074,77 \$
DT Québec	6201432044	625297	Ma Louis Laliberté notaire inc.	1305, boul. Lebourgneuf, suite 105 QC	2015-10-21	2015-10-09	137,00 \$	2 015,00 \$	2 453,75 \$
DT Québec	6201432047	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques- Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2015-04-08	2015-03-20	204,00 \$	1 423,72 \$	1 840,93 \$
DT Québec	6201432052	88079	Brochu, Ysa (notaire)	885, Route 138 G0A 2R0 QC	2016-02-25	2016-02-19	124,00 \$	516,79 \$	718,18 \$
DT Québec	6201432061	81721	Christian Arcand , notaire	5000, 3ième Avenue Ouest Suite 201 QC	2015-07-06	2015-06-15	404,00 \$	700,00 \$	1 208,83 \$
DT Québec	6201432063	56618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre G3Z 2R5 QC	2015-06-15	2015-05-12	166,50 \$	675,00 \$	942,56 \$
DT Québec	6201432064	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaire s	4, rue du Moulin, bureau 201 c	2015-05-08	2015-04-13	141,00 \$	1 205,00 \$	1 526,45 \$
DT Québec	6201432065	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaire s	4, rue du Moulin, bureau 201 c	2015-05-08	2015-04-13	140,00 \$	1 200,00 \$	1 519,70 \$
DT Québec	6201432077	326004	Thibeault et Caron, notaires	605, boulevard de Comporté C.P. 246 Québec	2015-11-04	2015-10-23	124,00 \$	600,00 \$	813,85 \$
DT Québec	6201532002	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 Québec	2015-09-02	2015-08-25	132,00 \$	264,03 \$	435,57 \$
DT Québec	6201532003	679426	Huot, Benoît (notaire)	6507, avenue Royale G0A 2K0 Québec	2015-09-02	2015-08-24	276,00 \$	1 135,00 \$	1 580,97 \$
DT Québec	6201532007	73491	Martin Grenier , notaire	550-A, avenue Royale G1E 1Z4 QC	2016-02-16	2016-02-06	390,00 \$	1 370,00 \$	1 965,16 \$
DT Québec	6201532011	743091	Rue Notaires inc., La	2600, boulevard laurier, Tour de la Citébureau 8 50 G1V 4W2 Québec	2016-01-14	2015-11-03	263,00 \$	785,00 \$	1 165,55 \$
Total DT Québec									118 832,85 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200216019	404029	Nadeau Miciette Bouchard, notaires	2106, rue Sainte-Famille C.P. 2130, Succ. Kénogami Québec	2015-12-16	2015-12-08	122,00 \$	404,26 \$	586,80 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200216132	640098	Gagnon, Minier Notaires	991, rue Victoria G7B 3M9 Qc	2015-09-21	2015-08-29		300,02 \$	344,95 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200816042	304918	Delage, Cyille (notaire)	455, rue du Pont G1K 6N2 Québec	2015-07-02	2015-05-08	58,45 \$	900,00 \$	1 093,23 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316017	45606	Parizeau Tremblay Forest Lapointe et associés notaires [SE NC]	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2015-09-15	2015-07-30		970,00 \$	1 115,26 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316032	404046	Lavoie et Tremblay, notaires	2383, rue St-Dominique, C.P. 638 G7X 6L4 Qc	2015-08-31	2015-08-15	115,00 \$	925,00 \$	1 178,52 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316033	455613	Claveau, Gauthier, Gagnon & Ass., notaires, S.E.N.C.	54, rue Racine Est G7H 1P7 Qc	2016-02-15	2016-02-04	125,00 \$	1 139,97 \$	1 435,68 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316034	702399	Maitais, Labrecque & Tremblay, notaires SENCRL	497, Racine Est Bureau 200 G7H 1T8Qc	2016-02-05	2016-01-12	261,00 \$	917,84 \$	1 316,28 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316037	404029	Nadeau Miciette Bouchard, notaires	2106, rue Sainte-Famille C.P. 2130, Succ. Kénogami Québec	2015-12-15	2015-12-08	167,00 \$	719,26 \$	993,97 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416006	640098	Gagnon, Minier Notaires	991, rue Victoria G7B 3M9 Qc	2016-01-28	2016-01-05	116,00 \$	869,99 \$	1 116,27 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416009	496540	Lajoie Lemieux notaires S.E.N.C.	138, rue Price Ouest, bureau 208 G7J 1G8 Qc	2015-08-31	2015-08-10	140,00 \$	456,67 \$	665,05 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416015	517297	De Champlain, Girard, notaires s.e.n.c.r.l	2300, boul. René-Lévesque G7S 5Y5 Qc	2016-02-24	2016-02-11	146,00 \$	455,00 \$	669,14 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416016	517297	De Champlain, Girard, notaires s.e.n.c.r.l	2300, boul. René-Lévesque G7S 5Y5 Qc	2016-02-26	2016-02-18	146,00 \$	650,00 \$	893,34 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416028	669328	Binette, Élyse ( notaire )	6455, rue Doris-Lussier, bureau 410 J7H 0E8 Qc	2015-11-09	2015-10-20	122,00 \$	800,00 \$	1 041,80 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416072	73683	Tremblay, Gratien	155, rue Saint-Joseph Sud G8B 3E7QC	2016-01-29	2015-12-15	132,00 \$	320,00 \$	1 074,80 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416079	344263	Nancy, Emond (notaire)	155, rue Armand Ouest G8B 4B6 QC	2015-06-02	2015-05-12	125,00 \$	625,00 \$	843,59 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416095	344263	Nancy, Emond (notaire)	155, rue Armand Ouest G8B 4B6 QC	2015-06-03	2015-05-12	125,00 \$	625,00 \$	843,59 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416104	382541	Beaulac, Simard-Monast, Notaires	65, boul. St-Joseph Sud G8B 6V4 Qc	2015-11-24	2015-11-20	124,00 \$	1 140,00 \$	1 434,72 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516001	517297	De Champlain, Girard, notaires s.e.n.c.r.l	2300, boul. René-Lévesque G7S 5Y5 Qc	2015-11-30	2015-11-16	146,00 \$	550,00 \$	778,36 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516004	496540	Lajoie Lemieux notaires S.E.N.C.	138, rue Price Ouest, bureau 208 G7J 1G8 Qc	2015-08-31	2015-08-10	115,00 \$	456,67 \$	640,05 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516005	702399	Maitais, Labrecque & Tremblay, notaires SENCRL	497, Racine Est Bureau 200 G7H 1T8Qc	2015-12-07	2015-11-30	121,00 \$	659,87 \$	879,68 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516006	694381	Lessard Tremblay société de Notaires	23, rue Racine Est, suite 300 G7H 1P4 Qc	2016-02-04	2016-01-12	122,00 \$	445,00 \$	633,64 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516008	59868	Tremblay, Catherine (notaire)	365, rue Victoria G7B 3M5 QC	2016-03-01	2015-12-29	399,00 \$	1 214,78 \$	1 795,69 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516009	59868	Tremblay, Catherine (notaire)	365, rue Victoria G7B 3M5 QC	2015-10-30	2015-10-20	119,00 \$	504,98 \$	699,60 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516010	59868	Tremblay, Catherine (notaire)	365, rue Victoria G7B 3M5 QC	2015-11-05	2015-10-20	118,00 \$	653,10 \$	868,91 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant déboursé	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516011	329994	France Rousseau Notaire S.A.	2010, rue Bourgogne J3L 1Z6 Québec	2015-10-13	2015-09-30	126,00 \$	640,00 \$	861,84 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516012	517297	De Champlain, Girard, notaires s.e.n.c.r.l	2300, boul. René-Lévesque G7S 5Y5 Qc	2015-12-01	2015-11-24	146,00 \$	575,00 \$	807,11 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516013	426894	Godin & Larouche, notaires	773, boul. St-Joseph, bureau 202 G8H 2L4 QC	2016-02-04	2016-02-02	133,00 \$	242,67 \$	412,01 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516014	639935	Beaulieu, Claire (notaire et co-seigneur juridique)	655, boulevard René-Lévesque Ouest G1S 1T1 Qc	2016-02-18	2016-01-25	134,00 \$	615,00 \$	841,10 \$
Total DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est									25 864,98 \$
Région de la Mauricie	6200628008	715299	Marchildon & Lebrun notaires inc.	129, rue Carré-Proteau G0X 3G0 Québec	2015-06-17	2015-05-20	251,00 \$	2 297,56 \$	2 892,63 \$
Région de la Mauricie	6200928001	432360	Gagnon, Mario (notaire)	50, boulevard Saint-Joseph G0X 3H0 QC	2015-05-28	2015-04-24	46,00 \$	810,00 \$	977,30 \$
Région de la Mauricie	6200928009	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260 G8Y 1W5 Québec	2015-05-19	2015-05-04	3,00 \$	175,00 \$	204,21 \$
Région de la Mauricie	6201028038	265137	St-Yves, Isabelle (notaire)	200, avenue Ste-Marie J5V 1E9 QC	2015-05-11	2015-04-20	120,00 \$	542,13 \$	743,32 \$
Région de la Mauricie	6201128006	21757	Lacerte, Claudelle	673, rue Ste-Anne G0X 3L0 QC	2015-07-27	2015-07-08	173,23 \$	830,00 \$	1 127,52 \$
Région de la Mauricie	6201128008	265137	St-Yves, Isabelle (notaire)	200, avenue Ste-Marie J5V 1E9 QC	2015-05-11	2015-04-08	116,00 \$	592,13 \$	796,80 \$
Région de la Mauricie	6201128009	265137	St-Yves, Isabelle (notaire)	200, avenue Ste-Marie J5V 1E9 QC	2015-05-11	2015-04-08	116,00 \$	667,13 \$	883,04 \$
Région de la Mauricie	6201228021	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin G0X 3H0 QC		2014-03-21	197,84 \$	616,25 \$	906,37 \$
Région de la Mauricie	6201228032	67307	Prud'Homme, Fontaine, Dolan S.E.N.C.	1550, rue Ampère Bureau 401 J4B 7L4 QC	2016-02-01	2015-08-26	338,45 \$	820,00 \$	1 281,25 \$
Région de la Mauricie	6201328002	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 Québec	2015-05-28	2015-05-12	169,97 \$	1 165,00 \$	1 509,43 \$
Région de la Mauricie	6201328021	79101	Raymond, Benoît	2424, rue King Ouest, bureau 110 C J1J 2E8 Q	2015-07-27	2015-07-07		250,00 \$	287,44 \$
Région de la Mauricie	6201328023	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau G8T 7A7 Québec	2015-04-24	2015-04-15	2,00 \$	175,00 \$	203,21 \$
Région de la Mauricie	6201428010	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260 G8Y 1W5 Québec	2015-10-21	2015-09-25	0,00 \$	350,00 \$	402,41 \$
Région de la Mauricie	6201428012	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau G8T 7A7 Québec	2015-10-26	2015-10-01	2,00 \$	100,00 \$	116,98 \$
Région de la Mauricie	6201428013	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 Québec	2015-10-30	2015-10-28	32,00 \$	720,00 \$	859,82 \$
Région de la Mauricie	6201428017	607237	Gervais, Bélanger, Aubry, Gélinais et Lefebvre, notaires - S.E.N.C.R.L.	2460, rue St-Marc G9N 2J7 Québec	2015-12-30	2015-12-18	396,00 \$	163,51 \$	584,00 \$
Région de la Mauricie	6201428019	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260 G8Y 1W5 Québec	2015-10-28	2015-10-13	0,00 \$	350,00 \$	402,41 \$
Région de la Mauricie	6201528010	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 Québec	2015-12-22	2015-09-09	125,00 \$	250,00 \$	412,44 \$
Région de la Mauricie	6201528016	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 Québec	2016-02-02	2015-11-18	125,00 \$	250,00 \$	412,44 \$
Région de la Mauricie	6201528018	729125	Me Helen Tsalamandris, notaire inc.	7883, boul. Taschereau, suite 200 J4Y 1A4 Qc	2015-10-28	2015-10-26	15,00 \$	140,00 \$	175,97 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Région de la Mauricie	6201528022	711130	Étude notariale Isabelle Chabot inc.	785, rue Principale J0H 1M0 Québec	2015-11-30	2015-11-26	33,00 \$	500,00 \$	607,88 \$
Région de la Mauricie	6201528024	210005	Desaulniers Gervais Parenteau Sylvestre	800, 6e Avenue G9P 5H1 Québec	2015-12-15	2015-11-27	11,00 \$	140,00 \$	171,97 \$
Région de la Mauricie	6201528026	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260 5 Québec	2015-12-14	2015-12-02		140,00 \$	160,97 \$
Région de la Mauricie	6201528029	453825	Beaumier Pinel, notaires	112, 4e Rue G9N 1G5 QC	2015-11-17	2015-10-02	5,00 \$	150,00 \$	177,46 \$
Région de la Mauricie	6201528034	67307	Prud'Homme, Fontaine, Dolan S.E.N.C.	1550, rue Ampère Bureau 401 J4B 7L4 QC	2016-02-02	2015-12-22	0,00 \$	1 500,00 \$	1 724,63 \$
Région de la Mauricie	6201528039	576035	Desjardins, Marie-Josée (notaire)	6436, rue Beaubien E. H1M 1A9 QC	2016-02-18	2016-02-08	19,00 \$	150,00 \$	191,46 \$
Total Région de la Mauricie									18 213,36 \$
Région du centre du Québec	6200624002	466600	Denis Tanguay, notaire inc.	92, rue Principale Nord J0B 2H0 Québec	2015-08-05	2015-07-09	251,00 \$	733,52 \$	1 094,36 \$
Région du centre du Québec	6200624012	466600	Denis Tanguay, notaire inc.	92, rue Principale Nord J0B 2H0 Québec	2015-08-05	2015-07-09	380,00 \$	542,22 \$	1 003,41 \$
Région du centre du Québec	6200824016	408783	Levasseur & Thisdale, S.E.N.C. R.L.	4825, avenue Bouvet, bureau 125 Québec	2015-05-08	2015-04-02	373,00 \$	1 385,00 \$	1 942,41 \$
Région du centre du Québec	6201224002	754174	Étude du notaire Renée Leboeuf inc.	1350, rue Royale, bureau 1000 ec	2016-03-14	2015-09-01	160,00 \$	1 620,00 \$	2 022,60 \$
Région du centre du Québec	6201224023	251333	Lafond Durocher, S.E.N.C.	2125, boul. Lemire, bureau 220 ec		2014-01-22	263,00 \$	742,50 \$	1 116,69 \$
Région du centre du Québec	6201324000	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC	2015-07-27	2015-07-15	190,83 \$	1 050,00 \$	1 398,07 \$
Région du centre du Québec	6201324001	715601	Lucie Rouleau, notaire inc.	65, 10ième Rue Sud G6G 7X6 Québec	2015-07-27	2015-06-29	192,10 \$	1 194,00 \$	1 564,90 \$
Région du centre du Québec	6201324001	715601	Lucie Rouleau, notaire inc.	65, 10ième Rue Sud G6G 7X6 Québec	2016-02-18	2016-02-16	843,85 \$	2 750,00 \$	4 005,66 \$
Région du centre du Québec	6201324002	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec	2015-12-21	2015-08-17	134,00 \$	791,67 \$	1 044,22 \$
Région du centre du Québec	6201324004	715601	Lucie Rouleau, notaire inc.	65, 10ième Rue Sud G6G 7X6 Québec	2015-07-27	2015-06-29	599,60 \$	1 348,00 \$	2 149,46 \$
Région du centre du Québec	6201324005	715298	Provancher, Blanchette, notaires inc.	517, rue St-Georges Sud G0X 1V0 Québec	2015-08-05	2015-06-23	383,00 \$	1 050,00 \$	1 590,24 \$
Région du centre du Québec	6201324007	615999	St-Pierre, Jules (notaire)	85, rue Notre-Dame Bureau 101 J3T 1V8 Québec	2015-03-19	2014-11-10	11,00 \$	825,00 \$	959,54 \$
Région du centre du Québec	6201324007	615999	St-Pierre, Jules (notaire)	85, rue Notre-Dame Bureau 101 J3T 1V8 Québec	2015-12-16	2015-08-21	123,00 \$	660,00 \$	881,84 \$
Région du centre du Québec	6201324020	715517	Jacques Lafond, notaire	1841, boul. Lemire J2C 5A6 Québec	2015-09-02	2015-07-01	283,00 \$	800,00 \$	1 202,80 \$
Région du centre du Québec	6201324022	396769	Côté, Béchard, Gagnon et associés/notaires S.E.N.C.R.L.	783, boul. des Bois-Francis G6P 5W3 Québec	2015-12-29	2015-10-14	129,00 \$	651,50 \$	878,07 \$
Région du centre du Québec	6201324023	349010	Houle, Nathalie (notaire)	1097, rue Notre-Dame Ouest Bureau 300 G6P 7L 1 Québec	2015-12-29	2015-11-13	126,00 \$	925,00 \$	1 189,52 \$
Région du centre du Québec	6201324025	466600	Denis Tanguay, notaire inc.	92, rue Principale Nord J0B 2H0 Québec	2015-05-28	2015-04-21	337,00 \$	741,87 \$	1 189,96 \$
Région du centre du Québec	6201424001	709730	Durocher Dauphinais Julien, notaires inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220 Québec	2015-11-01	2015-08-10		550,00 \$	632,36 \$
Région du centre du Québec	6201424008	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier Bureau 203 G6P 6V6 Québec	2015-05-25	2015-05-20	116,00 \$	231,66 \$	382,35 \$



Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Région du centre du Québec	6201424008	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier Bureau 203 G6P 6V6 Québec	2015-05-25	2015-05-20	3,00 \$	195,00 \$	227,20 \$
Région du centre du Québec	6201424011	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord JOB 2H0 QC	2015-12-29	2015-10-07	212,00 \$	318,75 \$	578,49 \$
Région du centre du Québec	6201424011	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord JOB 2H0 QC	2015-12-29	2015-08-27	122,00 \$	519,16 \$	718,91 \$
Région du centre du Québec	6201424014	715298	Provencher, Blanchette, notaires inc.	517, rue St-Georges Sud G0X 1V0 Québec	2015-08-05	2015-06-15	251,00 \$	850,00 \$	1 228,29 \$
Région du centre du Québec	6201424015	711130	Étude notariale Isabelle Chabot inc.	785, rue Principale J0H 1M0 Québec	2015-06-22	2015-05-28	256,00 \$	1 269,61 \$	1 715,73 \$
Région du centre du Québec	6201424018	483246	Aubé, Mariette (notaire)	4005, rue de la Commune J2A 4G5 Qc	2015-12-22	2015-08-27	144,00 \$	425,00 \$	632,64 \$
Région du centre du Québec	6201424019	715517	Jacques Lafond, notaire	1841, boul. Lemire J2C 5A6 Québec	2015-07-28	2015-06-30	143,00 \$	875,00 \$	1 149,03 \$
Région du centre du Québec	6201424021	73671	Laliberté & Fondacaro notaires senc.	7076, boul. St-Laurent H2S 3E2 Québec	2015-07-27	2015-07-06	125,00 \$	550,00 \$	757,36 \$
Région du centre du Québec	6201424022	73671	Laliberté & Fondacaro notaires senc.	7076, boul. St-Laurent H2S 3E2 Québec	2015-08-06	2015-07-06	135,00 \$	400,00 \$	594,90 \$
Région du centre du Québec	6201424023	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord JOB 2H0 QC	2015-08-06	2015-07-23	119,00 \$	417,39 \$	598,88 \$
Région du centre du Québec	6201424028	715300	Guay Giguère & Beaumont inc.	235, rue Hériot, bureau 470 J2C 6X5Québec	2015-08-05	2015-07-17	11,00 \$	485,00 \$	568,63 \$
Région du centre du Québec	6201424028	715300	Guay Giguère & Beaumont inc.	235, rue Hériot, bureau 470 J2C 6X5Québec	2015-12-30	2015-11-06	123,00 \$	641,30 \$	860,33 \$
Région du centre du Québec	6201424029	715300	Guay Giguère & Beaumont inc.	235, rue Hériot, bureau 470 J2C 6X5Québec	2015-08-05	2015-07-17	35,00 \$	593,00 \$	716,80 \$
Région du centre du Québec	6201424029	715300	Guay Giguère & Beaumont inc.	235, rue Hériot, bureau 470 J2C 6X5Québec	2015-12-29	2015-09-23	126,00 \$	739,00 \$	975,67 \$
Région du centre du Québec	6201424030	464132	Fradet, Jean, Langevin, P. Nor mand, S.E.N.C.R.L.	215, rue Lindsay J2C 1N8 Québec	2015-06-16	2015-03-26	58,90 \$	575,00 \$	720,01 \$
Région du centre du Québec	6201424030	464132	Fradet, Jean, Langevin, P. Nor mand, S.E.N.C.R.L.	215, rue Lindsay J2C 1N8 Québec	2016-01-05	2015-12-21	126,00 \$	625,00 \$	844,59 \$
Région du centre du Québec	6201424032	396769	Côté, Béchard, Gagnon et associésnotaires S.E.N.C.R.L.	783, boul. des Bois-Francis G6P 5W3 Québec	2015-12-29	2015-10-15	255,00 \$	968,00 \$	1 367,96 \$
Région du centre du Québec	6201424039	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier Bureau 203 G6P 6V6 Québec	2015-05-21	2015-05-15	12,00 \$	258,33 \$	309,02 \$
Région du centre du Québec	6201424039	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier Bureau 203 G6P 6V6 Québec	2015-05-21	2015-05-15	130,00 \$	206,66 \$	367,60 \$
Région du centre du Québec	6201424040	396769	Côté, Béchard, Gagnon et associésnotaires S.E.N.C.R.L.	783, boul. des Bois-Francis G6P 5W3 Québec	2015-04-24	2015-04-21	10,00 \$	157,50 \$	191,09 \$
Région du centre du Québec	6201424042	71953	Aubert, Louise (notaire)	846, avenue Champlain G0N 1E0 QC	2015-12-30	2015-10-11	245,20 \$	1 299,00 \$	1 738,73 \$
Région du centre du Québec	6201424043	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord JOB 2H0 QC	2015-09-02	2015-07-24	249,00 \$	686,97 \$	1 038,85 \$
Région du centre du Québec	6201424044	566305	Aubert & Morency, notaires	846, avenue Champlain g0n 1e0 Québec	2015-07-24	2015-07-15	275,00 \$	700,00 \$	1 079,83 \$
Région du centre du Québec	6201424046	408783	Levasseur & Thisdale, S.E.N.C.R.L.	4825, avenue Bouvet, bureau 125 G9H 1X5 Québec	2015-10-21	2015-10-02	26,00 \$	350,00 \$	428,41 \$
Région du centre du Québec	6201524001	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220 G0S 1Y0 QC	2015-12-21	2015-08-21	541,69 \$	898,88 \$	1 575,17 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)										
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
Région du centre du Québec	6201524005	334524	Lavigne, Paula (notaire)	1677, avenue Saint-Louis G6L 2N1 QC	2015-12-22	2015-10-08	123,60 \$	525,00 \$	727,22 \$	
Région du centre du Québec	6201524006	715298	Provencher, Blanchette, notair es inc.	517, rue St-Georges Sud G0X 1V0 Québec	2015-12-22	2015-08-26	118,00 \$	485,00 \$	675,63 \$	
Région du centre du Québec	6201524007	715298	Provencher, Blanchette, notair es inc.	517, rue St-Georges Sud G0X 1V0 Québec	2015-12-22	2015-08-25	118,00 \$	485,00 \$	675,63 \$	
Région du centre du Québec	6201524008	615899	St-Pierre, Jules (notaire)	85, rue Notre- Dame Bureau 101 J3T 1V8 Québec	2015-10-28	2015-09-29	7,00 \$	430,00 \$	501,39 \$	
Total Région du centre du Québec									49 812,45 \$	
Total général							124 153,80 \$	618 489,46 \$	834 873,54 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires (SEI)										
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
Service expertise immobilière	620009800	479	Brassard, Guy	Bureau 202 993, rue Bagot G7B 2N6 QC		2016-03-14	40,00 \$		40,00 \$	
Service expertise immobilière	6200768015	328999	Lacroix, Thibaudreau, Tremblay et associés [S. E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2014-12-01		163,33 \$	187,79 \$	
Service expertise immobilière	6200768069	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Québec		2015-11-02	2,00 \$	297,50 \$	344,06 \$	
Service expertise immobilière	6200768070	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Québec		2015-11-02	5,00 \$	892,50 \$	1 031,16 \$	
Service expertise immobilière	6200868000	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec	2016-01-13	2015-12-22		165,00 \$	189,71 \$	
Service expertise immobilière	6200868000	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2015-06-17		150,00 \$	172,46 \$	
Service expertise immobilière	6201068026	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec	2015-03-19	2015-03-02	184,60 \$	833,34 \$	1 142,74 \$	
Service expertise immobilière	6201068027	217238	Giguère, Yves (notaire)	250, rue Notre-Dame Est G6P 4A1 Québec		2015-02-17	124,00 \$	450,00 \$	641,40 \$	
Service expertise immobilière	6201068032	75471	Bourdages, Allen	510, Boul. Maloney Est, Bureau 102 J8P 1E7 QC		2015-09-08	6,00 \$	733,33 \$	849,15 \$	
Service expertise immobilière	6201068069	734866	Élisabeth Fontaine Notaire inc.	2425, chemin Sainte-Marie J7K 1M6Qc		2015-08-25	144,00 \$	731,00 \$	984,47 \$	
Service expertise immobilière	6201144048	653618	Marsolais, Perreault, Notaires	435, boulevard Sainte-Anne, bureau 206 J6E 5A1 Qc		2015-05-28	115,00 \$	1 067,04 \$	1 341,82 \$	
Service expertise immobilière	6201688017	330119	Notaires Côte Tremblay Gervais	540, Sacré-Coeur Ouest Bureau 5 G8B 1M2 QC		2015-10-06	273,00 \$	2 423,26 \$	3 059,14 \$	
Service expertise immobilière	6201268019	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec	2015-07-29	2015-06-17		150,00 \$	172,46 \$	
Service expertise immobilière	6201368093	729193	Acoca, Laurence	774, boulevard Décarie, bureau 200 H4L 3L5 Qc	2015-10-30	2015-08-07	135,95 \$	955,12 \$	1 234,10 \$	
Service expertise immobilière	6201416091	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Qc	2016-01-29	2016-01-14	73,00 \$	1 525,48 \$	1 826,92 \$	
Service expertise immobilière	6201468006	639300	Bélisle Lafleur notaires inc.	159, rue Saint-Eustache J7R 2L5 Québec		2015-03-24	39,00 \$	4 503,54 \$	5 216,95 \$	
Total Service expertise immobilière									18 434,33 \$	
Total général							1 141,55 \$	15 040,44 \$	18 434,33 \$	

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ARBITRAMEDIA INC 1395, RUE BRAZEAU ST-LAZARE (QUÉBEC) J7T 1Y7	140 \$ L'HEURE		ARBITRAGE DANS UN GRIEF – DOSSIER RESSOURCES HUMAINES. NOMINATION PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL HONORAIRES CONFORMES À L'ARTICLE 8 DU <i>RÈGLEMENT SUR LA RÉMUNÉRATION DES ARBITRES (RLRQ, c. C-27, r.6)</i>	2 206 \$
MELOCHE, FRANCIS (ME) 800 SQUARE VICTORIA BUREAU 720 MONTREAL (QUÉBEC) H4Z 1C3	150 \$ L'HEURE		SERVICES CONSEIL EN RELATIONS DE TRAVAIL ET REPRÉSENTATION DE L'EMPLOYEUR DANS LE TRAITEMENT DES GRIEFS	7 028 \$
NOREAU, PIERRE	100 \$ L'HEURE		ASSURER LA DIRECTION DU SONDAGE SUR LES PERCEPTIONS RELATIVES AUX DROITS ET LIBERTÉS CHEZ LES QUÉBÉCOIS TOTAL DU CONTRAT : 10 000\$, DONT 3 250\$ EN 2014-2015	6 750 \$
ST-ANDRÉ, YVES (ME)	140 \$ L'HEURE		ARBITRAGE DANS UN GRIEF – DOSSIER RESSOURCES HUMAINES. NOMINATION PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL HONORAIRES CONFORMES A L'ARTICLE 8 DU <i>RÈGLEMENT SUR LA RÉMUNÉRATION DES ARBITRES (RLRQ, c. C-27, r.6)</i> PARTIE DES FRAIS ASSUMÉS PAR L'EMPLOYEUR : 50%	245 \$
TRUDEL, PIERRE, PROFESSEUR	FORFAITAIRE		RÉALISER UNE RECHERCHE DES TENDANCES ÉMERGENTES RELATIVES AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION : NOUVEAUX ENJEUX POUR LES DROITS FONDAMENTAUX ET STRATÉGIES DE PROTECTION	10 662 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES  
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE EXPLICATIVE : CERTAINS MANDATS VISAIENT À REPRÉSENTER DES INDIVIDUS. AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS VISANT DES INDIVIDUS.

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
M <sup>E</sup> STÉPHANE POULIN STÉPHANE POULIN AVOCAT INC. 47, RUE DALHOUSIE QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 8S3	DÉROGATOIRE 180 \$	JUILLET 2015	REPRÉSENTER UN JUGE DANS LE CADRE D'UNE POURSUITE EN RESPONSABILITÉ CIVILE ALORS QU'IL EXERÇAIT SES FONCTIONS DE SUBSTITUT DU PROCUREUR GÉNÉRAL.	24 073 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES  
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR  
AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME LOUISE PROVOST			JOURNEE DE FORMATION AUX PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE TENUE LE 8 JANVIER 2016	3 000 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME STÉPHANE BERNATCHEZ	FORFAIT DE 500 \$	2015-05	CONFERENCE PORTANT SUR L'INTERPRÉTATION DES LOIS	500,00 \$
ME RICHARD BINET	200 \$ / HRE	2015-11	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	2 199,99 \$
ME RICHARD BINET	200 \$ / HRE	2016-03	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	10 000,00\$ *
SHADLEY BATTISTA S.E.N.C.	200 \$ / HRE	2016-01	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	3 500,00\$*
SHADLEY BATTISTA S.E.N.C.	200 \$ / HRE	2016-02	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	3 500,00 \$*

\*MONTANT MAXIMAL DU CONTRAT.

- P.44**    **POUR 2015-2016**, FOURNIR LES STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES. FOURNIR :
- A. LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNELS QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;
  - B. UNE VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2015-2016, EN INDIQUANT, S’IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
  - C. UNE COMPARAISON AVEC L’ANNÉE 2014-2015.

**MINISTÈRE**

NOM DU MANDATAIRE	MOIS	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
FAUTEUX, ANDRÉ	JANVIER 2016	100 \$/H	AGIR COMME CONSEILLER JURIDIQUE DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE DOSSIERS LITIGIEUX.	16 725,00 \$	MJQ-DGAJL
LANDRY, PIERRE	AVRIL 2015	100 \$/H <sup>3</sup>	AGIR À TITRE DE CORRESPONDANT DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC AUPRÈS DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA DANS LES DOSSIERS EN MATIÈRE CIVILE.	16 839,00 \$	MJQ-DGAJL
TREMBLAY, KATHY	JANVIER 2016	50 \$/H	REPRÉSENTER LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	25,00 \$	MJQ-DGAJL
TOTAL				33 589,00 \$	

LÉGENDE:  
H: TAUX HORAIRE  
<sup>3</sup>: MANDAT HORS QUÉBEC

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE 1 : LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES DU MJQ A ÉTÉ REMPLACÉE PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI N'EXISTE PLUS. C'EST MAINTENANT UN ORGANISME BUDGÉTAIRE INDÉPENDANT APPELÉ DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES QUI DIRIGE, POUR L'ÉTAT, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC.

NOTE 2 : LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES A OBTENU LA DÉLÉGATION REQUISE EN VERTU DE LA LOI POUR OCTROYER CES MANDATS.

NOTE 3 : CERTAINS MANDATS CONFISÉS VISAIENT À REPRÉSENTER DES INDIVIDUS. AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS.

NOM DU MANDATAIRE	MOIS	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
M <sup>E</sup> STÉPHANE POULIN STÉPHANE POULIN AVOCAT INC. 47, RUE DALHOUSIE QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 8S3	JUILLET 2015	DÉROGATOIRE 180 \$	REPRÉSENTER UN JUGE DANS LE CADRE D'UNE POURSUITE EN RESPONSABILITÉ CIVILE ALORS QU'IL EXERÇAIT SES FONCTIONS DE SUBSTITUT DU PROCUREUR GÉNÉRAL.	24 073 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

VEUILLEZ NOTER QUE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES N'EST PLUS UNE DIRECTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DEPUIS SON REMPLACEMENT PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI A ÉGALEMENT DISPARUE DÈS LA CRÉATION DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) EN MARS 2007, ORGANISME BUDGÉTAIRE DÉTACHÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

P.45 BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2015-2016, EN PRÉCISANT :

- A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;
- B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;
- C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;
- D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;
- E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.

MINISTÈRE

A) PROJETS TERMINÉS

ANNÉE 2015- 2016

AUCUN.

B) PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT\*

NOM DU PROJET :	REHAUSSEMENT SÉCURITÉ PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL
BUDGET :	9,9 M \$
LIVRAISON :	PQI 2015-2025 PROJET EN RÉALISATION 2016-2017
NOM DU PROJET :	RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU
BUDGET :	6,0 M \$
LIVRAISON :	PQI 2015-2025 PROJET EN PLANIFICATION 2017-2018
NOM DU PROJET :	RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI
BUDGET :	68,2 M\$ (INCLUANT LES COÛTS RELATIFS AU MOBILIER ET AUX ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES.)
LIVRAISON :	PQI 2015-2025 PROJET EN PLANIFICATION 2018-2019
NOM DU PROJET :	RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL
BUDGET :	46 M \$
LIVRAISON :	PQI 2015-2025 PROJET EN PLANIFICATION 2019-2020
NOM DU PROJET :	RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE
BUDGET :	53 M \$
LIVRAISON :	PQI 2015-2025 PROJET EN PLANIFICATION 2020-2021
NOM DU PROJET :	LONGUEUIL PHASE I – AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE
BUDGET :	21,9 M\$
LIVRAISON :	PQI 2015-2025 PROJET EN PLANIFICATION 2018-2019



**NOM DU PROJET :**     **GATINEAU – AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE**

**BUDGET :**             2,5 M\$

                              PQI 2015-2025

**LIVRAISON :**         PROJET EN RÉALISATION

                              2017-2018

**C) PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD**  
AUCUN

**D) PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON**  
AUCUN

**E) PROJETS EN ATTENTE**  
AUCUN

\*CES PROJETS SONT INSCRITS AU PQI 2015-2025

P.46 SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2015-2016 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.

MINISTÈRE

DÉPENSES EN 2015-2016 : 340 489,85\$

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2015-2016

PALAIS DE JUSTICE		COÛT DU PROJET	DÉPENSES
CSJ	MONTREAL	1 440,00 \$	1 440,00 \$
PJ	LONGUEUIL	2 803,15 \$	2 803,15 \$
PJ	MONTREAL	2 288 826,38 \$	242 081,94 \$
PJ	NEW CARLISLE	23 583,90 \$	23 583,90 \$
PJ	PERCE	37 423,99 \$	4 600,68 \$
PJ	RIVIERE-DU-LOUP	4 738,75 \$	4 738,75 \$
PJ	TROIS-RIVIERES	36 349,31 \$	5 745,33 \$
PJ	VICTORIAVILLE	2 224,43 \$	2 224,43 \$
PSP	AMQUI	11 980,51 \$	12 120,43 \$
PSP	CARLETON-SUR-MER	10 837,20 \$	11 185,60 \$
PSP	GASPE	12 110,72 \$	12 424,01 \$
PSP	MONT-JOLI	17 541,63 \$	17 541,63 \$
TOTAL		2 449 859,97 \$	340 489,85 \$

P.47 POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES DEPUIS 2004 POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D’EXPOSER LE DÉTAIL DE L’UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.

MINISTÈRE

DÉPENSES EN 2015-2016 : 340 489,85\$

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2015-2016

DISTRICT JUDICIAIRE	Coût du projet	Dépenses
TROIS-RIVIÈRES	36 349,31 \$	5 745,33 \$
GASPÉ	49 534,71 \$	17 024,69 \$
MONTRÉAL	2 290 266,38 \$	243 521,94 \$
BONAVENTURE	34 421,10 \$	34 769,50 \$
RIMOUSKI	29 522,14 \$	29 662,06 \$
LONGUEUIL	2 803,15 \$	2 803,15 \$
KAMOURASKA	4 738,75 \$	4 738,75 \$
ARTHABASKA	2 224,43 \$	2 224,43 \$
TOTAL	2 449 859,97 \$	340 489,85 \$

MINISTÈRE

1. PLAN QUÉBÉCOIS D’IMMOBILISATION (PQI) 2015-2025

AU COURS DE L’ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A PRÉSENTÉ AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (SCT) SON PQI DES PROJETS IMMOBILIERS 2015-2025. LE SCT A APPROUVÉ CE PQI EN MAI 2015.

SUIVI DES PROJETS IMMOBILIERS INSCRITS AU PQI DEPUIS 2015

PROJETS EN RÉALISATION

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL – REHAUSSEMENT DES MESURES DE SÉCURITÉ

LE PROJET A POUR OBJECTIF DE REHAUSSER LES MESURES DE SÉCURITÉ AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL. IL EST EFFECTUÉ CONJOINTEMENT AVEC LE PROJET DE MAINTIEN D’ACTIF DE LA SQI QUI EST DE MODERNISER LES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ EXISTANTS. LE PROJET PRÉVOIT AINSI L’INSTALLATION D’ARCHES DE MÉTAL ET D’APPAREILS À RAYONS X. LE SCT A APPROUVÉ CES DEUX PROJETS QUI SONT EN COURS DE RÉALISATION.

LE COÛT POUR CES DEUX PROJETS S’ÉLÈVE À 20,3 M\$ , SOIT 9,9 M\$ POUR LE REHAUSSEMENT DES MESURES DE SÉCURITÉ MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ET 10,4 M\$ POUR LA MODERNISATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ.

LES DEUX PROJETS SERONT COMPLÉTÉS POUR JUIN 2016.

PROJETS EN PLANIFICATION

PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉAMÉNAGER LE PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI. LE 20 MARS 2013, LE DOSSIER D’AFFAIRES INITIAL A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE SCT POUR UN MONTANT DE 72,9 M\$. LE 12 FÉVRIER 2014, UNE NOUVELLE DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D’INFRASTRUCTURE PUBLIQUE A ÉTÉ ADOPTÉE. CETTE DIRECTIVE REQUIERT LA PRÉPARATION D’UN DOSSIER D’AFFAIRES QUI COMPREND, NOTAMMENT, LES PLANS ET DEVIS D’EXÉCUTION.

LE PROJET A ÉTÉ APPROUVÉ À LA SÉANCE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 9 MARS 2016 POUR UN COÛT DE PROJET DE 68,2 M\$. LES TRAVAUX D’ENVERGURE SUR LE PALAIS DE JUSTICE EXISTANT POURRONT DÉBUTER DÈS LE PRINTEMPS 2017 AFIN DE LIVRER LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE AU PRINTEMPS 2019.

PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT ACTUEL SERAIT PRÉSERVÉ. LE PROJET SERA ASSUJETTI À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D’INFRASTRUCTURE PUBLIQUE.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 53,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

LE PROJET CONSISTE À EFFECTUER DES RÉNOVATIONS MAJEURES AU PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT EXISTANT SERAIT PRÉSERVÉ. EN PLUS DE LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ACTUEL, LE PROJET POURRAIT COMPRENDRE LA CONVERSION DES ESPACES VACANTS DU CENTRE DE DÉTENTION OU L’AGRANDISSEMENT PAR LA CONSTRUCTION D’ESPACES ADDITIONNELS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 46,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 1

LE PROJET CONSISTE À AMÉNAGER ET AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES 10 PROCHAINES ANNÉES. CE PROJET EST DÛ À L’ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS CE DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN DEUX ÉTAPES (PHASE 1-A ET PHASE 1-B) DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L’AJOUT DE SALLES D’AUDIENCE, DES BUREAUX DE JUGES, UNE SALLE D’AUDIENCE AMÉNAGÉE POUR LES MÉGAPROCÈS ET LES ACTIVITÉS DU BUREAU RÉGIONAL DES INFRACTIONS ET DES AMENDES.

LE PROJET NÉCESSITERA LE RELOGEMENT DU SERVICE DE PROBATION DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA CONSTRUCTION D’ESPACES ATTENANTS AU PALAIS POUR LES PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. LES DEUX CT SONT EN PRÉPARATION POUR LES DEUX ÉTAPES DE LA PHASE 1.

LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 1 EST ESTIMÉ À 21,9 M\$.

**PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU**

LE PROJET CONSISTE À AMÉNAGER ET ACCROÎTRE À L'INTERNE LES ESPACES DU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU POUR RÉPONDRE AUX BESOINS POUR UN MINIMUM DE 20 ANS. CES BESOINS SONT DÛS À L'ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE HULL. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN CINQ ÉTAPES DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L'AJOUT DE DEUX SALLES D'AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGES ET L'AMÉNAGEMENT D'UNE SALLE D'AUDIENCE POUR LES MÉGAPROCÈS.

LE SCT A AUTORISÉ LE PROJET AU COÛT DE 2,5 M \$, LE 29 SEPTEMBRE 2015.

**P.49 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC DEPUIS 2009-2010 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :**

- A. **CHAMBRE CIVILE;**
- B. **CHAMBRE CIVILE - DIVISION DES PETITES CRÉANCES;**
- C. **CHAMBRE CRIMINELLE;**
- D. **CHAMBRE DE LA JEUNESSE.**

---

**MINISTÈRE**

---

**ANNÉE CIVILE 2015 :**

**A. CHAMBRE CIVILE :**

DOSSIERS OUVERTS : 64 747  
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES UN JOUR OU MOINS : 239  
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES PLUS D'UN JOUR À 2 JOURS : 257  
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES PLUS DE 2 JOURS : 328

**B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES :**

DOSSIERS OUVERTS : 21 990  
DÉLAI D'AUDITION : 293

**C. CHAMBRE CRIMINELLE :**

DOSSIERS OUVERTS : 114 777  
DÉLAI D'AUDITION - COMPARUTION : 72  
DÉLAI D'AUDITION - ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : 186  
DÉLAI D'AUDITION - PROCÈS : 170

**D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE :**

DOSSIERS OUVERTS – DÉLINQUANCE : 11 951  
DÉLAI D'AUDITION - COMPARUTION DÉLINQUANCE : 37  
DÉLAI D'AUDITION - PROCÈS DÉLINQUANCE : 48  
  
DOSSIERS OUVERTS – PROTECTION : 8 337  
DÉLAI D'AUDITION - AUDITION PROTECTION : 47  
  
DOSSIERS OUVERTS – ADOPTION : 867  
DÉLAI D'AUDITION - AUDITION ADOPTION : 30

P.50 NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2009-2010 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). INDiquer LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2015 :

TOTAL	21 990
3 000,00 \$ ET MOINS	10 076
3 000,01 \$ À 5 000,00 \$	3 012
5 000,01 \$ ET PLUS	8 902

P.51 NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2009-2010 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

---

**MINISTÈRE**

---

**ANNÉE CIVILE 2015 :**

TOTAL : 1 484



**MINISTÈRE**

---

**ANNÉE CIVILE 2015**

DOSSIERS OUVERTS, CH. CIVILE : 28 832

DOSSIERS OUVERTS, CH. DE LA FAMILLE : 26 609

P.53 CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2014-2015 ET 2015-2016, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER ET STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :

- A. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;
- B. LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION;
- C. LE NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.

MINISTÈRE

A. NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS

ANNÉE CIVILE 2015

	2015
DOSSIERS	21 990

B. NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION

ANNÉE CIVILE 2015

	2015
DOSSIERS	1 484

C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT

ANNÉE CIVILE 2015

	2015
JANVIER	484
FÉVRIER	413
MARS	458
AVRIL	489
MAI	470
JUIN	492
JUILLET	455
AOÛT	420
SEPTEMBRE	473
OCTOBRE	438
NOVEMBRE	403
DÉCEMBRE	437
TOTAL	5432*

\* LES DONNÉES CORRESPONDENT AU NOMBRE TOTAL DE BREFS D'EXÉCUTION ÉMIS AUX PETITES CRÉANCES. IL EST IMPOSSIBLE DE PRÉCISER LES CAS OÙ UN REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL

MINISTÈRE

RÉGIONS	NOMS	COÛTS TOTAUX (\$) *
		(SALAIRES, LOYERS ET AUTRES)
1	AMQUI	231 790
	MATANE	273 681
	MONT-JOLI	133 882
	SOUS-TOTAL RÉGION 01 : BAS ST-LAURENT	639 353
2	CHIBOUGAMAU	303 983
	DOLBEAU	124 060
	SOUS-TOTAL RÉGION 02 : SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	428 043
4	LA TUQUE	222 196
	SOUS-TOTAL RÉGION 04 : MAURICIE-BOIS-FRANCS	222 196
5	GRANBY	1 464 909
	MAGOG	59 299
	SOUS-TOTAL RÉGION 05 : ESTRIE	1 524 208
7	MANIWAKI	306 576
	SOUS-TOTAL RÉGION 07 : OUTAOUAIS	306 576
8	VAL D'OR	2 224 050
	LA SARRE	176 173
	SENNETERRE	34 579
	SOUS-TOTAL RÉGION 08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2 434 802
9	FORESTVILLE	135 256
	COUR ITINÉRANTE	46 384
	SOUS-TOTAL RÉGION 09 : CÔTE NORD	181 640
10	COUR ITINÉRANTE	2 810 731
	SOUS-TOTAL RÉGION 10 : GRAND NORD	2 810 731
11	HÂVRE-AUBERT	390 272
	STE-ANNE-DES-MONTS	230 258
	GASPÉ	145 077
	CARLETON	88 570
	SOUS-TOTAL RÉGION 11 : GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	854 177
14	REPENTIGNY	10 156
	SOUS-TOTAL RÉGION 14 : LANAUDIÈRE	10 156
15	STE-AGATHE-DES-MONTS	73 665
	LACHUTE	43 161
	SOUS-TOTAL RÉGION 15 : LAURENTIDES	116 826
TOTAL		9 206 708

\* IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES

P.55 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS DEPUIS 2009-2010 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE.  
FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

MINISTÈRE

	2015-2016
CÉLÉBRANTS	6 116

P.56 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS « AD HOC ») DEPUIS 2009-2010 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

MINISTÈRE

	2015-2016
CÉLÉBRANTS « AD HOC »	6 026

**P.57** DÉTAILLER LES HAUSSES DES TARIFS JUDICIAIRES ENTRÉES EN VIGUEUR LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2016 POUR CHACUN DES ACTES DE PROCÉDURES TOUCHÉS PAR CETTE HAUSSES. FOURNIR LES SOMMES TOTALES PERÇUES POUR CHACUN DES ACTES DE PROCÉDURE PAR ANNÉE DEPUIS 2010-2011 ET INCLURE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

---

## **MINISTÈRE**

---

LES FRAIS JUDICIAIRES ET LES DROITS DE GREFFE SONT NOMBREUX ET SONT ENCADRÉS PAR LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES, LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE, LE CODE CIVIL DU QUÉBEC ET LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25.01), SANCTIONNÉ PAR LA LOI INSTITUANT LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (2014, CHAPITRE 1) EST ENTRÉE EN VIGUEUR LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2016. CETTE LOI A EU PLUSIEURS INCIDENCES SUR LA RÉGLEMENTATION APPLICABLE DONT LE TARIF DES FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE CIVILE ET DES DROITS DE GREFFE (CHAPITRE T-16, R. 9).

LE «TARIF JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE» ET LE «TARIF DES FRAIS JUDICIAIRES APPLICABLES AU RECOUVREMENT DES PETITES CRÉANCES» ONT ÉTÉ ÉTABLIS EN S’INSPIRANT DES PRINCIPES ET DES PRATIQUES TARIFAIRES ÉNONCÉS DANS LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS DU GOUVERNEMENT.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE : INSTITUÉ PAR LA *LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES* LE 15 MARS 2007, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DIRIGE POUR L'ÉTAT, SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC. LES SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL SONT, DEPUIS CETTE DATE, DÉSIGNÉS « PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ».

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
<b>QUÉBEC</b> QUÉBEC BUREAU DU DIRECTEUR BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	45 11 13 16 1 4	<b>90</b>
<b>CHARLEVOIX</b> LA MALBAIE	0	<b>0</b>
<b>MONTMAGNY</b> MONTMAGNY	2	<b>2</b>
<b>BEAUCE</b> SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	3	<b>3</b>
<b>RIMOUSKI</b> AMQUI MATANE MONT-JOLI RIMOUSKI BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	0 3 0 4 1 3	<b>11</b>
<b>KAMOURASKA</b> RIVIÈRE-DU-LOUP BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	5 1	<b>6</b>
<b>GASPÉ</b> PERCÉ SAINTE-ANNE-DES-MONTS BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	3 1 1	<b>5</b>
<b>BONAVENTURE</b> CARLETON-SUR-MER NEW CARLISLE	0 3	<b>3</b>
<b>BAIE-COMEAU</b> BAIE-COMEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	4 1	<b>5</b>
<b>MINGAN</b> COUR ITINÉRANTE SEPT-ÎLES	0 4	<b>4</b>
<b>ROBERVAL</b> ROBERVAL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	5 1	<b>6</b>
<b>CHICOUTIMI</b> SAGUENAY BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	9 1 3	<b>13</b>

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
<b>ALMA</b> ALMA	3	<b>3</b>
<b>TROIS-RIVIÈRES</b> TROIS-RIVIÈRES BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	11 2 1 2 1	<b>17</b>
<b>ARTHABASKA</b> VICTORIAVILLE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	4 1	<b>5</b>
<b>SAINT-MAURICE</b> LA TUQUE SHAWINIGAN	1 7	<b>8</b>
<b>DRUMMOND</b> DRUMMONDVILLE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	5 1	<b>6</b>
<b>SAINT-FRANÇOIS</b> SHERBROOKE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	14 3 2	<b>19</b>
<b>BEDFORD</b> COWANSVILLE GRANBY BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	0 4 1 1	<b>6</b>
<b>FRONTENAC</b> THETFORD MINES	2	<b>2</b>
<b>LONGUEUIL</b> LONGUEUIL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	37 4 2 6	<b>49</b>
<b>IBERVILLE</b> SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	5	<b>5</b>
<b>BEAUHARNOIS</b> SALABERRY-DE-VALLEYFIELD BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	10 2 1	<b>13</b>
<b>RICHELIEU</b> SOREL-TRACY	5	<b>5</b>
<b>SAINT-HYACINTHE</b> SAINT-HYACINTHE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	8 2	<b>10</b>
<b>MONTRÉAL</b> MONTRÉAL BUREAU DU DIRECTEUR BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	114 4 8 6 1 18 63	<b>214</b>



DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
<b>TERREBONNE</b> SAINT-JÉRÔME BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	26 1 2 5	<b>34</b>
<b>TÉMISCAMINGUE</b> VILLE-MARIE	0	<b>0</b>
<b>ABITIBI</b> AMOS GRAND NORD KUUJJUAQ LA SARRE MATAGAMI SENNETERRE VAL-D'OR CHIBOUGAMAU BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	12 0 1 0 0 0 6 0 2	<b>21</b>
<b>LABELLE</b> MANIWAKI MONT-LAURIER BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1 2 1	<b>4</b>
<b>PONTIAC</b> CAMPBELL'S BAY	0	<b>0</b>
<b>GATINEAU</b> GATINEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	24 2 3	<b>29</b>
<b>ROUYN-NORANDA</b> ROUYN-NORANDA BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	5 1	<b>6</b>
<b>LAVAL</b> LAVAL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	14 3 2	<b>19</b>
<b>JOLIETTE</b> JOLIETTE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	17 2 3	<b>22</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>645</b>

LES DONNÉES SONT EN DATE DU 4 MARS 2016.

P.59 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

POUR 2015-2016, QUATORZE PROCUREURS ONT DÉMISSIONNÉ. AUCUN COÛT N'EST LIÉ À CES DÉMISSIONS.

**DIRECEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 4 MARS 2016, 14 PROCUREURS-CADRES ONT FAIT L’OBJET D’UNE AFFECTATION. LA RÉORGANISATION ADMINISTRATIVE A OCCASIONNÉ L'AFFECTATION DE 12 D'ENTRE EUX. LES 2 AUTRES AFFECTATIONS SONT LE RÉSULTAT D’AFFICHAGES DE POSTES.

MINISTÈRE

DÉLAI D'AUDITION (ANNÉE CIVILE 2015)

LOCALITÉS	COUR DU QUÉBEC – CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE MATIÈRES CRIMINELLES		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
RÉGION 01			
RIMOUSKI	43,3	119,5	145,8
AMQUI	21,7	21,7	116,8
MATANE	42,3	70,3	70,3
MONT-JOLI	25,9	87,3	127,5
RIVIÈRE-DU-LOUP	56,4	87,3	164,4
RÉGION 02			
CHICOUTIMI	42,1	92,0	103,6
ROBERVAL	42,9	76,7	117,3
ALMA	37,9	111,0	119,2
CHIBOUGAMAU	43,7	43,7	43,7
DOLBEAU – MISTASSINI*	N/A	N/A	N/A
RÉGION 03			
QUÉBEC	90,0	60,0	45,0
LA MALBAIE	18,2	48,2	48,2
RÉGION 04			
TROIS-RIVIÈRES	65,1	44,0	233,9
SHAWINIGAN	30,0	150,0	212,8
LA TUQUE	45,8	83,4	83,4
RÉGION 05			
SHERBROOKE	30,0	38,1	47,4
COWANSVILLE	35,0	34,8	121,8
GRANBY	35,0	34,9	121,8
LAC MÉGANTIC	50,3	76,4	160,9
RÉGION 06			
MONTRÉAL	137,2	282,5	347,5
RÉGION 07			
GATINEAU	45,0	220,4	220,4
CAMPBELL’S BAY	60,0	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0	120,0
MONT-LAURIER	75,9	117,0	111,3
RÉGION 08			
ROUYN-NORANDA	56,1	101,6	101,6
AMOS	47,3	154,8	154,8
VILLE-MARIE	17,6	129,5	129,5
VAL D’OR	86,7	169,8	169,8
LA SARRE	71,2	139,7	139,7
RÉGION 09			
SEPT-ÎLES	79,7	107,8	155,2
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	134,9	136,1	140,3
BAIE-COMEAU	52,5	181,8	182,3
RÉGION 11			
NEW-CARLISLE	20,6	20,6	20,6
PERCÉ	36,9	45,7	64,3
HAVRE-AUBERT	19,9	19,9	43,7
STE-ANNE-DES-MONTS	17,4	92,1	103,8
CARLETON**	56,3	N/A	N/A

LOCALITÉS	COUR DU QUÉBEC – CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE MATIÈRES CRIMINELLES		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
RÉGION 12			
THETFORD-MINES	138,3	215,8	208,3
MONTMAGNY	31,3	79,6	117,5
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	60,0	102,5	125,0
RÉGION 13			
LAVAL	92,8	156,9	186,6
RÉGION 14			
JOLIETTE	61,5	83,8	179,3
RÉGION 15			
ST-JÉROME	60,0	118,6	131,8
STE-AGATHE-DES-MONTS*	N.A.	N/A	N/A
RÉGION 16			
LONGUEUIL	45,0	197,6	211,7
ST-HYACINTHE	29,4	232,8	163,3
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	58,3	161,3	219,5
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	41,3	172,5	215,0
SOREL-TRACY	66,6	204,0	215,5
RÉGION 17			
DRUMMONDVILLE	45,0	102,8	102,8
VICTORIAVILLE	46,5	108,3	109,3

\* LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

\*\* SEULES LES COMPARUTIONS ONT LIEU À CARLETON.

P.62 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION EN INDIQUANT, LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TABLEAU STATISTIQUE – NON-JUDICIARISATION PAR TYPE D’INFRACTION  
2015-2016

INFRACTIONS	ARTICLES	NOMBRE	%
VOL D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	334 B)	2 171	41,15
POSSESSION SIMPLE D’UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS	4 (1) (5)	1 990	37,72
VOIES DE FAIT (PEINE)	266	314	5,95
PROFÉRER DES MENACES DE CAUSER LA MORT OU DES LÉSIONS CORPORELLES	264.1(1)A)(2)	264	5,00
DÉFAUT DE SE CONFORMER À UNE ORDONNANCE DE PROBATION	733.1	32	0,61
MÉFAIT À L’ÉGARD DE BIENS PRIVÉS	430 (1)	171	3,24
OMISSION DE COMPARAÎTRE SUITE À UNE SOMMATION	145 (4)B)	4	0,08
FRAUDE À L’ÉGARD D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	380 (1)B)	73	1,38
ENTRAVER VOLONTAIREMENT UN AGENT DE LA PAIX DANS L’EXÉCUTION DE SES FONCTIONS	129 A)	8	0,15
RECEL D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	355 B)	43	0,82
OMISSION DE COMPARAÎTRE SUITE À UNE CITATION OU UNE PROMESSE DE COMPARAÎTRE	145 (5)	0	0,00
INFRACTIONS DIVERSES	-	206	3,90
TOTAL		5 276	100,00

NOTE : LES DONNÉES SONT EN DATE DU 29 FÉVRIER 2016

STATISTIQUES RELATIVES À LA NON JUDICIARISATION  
2015-2016

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
ABITIBI	605	AMOS	21	
	614	BAIE-JAMES ET CIRCUIT INTÉRIEUR	13	
	170	CHIBOUGAMAU	14	
	640	GRAND NORD	23	
	620	LA SARRE	14	
	635	LG-2	28	
	625	SENNETERRE	9	
	615	VAL D’OR	34	
				156
ALMA	160	ALMA	48	
				48
ARTHABASKA	415	VICTORIAVILLE	168	
				168
BAIE COMEAU	655	BAIE COMEAU	38	
				38
BEAUCE	350	ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	96	
				96
BEAUHARNOIS	760	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	133	
				133
BEDFORD	455	COWANSVILLE	29	
	460	GRANBY	51	
				80
BONAVENTURE	105	NEW CARLISLE	30	
				30
CHARLEVOIX	240	LA MALBAIE	35	
				35
CHICOUTIMI	150	CHICOUTIMI	185	
				185

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
DRUMMOND	405	DRUMMONDVILLE	90	
				90
FRONTENAC	235	THETFORD MINES	43	
				43
GASPÉ	115	HAVRE AUBERT	4	
	110	PERCÉ	19	
	130	STE-ANNE-DES-MONTS	15	
				38
GATINEAU	550	GATINEAU	377	
				377
IBERVILLE	755	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	102	
				102
JOLIETTE	705	JOLIETTE	396	
				396
KAMOURASKA	250	RIVIÈRE-DU-LOUP	58	
				58
LABELLE	565	MANIWAKI	10	
	560	MONT LAURIER	35	
				45
LAVAL	540	LAVAL	412	
				412
LONGUEUIL	505	LONGUEUIL	239	
				239
MÉGANTIC	480	LAC MÉGANTIC	6	
				6
MINGAN	652	COUR ITINÉRANTE	0	
	650	SEPT-ÎLES	0	
				0
MONTMAGNY	300	MONTMAGNY	29	
				29
MONTRÉAL	500	MONTRÉAL	68	
	850	VILLE DE MONTRÉAL	616	
				684
PONTIAC	555	CAMPBELL'S BAY	11	
				11
QUÉBEC	200	QUÉBEC	621	
				621
RICHELIEU	765	SOREL	32	
				32
RIMOUSKI	120	AMQUI	12	
	125	MATANE	23	
	135	MONT JOLI	10	
	100	RIMOUSKI	34	
				79
ROBERVAL	155	ROBERVAL	78	
				78
ROUYN-NORANDA	600	ROUYN	22	
				22
SAINT-FRANÇOIS	450	SHERBROOKE	160	
				160
SAINT-HYACINTHE	750	SAINT-HYACINTHE	80	
				80
SAINT-MAURICE	425	LA TUQUE	17	
	410	SHAWINIGAN	63	
				80
TÉMISCAMINGUE	610	VILLE-MARIE	10	
				10
TERREBONNE	700	SAINT-JÉRÔME	520	
				520
TROIS-RIVIÈRES	400	TROIS-RIVIÈRES	95	
				95
GRAND TOTAL :				5 276

NOTE : LES DONNÉES SONT EN DATE DU 29 FÉVRIER 2016

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

INFORMATIONS PRÉSENTÉES EN DATE DU 29 FÉVRIER 2016

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
SALIM-MOHAMED ABDI C. R.	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (APPELANT)
DOMINIC ASPIROT C. R.	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (APPELANT)
JUSTINE AWASHISH C. R	AUDITION À VENIR (2016-06-08) ET EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE APPELANT À PRODUIRE (2016-03-23)
R. C. LAURIER BÉDARD ET SYLVAIN RANGERS	AUDITION À VENIR (2016-05-09)
R. C. SIMON BELLE-ISLE	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (INTIMÉE)
DAVE BERTHIAUME C. R	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (INTIMÉE) À PRODUIRE (2016-03-22)
CLAUDE BILODEAU C. R.	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (APPELANT)
FATHI BLALI C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-07)
PIERRE BRAZEAU C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-07) POUR PERMISSION D'APPELER
ÉRIC CHOUINARD C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-15)
MICHAËL DALLAIRE C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-04)
ÉRIC DENIS C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-15)
RAYMOND DESFOSSÉS C. R.	AUDITION À VENIR (2016-07-04) POUR REQ. EXT. DÉLAI
CHRISTOPHER DUBUC C. R.	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (APPELANT) À PRODUIRE D'ICI LE 2016-03-18 ET AUDITION À VENIR (2016-06-03)
JEAN FABER C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-15)
LUC FISET C. R.	AUDITION À VENIR (2016-03-22) POUR REQ. EXT. DÉLAI
R. C. CYNTHIA GAULIN	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (INTIMÉE)
STEVE GAUTHIER C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-13)
PAUL GERMAIN C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-15)
MARIO GODBOUT C. R.	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (APPELANT)
MATHIEU GOULET C. R.	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (APPELANT)
ANDRÉ HÉBERT C. R.	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (APPELANT) À PRODUIRE (2016-04-01)
FRANÇOIS KIROUAC C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-15)
STÉPHANE LACASSE C. R.	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (APPELANT)
RICHARD LADOUCEUR C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-18)
EVANS LECLERC C. R.	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (INTIMÉE)
DOMINIQUE LEPAGE C. R.	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (APPELANT)
RENÉ LESAGE C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-06) POUR REQ. EXT. DÉLAI
LES ENTREPRISES PAUL GAUTHIER C. PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (APPELANT)
PIERRE LÉVESQUE C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-03)
STEEVE MESSERVIER C. R.	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (APPELANT)
MÉLANY MORIN C. R.	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (APPELANT)
GERRY PAUL C. R.	AUDITION À VENIR (2016-03-31)
TÉCHELET PIERRE DEBELLEFEUILLE C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-26) POUR PERMISSION D'APPELER
ÉRIC ROUSSELLE-MCLAUGHLIN C. R.	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE (APPELANT)



REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
ALAIN RUEL C. R.	AUDITION À VENIR (2016-06-02)
ANDRÉ SIMARD C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-12)
JEFFERY ALLAN SPARKS C. R.	EN ATTENTE D’UN MÉMOIRE (INTIMÉE)
CHARLES ST-LAURENT C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-03)
PIERRE TURBIDE C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-04)
ÉRIC TURGEON C. R.	AUDITION À VENIR (2016-06-01)
R. C. RICHARD VALLÉE	EN ATTENTE D’UN MÉMOIRE (APPELANT)
PIERRE-OLIVIER LALIBERTÉ C. R.	EN ATTENTE D’UN MÉMOIRE (INTIMÉE)
MATHIEU ROULEAU C. R.	EN ATTENTE DE LA RÉPONSE DE L’INTIMÉE CONCERNANT LA DEMANDE D’AUTORISATION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
EST DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
ELPHE DESBOIS C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
LAWRENCE STEVENS C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-10)
ROMAIN PERRON C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-13)
MICHEL CARON BARRETTE C. R.	EN ATTENTE DE L’EXPOSÉ (INTIMÉE) (2016-04-05) AUDITION À VENIR (2016-06-10)
GHISLAIN BÉRUBÉ C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
MATHIEU TREMBLAY C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE)
MATHIEU TREMBLAY C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE)
DENIS LEJEUNE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE) (2016-05-05)
R. C. TOBBY CARRIER	DEMANDE D’AUTORISATION (2015-09-29)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
CENTRE-DU-QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
MOHAMMAD SHAFIQ C. R.	AUDITION À VENIR
ADÈLE SORELLA C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE)
JEAN JUNIOR PRÉSENT C. R.	AUDITION À VENIR
ANDRÉ DIOTTE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
JONATHAN MIGNACCA C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
BEN YOUNES SOUAHEL C. R.	AUDITION À VENIR
R. C. MOUNIR ZAWAHRA	AUDITION À VENIR
CHAKIB AMIRI C. R.	AUTRE (DÉFÉRÉE AU MAÎTRE DES RÔLES)
JEAN-ROBERT BOURDEAU C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
CHARLES JAMES CIUS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
YVON DURAND C. R.	AUTRE (DÉFÉRÉE À LA FORMATION)
PIERRE-ANDRÉ GEOFFROY C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
PATRICK HAMEL C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-17)
CRISTIAN LÉO C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
CENTRE-DU-QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
R. C. SÉBASTIEN MARTIN	AUDITION À VENIR (2016-03-15)
JEAN POITRAS C. R.	AUTRE (DÉFÉRÉE À LA FORMATION)
JEAN POITRAS C. R.	AUTRE (DÉFÉRÉE À LA FORMATION)
MARIO SAMSON C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
AIMÉ ST-PIERRE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
DANIEL TREMBLAY C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
GANEA UYANZE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
FRANÇOIS VILLENEUVE C. R.	AUDITION À VENIR
PATRICK WOLF C. R.	AUTRE (DÉFÉRÉE À LA FORMATION)
PATRICK WOLF C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
STEVEN LÉGER C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-19)
MIKE-ANDY THADAL C. R.	AUDITION À VENIR EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE) (2016-06-17)
MARLON TRANQUILLE C. R.	AUDITION À VENIR EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE) (2016-06-17)
NORMAN GRAHAM C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-06)
JOËL LEGAULT C. R.	AUDITION À VENIR
SIMON COSSETTE-TESSIER C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
MIKE ALIPOOR C. R.	AUDITION À VENIR
MARC CYR-LANGLOIS C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-25)
SYLVAIN LACASSE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
JEAN DESORMEAUX C. R.	AUDITION À VENIR (2016-10-06 ET 2016-10-07)
STÉPHANE ALLIE C. R.	AUDITION À VENIR EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT) (2016-04-29, SUITE À SON DÉFAUT ORIGINAL)
DANIEL BERGERON C. R.	AUDITION À VENIR
RAYMOND BOUCHER C. R.	AUDITION À VENIR (2016-06-07)
YVAN BRANCONNIER C. R.	AUDITION À VENIR
MARIO BROUILLETTE C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-17)
DENIS CLOUTIER C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
RÉAL COURTEMANCHE C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-19)
MARC GIASSEN C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT) (2016-03-24) EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE) (2016-05-06)
KEVIN MARIN C. R.	MÉMOIRE (APPELANT) (2016-02-05) EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
R. C. JOËL TOURIGNY	AUDITION À VENIR (2016-04-08)
R. C. STÉPHANIE BEAUDOIN	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
JEAN SIGMAN C. R.	AUDITION À VENIR
ADÈLE SORELLA C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE) AUDITION À VENIR
MARTIN TREMBLAY C. R.	AUTRE (APPELANT AVISÉ DU DÉFAUT DE PRODUIRE SON MÉMOIRE) (2016-03-15)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
SUD DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
ANTOINE VILLENEUVE C. R.	AUDITION À VENIR (2016-06-02)
JOCELYN MÉNARD C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
NIDAL JOAD C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
EMMA CZORNOBAJ C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE)
FRANÇOIS TARTAMELLA C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
PATRICE CUERRIER C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
FRANCISCO PEREZ MORENO C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
DAVID WHITE C. R.	AUDITION À VENIR
TYRONNE SRIJEEV CANDAPPA C. R.	AUDITION À VENIR (2016-06-02)
MARC CHARRETTE C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
CLAUDE BESSETTE C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-06)
MICHEL GAUTHIER C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ALAIN BÉLIVEAU C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-04)
CHRISTIAN BERTRAND C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
NATHALIE BERMAN C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
MARC GORDYN C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ISABELLE CHAUSSÉ C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
SYLVAIN DESMARAIS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
GASTON SHANK C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
SIMON LARIVÉE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
R. C. JEAN-PIERRE RIVARD	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JIMMY PRESSÉ C. R.	AUDITION À VENIR
ÉRIC DUBOIS C. R.	AUDITION À VENIR
WILLIAM BARNETT C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-28)
R. C. ROBERT BOUTHOT	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
BOBBY BENOIT C. R.	AUTRE (EN ATTENTE D'UNE FACILITATION PÉNALE)
ZACHARY THIBAUT C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
BRANDON D'ANJOUR O'MEALLY C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ANTOINE LÉGER C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
MATHIEU BÉLANGER C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
PATRICE BERNARD C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
CÉSAR JULIO MARENTES ORJEULA C. R.	AUDITION À VENIR (2016-03-09)
DONALD RAJOTTE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
NORMAND BÉDARD C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
CHRISTIAN BOUDREAU C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MARC-ANDRÉ BIBEAU C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ÉRIC CHARBONNEAU C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
JAMES-EMMANUEL AUGUSTE C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
LUC SÉNÉCAL C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
GABRIELLE FRÉCHETTE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GINETTE DUCLOS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GÉRALD FONTAINE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ALAIN PRIMEAU C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
YVES MARTIN C. R.	EN DÉLIBÉRÉ

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
SUD DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
ANDRÉ PÉPIN C. R.	AUDITION À VENIR
LOUIS LEDUC C. R.	AUDITION À VENIR (2016-06-08)
ULRICH CHARBONNEAU C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
DANY MOUREAU C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
ANDRÉ LEBEUF C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
CATHERINE DESJARDINS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
SYLVAIN PINSONNEAULT C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
DOMINIQUE LEMAIRE C. R.	EN ATTENTE DE L’EXPOSÉ (INTIMÉE)
D.P.C.P. C. ROBERT JODOIN	DEMANDE D’AUTORISATION D’APPEL
R. C. MICHEL LAFLAMME	DEMANDE D’AUTORISATION D’APPEL
A.N. (ARIEL NAVONNI) C. R.	DEMANDE D’AUTORISATION D’APPEL
RÉAL SCOTT RAIL C. R.	DEMANDE D’AUTORISATION D’APPEL

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	ÉTAT
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
PATRICK TSHITENGE MASUKU C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
PATRICK TSHITENGE MASUKU C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
EDENS KENOL C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
DAVID LYLE PIERCE C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-04)
TUYEN PHAM C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D’EN APPELER
CHRISTOPHER LEVERS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ALBERTO MANUEL MARTINEZ C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SÉBASTIEN CASAVANT C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
R. C. RICHARD JASON CLOUD	EN DÉLIBÉRÉ
EVENS BELLEVILLE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
R. C. DAVE O’FARRELL	EN DÉLIBÉRÉ
R. C. SHARON BARON	EN DÉLIBÉRÉ
JOHN TSHIAMALA C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
R. C. BOON SEAR PHENGSAI	EN DÉLIBÉRÉ
R. C. ISABELLE BENOIT	EN DÉLIBÉRÉ
JOHN TSHIAMALA C. R.	EN ATTENTE DE L’EXPOSÉ (INTIMÉE)
EVENS BELLEVILLE C. R.	EN ATTENTE DE L’EXPOSÉ (INTIMÉE)
NORMAND ÉMILE CARRIÈRE C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D’EN APPELER

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	ÉTAT
ERICH CHEMAMA C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D’EN APPELER
ERICH CHEMAMA C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D’EN APPELER
GEMIMA ROMAIN C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
CHRIS RON HAYWOOD C. R.	AUDITION À VENIR
R. C. JIMMY MÉTHOT	EN DÉLIBÉRÉ
KYLE GABRIEL C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
CAREY ISAAC REGIS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
TERRELL LLOYD SMITH C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. MICHEL LEDOUX	AUDITION À VENIR
JUSTIN GOW-LEACH C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
RICHARD ALFONSO MILLS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
R. C. VIATEUR PRÉNOVEAU	AUDITION À VENIR
R. C. MICHEL HUARD	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ) AUDITION À VENIR (2016-06-01)
AKABANI KHAIRALLAH C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
JOCELYN DUPUIS C. R.	AUDITION À VENIR
CÉDRIK TRUCHON C. R.	AUDITION À VENIR
ORLANDO MAXIMO SEDENO C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MARIO ROMAIN C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ADBERRAHIM SAHMI C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
GIOVANNI D’AMICO C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
R. C. STEPHAN LEZAMA	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JESSICA G. DIONNE C. R.	AUDITION À VENIR
R. C. GEMIMA ROMAIN	EN ATTENTE DE L’EXPOSÉ (INTIMÉE)
GEMIMA ROMAIN C. R.	EN ATTENTE DE L’EXPOSÉ (INTIMÉE)
OMAR SIDQUI C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
KOLAPO DOLAPO ODUMOSU C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-13)
ABDELAZIZ LAOUAR C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GARLEN DESROSIERS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
R. C. CÉDRICK TRUCHON	EN ATTENTE DE L’EXPOSÉ (INTIMÉ)
JEAN-MICHEL LEGAULT C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
HANY GIRGIS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
CALINIE NIVYABANDI C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
VIJAY KUMAR C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ÉRIC DALBEC C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ÉRIC DALBEC C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JOCELYN DUPUIS C. R.	EN ATTENTE D’EXPOSÉ (INTIMÉE)
FAYAK MECHOUAR C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
MARC BLAIS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JOHRA KALEKI C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JONATHAN EXI C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
R. C. MITRA JAVANMARDI	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
HAYDAR GAITH C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
LUMUMBA OLENGA C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-05)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	ÉTAT
LINDA LANDRY C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE)
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
KARIM LABIDI C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. DANIEL LAVALLÉE	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
BERNARD O'KEEFE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SYLVAIN GAUDREAU C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
TIMOTHY RAPLEY C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
FARHAD JARRAH C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ANGELO MOSSA C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
DUNG STEVEN NGUYEN C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JOHN TSHIAMALA C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
DORÉ BADAWI C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SABRI BEN HEDI BEN HARIZ C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JUI CHUN LIAO C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
TIMOTHY ROBBINS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JEFF DUHAMEL-NISSAGE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. ÉRIC PRONOVOST	EN DÉLIBÉRÉ
JEAN-PIERRE CHAUSSÉ C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ALEX BOUDREAU C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT) AUDITION À VENIR (2016-06-03)
R. C. MARIE-CAROLINE SÉNÉCAL	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
THÉODORE HERRON C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. KAIRO KUMP	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ROOSVELT CHÉRY C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
MICHEL DAOUST C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. SANYU BENOIT	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
JUAN CARLOS GAMARRA MORAN C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT) AUDITION À VENIR (2016-06-17)
R. C. ABDELAZIZ LAOUAR	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANTE)
SERGE ROBILLARD C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GIOVANNI D'AMICO C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
STÉPHANE FRANCOEUR C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
JORGE ESTUARDO DE LEON C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT) AUDITION À VENIR (2016-10-07)
EVGUENI MATAEV C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. SKYSERVICE	EN ATTENTE D'UNE RÉPONSE (INTIMÉE)
R. C. JAMAL GREEN	EN ATTENTE D'UNE RÉPONSE (INTIMÉE)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
OUEST DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
ROBERT RÉGIMBALD C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
WILMONT ARSENAULT C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-02)
GUY RIENDEAU C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MARIO MONETTE C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-06)
RICKY HANKEY C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. ÉRIC VALCOURT	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE)
R. C. MICHEL ALIE	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ)
LIONEL PERRIER C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT) (2016-07-08)
ROMEO AGOSTINI C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT) (2016-05-09)
MICHEL MALETTE C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
YANN TOUCHETTE C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
STÉPHANE SCHINCK C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-21)
PATRICK MÉTHOT C. R.	AUDITION À VENIR (2016-04-22)
R. C. CAROLINE DUMONT-CHAMBERLAND	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
VLADISLAV SIMONSKI C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER ET PROROGATION DE DÉLAIS
R. C. RICHARD LAFFIN ET JOSHUA CONNORS	EN ATTENTE DE REQUÊTE POUR PREUVE NOUVELLE
PASCAL VINET C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MARC-OLIVIER PERRAS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
PATRICK LEBOEUF C. R.	REQUÊTE EN PROROGATION DE DÉLAIS (2016-03-17)
XAVIER CORMIER C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
NORD DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
PATRICK FORTIN-CHARTIER C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
KRISTIAN FORTIN-CHARTIER C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
YOHAN SIMARD C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ)
R. JUSTIN JOHN BRESAW	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. CÉDRIC LALANCETTE	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	
LISTE	ÉTAT
GÉRALD O'REILLY C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
GÉRALD O'REILLY C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
LOUIS MOREAU C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
SERGE PERRON C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
PIERRE MOREL C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
DAVID ALEXANDER PHILIPS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
R. C. MICHAEL DUHAMEL	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	
LISTE	ÉTAT
R. C. BLOUIN, GIROUARD,	AUDITION À VENIR (2016-04-05)
ÉRIC DENIS C. R.	AUDITION À VENIR (2016-05-03)
YVES DENIS C. R.	AUDITION À VENIR
DENIS LEFEBVRE C. R.	AUDITION À VENIR (VOLET CONDAMNATION ET PEINE) EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT) (VOLET ORDONNANCE DE CONFISCATION)
R. C. VITTORIO MIRARCHI ET ALS.	AUDITION À VENIR (2016-03-30)
TONY DUGUAY C. R.	EN ATTENTE D'UN MÉMOIRE SUPPLÉMENTAIRE SUITE À DE LA NOUVELLE PREUVE (INTIMÉ)
R. C. CLAUDE BERGER ET ALS.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
GUY AUCLAIR ET ALS. C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
STÉPHANE ALLIE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
STÉPHANE ALLIE C. R.	AUTRE (APPELANT S'EST ENGAGÉ À LA COUR À PRODUIRE UN DÉSISTEMENT AU PLUS TARD LE 2016-04-29)
STÉPHANE HARBOUR C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (INTIMÉE)
CLAUDE BRIÈRE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
R. C. BENOIT BISSONNETTE	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
R. C. LOUIS-GEORGES BOUDREAU	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
FRANCE MICHAUD C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
ROBERT POIRIER C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
CONSTRUCTION DE CASTEL C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE (APPELANT)
FRANCK BARBUSCI C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
ANH THU NGUYEN ET JAMES NGUYEN C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
R. C. GILLES ST-PIERRE	EN DÉLIBÉRÉ

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DE LA JEUNESSE	
LISTE	ÉTAT
B.-D. P. C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
M. B. M. C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ)
M. B. M. C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ)
Y. D. C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
W. D. D. C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
A. G. C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
F. G. C. R.	AUDITION À VENIR
D. G. M. C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ)
J. G. C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. T. G.	AUDITION À VENIR
D. L. C. R. S. L. C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
A. R. C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
K. S. C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
J. T. D. C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ)
R. C. A. M.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER REFUSÉE



REQUÊTES DÉPOSÉES EN VERTU DES ARTICLES 76 À 78 DU *CODE DE PROCÉDURE CIVILE* EN  
MATIÈRE CRIMINELLE OU PÉNALE

DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016

MOIS	C-2	CSR	AUTRES REQUÊTES	CONTESTATIONS CONSTITUTIONNELLE S	TOTAL
AVRIL	0	0	31	6	37
MAI	0	0	4	1	5
JUIN	0	0	3	3	6
JUILLET	0	0	2	5	7
AOÛT	0	0	4	4	8
SEPTEMBRE	0	0	2	2	4
OCTOBRE	0	0	4	2	6
NOVEMBRE	0	0	3	2	5
DÉCEMBRE	0	0	2	1	3
JANVIER	0	0	10	2	12
FÉVRIER	0	0	6	3	9
MARS					
TOTAL	0	0	71	31	102

- (1) LES REQUÊTES CONCERNENT NOTAMMENT DES REQUÊTES DE TYPE ROWBOTHAM, EN ARRÊT DES  
PROCÉDURES, EN DIVULGATION DE LA PREUVE OU RELATIVES À DES CONDITIONS DE DÉTENTION
- (2) CONTESTATIONS CONSTITUTIONNELLES : LOI OU RÈGLEMENT FÉDÉRALE OU PROVINCIALE

**P.64 LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE VISÉS PAR UN ABANDON DES PROCÉDURES EN RAISON DES DÉLAIS DÉRAISONNABLES EN 2015-2016. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.**

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

LE DPCP NE DÉTIENT AUCUN SYSTÈME INFORMATIQUE PERMETTANT DE PRODUIRE CETTE INFORMATION.

P.65 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2015-2016. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIOUER :

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS A L'ORDRE DU JOUR.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOMBRE DE RENCONTRES EN 2015-2016 : 2

DATES	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
LES 29 ET 30 AVRIL 2015	GATINEAU (QUÉBEC)	M <sup>E</sup> SABIN OUELLET	950 \$
Du 27 au 29 OCTOBRE 2015	VANCOUVER (COLOMBIE-BRITANNIQUE)	M <sup>E</sup> ANNICK MURPHY ET M <sup>E</sup> SABIN OUELLET	5 672 \$

**P.66 BILAN DES PROGRAMMES ET DES INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDiquer LES PROJETS, LES COÛTS ET LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.**

---

L'ÉLABORATION ET LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE RELÈVENT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

DEPUIS DÉCEMBRE 2013, DES TRAVAUX ÉTÉ AMORCÉS PAR LA DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES (DOP) DU MJQ EN COLLABORATION AVEC LE DPCP, EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (PMR), DE NATURE GÉNÉRALE ET S'ADRESSANT AUX ADULTES, SUIVANT L'ART. 717 (1) DU *CODE CRIMINEL*, À L'EXEMPLE DE LA PLUPART DES JURIDICTIONS CANADIENNES QUI ONT ADOPTÉ DE TELS PROGRAMMES. DANS LE COURS DE CES TRAVAUX ET SELON LES MODALITÉS QUI RESTENT À DÉFINIR, DES ÉLÉMENTS DE JUSTICE RÉPARATRICE POURRAIENT ÉGALEMENT ÊTRE ÉLABORÉS EN FAVORISANT LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS OU À LA SOCIÉTÉ. LES PROGRAMMES AINSI ÉLABORÉS TIENDRAIENT COMPTE DES LEURS BESOINS. À CE STADE DES TRAVAUX, UNE PERSONNE RESSOURCE DE LA DOP A ÉTÉ DÉSIGNÉE AFIN D'EXPLORER LES DONNÉES FINANCIÈRES DE L'ÉVENTUEL PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE APPLICABLE AU QUÉBEC. PLUSIEURS RÉUNIONS DE TRAVAIL ONT ÉTÉ TENUES EN 2015-2016 EN VUE DU DÉMARRAGE DU PROJET DE PMR.

À NOTER QU'EN NOVEMBRE 2015 LA MINISTRE DE LA JUSTICE A CONFIRMÉ LE DÉMARRAGE D'UN PROGRAMME PARTICULIER S'ADRESSANT AUX AUTOCHTONES.

**P.67** ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DU BILAN BUDGÉTAIRE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN VERTU DU CODE CRIMINEL. VENTILATION PAR :

- A. LOIS ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL;
- B. IMPACT SUR LES REVENUS EN 2015-2016;
- C. IMPACT SUR LES REVENUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES;
- D. IMPACT SUR LES DÉPENSES EN 2015-2016;
- E. IMPACT SUR LES DÉPENSES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

---

**MINISTÈRE**

---

LE MINISTÈRE N'EST PAS EN MESURE DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

P.68 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DE LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT DICAIRE CONCERNANT LA RÉORGANISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE. INDiquer LE NOMBRE DE RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES AJOUTÉES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES (PAR ANNÉE).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DANS LE CONTEXTE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION VISANT L’AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (CI-APRÈS LE PLAN D’ACTION), LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR A MANDATÉ MONSIEUR ANDRÉ DICAIRE POUR EXAMINER L’ORGANISATION DU TRAVAIL AU SEIN DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) AFIN D’EN AMÉLIORER LA PERFORMANCE ET DE MIEUX SOUTENIR LES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (PROCUREURS) DANS LEUR MISSION DE POURSUIVANT PUBLIC.

EN DÉCEMBRE 2011, UN RAPPORT INTITULÉ *LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES UNE ORGANISATION EN MUTATION* A AINSI ÉTÉ PRODUIT PAR MONSIEUR DICAIRE (CI-APRÈS RAPPORT DICAIRE). LES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS, PRÉSENTÉES DANS LE RAPPORT DICAIRE, ÉTAIENT LES SUIVANTES :

- 1) RÉVISION DE L’ORGANISATION DU DPCP POUR CRÉER UN RÉSEAU INTÉGRÉ DE SERVICES AVEC TROIS LIGNES D’INTERVENTION;
- 2) AJOUT DE 126 RESSOURCES ÉCHELONNÉ SUR TROIS ANS PERMETTANT UN MEILLEUR SOUTIEN AUX PROCUREURS, DONT 85 TECHNICIENS EN DROIT ET 41 POSTES ADMINISTRATIFS;
- 3) CRÉATION D’UN SERVICE CENTRALISÉ DE COORDINATION DE LA RECHERCHE JURIDIQUE;
- 4) AMÉLIORATION ET BONIFICATION CONTINUES OFFERTES AUX PROCUREURS;
- 5) DÉPLOIEMENT D’UN PROGRAMME DE FORMATION EN GESTION POUR LES GESTIONNAIRES.

AU 31 MARS 2016, VOICI UN ÉTAT DE SITUATION SOMMAIRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT DICAIRE AU DPCP :

- CRÉATION D’UN RÉSEAU INTÉGRÉ DE SERVICES AVEC TROIS LIGNES D’INTERVENTION;
- APPROBATION D’UN PLAN D’ORGANISATION ADMINISTRATIVE LE 15 JANVIER 2013;
- RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ ADMINISTRATIVE DU DPCP PAR LA CRÉATION D’UNITÉS ADMINISTRATIVES SPÉCIALISÉES;
- CRÉATION, EN JUIN 2012, D’UNE DIRECTION DE L’INFORMATIQUE ET DES SYSTÈMES D’INFORMATION AFIN DE MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS SPÉCIFIQUES DES DIFFÉRENTS BUREAUX;
- DÉPLOIEMENT D’UNE OFFRE DE SERVICES POUR LES SYSTÈMES DE VISIOCONFÉRENCE;
- IMPLANTATION D’UN PLAN DE REMPLACEMENT POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES;
- CRÉATION D’UN CENTRE DE DOCUMENTATION JURIDIQUE;
- DÉPLOIEMENT D’UN PROGRAMME DE FORMATION EN GESTION POUR LES PROCUREURS EN CHEF ET EN CHEF ADJOINTS;
- CONSOLIDATION DU PROGRAMME DE FORMATION JURIDIQUE;
- PRISE EN CHARGE DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES PAR LE DPCP;
- RÉALISATION D’UNE SESSION INTENSIVE DE FORMATION À L’AUTOMNE 2013;
- DÉVELOPPEMENT D’UN PROGRAMME DE MENTORAT DE MÊME QU’UN PROGRAMME D’ACCUEIL AFIN D’APPUYER LE DÉVELOPPEMENT DE LA RELÈVE;
- CRÉATION DE DEUX BUREAUX À GOUVERNANCE UNIFIÉE, LE BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE ET LE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES;
- RÉALISATION DE 28 PROJETS IMMOBILIERS FONCTIONNELS ET SÉCURITAIRES AFIN D’AMÉNAGER CONVENABLEMENT LES NOUVEAUX EFFECTIFS;
- EMBAUCHE DE 54 RESSOURCES S’ÉCHELONNANT SUR DEUX EXERCICES FINANCIERS, SOIT DE 2012-2013 A 2013-2014.

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
NOUVELLES RESSOURCES	54	0	0
Total	54		

BIEN QUE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AIT ANNONCÉ LA CONSOLIDATION DU PROGRAMME DE FORMATION JURIDIQUE DE BASE ET SPÉCIALISÉE POUR QUATRE ANNÉES CONSÉCUTIVES AFIN DE MAINTENIR ET D’ACCROÎTRE LE NIVEAU DES COMPÉTENCES DES PROCUREURS, LE DPCP A PU RÉALISER, JUSQU’À CE JOUR, UNE SEULE SESSION INTENSIVE DE FORMATION À L’AUTOMNE 2013.

AINSI, EN DATE DU 31 MARS 2016, LE DPCP DISPOSE DE CRÉDITS RÉCURRENTS APPROXIMATIFS DE 5,5 M\$ POUR LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DICAIRE.

P.69 DEPUIS 2013-2014, INDIQUER LES SOMMES PERÇUES SOUS FORME DE CONTRIBUTION PÉNALE OBLIGATOIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. VENTILER LES SOMMES TOTALES EN FONCTION DU MONTATN DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14 \$, 20\$, 40 \$ OU 25 % DE L'AMENDE). PAR EXEMPLE, LE MONTANT TOTAL PERÇU SOUS LA FORME DE CONTRIBUTION DE 14 \$.

POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 %), INDIQUER LEUR UTILISATION / RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20 \$ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC..

---

MINISTÈRE

---

- A. 33 564 226 \$
- B. FONDS D'AIDE AUX VICTIMES = 23 591 426 \$ (1<sup>er</sup> janv. 2015 au 31 mars 2016)\*
- C. FONDS ACCÈS JUSTICE = 8 484 020 \$
- D. FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC = 1 488 780 \$

\* LA CONTRIBUTION PÉNALE EST VERSÉE DIRECTEMENT AU FAVAC POUR LES CONSTATS DONT LA DATE D'INFRACTION EST POSTÉRIEURE AU 21 OCTOBRE 2015. POUR LES CONSTATS ÉMIS AVANT LE 21 OCTOBRE 2015, LES MONTANTS SONT VERSÉS AU FONDS CONSOLIDÉ ET AFFECTÉS UNE FOIS PAR ANNÉE, AU 31 MARS, POUR LES CONTRIBUTIONS PÉNALES ACCUMULÉES DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE.

MINISTÈRE

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
9128-1683 QUÉBEC INC. c. PGQ  (CAFÉ BEYROUT)  500-09-025664-152	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE ACCUEILLANT UNE REQUÊTE EN IRRECEVABILITÉ D'UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE VISANT L'INTERPRÉTATION DE LA NOTION DE DROITS ACQUIS DE L'ARTICLE 8.1 DE LA <i>LOI SUR LE TABAC</i> SUITE À UNE RELOCALISATION DU SALON DE CIGARES.	INTIMÉE					DOSSIER SUSPENDU EN ATTENTE DU JUGEMENT SUR UN AUTRE DOSSIER DE MÊME NATURE.
AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC c. 9060-1766 QUÉBEC INC.  200-10-003161-150	OBLIGATION POUR LE POURSUIVANT D'INSCRIRE, DANS UN CONSTAT D'INFRACTION, LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES APPLICABLES PAR SUITE D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ (NOTAMMENT L'INSCRIPTION AU REGISTRE DES ENTREPRISES NON ADMISSIBLES).	INTERVENANTE	16-10-2015 (PERMISSION D'APPEL ACCUEILLIE)	04-12-2015	RENONCIATION	08-04-2016	AUDITION PRÉVUE POUR LE  20-05-2016



COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
AIR CANADA C. PGQ  500-09-023371-131	RESPECT DES OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA LOI SUR LA PARTICIPATION PUBLIQUE AU CAPITAL D’AIR CANADA.  MAINTIEN DES ACTIVITÉS D'ENTRETIEN À MONTREAL.  JUGEMENT FAVORABLE AU PGQ RENDU LE 03-11-2015	INTIMÉE	27-02-2013	27-06-2013	25-10-2013	25-09-2013	DEMANDE DE SUSPENSION DE L'ÉTUDE DE LA PERMISSION D'APPELER EN COUR SUPRÊME DU CANADA DEMANDÉE PAR AIR CANADA LE 30 DÉCEMBRE 2015.
ALEX BOUDREAU C. LA PGQ ET LA REINE  500-10-006031-155	APPEL D'UNE DÉCISION AYANT CONCLU À LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DES SURAMENDES COMPENSATOIRES.	INTIMÉE				29-03-2016	
ANGÈLE GRENIER C. R.M.A.Q. ET F.P.A.Q. ET PGQ  200-09-008754-142	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE REJETANT LA RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC CONCLUANT À SA COMPÉTENCE SUR LE COMMERCE INTERPROVINCIAL D'UNE PRODUCTRICE EXPORTATRICE DE SIROP D'ÉRABLE.	INTIMÉE	08-10-2014	19-12-2014	23-02-2015		EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE  26-01-2016

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
ARCHAMBAULT ET GROUPE ENICO INC. C. AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC ET PGQ	<p>APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE CONDAMNANT L'AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC ET LA PGQ À PAYER PRÈS DE 4M \$ SUITE À UNE POURSUITE EN DOMMAGES-INTÉRÊTS DÉCOULANT D'UNE VÉRIFICATION FISCALE, DE MESURES DE PERCEPTION QUI S'EN ONT SUIVIES DE MÊME QUE DE LA RETENUE DE CRÉDITS D'IMPÔT DUS À L'ENTREPRISE.</p> <p>LA COUR D'APPEL A MAINTENU LE JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE SUR LES FAUTES ET ABUS DES PRÉPOSÉS DU REVENU ET LES DOMMAGES EN DÉCOULANT. PAR CONTRE, ELLE A CASSÉ LA CONDAMNATION DE 1 000 000 \$ POUR DOMMAGES PUNITIFS ET DE 50 000 \$ POUR DOMMAGES MORAUX ACCORDÉS PAR LE JUGE DE PREMIÈRE INSTANCE À ARCHAMBAULT.</p>	APPELANTE					PERMISSION D'EN APPELER À LA COUR SUPRÊME PAR ARCHAMBAULT LE  30-03-2016
ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT C. PGQ  200-09-009147-155	<p>APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ LA REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DÉCLINANT SA COMPÉTENCE AU SUJET D'UNE DEMANDE D'ACTUALISATION DE L'ACCRÉDITATION DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT. L'ASSOCIATION DÉSIRAIT INCLURE 56 ATTACHÉS JUDICIAIRES À L'UNITÉ DE NÉGOCIATION.</p>	INTIMÉE	PERMISSION D'EN APPELER ACCORDÉE LE 15 JANVIER 2016				

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
BELVAL C. TAQ ET BUREAU DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE ET PGQ	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT UNE REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DU TAQ CONFIRMANT LE REFUS DU BUREAU DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE D'ACCORDER UN PERMIS DE GARDIENNAGE. INAPPLICATION DE L'ARTICLE 18 (2) DE LA CHARTE VU L'ARTICLE 19 (3) DE LA LOI SUR LA SÉCURITÉ PRIVÉE.	MISE EN CAUSE					EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE  09-03-2016
CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC ET ALS C. PGQ ET ALS  500-09-024742-140	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DE L'ARTICLE 38 DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE.  ÉQUITÉ SALARIALE, ENTREPRISES SANS CATÉGORIE D'EMPLOI À PRÉDOMINANCE MASCULINE - COMPARATEUR MASCULIN ÉTABLI PAR RÈGLEMENT - REDRESSEMENT SALARIAL REPORTÉ DE DEUX ANS DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT, DISCRIMINATION BASÉE SUR LE SEXE.  JUGEMENT FAVORABLE À LA PGQ RENDU LE 08-03-2016.	INTIMÉE	29-09-2014	27-01-2015			LE DÉLAI POUR PERMISSION D'EN APPELER EXPIRE LE  06-06-2016
CHEMIN DE FER QUÉBEC- GATINEAU C. PGQ  500-17-082420-145	APPEL D'UN JUGEMENT EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL CONCLUANT QUE LES RELATIONS DE TRAVAIL DE L'ENTREPRISE RELEVENT DE LA COMPÉTENCE PROVINCIALE.	MISE EN CAUSE		23-03-2016			

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
DANIELLE DURANSEAU C. DPCP ET PGQ	APPEL D'UNE CONDAMNATION PÉNALE A 104 CONSTATS D'INFRACTION POUR ACHAT ET VENTE ILLÉGALE DE POISSON- DÉFENSE FONDÉE SUR LA <i>CHARTÉ CANADIENNE</i> ET LES DROITS DES AUTOCHTONES À PRATIQUER LA PÊCHE À DES FINS DE SUBSISTANCE.	INTERVENANTE	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER SIGNIFIÉE LE 31-03-2016				
DISTRIBUTIONS PERCOURS ET AL. C. PGQ  500-09-025524-158	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT ACCORDÉ UNE INJONCTION ENJOIGNANT L'ENTREPRISE À RESPECTER LA LOI SUR LES HEURES ET LES JOURS D'ADMISSION DANS LES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX DANS SON ÉTABLISSEMENT DE VENTE DE PRODUITS ÉROTIQUES.	INTIMÉE			16-01-2016		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
ÉRABLIÈRE LA GRANDE COULÉE INC. C. FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS ACÉRIQUES DU QUÉBEC ET PGQ  200-09-008738-145	APPEL D'UN JUGEMENT ÉMETTANT UNE INJONCTION PERMANENTE CONTRE UN PRODUCTEUR ACÉRIQUE QUI EFFECTUE COMMERCE INTERPROVINCIAL DE SIROP D'ÉRABLE.	MISE EN CAUSE	03-09-2014	05-01-2015	07-04-2015	07-04-2015	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE  26-01-2016
ERICH CHEMAMA C. LA REINE ET PGQ  500-10-005314-123 ET AL.	APPEL DE JUGEMENTS DE LA COUR SUPÉRIEURE REJETANT UNE REQUÊTE HABEAS CORPUS ET DÉCLARANT L'APPELANT PLAIDEUR QUÉRULENT VEXATOIRE AU CRIMINEL ET AU CIVIL.	INTIMÉE	23-11-2012	23-03-2013 NON PRODUIT			GESTION DE DOSSIER PAR LE JUGE SEUL À FIXER.

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
FMSQ ET PGQ c. GUÉRIN	DROIT D'UN MÉDECIN SPÉCIALISTE SOUMIS A UNE ENTENTE ENTRE LA FMSQ ET LE MSSS DE LOGER LUI-MÊME UN DIFFÉREND A L'ARBITRAGE.	REQUÉRANTE SUR UNE DEMANDE D'INTERVENTION A LA COUR SUPRÊME DU CANADA					JUGEMENT DÉFAVORABLE RENDU LE 21-10-2015.  PERMISSION D'APPEL EN COUR SUPRÊME DU CANADA DEMANDÉE PAR LA PGQ LE 21- 12-2015.
G. CORNEAU c. PGQ (ET 9 AUTRES DOSSIERS CONNEXES)  200-09-008957-158 ET 9 AUTRES # C.A.	RECOURS JUDICIAIRE VISANT À FAIRE RECONNAÎTRE DES COMMUNAUTÉS MÉTIS ET LEURS DROITS ANCESTRAUX.  JUGEMENT FAVORABLE À LA PGQ RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 10-02-2015.	INTIMÉE	11-03-2015	11-07-2015	11-10-2015		DÉCEMBRE 2016

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
GENEVIÈVE MOTARD ET PATRICK TAILLON C. PGC ET AL.	APPEL D'UN JUGEMENT RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 16-02-2016, REJETANT UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE DE G. MOTARD ET P. TAILLON, DANS LAQUELLE ILS DEMANDAIENT AU TRIBUNAL DE DÉCLARER LA LOI SUR LA SUCCESSION AU TRÔNE ADOPTÉE PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET SANCTIONNÉE LE 27 MARS 2013 INCONSTITUTIONNELLE AU MOTIF QU'ELLE N'A PAS ÉTÉ ADOPTÉE SELON LA PROCÉDURE DE MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE APPROPRIÉE.	INTERVENANTE  ACTE D'INTERVENTION DÉPOSÉ PAR LA PGQ LE 18-03-2016.					
GROUPE CRH C. PGQ  500-17-082043-145	APPEL D'UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE REJETÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE. NÉCESSITÉ D'OBTENIR UN CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'AGRANDISSEMENT D'UNE AIRE D'EXPLOITATION POUR UNE CARRIÈRE AYANT DES DROITS ACQUIS. INTERPRÉTATION DU RÈGLEMENT SUR LES CARRIÈRES ET SABLIERES.	INTIMÉE		15-06-2016	14-09-2016		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
GUICHET UNIQUE D'INSCRIPTION DES L'ENFANCE C. PGQ  500-09-025238-155	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT UNE REQUÊTE EN NULLITÉ DU CONTRAT DÉCOULANT DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES POUR L'IMPLANTATION D'UN GUICHET UNIQUE D'ATTRIBUTION DES PLACES EN GARDERIE EN RAISON DU NON-RESPECT DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.	INTIMÉE		28-08-2015	26-11-2015		
GUY LAFLEUR C. PGQ  500-09-025692-153	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT UNE ACTION EN DOMMAGE RÉSULTANT D'UNE ARRESTATION ET D'UNE ACCUSATION INJUSTIFIÉE.	INTIMÉE		10-06-2016	08-09-2016		



COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
HUGUETTE SAUCIER ET MUNICIPALITÉ DE PREISSAC C. PGQ  200-09-009085-157	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT LA REQUÊTE EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ DE LA MAIRESSE DE PREISSAC POUR LE MOTIF D'INTÉRÊT DIRECT OU INDIRECT DANS DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LA MUNICIPALITÉ.	INTIMÉE					
IMPERIAL TOBACCO, ROTHMANS, BENSON & HEDGES ET JTI - MacDONALDS C. PGQ  500-09-024341-141	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DE LA LOI SUR LE RECouvreMENT DU COÛT DES SOINS DE SANTÉ ET DES DOMMAGES-INTÉRÊTS LIÉS AU TABAC. LA COUR SUPÉRIEURE A DÉCLARÉ LA LOI CONSTITUTIONNELLE DANS UN JUGEMENT RENDU LE 5 MARS 2014.  JUGEMENT FAVORABLE À LA PGQ RENDU PAR LA COUR D'APPEL LE 28-09-2015			31-07-2014	29-10-2014		PERMISSION D'APPEL DEMANDÉE PAR JTI MacDONALD LE 27-11-2015

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
INTER-CITÉ CONSTRUCTION C. PGQ 500-09-025672-155	APPEL D'UN JUGEMENT CONDAMNANT LE MTQ A VERSER LA SOMME DE 1, 3M\$ EN DOMMAGES RÉSULTANT DU DÉFAUT DE NE PAS AVOIR DONNÉ SUITE A UN APPEL D'OFFRES PAR LA SIGNATURE D'UN CONTRAT DE CONSTRUCTION.	APPELANTE		18-02-2016			
JEAN-PIERRE LEBLANC C. MRC DE LA HAUTE YAMASKA ET PGQ 500-09-025184-151	APPEL D'UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE DEMANDANT AU TRIBUNAL DE DÉTERMINER QUE LES LITS D'ÉCOULEMENT SONT DES FOSSES ET NON DES COURS D'EAU EN VUE D'UN DÉVELOPPEMENT DOMICILIAIRE.	INTERVENANTE		10-09-2015	07-12-2015	07-12-2015	

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
JOHN LOUIS STEVEN RICE ET AL C. ARQ ET AL 500-09-024124-133	APPEL D'UN JUGEMENT RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 5 DÉCEMBRE 2013 REJETANT UNE REQUÊTE POUR JUGEMENT DÉCLARATOIRE PAR LES DEMANDEURS (MOHAWKS DE KAHNAWAKE) EN VUE D'OBTENIR UNE DÉCLARATION JUDICIAIRE CONFIRMANT QU'EN TANT QU'INDIENS, ILS NE SONT PAS ASSUJETTIS AUX EXIGENCES DES LOIS FISCALES QUÉBÉCOISES EN RAISON DU FAIT, NOTAMMENT, QU'ILS BÉNÉFICIENT DE DROITS ANCESTRAUX, DE LA PROTECTION CONSTITUTIONNELLE QUE LEUR CONFÉRERAIT LA PROCLAMATION ROYALE DE 1763 ET DE L'EXEMPTION FISCALE PRÉVUE À L'ARTICLE 87 DE LA LOI SUR LES INDIENS.	DÉFENDERESSE	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS L'AUDITION DES 9 ET 10 NOVEMBRE 2015				
LES CONSULTANTS S.M. ET AL. C. PGQ 500-09-024896-144 DOSSIER LIÉ: 500-09-024895-146	APPLICATION DE L'ARTICLE 42 DU TARIF DES HONORAIRES JUDICIAIRES DES AVOCATS PRÉVOYANT UN HONORAIRE ADDITIONNEL DE 1% SUITE À UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE VISANT LA NULLITÉ D'UN APPEL D'OFFRES.	INTIMÉE	09-12-2015	08-04-2015	07-07-2015		AUDITION LE 27-04-2016

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
LESSARD c. PGQ  200-09-008912-153	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ LA REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE DU DEMANDEUR QUI ALLÈGUE UN CONGÉDIEMENT DÉGUISÉ.	INTIMÉE	21-01-2015	21-02-2015	23-03-2015		AUDITION LE  26-04-2016
MARC VOLLANT ET AL. c. LES UASHAUNNUAT, PGQ ET AL.  500-17-050868-093	APPEL D'UN JUGEMENT RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 23-02-2016 ACCUEILLANT UNE REQUÊTE EN REJET DE LA PGQ – PROJET HYDROÉLECTRIQUE LA ROMAINE – ENTENTE DE PRINCIPE ENTRE LA BANDE ET HYDRO-QUÉBEC – OPPOSITION DE CERTAINS DEMANDEURS À CETTE ENTENTE.	INTIMÉE	24-03-2016				
MARIE-ÈVE ÉTHIER c. C.L.P ET PGQ  200-09-008261-148	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ LA RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA C.L.P. (CONFIRMANT LA DÉCISION DE LA C.S.S.T.).  JUGEMENT FAVORABLE À LA PGQ RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 02-12-2015	MISE EN CAUSE		30-07-2014	01-11-2014		DEMANDE D'AUTORISATION D'EN APPELER À LA COUR SUPRÊME DU CANADA LE 29- 01-2016

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
MICHEL CARON- BARRETTE C. LA REINE ET PGQ 200-10-003177-156	APPEL D'UNE DÉCISION AYANT CONCLU À LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE LA PEINE MINIMALE PRÉVUE À L'ART. 151 DU CODE CRIMINEL (1 AN) POUR CONTACTS SEXUELS AVEC UN ENFANT DE MOINS DE 16 ANS.	MISE EN CAUSE	16-10-2015  PERMISSION D'APPEL ACCUEILLIE	29-02-2016		29-04 2016	AUDITION LE 10-06-2016
MOHAWK COUNCIL OF KANESATAKE C. PGQ ET PGC 500-09-025759-150	RECOURS DE L'APPELANTE REJETÉ SUR REQUÊTE EN VERTU DE L'ARTICLE 165 (4) DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE POUR LE MOTIF QUE CELUI-CI EST PRESCRIT.	INTIMÉE			08-04-2016		
PGQ c. 3563308 CANADA INC (HÉRITAGE TERREBONNE) 500-09-025420-159	DÉTERMINATION DE LA SUPERFICIE DES MILIEUX HUMIDES SITUÉS AU NORD DE L'ÉCHANGEUR DES PIONNIERS.	APPELANTE		20-11-2015	18-02-2016		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
PGQ c. AYERS 500-09-024363-145	APPEL D'UNE DÉCISION DÉTERMINANT LE CARACTÈRE NON FLOTTABLE ET NON NAVIGABLE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD, ATTRIBUANT LA PROPRIÉTÉ DU LIT ET DES RIVES DE LA RIVIÈRE ET PAR CONSÉQUENT LA PROPRIÉTÉ D'UN BARRAGE ET DES FORCES HYDRAULIQUES À AYERS.	APPELANTE	15-04-2014	13-08-2014	12-11-2014		EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE  08-12-2015
PGQ c. ÉMILIO DUMAIS ET JOSÉE DENIS ET AL 200-09-008357-144	APPEL D'UN JUGEMENT EN RÉVISION JUDICIAIRE DE LA COUR SUPÉRIEURE LEQUEL CASSE UNE DÉCISION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC QUI AVAIT DÉCIDÉ QU'UN NON AVOCAT PEUT REPRÉSENTER LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE EN PRÉPARANT DES PROCÉDURES DEVANT LE TAQ. LE BARREAU DU QUÉBEC INTERVIENT AU DOSSIER POUR SOUTENIR LA POSITION DES INTIMÉS.  JUGEMENT FAVORABLE RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE À LA PGQ.	APPELANTE	24-07-2014	29-10-2014	19-01-2015		DÉLAI POUR DEMANDE D'AUTORISATION D'APPEL EXPIRE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA 30-05-2016

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
PGQ c. MRC DE BELLECHASSE 200-09-008899-152	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT CONDAMNÉ LA PGQ À PAYER LA SOMME DE 353 214,98 \$ À LA MRC DE BELLECHASSE POUR DES DOMMAGES SUBIS SUITE À L'ÉMISSION FAUTIVE D'UN CERTIFICAT D'AUTORISATION.	APPELANTE	05-01-2015	05-05-2015	03-08-2015		AUDITION LE 07-06-2016
PGQ c. PGC 500-09-025430-158	RENOVI RELATIF À LA CONSTITUTIONNALITÉ DE LA MISE EN PLACE D'UNE RÉGLEMENTATION PANCANADIENNE DES VALEURS MOBILIÈRES SOUS LA GOUVERNE D'UN ORGANISME UNIQUE.	REQUÉRANTE					AUDITION PROBABLE EN NOVEMBRE 2016
PGQ c. SOLANGE ALLEN ET AL.	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AUTORISANT L'EXERCICE D'UNE ACTION COLLECTIVE CONTRE LA CSQ, LE CIUSSCN ET LE MSSS DANS LE DOSSIER DE LA LÉGIONELLOSE À QUÉBEC.	APPELANTE					LA REQUÊTE SUR PERMISSION D'EN APPELER SERA PLAIDÉE LE 12-04-2016.

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
PGQ c. SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC ET AL.  200-09-008264-142	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE EN VERTU DE L'ART. 15 DE LA CHARTE CANADIENNE ET DE L'ART. 10 DE LA CHARTE QUÉBÉCOISE DES MODIFICATIONS APPORTÉES À LA <i>Loi sur l'équité salariale</i> EN 2009 CONCERNANT L'OBLIGATION DE PROCÉDER, À TOUS LES 5 ANS, À UN EXERCICE D'ÉVALUATION DE MAINTENIR L'ÉQUITÉ SALARIALE AU SEIN DES ENTREPRISES VISÉES.	APPELANTE					EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE  27-10-2015.
PGQ c. TALON SEBEQ	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT CONDAMNÉ LA PGQ À PAYER 1 592 780\$ À UN ENTREPRENEUR EN CONSTRUCTION POUR DES TRAVAUX DE PAVAGE REFAITS.	APPELANTE	22-07-2015	01-02-2016	01-05-2016		
PGQ c. VILLE DE MONTREAL ET FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOLE RUDOLPH STEINER DE MONTREAL  500-09-025563-156	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DÉCIDANT DE L'APPLICATION D'UNE EXEMPTION PRÉVUE À L'ARTICLE 204 (15) DE LA LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE VISANT LE TITULAIRE DU PERMIS D'ENSEIGNEMENT.	APPELANTE		15-10-2015			



COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
R.c. JAVANMARDI ET PGQ  500-10-005886-153	DANS LE CADRE D'UNE ACCUSATION DE NÉGLIGENCE AYANT CAUSÉ LA MORT, LA NATUROPATHE QUI A FAIT UNE INJECTION INTRAVEINEUSE (ACTE RÉSERVÉ AUX MEMBRES DU COLLÈGE DES MÉDECINS) SOULÈVE L'INVALIDITÉ DES ARTICLES 220 (B), 234 ET 236 DU CODE CRIMINEL, POUR LE MOTIF QU'IL NE PEUT Y AVOIR NÉGLIGENCE ÉTANT DONNÉ QUE DANS D'AUTRES PROVINCES LES NATUROPATHES SÉRAIENT AUTORISÉS POSER CE GENRE D'ACTES. L'ACCUSÉE A ÉTÉ ACQUITTÉE EN PREMIÈRE INSTANCE ET LE PRINCIPE DE LA RETENUE JUDICIAIRE A ÉTÉ RESPECTÉ.	MISE EN CAUSE				03-06-2016	
SARTO LANDRY C., PIERRE-GABRIEL GUIMONT ET ALS 200-09-008873-140	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ UNE REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE DU TRIBUNAL DES PROFESSIONS ET NOTAMMENT CONCLU À LA VALIDITÉ DE L'ART. 149.1 DU CODE DES PROFESSIONS.	MISE EN CAUSE	08-12-2014				PERMISSION D'APPELER REFUSÉE POUR CE QUI EST DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES.
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RICHMOND C. PGQ 500-09-025115-155	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE RECHERCHANT UNE INTERPRÉTATION DE DE LA DÉFINITION MILIEUX HUMIDES ET DES NOTIONS DE MARAIS ET MARECAGES EN VUE D'UN DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL.	INTIMÉE	06-03-2015	06-07-2015	05-10-2015		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE ET PARAPUBLIQUE DU QUÉBEC c. PGQ	COMPÉTENCE DE L'ARBITRE À DÉCIDER D'UN GRIEF PORTANT SUR LE NON-RESPECT D'UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ.	INTIMÉE		31-03-2016	17-05-2016		
TREMBLAY c. COUR DU QUÉBEC (CAI)  500-09-025330-150	APPEL SUR LA QUESTION DE LA PORTÉE ET DE L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 33(2) DE LA <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics</i> À LA SUITE D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE RENDU LE 7 MAI 2015 CONCLUANT QUE L'ENSEMBLE D'UN MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRES EST ACCESSIBLE À L'EXCEPTION DES RECOMMANDATIONS DE LA PARTIE CONFIDENTIELLE, SOUS RÉSERVE DE LA PROTECTION DU SECRET PROFESSIONNEL DE L'AVOCAT ET D'AUTRES RESTRICTIONS D'ACCÈS POUVANT ÊTRE APPLICABLES.	APPELANTE		13-10-2015	12-12-2015		
PGQ c. COUR DU QUÉBEC ET NORMAN MONTCALM ET LAMARRE L INTEAU & MONTCALM	IDEM  (VOIR TREMBLAY c. COUR DU QUÉBEC (CAI))	APPELANTE					REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER PRÉSENTABLE LE  15-04-2016

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
TRÉPANIER ET FMSQ C. PGQ 500-09-025442-153	CONTESTATION DE LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DES ARTICLES 333.1, 333.3 ET 333.6 DE LA <i>LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX</i> , DES ARTICLES 34 ET 35 DE LA <i>LOI CONCERNANT LES CENTRES MÉDICAUX SPÉCIALISÉS</i> ET DE L'ARTICLE 3 DU <i>RÈGLEMENT SUR LES TRAITEMENTS MÉDICAUX SPÉCIALISÉS</i> . LES DEMANDEURS CONTESTENT L'EXIGENCE LÉGISLATIVE QUI FAIT EN SORTIE QUE NE PEUVENT EXERCER DANS UN CENTRE MÉDICAL SPÉCIALISÉ À LA FOIS DES MÉDECINS PARTICIPANTS ET DES MÉDECINS NON PARTICIPANTS AU RÉGIME D'ASSURANCE MALADIE.	INTIMÉE		16-12-2015	08-04-2016		
ULRICK CHARBONNEAU C. LA REINE 500-10-005088-123  DANY MOUREAU C. LA REINE 500-10-005089-121	DANS LE CADRE D'ACCUSATIONS D'AVOIR PROFÉRÉ DES MENACES AYANT CAUSÉ LA MORT D'UNE PERSONNE, LA CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ARTICLE 222(5)c) DU CODE CRIMINEL EST SOULEVÉE EN REGARD DE L'ARTICLE 7 DE LA CHARTE CANADIENNE, EU ÉGARD À LA SUFFISANCE DES EXIGENCES DE MENS REA.	INTIMÉE	06-02-2012		23-02-2013		EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 10-09-2014
Y.B. C. M.J. ET PGQ	APPLICATION DE LA <i>LOI SUR LES ASPECTS CIVILS DE L'ENLÈVEMENT INTERNATIONAL ET INTERPROVINCIAL D'ENFANT</i> . EXAMEN DES QUATRE MOYENS DE DÉFENSE PRÉVUS À LA LOI SAVOIR NOTION D'ACQUIESCEMENT AU NON-RETOUR, RISQUE GRAVE, SITUATION INTOLÉRABLE ET VIOLATION DES DROITS	MISE EN CAUSE		12-04-2016	29-04-2016	29-04-2016	

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
	ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX EN CAS DE RETOUR À LA RÉSIDENCE HABITUELLE.						
YVAN HOUDE ET AL. ET JEAN COUTURE ET AL ET PGQ 500-09-024961-153	APPEL D'UNE DÉCISION PORTANT SUR UN DROIT DE PASSAGE ET D'ACCÈS AU LAC AYLMER, IMPLIQUANT LA DÉLIMITATION DU DOMAINE PUBLIC EN FRONT DU LOT 11 RANG 4 SUD- OUEST, CANTON DE STRATFORD.	MISE EN CAUSE/APPELANTE INCIDENTE	08-01-2015 APPEL INCIDENT PRODUIT LE 16-01-2015	03-08-2015	02-10-2015  02-11-2015		
YVES DENIS ET DENIS LEFEBVRE C. LA REINE ET PGQ 200-10-003088-148 200-10-003092-140	APPEL D'UNE DÉCISION AYANT CONCLU À LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE L'ART. 5 DE LA LOI SUR L'ADÉQUATION DE LA PEINE ET DU CRIME PAR CERTAINS DES ACCUSÉS DANS LE DOSSIER ÉCREVISSE (CALCUL DE LA DÉTENTION PRÉSENTENCIELLE).	MISE EN CAUSE	27-01-2015  PERMISSION D'APPEL ACCUEILLIE			22-03-2016	
Z * . c. PGQ  * LE NOM DES PARTIES EN MATIÈRE FAMILIALE NE PEUT ÊTRE PUBLICISÉ.	DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE DE DIVORCE, MONSIEUR SOUHAITE QUE SON MARIAGE QUI A ÉTÉ CÉLÉBRÉ PAR UN MINISTRE DU CULTE AUTORISÉ SOIT DÉCLARÉ NUL, CE QUI LE LIBÉRERAIT DES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DU MARIAGE (PARTAGE DU PATRIMOINE FAMILIAL ET SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS). IL INVOQUE SA LIBERTÉ DE RELIGION ET SON DROIT À L'ÉGALITÉ.	MISE EN CAUSE		29-07-2016  (MÉMOIRE SUR AUTORISATION ET AU FOND)	30-09-2016	30-11-2016 (MIS EN CAUSE)	

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
	JUGEMENT FAVORABLE À LA PGQ RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 02-02-2016.						

## COUR SUPRÊME DU CANADA

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
B.C. FREEDOM OF INFORMATION AND PRIVACY ASSOCIATION C. PROCUREUR GENERAL DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE 36495	DÉPENSES ÉLECTORALISTES DES TIERS – LIBERTÉ D'EXPRESSION – OBLIGATION D'ENREGISTREMENT AUPRÈS DU DGE – MESSAGES SPONTANÉS OU MOINS DE 500 \$.	INTERVENANTE							DATE D'AUDITION PROVISOIRE 11-10-2016
CONFÉRENCE DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS DU QUÉBEC, ET AL. C. PROCUREUR GÉNÉRALE DU QUÉBEC, ET AL. 36165	SÉCURITÉ FINANCIÈRE DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS DÉCOULANT DU PRINCIPE DE L'INDÉPENDANCE JUDICIAIRE.	INTIMÉE			04-06-2015	20-10-2015	08-12-2015	04-01-2016	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 18-01-2016

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DE MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
DANIEL LAFOREST C. ARQ ET PGQ 36785	REQUÊTES EN IRRECEVABILITÉ DE L'ARQ ET DE LA PGQ ACCUEILLIES EN PREMIÈRE INSTANCE ET CONFIRMÉES PAR LA COUR D'APPEL.	INTIMÉE							DEMANDE D'AUTORISATION D'APPEL  29-12-2015
GILLES GARGANTIEL C. PGQ 36388	UNE VICTIME D'ACCIDENT PEUT-ELLE POURSUIVRE UN TIERS À LA SUITE DE SON INTERVENTION NÉGLIGENTE APRÈS UN ACCIDENT, LORSQUE L'INTERVENTION CAUSE DES BLESSURES NOUVELLES OU AGGRAVÉES À LA VICTIME, DANS DES CAS OÙ L'ACCIDENT EST COUVERT PAR UN RÉGIME PUBLIC D'ASSURANCE AUTOMOBILE SANS ÉGARD À LA RESPONSABILITÉ? – LA RÉCEPTION ET L'ENCAISSEMENT D'INDEMNITÉS REÇUES DE LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC CONSTITUENT-ILS UNE RENONCIATION À POURSUIVRE LE TIERS POUR SON INTERVENTION NÉGLIGENTE? – LOI SUR L'ASSURANCE AUTOMOBILE, ART. 83.57.	INTIMÉE				29-03-2016			



COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
(DOSSIER CONNEXE À GARGENTIEL C. PGQ)  THÉRÈSE GODBOUT ET AUTRE C. JEAN-MAURICE PAGÉ ET AUTRES  36385	LA COUR D'APPEL A-T-ELLE ERRÉ EN DROIT EN CONCLUANT QUE L'ARTICLE 83.57 DE LA LOI SUR L'ASSURANCE AUTOMOBILE FAIT OBSTACLE AU RECOURS EN DOMMAGES-INTÉRÊTS DES DEMANDEURS COMPTE TENU DU PRÉJUDICE DISTINCT DU PRÉJUDICE CAUSÉ PAR L'ACCIDENT D'AUTOMOBILE? – LA COUR D'APPEL A-T-ELLE ERRÉ EN CONCLUANT QUE L'ENCAISSEMENT DES INDEMNITÉS DE LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC ÉCARTE TOUT DROIT DE RÉCLAMER D'AUTRUI POUR DES DOMMAGES CAUSÉS PAR UN FAIT AUTONOME ET DISTINCT DE L'ACCIDENT D'AUTOMOBILE?	INTERVENANTE				24-03-2016			
GOLDMAN C. JACQUES HOULE ET PGQ  36714	ARRÊT DE LA COUR D'APPEL REJETANT UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'APPEL HORS DÉLAI D'UNE REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UN DÉCISION DU TRIBUNAL DES PROFESSIONS SOULEVANT EN OUTRE LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE L'ARTICLE 116(4) DU CODE DES PROFESSIONS	INTIMÉE							DEMANDE D'AUTORISATION D'APPEL  05-10-2015

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
GROUPE HEXAGONE SEC C. PGQ ET AL  36748	DÉTERMINATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE SUR UN CHANTIER DE CONSTRUCTION DE ROUTES.	INTIMÉE							DEMANDE D'AUTORISATION D'APPEL  01-12-2015
JESSICA ERNST C. ALBERTA ENERGY REGULATOR  36167	IL A ÉTÉ JUGÉ QU'UNE DISPOSITION LÉGISLATIVE ACCORDANT L'IMMUNITÉ EMPECHAIT DE TRANCHER UNE ACTION EN DOMMAGES-INTÉRÊTS FONDÉE SUR UNE VIOLATION DE LA CHARTE CENSÉMENT COMMISE PAR L'ORGANISME DE RÉGLEMENTATION – UNE DISPOSITION ACCORDANT UNE PROTECTION GÉNÉRALE CONTRE LES ACTIONS PRÉVUE DANS LA LOI REND-ELLE IRRECEVABLE UNE DEMANDE DE RÉPARATION PERSONNELLE FAITE EN APPLICATION DU PAR. 24(1) DE LA CHARTE? – UNE LOI PEUT-ELLE RESTREINDRE CE QUI EST CONSIDÉRÉ COMME UNE RÉPARATION « CONVENABLE ET JUSTE » AU SENS DU PAR. 24(1) DE LA CHARTE?	INTERVENANTE							EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS L'AUDITION DU 11-01-2016

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
DIANNA LOUISE PARSONS, ET AL. C. SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE L'ONTARIO, ET AL.  36456	APPEL D'UN JUGEMENT PERMETTANT DANS LE CADRE UN RECOURS COLLECTIF MULTIJURIDICTIONNEL QUE DES JUGES PEUVENT TENIR DES AUDITIONS COMMUNES ET AINSI SIÉGER À L'EXTÉRIEUR DE LA PROVINCE OÙ ILS SONT NOMMÉS.	INTERVENANTE						04-05-2016	
R. C. CAWTHORNE  36466  R. C. GAGNON  36844	VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DU PARAGRAPHE 245(2) DE LA <i>Loi sur la DÉFENSE NATIONALE</i> CAR IL EST SOUTENU QUE CETTE DISPOSITION CONTREVIENT AU PRINCIPE DE JUSTICE FONDAMENTALE DE L'INDÉPENDANCE DU POURSUIVANT (ARTICLES 7 ET 11D) DE LA <i>CHARTÉ CANADIENNE</i> ).	INTERVENANTE						15-04-2016	AUDITION LE 25-04-2016
ROGERS COMMUNICATIONS INC. C. VILLE DE CHÂTEAUGUAY ET PGQ  36027	UNE MUNICIPALITÉ PEUT-ELLE DICTER L'EMPLACEMENT D'UN BÂTI D'ANTENNE DANS LA MESURE OÙ LE LIEU CHOISI PERMET DE COMBLER LES BESOINS DE L'ENTREPRISE DE TÉLÉCOMMUNICATION?	INTIMÉE	02-03-2015	22-06-2015			17-08-2015		EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS L'AUDITION DU 09-10-2015

P.71 POUR 2015-2016, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDiquer LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.

---

**MINISTÈRE**

---

AUCUN

P.72 POUR 2015-2016, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ ET DES REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D’ÉLU MUNICIPAL. INDiquer LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N’OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D’ÉLU.

MINISTÈRE

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
<p><b><u>PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE MME CHANTAL ARNOLD ET MUNICIPALITÉ DE SAINT-LUDGER-DE-MILOT</u></b></p> <p>REQUÊTE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL PRÉSENTÉE LE 14 JANVIER 2014 PAR LE PGQ CONTRE MME CHANTAL ARNOLD, CONSEILLÈRE À LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-LUDGER-DE-MILOT.</p>	<p>ARTICLE 304 ET PARAGRAPHE 2° DU PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 303 DE LA <i>LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS</i>.</p> <p>JUGEMENT RENDU : MME ARNOLD DÉCLARÉE INHABILE, POUR 5 ANS, LE 10 JUILLET 2015.</p> <p>MME ARNOLD EST DÉCLARÉE INHABILE :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>✓ ELLE A UN INTÉRÊT DANS PLUSIEURS CONTRATS AVEC LA MUNICIPALITÉ. L’ENTREPRISE DE SON CONJOINT, M. SYLVAIN BOUCHARD, A OBTENU DES CONTRATS MUNICIPAUX D’UNE VALEUR DE 155 064,97 \$;</li><li>✓ ELLE N’A PAS DIVULGUÉ LA NATURE GÉNÉRALE DE CET INTÉRÊT AVANT LE DÉBUT DES DÉLIBÉRATIONS PORTANT SUR UN DE CES CONTRATS LORS D’UNE SÉANCE DU CONSEIL ET NE S’EST PAS ABSTENUE DE PARTICIPER AUX DÉLIBÉRATIONS SUR CETTE QUESTION ET DE VOTER OU DE TENTER D’INFLUENCER LE VOTE.</li></ul> <p>DÉLAIS D’APPEL ÉCOULÉS. AUCUNE PERMISSION D’APPELER N’A ÉTÉ PRÉSENTÉE.</p>	<p>LE RECOURS CONSTITUE LA MESURE.</p>
<p><b><u>PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE MME HUGUETTE SAUCIER ET MUNICIPALITÉ DE PREISSAC</u></b></p> <p>REQUÊTE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL PRÉSENTÉE LE 5 DÉCEMBRE 2012 PAR LE PGQ CONTRE MME HUGUETTE SAUCIER, MAIRESSE DE LA MUNICIPALITÉ DE PREISSAC.</p>	<p>ARTICLE 304 DE LA <i>LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS</i>.</p> <p>MME SAUCIER SERAIT INHABILE CAR ELLE AURAIT UN INTÉRÊT DANS PLUSIEURS CONTRATS AVEC LA MUNICIPALITÉ. SON CONJOINT, M. JEAN-MARC DESROSIERS, A RÉALISÉ CONTRE RÉMUNÉRATION DES TRAVAUX POUR LA MUNICIPALITÉ TOTALISANT AU MOINS 30000 \$ SUR UNE PÉRIODE DE PLUS DE 5 ANS.</p> <p>JUGEMENT RENDU LE 29 JUIN 2015. LA REQUÊTE DU PGQ A ÉTÉ REJETÉE.</p> <p>APPEL EN COUR D’APPEL A ÉTÉ INSCRIT LE 28 JUILLET 2015. UNE REQUÊTE EN REJET D’APPEL A ÉTÉ PRÉSENTÉE PAR MME SAUCIER LE 10 AOÛT 2015 ET A ÉTÉ REJETÉE.</p> <p>CAUSE EN ATTENTE D’AUDITION.</p>	<p>LE RECOURS CONSTITUE LA MESURE.</p>

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
<p><b><u>PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE M. KEITH GLEN MCKINNON ET MUNICIPALITÉ DE SAINT-AUGUSTIN</u></b></p> <p>REQUÊTE EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL PRÉSENTÉE LE 24 MAI 2011 PAR LE PGQ CONTRE M. KEITH GLEN MCKINNON, CONSEILLER MUNICIPAL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-AUGUSTIN, DANS LA MRC DU GOLFE-DU-SAINT-LAURENT.</p>	<p>ARTICLE 304 DE LA <i>LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS</i>.</p> <p>M. MCKINNON EST INHABILE CAR IL AVAIT UN INTÉRÊT DANS UN CONTRAT AVEC LA MUNICIPALITÉ. M. MCKINNON EST ADMINISTRATEUR, DIRIGEANT ET ACTIONNAIRE DE 3920216 CANADA INC., COMPAGNIE AYANT UN CONTRAT AVEC LA MUNICIPALITÉ.</p> <p>LE PGQ A PERDU DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE LE 7 DÉCEMBRE 2012.</p> <p>LA COUR D'APPEL A RENVERSÉ CETTE DÉCISION LE 25 FÉVRIER 2015 ET DÉCLARÉ MONSIEUR MCKINNON, ALORS MAIRE, INHABILE POUR 5 ANS.</p> <p>REQUÊTE POUR AUTORISATION D'EN APPELER DEVANT LA COUR SUPRÊME, PRÉSENTÉE PAR MONSIEUR MCKINNON, REJETÉE LE 3 DÉCEMBRE 2015.</p>	<p>LE RECOURS CONSTITUE LA MESURE.</p>
<p><b><u>LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC c. JEAN-CLAUDE GINGRAS ET VILLE DE L'ASSOMPTION</u></b></p> <p>REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL SIGNIFIÉE LE 25 JUIN 2015.</p>	<p>ARTICLE 306 DE LA <i>LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS</i>.</p> <p>M. GINGRAS SERAIT INHABILE AU MOTIF QU'IL A SCIEMMENT PROFITÉ DE SON POSTE POUR COMMETTRE UN ABUS DE CONFIANCE OU UNE INCONDUITE.</p> <p><b><u>CONTEXTE :</u></b> LE 22 OCTOBRE 2014, LE DPCP A DÉPOSÉ CONTRE M. GINGRAS, DES ACCUSATIONS D'ABUS DE CONFIANCE RELATIVEMENT AUX FONCTIONS DE SA CHARGE ENTRE LE 14 NOVEMBRE 2013 ET LE 21 OCTOBRE 2014, COMMETTANT AINSI L'ACTE CRIMINEL PRÉVU À L'ARTICLE 122 DU CODE CRIMINEL. AU TERME DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE TERMINÉE LE 27 JANVIER 2016, DE NOUVELLES ACCUSATIONS D'ENTRAVE, DE MENACES DE REPRÉSAILLES ET D'INTIMIDATION ONT ÉTÉ AJOUTÉES. LE DOSSIER A ÉTÉ REMIS AU 7 AVRIL 2016 POUR FIXER UNE DATE DE PROCÈS.</p> <p>AUSSI, LE 30 MAI 2015, LE GOUVERNEMENT A MIS LA VILLE DE L'ASSOMPTION EN TUTELLE, À LA SUITE D'UNE RECOMMANDATION EN CE SENS DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC.</p>	<p>LE RECOURS CONSTITUE LA MESURE.</p>

**P.73    LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMOT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.**

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**  
AUCUN.

P.74 POUR 2015-2016, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2016-2017. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DE SA MISE EN OEUVRE.

MINISTÈRE

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJO)

	2015-2016
CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES DE MONTRÉAL (RESPONSABLE DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE DE RÉFÉRENCE SANS FRAIS EN AGRESSION SEXUELLE)	755 841 \$
CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT	420 700 \$
RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	3 373 543 \$ POUR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE

PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE :

LE RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 25 NOVEMBRE 2014. IL A ÉTÉ ÉLABORÉ EN COLLABORATION AVEC TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONCERNÉS. LES RÉSULTATS RAPPORTÉS DANS CE DOCUMENT PERMETTENT DE CONSTATER LES EFFORTS CONSENTIS POUR LA RÉALISATION DES 100 MESURES DU PLAN DURANT LA PÉRIODE COUVERTE D'AVRIL 2008 AU 31 MARS 2014, SOIT PLUS DE 149 M\$ AU TOTAL. PARMI LES PRINCIPALES RÉALISATIONS, SOULIGNONS :

- L'IMPLANTATION ET LA PROMOTION DE LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE SANS FRAIS 1 888 933-9007 PERMETTANT D'ORIENTER LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE ET LEURS PROCHES, AINSI QUE LES INTERVENANTES ET LES INTERVENANTS CONCERNÉS, VERS DES SERVICES APPROPRIÉS DANS L'ENSEMBLE DES RÉGIONS DU QUÉBEC;
- LA RÉALISATION DE LA CAMPAGNE NATIONALE DE SENSIBILISATION AUX AGRESSIONS SEXUELLES PERMETTANT DE FAIRE CONNAÎTRE À LA POPULATION LES ASPECTS OBJECTIFS DE CE TYPE D'AGRESSIONS (QUI EN SONT LES VICTIMES ET LES AGRESSEURS) ET DE L'INFORMER SUR LES SERVICES OFFERTS AUX VICTIMES. DANS LE CADRE DE CETTE CAMPAGNE, LES PERSONNES IMMIGRANTES, LES PERSONNES ÂÎNÉES, LES PERSONNES SOUFFRANT D'UN HANDICAP ONT PU BÉNÉFICIER D'UN MESSAGE ADAPTÉ À LEURS RÉALITÉS.
- LA RÉALISATION DES SESSIONS D'INFORMATION SUR LA PORTÉE DE LA *LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EU ÉGARD À LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS EN VUE D'ASSURER LA PROTECTION DES PERSONNES*;
- LA DIFFUSION D'INFORMATIONS CONCERNANT L'OBLIGATION DE SIGNALER SANS DÉLAI LA SITUATION D'UN ENFANT AU SUJET DUQUEL IL Y A UN MOTIF DE CROIRE QU'IL A ÉTÉ VICTIME D'UNE AGRESSION SEXUELLE;
- LA MISE EN PLACE DES DIFFÉRENTES MESURES VISANT À SÉCURISER D'AVANTAGE LES VICTIMES ET À VENIR EN AIDE AUX AGRESSEURS SEXUELS AFIN DE CONTRER LA RÉCIDIVE;
- LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES D'INFORMATION AUX PERSONNES VICTIMES;
- LA SENSIBILISATION, LA FORMATION ET L'OUTILLAGE DU PERSONNEL DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE DU QUÉBEC, AUX FINS DE L'AJUSTEMENT DES PRATIQUES ÉDUCATIVES FAVORISANT UNE SOCIALISATION ÉGALITAIRE DÈS LA PETITE ENFANCE;
- LA FORMATION ET LE SOUTIEN DES INTERVENANTES ET DES INTERVENANTS DANS LES RÉSEAUX DES CINQ MINISTÈRES COSIGNATAIRES DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE;
- LA VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES OU DES ABSENCES D'EMPÊCHEMENT, QUE CE SOIT DANS LE RÉSEAU SCOLAIRE, DU LOISIR ET DU SPORT OU DANS LE RÉSEAU DES SERVICES DE GARDE;
- LA MISE À JOUR DE LA FORMATION DESTINÉE AUX FUTURS POLICIERS ET POLICIÈRES;
- LA PUBLICATION ANNUELLE DES STATISTIQUES POLICIÈRES CONCERNANT LES INFRACTIONS SEXUELLES AU QUÉBEC;
- LE FINANCEMENT D'ORGANISMES VENANT EN AIDE AUX VICTIMES ET À LEURS PROCHES AINSI QU'AUX AGRESSEURS (NOTAMMENT CALACS, CAVAC, CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT, CRIPHASE).

EN MILIEU AUTOCHTONE, CE PLAN D'ACTION A JETÉ LES BASES PERMETTANT AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DE DISCUTER DES PROBLÉMATIQUES RELATIVES AUX AGRESSIONS SEXUELLES.



AFIN D'ASSURER LA POURSUITE DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE, LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 A ÉTÉ PROLONGÉE JUSQU'À L'ADOPTION DE NOUVELLES MESURES PRÉVUE AU COURS DE 2016.

P.75 POUR 2015-2016, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L’ANNÉE 2015-2016. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DE SA MISE EN ŒUVRE.

---

**MINISTÈRE**

---

EN 2015-2016, 1 755 382 \$ ONT ÉTÉ INVESTIS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE.

P.76 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2015-2016. INDICHER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDICHER LES RENCONTRES À L'AGENDA POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

RÉUNIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
2015-2016	17 SEPTEMBRE 2015	MINISTÈRE DE LA JUSTICE, 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	M <sup>ME</sup> LORRAINE FOURNIER, MCE, SAJ M <sup>ME</sup> YOLANDE FRENETTE, MJQ M. DAVID GALARNEAU, MTESS M <sup>ME</sup> MARIE-CLAUDE BILODEAU, EN REMPLACEMENT DE M. ROBERT LAVERTUE, MSP M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M <sup>ME</sup> ANNIK LEMIEUX, MEESR M <sup>ME</sup> JULIE MARTEL, MCE, SAA M. ROGER NOËL, MJQ M. OLIVIER ROY, MIDI
2015-2016	17 NOVEMBRE 2015	MINISTÈRE DE LA JUSTICE, 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	M <sup>ME</sup> LORRAINE FOURNIER, MCE, SAJ M <sup>ME</sup> YOLANDE FRENETTE, MJQ M. DAVID GALARNEAU, MTESS M. ROBERT LAVERTUE, MSP M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M <sup>ME</sup> ANNIK LEMIEUX, MEESR M. ROGER NOËL, MJQ M. OLIVIER ROY, MIDI M <sup>ME</sup> SOLANGE MATTE, MFA M <sup>ME</sup> MARIA FERNANDES (MFA, SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS) M. MIKE ROUSSEAU, MTESS M. JONATHAN BOISVERT, DEC M <sup>ME</sup> AUDREY NORMAND-LANIEL, MESRS

**P.77**    CONCERNANT LA PUBLICATION DU PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT ET DE TOUTE LA CORRESPONDANCE À CE SUJET; FOURNIR AUSSI LA LISTE DES RENCONTRES TENUES AVEC DES ORGANISMES EN 2015-2016.

---

**MINISTÈRE**

---

CETTE DEMANDE N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.78 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2015-2016; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES CJP POUR 2015-2016 (EN \$)

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
QUÉBEC	47 859	324 464	61 735
RIMOUSKI	16 467	215 728	62 165
MONTRÉAL	67 500	331 236	79 505
OUTAOUAIS	38 861	223 684	50 731
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	20 000	223 684	58 581
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	30 932	223 684	45 600
TOTAL : 2 122 416	221 619	1 542 480	358 317

IL S'AGIT DE L'ENTIÈRETÉ DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT QUI EST PLUS ÉLEVÉ QUE LE MONTANT ACCORDÉ, PUISQUE CE DERNIER TIENT COMPTE DES SURPLUS RÉCUPÉRÉS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT.

P.79 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDICHER LE NOMBRE D’EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2015-2016; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

2015-2016

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
RIMOUSKI	4	0	7
QUÉBEC	6	1	16
MONTRÉAL	7	3	18
OUTAOUAIS	4	1	20
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4	1	7
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4	1	10
TOTAL	29	7	78

P.80 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDICUER LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2015-2016.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2016

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE
RIMOUSKI	2 896
QUÉBEC	4 908
MONTREAL	4 726
OUTAOUAIS	2 146
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1 181
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	1 268
TOTAL	17 125

LES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ OFFRENT À TOUS LES CITOYENS DES SERVICES D'INFORMATION JURIDIQUE, DE SOUTIEN ET D'ORIENTATION, MAIS NE PEUVENT PAS DONNER DE CONSEILS, D'OPINIONS OU D'AVIS JURIDIQUES.

**L'INFORMATION JURIDIQUE** CONSISTE À VOUS DONNER UNE EXPLICATION GÉNÉRALE DU DROIT, À VOUS PRÉSENTER LES DIFFÉRENTES OPTIONS QUI S'OFFRENT À VOUS OU ENCORE À VOUS RÉFÉRER AUX LOIS OU AUX RÈGLEMENTS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PERTINENTS POUR VOUS AIDER.

**L'AVIS JURIDIQUE** CONSISTE À APPLIQUER LE DROIT À VOTRE SITUATION PARTICULIÈRE, À VOUS CONSEILLER SUR LES ACTIONS À ENTREPRENDRE OU SUR L'OPTION QUE VOUS DEVRIEZ PRIVILÉGIER, OU ENCORE À VOUS DONNER UNE OPINION SUR VOS CHANCES DE SUCCÈS.

---

**MINISTÈRE**

---

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

AUCUN.



**P.82 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D’ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILÉ PAR :**

- A. ACTION COMPLÉTÉES EN 2015-2016;
- B. ACTION EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2015-2016;
- C. ACTION EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2015-2016;
- D. ACTION RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
- E. ACTIONS À VENIR EN 2016-2017;
- F. BUDGET INVESTI JUSQU’À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.

---

**MINISTÈRE**

---

LES RÉPONSES À CETTE QUESTION SE TROUVENT AUX QUESTIONS 86 (BILAN, AU 31 MARS DE L'IMPLANTATION DES CAVAC) 87 (BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC) ET 92 (SOMMES ALLOUÉES À LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE).

**P.83 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, SUR L'IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR :**

- A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2015-2016;
- B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2015-2016;
- C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2015-2016;
- D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
- E. ACTIONS À VENIR EN 2016-2017;
- F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.

---

## **MINISTÈRE**

---

EN 2015-2016, DIFFÉRENTES ACTIONS EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ONT ÉTÉ MENÉES AU NUNAVIK :

### **RETOUR DES SERVICES DE JUSTICE À INUKJUAQ DANS DE NOUVELLES INSTALLATIONS JUDICIAIRES**

DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ONT ÉTÉ RÉALISÉS DANS L'ÉDIFICE DE LA FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES DU NOUVEAU-QUÉBEC, AFIN D'Y ACCUEILLIR LES ACTIVITÉS DE LA COUR DU QUÉBEC LORSQU'ELLE SE DÉPLACE À INUKJUAQ. CES NOUVELLES INSTALLATIONS SONT UTILISÉES DEPUIS LE 22 FÉVRIER 2016.

LA RÉALISATION DE CE PROJET EST LE RÉSULTAT D'UNE ÉTROITE COLLABORATION ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ET LA COMMUNAUTÉ LOCALE, LEQUEL PROJET VISAIT À RENDRE ADÉQUATS LES LOCAUX UTILISÉS POUR LA TENUE DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES.

L'APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AU PROJET S'EST TRADUIT PAR LE SOUTIEN DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC DANS L'ÉLABORATION DES PLANS D'AMÉNAGEMENT ET PAR UNE ENTENTE DE LOCATION DE CES LOCAUX POUR UN MONTANT DE 130 000 \$ PAR ANNÉE, POUR UNE PÉRIODE DE 10 ANS.

### **AJOUT DE JOURNÉES D'AUDIENCE DANS LA COMMUNAUTÉ D'INUKJUAQ**

DES JOURNÉES D'AUDIENCE ONT ÉTÉ AJOUTÉES POUR LA COMMUNAUTÉ D'INUKJUAQ AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, OFFRANT AINSI UNE PRÉSENCE ACCRUE DES SERVICES JUDICIAIRES SUR LE TERRITOIRE.

### **INSTALLATION D'UN VISIOPARLOIR À PUVIRNITUQ**

DE L'ÉQUIPEMENT DE VISIOCONFÉRENCE A ÉTÉ INSTALLÉ DANS LES LOCAUX JUDICIAIRES DE PUVIRNITUQ, PERMETTANT AINSI LA TENUE DE COMPARUTIONS ET D'AUDIENCES URGENTES, ET CE, MÊME LORSQUE LA COUR N'EST PAS SUR PLACE. LE FINANCEMENT DE CETTE MESURE PROVIENT DU BUDGET ALLOUÉ AU PROJET D'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE NORD-DU-QUÉBEC.

### **POURSUITE DU PROJET D'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE NORD-DU-QUÉBEC**

LES ESSAIS DE FAISABILITÉ TECHNOLOGIQUES RÉALISÉS EN 2014-2015 S'ÉTANT AVÉRÉS CONCLUANTS, LA DEUXIÈME PHASE DU PROJET D'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE NORD-DU-QUÉBEC A ÉTÉ AMORCÉE EN 2015-2016, SOIT LE DÉPLOIEMENT DE PROJETS PILOTES VISANT À STANDARDISER ET UNIFORMISER L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE, NOTAMMENT, EN DÉFINISSANT DES PROCESSUS OPTIMAUX QUI FACILITENT UNE COLLABORATION AVEC TOUS LES PARTENAIRES.

LES PROCESSUS ET LES OUTILS ONT ÉTÉ DÉPLOYÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2015-2016 ET LE PROJET PILOTE A ATTEINT SES OBJECTIFS. DEPUIS SON COMMENCEMENT, UNE SOMME D'ENVIRON 350 000 \$ A ÉTÉ INVESTIE DANS LA RÉALISATION DE CE PROJET, CE QUI REPRÉSENTE UNE ÉCONOMIE CONSIDÉRANT LE BUDGET INITIAL. DES ANALYSES SONT EN COURS EN VUE D'ÉTENDRE LE MODÈLE DÉVELOPPÉ À D'AUTRES PALAIS DE JUSTICE.

### **RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN**

LE 7 MARS DERNIER, LE GOUVERNEMENT S'EST ENGAGÉ À DONNER SUITE AU RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN EN LIEN AVEC LA JUSTICE DANS LE NORD. UN PLAN D'ACTION EST EN COURS D'ÉLABORATION AFIN DE RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS ÉMISES PAR CE DERNIER. LE PLAN DE TRAVAIL AINSI QU'UN ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX LUI SERONT TRANSMIS D'ICI LE 31 MAI 2016.

### **SERVICES D'INTERPRÉTATION ET DE FORMATION INTERCULTURELLE**

UNE SUBVENTION NON RÉCURRENTE DE 30 000\$ A ÉTÉ ACCORDÉE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016 AFIN DE SOUTENIR LA RÉFLEXION ENTOURANT LA QUESTION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES, AINSI QUE L'ÉLABORATION ET L'ADAPTATION D'OUTILS POUR LA TENUE DE SESSIONS DE FORMATION SUR LES RÉALITÉS SOCIOCULTURELLES À ÊTRE ÉVENTUELLEMENT OFFERTES AUX PERSONNES ACTIVES AUPRÈS DE LA COUR ITINÉRANTE.

**COMITÉ RESPONSABLE D'ÉTUDIER LES ENJEUX ENTOURANT L'EXERCICE RÉSERVÉ À CERTAINES PROFESSIONS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE AU SEIN DU MILIEU AUTOCHTONE.**

MISE EN PLACE, CONJOINTEMENT AVEC LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, D'UN COMITÉ RESPONSABLE D'ÉTUDIER LES ENJEUX ENTOURANT L'EXERCICE RÉSERVÉ À CERTAINES PROFESSIONS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE AU SEIN DU MILIEU AUTOCHTONE. CE COMITÉ, DIRIGÉ CONJOINTEMENT PAR L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC ET LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET COMPOSÉ DE DIVERS REPRÉSENTANTS D'ORGANISMES AUTOCHTONES, DONT CEUX DE LA RRSSS\_NUNAVIK, A POUR PRINCIPAL MANDAT DE PROPOSER DES PISTES DE SOLUTIONS, AFIN QUE LES SERVICES RENDUS PUISSENT RÉPONDRE D'AVANTAGE AUX BESOINS DE VOS CONCITOYENS.

P.84 EN 2015-2016, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D’AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.

MINISTÈRE

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2015-2016		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
QUÉBEC (ACTIF DANS TOUTE LA PROVINCE)	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 191 600 \$
MONTÉRÉGIE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	60 000 \$
MONTRÉAL (POUR TOUTE LA PROVINCE)	ÉDUCALOI	53 000 \$
QUÉBEC (WENDAKE)	REGROUPEMENT DES CENTRES D’AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	20 000 \$
SAINT-LAURENT (QUÉBEC)	SOCIÉTÉ MAKIVIK	100 000 \$
SAINT-LAURENT (QUÉBEC)	SOCIÉTÉ MAKIVIK	30 000 \$
LA TUQUE (QUÉBEC)	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	95 600 \$
KAHNAWAKE (QUÉBEC)	MOHAWK OF KAHNAWAKE	52 500 \$
CORNWALL (ONTARIO)	MOHAWK OF AKWESASNE	23 575 \$
KAWAWACHIKAMACH (QUÉBEC)	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	15 220 \$
LISTUGUJ (QUÉBEC)	MI'GMAQ DE LISTUGUJ	33 447 \$
OPITCIWAN (QUÉBEC)	CONSEIL DES ATIKAMEKW D'OPITCIWAN	31 076 \$
MANIWAKI (QUÉBEC)	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	22 000 \$
QUÉBEC (QUÉBEC)	MAISON COMMUNAUTAIRE MISSINAK	10 000 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2015-2016		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
BAS SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS SAINT-LAURENT	286 558 \$
CAPITALE NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	409 815 \$
GASPÉSIE ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA GASPÉSIE ÎLES-DE-LA-MADELEINE	238 612 \$
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND-MONTRÉAL	383 722 \$
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L’OUTAOUAIS	278 070 \$
SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN	159 928 \$

P.85 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA *LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS*, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2014-2015 ET 2015-2016, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATIONS SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE, ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES PROCHES DE VICTIMES.

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)  
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES EN 2015 PAR RÉGION						
RÉGION	ACCEPTÉE	REJETÉE	DÉSISTEMENT	DÉSINTÉ-RESSEMENT	TOTAL	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	137	33	0	3	173	2 %
BAS-SAINT-LAURENT	172	35	0	0	207	2,4 %
CHAUDIÈRE-APPALACHES	412	84	1	4	501	5,9 %
CÔTE-NORD	23	13	0	1	37	0,4 %
ESTRIE	851	187	0	5	1 043	12,2 %
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	50	5	0	0	55	0,6 %
ÎLE-DE-MONTRÉAL	1 419	285	1	13	1 715	20,1 %
LANAUDIÈRE	448	82	1	2	533	6,2 %
LAURENTIDES	442	118	1	6	567	6,6 %
LAVAL	211	44	0	4	259	3 %
LONGUEUIL	384	69	1	3	457	5,4 %
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	601	92	0	1	694	8,1 %
OUTAOUAIS	245	45	0	2	292	3,4 %
QUÉBEC	690	123	1	1	815	9,5 %
SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	198	43	0	1	242	2,8 %
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	236	46	2	2	286	3,3 %
VALLEYFIELD	154	38	0	1	193	2,3 %
YAMASKA	347	52	0	2	401	4,7 %
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	45	14	0	1	60	0,7 %
EXTÉRIEUR DU CANADA	8	2	0	0	10	0,1 %
TOTAL	7 7073	1 407	8	52	8 540	100 %
POURCENTAGE	82,8 %	16,5 %	0,1 %	0,6 %?	100 %	

NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2015 PAR RÉGION

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2015	PRESTATIONS VERSÉES EN 2015
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	205	2 918 097,55 \$
BAS-SAINT-LAURENT	243	2 751 016,60 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	552	4 538 032,51 \$
CÔTE-NORD	41	837 036,66 \$
ESTRIE	1142	6 626 340,00 \$
GASPÉSIE - ÎLES DE LA MADELEINE	61	1 171 294,42 \$
ÎLE-DE-MONTRÉAL	1 913	24 098 068,88 \$
LANAUDIÈRE	596	9 056 831,94 \$
LAURENTIDES	651	9 757 649,59 \$
LAVAL	285	4 093 789,05 \$
LONGUEUIL	496	6 847 289,88 \$

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2015	PRESTATIONS VERSÉES EN 2015
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	785	7 818 813,37 \$
OUTAOUAIS	320	4 078 708,16 \$
QUÉBEC	919	10 025 355,25 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	267	3 253 352,10 \$
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	333	3 655 255,78 \$
VALLEYFIELD	232	3 275 846,17 \$
YAMASKA	440	4 473 473,68 \$
EXTÉRIEUR DU CANADA	57	483 937,54 \$
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	9	1 498 648,21 \$
<b>TOTAL</b>	<b>9 547</b>	<b>111 258 837,34 \$</b>

PRESTATIONS VERSÉES ET FRAIS D’ADMINISTRATION (EN \$)	
TYPES DE PRESTATIONS	2015
ASSISTANCE MÉDICALE	22 631 826,71 \$
RÉADAPTATION	14 330 077,94 \$
INCAPACITÉ TEMPORAIRE	33 548 240,18 \$
STABILISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE	81 770,00 \$
ALLOCATIONS SPÉCIALES	81 770,00
FRAIS FUNÉRAIRES	181 144,05 \$
INCAPACITÉ PERMANENTE DES VICTIMES ET RENTES AUX PERSONNES À CHARGE	38 293 507,65 \$
<b>TOTAL DES PRESTATIONS</b>	<b>111 154 873,66 \$</b>
FRAIS D'ADMINISTRATION	15 166 139,11 \$
<b>TOTAL</b>	<b>126 321 012,77 \$</b>

DÉTAIL	2015
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE VICTIMES	9 676 068,52 \$
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE PROCHES	172 955,11 \$

VERSEMENT DES ALLOCATIONS SPÉCIALES ET INDEMNITÉS DE DÉCÈS POUR 2015

TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	2015		
	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE	NOMBRE DE DOSSIERS INDEMNITÉS DE DÉCÈS	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	6		10 895,49 \$
MÈRE ENFANT MINEUR		2	19 588,14 \$
MÈRE ENFANT À CHARGE		2	34 924,00 \$
PÈRE ENFANT MINEUR		3	31 959,16 \$
PARENTS ENFANT MINEUR		1	15 563,00 \$
VEUF AVEC ENFANTS	1		5 636,00 \$
VEUF SANS ENFANT	1		3 923,00 \$
VEUVE AVEC ENFANTS	2		9 842,25 \$
VEUVE SANS ENFANT			
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>132 331,04 \$</b>

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LES BUDGETS ET LES EFFECTIFS 2015-2016

CAVAC	OUVERTURE	EFFECTIFS	BUDGET (\$)
ABITIBI	JUIN 2002	14	913 040
BAS-ST-LAURENT	FÉVRIER 1990	17	1 067 410
CENTRE DU QUÉBEC	AVRIL 2003	11	713 340
CÔTE-NORD	NOVEMBRE 2001	13	770 900
CRI	JANVIER 2008	3	272 760
ESTRIE	NOVEMBRE 1992	14	873 150
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	FÉVRIER 2003	9	695 280
LANAUDIÈRE	MARS 1998	16	1 089 120
LAURENTIDES	DÉCEMBRE 1992	16	981 950
LAVAL	MARS 1991	11	749 780
MAURICIE	FÉVRIER 1990	20	1 339 090
MONTÉRÉGIE	MARS 1990	25	1 490 890
MONTRÉAL	NOVEMBRE 1988	36	2 595 560
NUNAVIK	OCTOBRE 2004	8	829 930
OUTAOUAIS	NOVEMBRE 1989	17	1 159 680
QUÉBEC	JUIN 1988	23	1 319 840
SAGUENAY	JANVIER 1989	17	1 304 910

EFFECTIFS DES CAVAC ACCEPTÉS PAR LE BAVAC EN 2015-2016

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL
QUÉBEC	1	22	23
MONTRÉAL	1	35	36
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	1	16	17
OUTAOUAIS	1	16	17
BAS-SAINT-LAURENT	1	16	17
MAURICIE	1	19	20
MONTÉRÉGIE	1	24	25
LAVAL	1	10	11
ESTRIE	1	13	14
LAURENTIDES	1	15	16
LANAUDIÈRE	1	15	16
CÔTE-NORD	1	12	13
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	13	14
GASPÉSIE/ ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	8	9
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	10	11
INUIT	1	7	8
CRI	1	2	3
TOTAL	17	253	270

P.87 BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D’OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

DESCRIPTION	2015-2016 (EN \$)
SERVICES RÉCURRENTS	
PROVINCE DE QUÉBEC	
SOS VIOLENCE CONJUGALE	860 320
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER/VICTIMES (AQPV)	150 000
CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700
CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	755 841
QUÉBEC & MONTRÉAL	
ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES (AFPAD)	185 000
SERVICES RÉCURRENTS – TOTAL PARTIEL	2 371 861
PROJETS SPÉCIAUX	
IL N’Y A PAS EU D’APPEL DE PROJETS EN 2015-2016	0
PROJETS SPÉCIAUX – TOTAL PARTIEL	0
GRAND TOTAL	2 371 861



## MINISTÈRE

---

### FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

À LA SUITE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA *LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS* (RLRQ, c. A-13.2) EN JUIN 1988, LE BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) A ÉTÉ MIS SUR PIED AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (FAVAC) A ÉTÉ INSTITUÉ POUR ASSURER LE PAIEMENT DE TOUTE DÉPENSE NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES FONCTIONS QUE CETTE LOI CONFIE AU BAVAC. LE FAVAC PERMET ÉGALEMENT D'ACCORDER UNE AIDE FINANCIÈRE À TOUTE PERSONNE OU ORGANISME QUI REMPLIT LES CONDITIONS DÉTERMINÉES PAR RÈGLEMENT, POUR FAVORISER, D'UNE PART, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES, NOTAMMENT POUR ASSURER L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) ET, D'AUTRE PART, POUR FAVORISER LA RECHERCHE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES DE MÊME QUE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION. UN RÈGLEMENT SUR L'AIDE FINANCIÈRE A ÉTÉ ÉLABORÉ ET EST ENTRÉ EN VIGUEUR EN JANVIER 1989. CE RÈGLEMENT PRÉVOIT LES RENSEIGNEMENTS, LES DOCUMENTS QUE LES PERSONNES ET ORGANISMES DOIVENT FOURNIR POUR OBTENIR UNE AIDE FINANCIÈRE ET CERTAINES CONDITIONS QU'ILS DOIVENT RESPECTER.

LE FINANCEMENT DU FAVAC EST NOTAMMENT ASSURÉ PAR LES REVENUS PROVENANT DES SURAMENDES COMPENSATOIRES IMPOSÉES EN VERTU DU *CODE CRIMINEL*, DES SOMMES PROVENANT DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ ET, DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JUILLET 2003, DE LA PERCEPTION D'UN MONTANT DE 10 \$ POUR CHAQUE CONTRAVENTION À UNE LOI DU QUÉBEC. LE FAVAC EST AFFECTÉ À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, NOTAMMENT AUX CAVAC, À L'ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES (AFPAD), À L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (AQPV), AU CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT, À SOS VIOLENCE CONJUGALE, AU CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL, AUX CAMPAGNES DE SENSIBILISATION POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES AGRESSIONS SEXUELLES ET À PLUSIEURS PROJETS DE RECHERCHE, ACTIVITÉS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION.

### EFFECTIFS

POUR L'EXERCICE 2015-2016, LES EFFECTIFS AUTORISÉS DU BAVAC SONT DE QUATRE (4), ETC.

### MANDAT

LE BAVAC A POUR MANDAT, CONFORMÉMENT À LA *LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS*, DE FAVORISER LA PROMOTION DES DROITS DES VICTIMES RECONNUS PAR LA LOI ET DE VEILLER AU DÉVELOPPEMENT DES SERVICES D'AIDE AINSI QU'À LA CONCERTATION ET À LA COORDINATION DES ACTIONS DES PERSONNES, MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI DISPENSENT DES SERVICES AUX VICTIMES. IL CONSEILLE ÉGALEMENT LA MINISTRE DE LA JUSTICE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES ET FAVORISE L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CAVAC SUR TOUT LE TERRITOIRE DU QUÉBEC, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES SPÉCIALISÉS EN FOURNISSANT AUX ORGANISMES L'ASSISTANCE TECHNIQUE OU PROFESSIONNELLE REQUISE POUR LEUR ÉTABLISSEMENT ET LEUR FONCTIONNEMENT. LE BAVAC FAVORISE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION CONCERNANT LES DROITS ET LES BESOINS DES VICTIMES AINSI QUE LES SERVICES QUI LEUR SONT ACCESSIBLES ET EXERCE TOUTE AUTRE FONCTION QUE LUI CONFIE LA MINISTRE DE LA JUSTICE EN VUE DE FAVORISER L'APPLICATION DE LA *LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS*. LE BAVAC ASSURE ÉGALEMENT L'ADMINISTRATION DU FAVAC.

LES REPRÉSENTANTS DU BAVAC PARTICIPENT AUSSI À DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION, D'INFORMATION ET DE FORMATION PAR LE BIAIS DE CONFÉRENCES, D'ATELIERS, DE SESSIONS DE TRAVAIL. ILS SIÈGENT ÉGALEMENT COMME MEMBRES À DIFFÉRENTS GROUPES DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONCERNANT LES VICTIMES, AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE ET AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME ET AUX INITIATIVES SOCIALES (SACAIS).

DE PLUS, LES REPRÉSENTANTS DU BAVAC FOURNISSENT L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE REQUISE POUR L'ÉTABLISSEMENT DES CAVAC ET POUR LEUR BON FONCTIONNEMENT. AINSI, LE BAVAC PRODUIT LA DOCUMENTATION NÉCESSAIRE, ORGANISE DES RENCONTRES AUXQUELLES SONT CONVIÉS LES DIRECTEURS ET DIRECTRICES DES CAVAC OU ENCORE DES REPRÉSENTANTS DE LEUR CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN PLUS D'ÉLABORER DES PROGRAMMES DE FORMATION ADAPTÉS AUX BESOINS DES INTERVENANTS.

### LES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)

#### MANDAT

LES CAVAC SONT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES À BUT NON LUCRATIF RECONNUS PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE POUR OFFRIR AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, À LEURS PROCHES AINSI QU'AUX TÉMOINS, DES SERVICES D'AIDE. L'AIDE DES CAVAC EST DISPONIBLE QUE L'AUTEUR DU CRIME SOIT OU NON IDENTIFIÉ, ARRÊTÉ, POURSUIVI OU RECONNU COUPABLE. LES CAVAC TRAVAILLENT EN COLLABORATION AVEC LES INTERVENANTS DU MILIEU JUDICIAIRE, DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES. L'INTERVENTION DES CAVAC AUPRÈS DES VICTIMES SE FAIT DANS LE RESPECT DE LEURS BESOINS ET À LEUR RYTHME. ELLE S'APPUIE SUR LA CAPACITÉ QU'ONT LES VICTIMES DE GÉRER LEUR PROPRE VIE ET DE PRENDRE LES DÉCISIONS QUI LES CONCERNENT.

LES CAVAC OFFRENT DES SERVICES D'INTERVENTION POST-TRAUMATIQUE ET « PSYCHOSOCIOJUDICIAIRE », QUI CONSISTENT À ÉVALUER LES BESOINS ET LES RESSOURCES DE LA PERSONNE VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL. À LA SUITE DE L'ÉVALUATION, UNE INTERVENTION EST OFFERTE DANS LE BUT DE RÉDUIRE LES CONSÉQUENCES DE LA VICTIMISATION ET DE PERMETTRE À LA PERSONNE DE POURSUIVRE SON CHEMINEMENT. LE PERSONNEL DU CAVAC DISPENSE DE L'INFORMATION SUR LES DROITS ET LES RECOURS DE LA VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL, AUSSI BIEN SUR LES GRANDES ÉTAPES DU PROCESSUS JUDICIAIRE, LE PROGRAMME D'INDEMNISATION DES VICTIMES, INFOVAC-PLUS, OU LES INDEMNITÉS AUXQUELLES ELLE PEUT AVOIR DROIT. LE PERSONNEL DU CAVAC OFFRE L'ASSISTANCE TECHNIQUE NÉCESSAIRE POUR QUE LA VICTIME PUISSE REMPLIR DIFFÉRENTS FORMULAIRES, ET POUR QU'ELLE SOIT EN MESURE DE RESPECTER LES FORMALITÉS INHÉRENTES À SA SITUATION. LE PERSONNEL DU CAVAC ACCOMPAGNE LA VICTIME DANS SES DÉMARCHES AUPRÈS DES RESSOURCES MÉDICALES ET COMMUNAUTAIRES, ET L'ACCOMPAGNE DANS L'APPAREIL JUDICIAIRE PENDANT TOUT LE CHEMINEMENT DU DOSSIER. LE PERSONNEL DU CAVAC ORIENTE LA VICTIME VERS DES SERVICES SPÉCIALISÉS TELS QUE LES RESSOURCES JURIDIQUES, MÉDICALES, SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES CAPABLES DE L'AIDER À RÉSOUDRE LES PROBLÈMES QU'ELLE DOIT AFFRONTER.

LES CAVAC SONT GÉRÉS PAR DES CONSEILS D'ADMINISTRATION COMPOSÉS DE REPRÉSENTANTS PROVENANT DE LA COMMUNAUTÉ ET DES RÉSEAUX PARTENAIRES. DANS CHACUN DES CAVAC, UNE DIRECTRICE OU UN DIRECTEUR ASSUME LE RECRUTEMENT, LA FORMATION ET L'ENCADREMENT DU PERSONNEL, DES STAGIAIRES ET DES BÉNÉVOLES SUR QUI REPOSE LA PRESTATION DES SERVICES. DEUX CAVAC SONT GÉRÉS RESPECTIVEMENT PAR UNE ADMINISTRATION RÉGIONALE ET UN GOUVERNEMENT, SOIT LE CAVAC DU NUNAVIK ET LE CAVAC CRI.

#### **AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE AUX CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

LE FINANCEMENT DES CAVAC EST ASSURÉ PRINCIPALEMENT PAR LE FAVAC, LEQUEL EST ADMINISTRÉ PAR LE BAVAC. LORSQUE LA MINISTRE DE LA JUSTICE RECONNAÎT L'ORGANISME COMME UN CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC), LE FINANCEMENT EST RENOUVELÉ DANS LA MESURE OÙ L'ORGANISME SE CONFORME AUX EXIGENCES STIPULÉES DANS LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE SIGNÉE ANNUELLEMENT PAR LES PARTIES.

DIX-SEPT CAVAC SONT EN OPÉRATION : BAS-SAINT-LAURENT, SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, CAPITALE NATIONALE/ CHAUDIÈRE-APPALACHES, MAURICIE, ESTRIE, MONTRÉAL, OUTAOUAIS, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, CÔTE-NORD, NUNAVIK, CRI, GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE, LAVAL, LANAUDIÈRE, LAURENTIDES, MONTÉRÉGIE, CENTRE-DU-QUÉBEC.

LE RAPPORT ANNUEL ET LES ÉTATS FINANCIERS DES CAVAC SONT DISPONIBLES SUR LEUR SITE INTERNET À L'EXCEPTION DU CAVAC DU NUNAVIK ET DU CAVAC CRI.

P.89 NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2015-2016 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

2015-2016 (DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016)  
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE  
VENTILATION PAR ARTICLE

ARTICLE	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES (CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS)
52	6
57	1
58	9
63	1
TOTAL	17

- ARTICLE 52 : PUBLICATION SUR SITE WEB RÉDIGÉE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS
- ARTICLE 57 : FACTURE DANS UNE AUTRE LANGUE QUE LE FRANÇAIS
- ARTICLE 58 : AFFICHAGE PUBLIC
- ARTICLE 63 : AFFICHAGE DU NOM DE L'ENTREPRISE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS

SUIVI DES CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS	
RÉSULTAT	SOMME
COUPABLE	1
PROCÈS	0
EXPÉDIÉ	12
PRÊT À TRANSFÉRER	4
TOTAL	17

MINISTÈRE

2015-2016  
(DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016)  
NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES - LANGUE D'ENSEIGNEMENT : 32

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGO	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTe DE LA LANGUE FRANÇAISE
1.	2014 SAS-Q-199495-1402	CONTESTATION AU TAO DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAO - PREVUE LE 29 AVRIL 2015	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
2.	2014 SAS-M-227086-1407	CONTESTATION AU TAO DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION - TAO - RENDUE LE 4 MAI 2015  RECOURS REJETÉ  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
3.	2014 SAS-M-227994-1408	CONTESTATION AU TAO DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT  8 AVRIL 2015	ART. 73 (2°)  RÈGLEMENT SUR LES CRITÈRES ET LA PONDÉRATION APPLICABLES POUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS REÇU DANS UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON AGRÉÉ AUX FINS DE SUBVENTIONS
4.	2014 SAS-M-228780-1409	CONTESTATION AU TAO DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION - TAO - RENDUE LE 19 JUIN 2015  RECOURS REJETÉ  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 A)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
5.	2014 SAS-M-229036-1409	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ – PRÉVUE LE 5 AVRIL 2016	ART. 73 (2°)
6.	2014 SAS-O-205779-1411	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 15 AVRIL 2015	ART. 81
7.	2014 SAS-M-232216-1412	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION - TAQ - RENDUE LE 12 MAI 2015  RECOURS REJETÉ  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (1°)
8.	2015 SAS-O-206593-1501	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 2 AVRIL 2015	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
9.	2015 SAS-M-234072-1502	CONTESTATION AU TAQ DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D'EXAMEN CONSTITUÉ EN VERTU DE L'ART. 85.1 DE LA <i>CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE</i>	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 4 JUIN 2015	ART. 85.1
10.	2015 SAS-Q-207283-1502	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 7 AVRIL 2016	ART. 73 (1°)
11.	2015 SAS-M-236832-1504	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 4 AVRIL 2016	ART. 76 ET 73 (1°)
12.	2015 SAS-M-236862-1504	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 5 AVRIL 2016	ART. 76 ET 73 (1°)
13.	2015 SAS-M-237960-1506	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 5 AVRIL 2016	ART. 73 (1°)
14.	2015 SAS-Q-209379-1506	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 85

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L’INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDEUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
15.	2015 SAS-Q-209767-1506	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ – PRÉVUE LE 25 AVRIL 2016 POUR TRANCHER UN MOYEN D’IRRECEVABILITÉ DE LA PGQ	ART. 73 (1°)
16.	2015 SAS-Q-209905-1506	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 7 AVRIL 2016	ART. 76 ET 73 (2°)
17.	2015 SAS-Q-210129-1507	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ – PRÉVUE LE 7 AVRIL 2016	ART. 73 (2°)
18.	2015 SAS-Q-210331-1507	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION	ART. 73 (2°)
19.	2015 SAS-M-239284-1507	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 4 AVRIL 2016	ART. 76 ET 73 (2°)
20.	2015 SAS-M-239616-1508	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 4 AVRIL 2016	ART. 73 (1°)
21.	2015 SAS-M-239940-1508	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 5 AVRIL 2016	ART. 81
22.	2015 SAS-Q-211281-1508	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 7 AVRIL 2016	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
23.	2015 SAS-M-240914-1509	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 6 AVRIL 2016	ART. 81
24.	2015 SAS-M-241038-1509	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 6 AVRIL 2016	ART. 76 ET 73 (2°)
25.	2015 SAS-Q-212277-1510	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 7 AVRIL 2016	ART. 76 ET 73 (2°)
26.	2015 SAS-M-243092-1512	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION	ART. 85
27.	2015 SAS-M-214421-1512	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION	ART. 73(2°)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L’INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
28.	2015 SAS-M-242556-1511	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ 23 MARS 2016	ART. 76 ET 73(2°)
29.	2016 SAS-M-246554-1603	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE AVIS SELON L'ARTICLE 76 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> - ALLÉGATION D'UNE VIOLATION DU DROIT A L'ÉGALITÉ PROTÉGÉ PAR L'ARTICLE 10 DE LA CHARTÉ DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
30.	2006 500-17-033805-063	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 10 OCTOBRE 2006 (RECOURS DE DEUX FAMILLES REPRÉSENTÉES PAR M <sup>E</sup> BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DU PGQ, M <sup>E</sup> TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ	ART. 73 (2°) DOSSIERS ONTARIENS
31.	2007 500-17-040428-073	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 10 OCTOBRE 2006 (RECOURS DE CINQ FAMILLES REPRÉSENTÉES PAR M <sup>E</sup> BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DU PGQ, M <sup>E</sup> TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ.	ART. 73 (2°) DOSSIERS ONTARIENS
32.	2008 500-17-043476-087	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 25 MAI 2008 (RECOURS D'UNE SEULE FAMILLE REPRÉSENTÉE PAR M <sup>E</sup> BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DU PGQ, M <sup>E</sup> TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ.	ART. 73 (2°) DOSSIER ONTARIEN

**P.91 MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR TYPE D’INFRACTION.**

**MINISTÈRE**

LA LOI R-20 EST LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D’ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

INFRACTIONS À LA LOI R-20	
	Année 2015-2016
Nombre de constats émis	9298
Amendes (1)	5 324 888 \$
Frais (2)	1 683 016 \$
<b>Total amendes et frais</b>	<b>7 007 904 \$</b>
Montant payé (3)	2 183 907 \$
Plaidoyers de culpabilité	2992
% Plaidoyers de culpabilité	32,18%

**NOTES :**

1. IL S’AGIT DE LA VALEUR DE L’AMENDE APPARAISSANT AUX CONSTATS D’INFRACTION.
2. IL S’AGIT DE LA VALEUR DES FRAIS APPARAISSANT AUX CONSTATS D’INFRACTION.
3. IL S’AGIT DE LA VALEUR DES AMENDES ET FRAIS QUI ONT ÉTÉ PAYÉS AU TERME DU DÉLAI DE 30 JOURS PRÉVU AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CE MONTANT N’INCLUT PAS LES MONTANTS D’AMENDE ET DE FRAIS IMPOSÉS AU TERME D’UNE DÉCISION DU TRIBUNAL.



P.92 CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR :

- A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2015-2016; PRÉVISIONS POUR 2016-2017;
- B. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.

MINISTÈRE

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ)

	2015-2016
SOS VIOLENCE CONJUGALE (MISSION GLOBALE)	860 320 \$

	2015-2016
FRAIS DE LA LIGNE 1-800- VIOLENCE CONJUGALE	5 646 \$ (NOTE 1)

	2015-2016
RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	4 924 973 \$ POUR LES PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS COMMIS EN CONTEXTE CONJUGAL (NOTE 2)

- DIX MINISTÈRES ET ORGANISMES SONT RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES 135 ENGAGEMENTS INSCRITS DANS CE PLAN D'ACTION. ILS SONT RÉPARTIS EN DEUX VOLETS : GÉNÉRAL ET AUTOCHTONE.
- L'ENSEMBLE DES ENGAGEMENTS PERMET DE POURSUIVRE LES EFFORTS POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES PERSONNES VICTIMES ET DES ENFANTS EXPOSÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE, DE MÊME QUE LE TRAVAIL EN VUE DE RESPONSABILISER D'AVANTAGE LES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS.
- LE VOLET AUTOCHTONE PERMET DE RÉPONDRE AUX BESOINS PARTICULIERS DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS.
- LE MJQ EST RESPONSABLE DE PLUS D'UN TIERS DES MESURES INSCRITES DANS LE PLAN D'ACTION (34 MESURES DU VOLET GÉNÉRAL, 13 MESURES DU VOLET AUTOCHTONE ET 10 DU VOLET GÉNÉRAL SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE).
- PARMI LES MESURES STRUCTURANTES DE CE PLAN D'ACTION, SOULIGNONS LES ENGAGEMENTS DU MJQ EN MATIÈRE DE MÉDIATION FAMILIALE, DE MODIFICATIONS AU DÉLAI DE PRESCRIPTION DES ACTIONS EN RESPONSABILITÉ CIVILE VISANT LA RÉPARATION DU PRÉJUDICE DÉCOULANT D'UN CRIME ET AU DÉLAI POUR PRÉSENTER UNE DEMANDE EN MATIÈRE D'INDEMNISATION DES VICTIMES. SOULIGNONS AUSSI LA CONSOLIDATION DES SERVICES POUR LES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LA RÉALISATION DE TRAVAUX EN MATIÈRE DE SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS PAR LES MINISTÈRES DE LA FAMILLE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE. NOTONS ÉGALEMENT LES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PROMOTION DES MODÈLES RELATIONNELS FONDÉS SUR LE RESPECT DES DROITS DE LA PERSONNE, LES RESPONSABILITÉS INDIVIDUELLES ET LE RESPECT DES DIFFÉRENCES ET DES RAPPORTS ÉGALITAIRES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DE MÊME QU'ENTRE LES GARÇONS ET LES FILLES.
- ENFIN, LE PLAN D'ACTION INCLUT DE NOMBREUX ENGAGEMENTS POUR LES GROUPES PLUS VULNÉRABLES DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE : PERSONNES ÂGÉES, PERSONNES HANDICAPÉES, PERSONNES IMMIGRANTES OU ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, MINORITÉS SEXUELLES ET HOMMES VICTIMES.
- LES SOMMES AFFECTÉES À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE SONT ESTIMÉES À UN PEU PLUS DE 57 M\$ SUR CINQ ANS POUR LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES.

NOTE 1 : POUR LA PÉRIODE COUVERTE D'AVRIL 2015 À DÉCEMBRE 2015. LE MONTANT POUR LES MOIS DE JANVIER, FÉVRIER ET MARS 2016 SERONT CONNUS AU COURS D'AVRIL 2016. CE MONTANT NE PEUT TOUTEFOIS DÉPASSER ANNUELLEMENT 10 000 \$.

NOTE 2 : 2 826 727 \$ SÉRAIENT ÉGALEMENT INVESTIS POUR VENIR EN AIDE AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS COMMIS EN CONTEXTE FAMILIAL.

RÉPARTITION DES COÛTS ESTIMÉS

MINISTÈRES ET ORGANISMES	ESTIMATION SUR 5 ANS
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	50 000 \$
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	13 962 500 \$
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION	125 000 \$
MINISTÈRE DE LA FAMILLE	204 100 \$
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	18 346 870 \$
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	17 970 000 \$
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	4 775 000 \$
SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE	678 000 \$
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES	1 200 000 \$
TOTAL	57 311 470 \$

P.93 LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

---

MINISTÈRE

---

VOIR PAGE SUIVANTE

Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du ministère de la Justice entre le 1<sup>e</sup>  
avril 2015 et le 31 mars 2016

	coût total	Nombre de Participants
<b>Accès au portail SOQUIJ pour les officiers de justice</b>	13,5	1
Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	13,5	1
<b>Accès informatique</b>	21,4	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	21,4	1
<b>Adapter la fiscalité québécoise</b>	140,6	2
IGF Québec	140,6	2
<b>Administration de windows server 2012</b>	3 671,1	1
AFI Expertise	3 671,1	1
<b>Administration et gestion de System Center 2012 R2</b>	2 822,8	1
Technologia conseil / Technologia formation	2 822,8	1
<b>Agent de bureau secteur pénal</b>	535,5	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	535,5	1
<b>Agilité et prise de décision (module 6)</b>	340,9	1
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	340,9	1
<b>Algorithmique et structures de données</b>	281,2	1
TELUQ	281,2	1
<b>Analyse de la sécurité de l'information et des systèmes</b>	963,8	2
HEC (École des hautes études commerciales)	963,8	2
<b>Application décisions et calculs peines avec sursis</b>	258,4	5
Ministère de la sécurité publique	258,4	5
<b>Approche d'audit en gestion de projets</b>	91,3	2
Institut des auditeurs internes du Canada (IIA)	91,3	2
<b>Art oratoire et dossiers emblématiques</b>	370,6	6
Barreau de Québec	370,6	6
<b>Assemblée générale</b>	41,4	1
ISACA Québec	41,4	1
<b>Assignment</b>	341,7	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	341,7	2
<b>Atelier gestion du changement</b>	161,0	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	161,0	3
<b>Atelier sur la civilité</b>	1 227,1	12
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 227,1	12
<b>Atelier sur la gestion du changement</b>	2 151,7	26
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	340,9	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 810,8	25
<b>Atelier sur les techniques de contrôle de qualité</b>	2 484,6	2
Technologia conseil / Technologia formation	2 484,6	2
<b>Audit et processus de gestion des incidents</b>	124,3	1
ISACA Québec	124,3	1
<b>Autorisations judiciaires</b>	45,6	2
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	45,6	2
<b>Baccalauréat en droit</b>	4 062,1	1
Université du Québec à Montréal	4 062,1	1
<b>Bien identifier le cautionnement de construction applicable</b>	44,4	1
Jeune Barreau de Québec	44,4	1
<b>Brefs de saisie, certificats et autorisation judiciaires</b>	88,5	1

Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	88,5	1
<b>Cadre de référence international des pratiques professionnelles (CRIPP)</b>	<b>119,2</b>	<b>1</b>
Institut des auditeurs internes du Canada (IIA)	119,2	1
<b>CCNAX-CCNA BOOT CAMP V2.0 Routing and Swithing</b>	<b>2 859,4</b>	<b>1</b>
Global Knowledge	2 859,4	1
<b>CEO Concerns 2015 : Committing to Digital</b>	<b>103,6</b>	<b>1</b>
Gartner	103,6	1
<b>Cercle de la haute fonction publique</b>	<b>380,4</b>	<b>3</b>
Secrétariat aux emplois supérieurs Min.Cons.Ex.Qc	380,4	3
<b>Certificat en administration</b>	<b>1 781,8</b>	<b>1</b>
Université du Québec à Montréal	1 781,8	1
<b>Certificat en criminologie</b>	<b>3 941,5</b>	<b>1</b>
Université de Montréal	3 941,5	1
<b>Certificat en droit</b>	<b>5 947,7</b>	<b>3</b>
Université de Montréal	5 947,7	3
<b>Chef d'équipe - Tout un art</b>	<b>433,9</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	433,9	2
<b>Coaching d'une équipe gagnante</b>	<b>1 291,8</b>	<b>1</b>
Technologia conseil / Technologia formation	1 291,8	1
<b>Code de déontologie des juristes</b>	<b>25 445,4</b>	<b>137</b>
Barreau de Québec	239,3	1
Barreau du Québec	25 206,1	136
<b>Collaboration et Réseau sociaux d'entreprise</b>	<b>303,4</b>	<b>2</b>
Réseau ACTION TI	303,4	2
<b>Colloque - Gestion d'équipe</b>	<b>445,0</b>	<b>1</b>
ACGRH (Ass. conseillers et conseillères en GRH)	445,0	1
<b>Colloque - Québec Versailles</b>	<b>66,7</b>	<b>1</b>
Barreau de Québec	66,7	1
<b>Colloque 2015 - Clé pour s'outiller, s'exprimer</b>	<b>829,1</b>	<b>3</b>
Forum des jeunes	829,1	3
<b>Colloque 2016 de droit du travail et de l'emploi</b>	<b>1 846,6</b>	<b>5</b>
Langlois, Kronström, Desjardins avocats	1 846,6	5
<b>Colloque des CPA du secteur public et parapublic</b>	<b>321,7</b>	<b>1</b>
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	321,7	1
<b>Colloque en droit de la jeunesse</b>	<b>413,9</b>	<b>2</b>
Barreau de Québec	413,9	2
<b>Colloque hommage à l'honorable Louis Lebel</b>	<b>730,4</b>	<b>1</b>
Ass. du barreau Canadien (CBA)	730,4	1
<b>Colloque nationale sur l'action collective</b>	<b>1 813,9</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	1 813,9	1
<b>Colloque Osez régler autrement</b>	<b>886,2</b>	<b>1</b>
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)	886,2	1
<b>Colloque Québécois de la Sécurité de l'information CQSI</b>	<b>2 349,2</b>	<b>2</b>
Ass. de la sécurité de l'information du Québec	2 349,2	2
<b>Colloque sur la sécurité civile et incendie</b>	<b>924,7</b>	<b>1</b>
Ministère de la sécurité publique	924,7	1
<b>Comité interm. Informel sur les droits de la personne</b>	<b>239,2</b>	<b>1</b>
Min. Rel. intern. et Francophonie Qc (MRIF)	239,2	1
<b>Comment aider de façon pratique votre client à se préparer à une Divi. P-C de la CQ</b>	<b>361,3</b>	<b>6</b>
Barreau de Québec	361,3	6
<b>Comment se démarquer parmi les meilleurs</b>	<b>385,0</b>	<b>2</b>



IGF Québec	385,0	2
<b>Communication avec la clientèle</b>	<b>588,0</b>	<b>6</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	588,0	6
<b>Communication non verbale</b>	<b>483,1</b>	<b>4</b>
ACGRH (Ass. conseillers et conseillères en GRH)	483,1	4
<b>Comptabilité de management I</b>	<b>1 021,6</b>	<b>1</b>
Université du Québec à Montréal	1 021,6	1
<b>Comptabilité par activité (calcul du prix de revient)</b>	<b>699,3</b>	<b>1</b>
Contrôleur des finances	699,3	1
<b>Conférence du chapitre Canadien - USA</b>	<b>343,2</b>	<b>1</b>
Assoc. Intern. Academy matrimonial lawyers (IAML)	343,2	1
<b>Conférence du Réseau d'échange en continuité des opérations du Québec</b>	<b>219,4</b>	<b>1</b>
RECO Québec	219,4	1
<b>Congrès 2015 - Notre couleur de la justice</b>	<b>378,4</b>	<b>1</b>
Chambre des notaires du Québec	378,4	1
<b>Congrès de l'Association des archivistes du Québec</b>	<b>1 447,2</b>	<b>1</b>
Association des archivistes du Québec (AAQ)	1 447,2	1
<b>Congrès du Barreau du Bas-St-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine</b>	<b>483,3</b>	<b>1</b>
Barreau Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	483,3	1
<b>Congrès du Barreau du Québec</b>	<b>2 641,0</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	2 641,0	1
<b>Cours d'anglais (2 cours)</b>	<b>584,0</b>	<b>1</b>
Université McGill	584,0	1
<b>Cours de français</b>	<b>2 389,6</b>	<b>1</b>
Université Laval	2 389,6	1
<b>Cours de secourisme</b>	<b>1 390,5</b>	<b>4</b>
Secouriste Abitibi	1 390,5	4
<b>Cours MS-Excel 2007 Intermédiaire</b>	<b>1 534,9</b>	<b>2</b>
Versalys	1 534,9	2
<b>Cours MS-Excel 2007 Débutant</b>	<b>767,7</b>	<b>1</b>
Versalys	767,7	1
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>584,8</b>	<b>2</b>
Contrôleur des finances	265,9	1
Min. des Finances Qc (MFQ)	318,9	1
<b>Cycle budgétaire et budget de dépenses</b>	<b>240,7</b>	<b>1</b>
Contrôleur des finances	240,7	1
<b>DCNX5K-Implementing the CISCO Nexus 5000 and 2000 v2,0</b>	<b>3 195,3</b>	<b>1</b>
Global Knowledge	3 195,3	1
<b>Défis et innovations à l'ère du numérique</b>	<b>462,9</b>	<b>1</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	462,9	1
<b>Développer son agilité et celle de son organisation</b>	<b>110,3</b>	<b>1</b>
ACGRH (Ass. conseillers et conseillères en GRH)	110,3	1
<b>Dossiers de la pyrrhotite - questions d'assurance.</b>	<b>171,8</b>	<b>2</b>
Barreau de Québec	171,8	2
<b>Droit carcéral : Survol des principes généraux des libérations conditionnelles</b>	<b>169,9</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	169,9	1
<b>Droit de l'organisation mondiale du commerce</b>	<b>5 004,6</b>	<b>2</b>
Université Laval	5 004,6	2
<b>Droit du travail</b>	<b>2 948,3</b>	<b>2</b>

Université du Québec à Rimouski à Lévis	2 948,3	2
<b>Ecole d'automne sur l'union européenne/ migrations et mobilité de la main-d'œuvre</b>	<b>509,6</b>	<b>1</b>
Université Laval	509,6	1
<b>Ecole d'été sur la Cyberjustice</b>	<b>4 145,8</b>	<b>4</b>
Université de Montréal	4 145,8	4
<b>EI - 06 Environnement informationnel et Discoverer Plus</b>	<b>1 355,3</b>	<b>2</b>
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	1 355,3	2
<b>EI - 08 Elaboration de rapports PO/LSA</b>	<b>179,6</b>	<b>1</b>
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	179,6	1
<b>EI - 09 Elaboration de rapports CàP/LSCD</b>	<b>177,3</b>	<b>1</b>
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	177,3	1
<b>EI - 10 Elaboration de rapports GL</b>	<b>179,6</b>	<b>1</b>
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	179,6	1
<b>EI - 11 Elaboration de rapports FA</b>	<b>181,4</b>	<b>1</b>
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	181,4	1
<b>Elaboration des plans d'action de développement durable</b>	<b>684,0</b>	<b>2</b>
Min. Dév.Durable, Environ., Lutte Chang. Clim(MDDELCC)	684,0	2
<b>Encaissements et déboursés</b>	<b>319,8</b>	<b>5</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	319,8	5
<b>Engagez et mobilisez vos employés</b>	<b>411,9</b>	<b>1</b>
Affaires RH	411,9	1
<b>Entraînement à la tâche</b>	<b>3 898,4</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 898,4	1
<b>Environnement macroéconomique</b>	<b>421,8</b>	<b>1</b>
HEC (École des hautes études commerciales)	421,8	1
<b>Evaluation de programme et planification stratégique</b>	<b>214,5</b>	<b>1</b>
GRAEP (Gr resp en analyse et évaluation de prog)	214,5	1
<b>Evaluation des emplois d'encadrement</b>	<b>921,2</b>	<b>2</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	921,2	2
<b>Examen sur la planification et la gestion stratégique</b>	<b>891,7</b>	<b>1</b>
Alliance des cadres de l'État	891,7	1
<b>Exécuter les tests logiciels : les bonnes pratiques</b>	<b>803,8</b>	<b>1</b>
École de technologie supérieure (ÉTS)	803,8	1
<b>Faillite et insolvabilité</b>	<b>826,4</b>	<b>1</b>
Université de Montréal	826,4	1
<b>Familles en mouvance</b>	<b>754,2</b>	<b>1</b>
INRS (urbanisation, culture et société)	754,2	1
<b>FCO - Les nouveaux développements dans le secteur des contrats publics</b>	<b>283,1</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	283,1	1
<b>FCO - 12ième Conférence annuelle Claire L 'Heureux-Dubé</b>	<b>64,1</b>	<b>1</b>
Université Laval	64,1	1
<b>FCO - 4e Symposium sur la fiscalité</b>	<b>400,1</b>	<b>1</b>
Université Laval	400,1	1
<b>FCO - Colloque AliForm 2015</b>	<b>311,3</b>	<b>1</b>
Wolters Kluwer CCH	311,3	1
<b>FCO - Colloque Droit de la construction</b>	<b>653,5</b>	<b>1</b>
Barreau de Québec	653,5	1
<b>FCO - Colloque Québec-Versaille harcèlement psychologique</b>	<b>231,0</b>	<b>2</b>



Barreau de Québec	231,0	2
<b>FCO - Comptabilité et normes d'exercice</b>	<b>1 684,1</b>	<b>6</b>
Barreau du Québec	1 684,1	6
<b>FCO - Congrès du Barreau 2015</b>	<b>11 555,0</b>	<b>8</b>
Barreau du Québec	11 555,0	8
<b>FCO - Développement récent en droit de l'environnement</b>	<b>1 797,5</b>	<b>2</b>
Barreau du Québec	1 797,5	2
<b>FCO - Dix ans de Convention sur protection et promotion de la diversité des expressions culturelles</b>	<b>1 535,4</b>	<b>1</b>
Université Laval	1 535,4	1
<b>FCO - Introduction à la consultation en droit autochtone</b>	<b>17 474,4</b>	<b>118</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	17 474,4	118
<b>FCO - Introduction au droit de l'immigration</b>	<b>455,1</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	455,1	1
<b>FCO - Journée de formation 2015 - Droit familial</b>	<b>497,1</b>	<b>1</b>
Association des familialistes de Québec	497,1	1
<b>FCO - La clé pour s'outiller, s'exprimer et briller</b>	<b>380,7</b>	<b>2</b>
Université Laval	380,7	2
<b>FCO - La communication électronique de la preuve</b>	<b>169,3</b>	<b>1</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	169,3	1
<b>FCO - La justice instrumentalisée</b>	<b>1 741,1</b>	<b>14</b>
Conférences des juristes de l'État	1 741,1	14
<b>FCO - La rentrée judiciaire</b>	<b>1 015,8</b>	<b>3</b>
Barreau de Québec	1 015,8	3
<b>FCO - Le rôle de la Cour pénale internationale dans les conflits actifs</b>	<b>565,4</b>	<b>1</b>
Université Laval	565,4	1
<b>FCO - Les techniques de plaidoirie</b>	<b>1 973,2</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	1 973,2	1
<b>FCO - L'évolution récente jurisprudence Droit public</b>	<b>16 609,2</b>	<b>96</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	16 609,2	96
<b>FCO - L'Honorable Louis LeBel ou l'art de juger</b>	<b>470,0</b>	<b>1</b>
Université Laval	470,0	1
<b>FCO - Loi anti-pourriel exposé sur une loi nouvelle</b>	<b>206,2</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	206,2	1
<b>FCO - Micro-programme en légistique</b>	<b>28 813,3</b>	<b>13</b>
Université Laval	28 813,3	13
<b>FCO - Naviguer en période de turbulence</b>	<b>102,5</b>	<b>1</b>
Université Laval	102,5	1
<b>FCO - Outil d'aide à la rédaction législative (OARL)</b>	<b>167 158,0</b>	<b>84</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	167 158,0	84
<b>FCO - Outil d'aide à la rédaction législative (OARL) Partie 2</b>		
<b>Avancé</b>	<b>38 773,1</b>	<b>50</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	38 773,1	50
<b>FCO - Outrage au tribunal, contestations des pouvoirs</b>	<b>508,2</b>	<b>3</b>
Université Laval	508,2	3
<b>FCO - Quoi de neuf en matière de protection des renseignements personnels</b>	<b>962,6</b>	<b>1</b>
Wolters Kluwer CCH	962,6	1
<b>FCO - Rencontre annuelle des évaluateurs 2015</b>	<b>4 068,4</b>	<b>4</b>
Min. des Transports Qc	4 068,4	4



<b>FCO - Rencontre des gestionnaires - DGAJL - Contrats publics</b>	<b>2 557,7</b>	<b>20</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	2 557,7	20
<b>FCO - Revue annuelle Jurisprudence Droit administratif</b>	<b>442,6</b>	<b>3</b>
Barreau de Québec	442,6	3
<b>Fonctionnement aux services financiers</b>	<b>1 041,0</b>	<b>6</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 041,0	6
<b>Fonctionnement des appareils de visio</b>	<b>136,7</b>	<b>5</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	136,7	5
<b>Formation - Acomba</b>	<b>165,9</b>	<b>4</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	165,9	4
<b>Formation - Adjointe à la direction</b>	<b>2 824,5</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	2 824,5	1
<b>Formation - Agent de bureau civil</b>	<b>7 192,8</b>	<b>32</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	7 192,8	32
<b>Formation - ETS</b>	<b>1 383,8</b>	<b>1</b>
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 383,8	1
<b>Formation - RCR Premiers soins</b>	<b>649,9</b>	<b>2</b>
École de secourisme du Québec	649,9	2
<b>Formation - SGIPA</b>	<b>108,1</b>	<b>2</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	108,1	2
<b>Formation - V-1.2</b>	<b>551,6</b>	<b>7</b>
DPCP (Directeur poursuites criminelles pénales)	551,6	7
<b>Formation - Agent de bureau criminel et pénal</b>	<b>9 073,9</b>	<b>33</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	9 073,9	33
<b>Formation - Agent de bureau jeunesse</b>	<b>654,5</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	654,5	1
<b>Formation - Agilité</b>	<b>18 841,7</b>	<b>40</b>
Agilia Solution	18 841,7	40
<b>Formation - Aliform</b>	<b>1 143,0</b>	<b>22</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	222,5	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	920,4	19
<b>Formation - Archivage (transfert d'expertise)</b>	<b>43,8</b>	<b>2</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	43,8	2
<b>Formation - Archives judiciaires</b>	<b>258,4</b>	<b>3</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	258,4	3
<b>Formation - ATAC</b>	<b>201,9</b>	<b>10</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	201,9	10
<b>Formation - Attaché judiciaire</b>	<b>1 932,0</b>	<b>3</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	1 932,0	3
<b>Formation - Audiovisuel</b>	<b>33,2</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	33,2	1
<b>Formation - B.E.A.D</b>	<b>331,1</b>	<b>9</b>
Ministère de la Justice du Canada	331,1	9
<b>Formation - Cadres</b>	<b>1 523,8</b>	<b>2</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	1 523,8	2
<b>Formation - Catalogue CUBIQ</b>	<b>166,1</b>	<b>2</b>
Réseau informatisé des biblio gouvern du Qc (RIBG)	166,1	2
<b>Formation - Chef d'équipe</b>	<b>67,3</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	67,3	1
<b>Formation - Congrès du Barreau de Richelieu</b>	<b>215,5</b>	<b>1</b>
Barreau de Richelieu	215,5	1
<b>Formation - Cour des petites créances</b>	<b>33,2</b>	<b>1</b>

Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	33,2	1
<b>Formation - Demande de pardon</b>	<b>19,8</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	19,8	1
<b>Formation - Des juges coordonnateurs et leurs adjointes</b>	<b>293,4</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	293,4	1
<b>Formation - Développement des ressources humaines</b>	<b>2 943,1</b>	<b>2</b>
Université du Québec à Rimouski à Lévis	2 943,1	2
<b>Formation - Ergonomie</b>	<b>886,1</b>	<b>12</b>
APSSAP (Ass. Paritaire Santé Séc. Trav. Adm.Prov.)	886,1	12
<b>Formation - Formateur</b>	<b>352,4</b>	<b>5</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	352,4	5
<b>Formation - Formulaire électronique de demande d'accès</b>	<b>444,1</b>	<b>13</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	444,1	13
<b>Formation - Gestion des créances</b>	<b>499,1</b>	<b>8</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	499,1	8
<b>Formation - Gestion documentaire (archives)</b>	<b>1 998,4</b>	<b>2</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	1 998,4	2
<b>Formation - Greffier audienier</b>	<b>662,7</b>	<b>3</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	662,7	3
<b>Formation - Greffier audienier (jeunesse)</b>	<b>1 378,8</b>	<b>4</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	1 378,8	4
<b>Formation - Greffier audienier civil Cour des petites créances</b>	<b>7 429,5</b>	<b>6</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	7 429,5	6
<b>Formation - Greffier audienier cour du Québec</b>	<b>69,1</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	69,1	1
<b>Formation - Greffier audienier Cour supérieure</b>	<b>148,1</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	148,1	1
<b>Formation - Greffier audienier criminel</b>	<b>686,6</b>	<b>4</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	686,6	4
<b>Formation - Greffier audienier criminel pénal</b>	<b>651,6</b>	<b>4</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	651,6	4
<b>Formation - Greffier audienier et agent de bureau criminel/pénal</b>	<b>170,0</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	170,0	1
<b>Formation - Greffier audienier pénal</b>	<b>571,5</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	571,5	1
<b>Formation - Greffier criminel</b>	<b>138,3</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	138,3	1
<b>Formation - Greffière</b>	<b>2 488,5</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	2 488,5	1
<b>Formation - Huissier audienier</b>	<b>510,4</b>	<b>4</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	510,4	4
<b>Formation - Initiation a l'aspect budgétaire</b>	<b>92,5</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	92,5	1
<b>Formation - M303</b>	<b>140,5</b>	<b>2</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	140,5	2
<b>Formation - Maître des rôles</b>	<b>67,3</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	67,3	1
<b>Formation - Mesures d'urgence</b>	<b>1 939,4</b>	<b>53</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	645,7	25
Société québécoise des infrastructures (SQI)	1 293,7	28



<b>Formation - Non-contentieux et faillite</b>	<b>81,6</b>	<b>2</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	81,6	2
<b>Formation - Nouveaux cadres</b>	<b>4 931,9</b>	<b>5</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	4 931,9	5
<b>Formation - Officiers de justice Nouveau Code de procédure civile</b>	<b>66,8</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	66,8	1
<b>Formation - Outil Doodle</b>	<b>72,3</b>	<b>4</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	72,3	4
<b>Formation - Pensions alimentaires RPAL</b>	<b>53,3</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	53,3	1
<b>Formation - Procédure d'évacuation</b>	<b>402,2</b>	<b>17</b>
Société québécoise des infrastructures (SQI)	402,2	17
<b>Formation - Radar photo et présentation du centre de traitement de la preuve</b>	<b>740,3</b>	<b>20</b>
Sûreté du Québec	740,3	20
<b>Formation - RoboHELP et aide en ligne</b>	<b>1 063,0</b>	<b>2</b>
CGI	1 063,0	2
<b>Formation - Saisie informatique</b>	<b>44,7</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	44,7	2
<b>Formation - Santé psychologique</b>	<b>136,4</b>	<b>1</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	136,4	1
<b>Formation - Séance parentalité</b>	<b>36,5</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	36,5	1
<b>Formation - Secrétaire de direction</b>	<b>346,9</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	346,9	1
<b>Formation - Services financiers</b>	<b>15 095,5</b>	<b>30</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	4 257,9	19
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	10 837,7	11
<b>Formation - Shérif adjoint</b>	<b>84,2</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	84,2	1
<b>Formation - Soutien à l'administration</b>	<b>110,7</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	110,7	1
<b>Formation - Système de gestion DSJCNR volet officiers de justice</b>	<b>109,2</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	109,2	2
<b>Formation - Tarif judiciaire en matière civile</b>	<b>1 007,3</b>	<b>33</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 007,3	33
<b>Formation - Technicien en droit civil</b>	<b>1 040,5</b>	<b>6</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	1 040,5	6
<b>Formation - Technicien en droit civil/ser.population</b>	<b>442,9</b>	<b>3</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	442,9	3
<b>Formation - Tireur actif</b>	<b>2 220,3</b>	<b>31</b>
Ministère de la sécurité publique	2 220,3	31
<b>Formation - Tripeware</b>	<b>1 178,1</b>	<b>1</b>
Tripwire inc.	1 178,1	1
<b>Formation - Utilisation de la visioconférence</b>	<b>281,9</b>	<b>11</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	281,9	11
<b>Formation adjointe à la magistrature</b>	<b>1 596,1</b>	<b>3</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 596,1	3
<b>Formation annuelle - Equipe des mesures d'urgence</b>	<b>175,3</b>	<b>4</b>
Dir. gén. des services à l'organisation (DGSO)	175,3	4
<b>Formation- Audiovisuel</b>	<b>618,0</b>	<b>11</b>

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	618,0	11
<b>Formation- Azimut</b>	<b>332,8</b>	<b>8</b>
Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	332,8	8
<b>Formation CF - Accès à l'information</b>	<b>279,9</b>	<b>2</b>
Contrôleur des finances	279,9	2
<b>Formation- Comptoir de la Cour petites créances</b>	<b>66,4</b>	<b>2</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	66,4	2
<b>Formation des nouveaux cadres - Mobilisation des personnes</b>	<b>2 307,4</b>	<b>1</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	2 307,4	1
<b>Formation obligatoire - Code de procédure civile notaire</b>	<b>496,4</b>	<b>1</b>
Chambre des notaires du Québec	496,4	1
<b>Formulaire électronique de demande d'accès</b>	<b>672,5</b>	<b>16</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	672,5	16
<b>Fraude d'identité : connaissez-vous ?</b>	<b>136,2</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	136,2	1
<b>Functional English Grammar/Writing and Praticce</b>	<b>324,0</b>	<b>1</b>
Université McGill	324,0	1
<b>Gestion créances et dépôt volontaire</b>	<b>127,0</b>	<b>3</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	127,0	3
<b>Gestion de crise et image de marque</b>	<b>190,4</b>	<b>1</b>
Ass. de la sécurité de l'information du Québec	190,4	1
<b>Gestion de la documentation</b>	<b>231,3</b>	<b>2</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	69,4	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	161,9	1
<b>Gestion de l'instance, le protocole d'instance, le tri, la conférence</b>	<b>278,6</b>	<b>5</b>
Barreau de Québec	278,6	5
<b>Gestion de projet dans turbulence organisationnelle</b>	<b>4 839,3</b>	<b>9</b>
GP Québec (Comm. pratique en gestion projets Qc)	4 839,3	9
<b>Gestion des conflits de groupe</b>	<b>660,8</b>	<b>1</b>
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	660,8	1
<b>Gestion des créances, pension alimentaire et caisse</b>	<b>214,4</b>	<b>3</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	214,4	3
<b>Gestion des opérations et performance organisationnelle / Relation avec la clientèle</b>	<b>663,2</b>	<b>1</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	663,2	1
<b>Gestion des stratégies de groupe: préférences et registres</b>	<b>975,0</b>	<b>1</b>
Technologia conseil / Technologia formation	975,0	1
<b>Gestion des tableaux M303</b>	<b>70,3</b>	<b>2</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	70,3	2
<b>Gestion hâtive d'instance</b>	<b>238,0</b>	<b>4</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	238,0	4
<b>Greffière-audiencier (criminel et jeunesse)</b>	<b>948,4</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	948,4	1
<b>Habiletés de négociation</b>	<b>686,7</b>	<b>2</b>
Université Laval	686,7	2
<b>Habiletés politiques (module 5)</b>	<b>649,5</b>	<b>1</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	649,5	1
<b>Immigrants et réfugiés LGBTT - le parcours du combattant</b>	<b>96,8</b>	<b>1</b>



Ass. du barreau Canadien (CBA)	96,8	1
<b>Immigration et criminalité: L'Agence des services frontaliers du Canada frappe à votre porte</b>	<b>48,0</b>	<b>1</b>
Barreau de Québec	48,0	1
<b>Immobilisations au gouvernement - Particularités</b>	<b>132,2</b>	<b>1</b>
Contrôleur des finances	132,2	1
<b>Implementing CiscoWorks LMS 4,0 (Cisco Prime LMS 4,2)</b>	<b>4 745,1</b>	<b>1</b>
Global Knowledge	4 745,1	1
<b>Influence</b>	<b>1 111,1</b>	<b>7</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 111,1	7
<b>Infonuagique</b>	<b>111,6</b>	<b>1</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	111,6	1
<b>Information sur le Centre de justice de proximité</b>	<b>671,8</b>	<b>29</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	671,8	29
<b>Informatique légal et privilège de confidentialité</b>	<b>41,4</b>	<b>1</b>
Asso. de la sécurité de l'information du Qc (ASIQ)	41,4	1
<b>Informatique secteur criminelle</b>	<b>723,8</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	723,8	1
<b>Initiation à l'aspect budgétaire</b>	<b>96,9</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	96,9	2
<b>Introduction à Java</b>	<b>227,3</b>	<b>1</b>
TELUQ	227,3	1
<b>Introduction à la consultation en droit autochtone</b>	<b>1 383,2</b>	<b>8</b>
Direction du droit public	1 383,2	8
<b>Introduction à l'intervention en cas de crises</b>	<b>113,0</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	113,0	1
<b>Introduction à l'intervention en situation de crise</b>	<b>730,8</b>	<b>6</b>
Dir. gén. des services à l'organisation (DGSO)	730,8	6
<b>JIQ</b>	<b>4 672,3</b>	<b>8</b>
Réseau ACTION TI	4 672,3	8
<b>Journée de formation pour les juristes de L'Etat</b>	<b>45 504,8</b>	<b>102</b>
Barreau de Québec	45 504,8	102
<b>Journée de la femme - L'ambition au féminin</b>	<b>127,6</b>	<b>1</b>
Barreau de Québec	127,6	1
<b>Journée thématique Groupe d'expertise en gestion des documents du Gouvernement du Québec</b>	<b>490,1</b>	<b>2</b>
Groupe d'expertise en gestion des documents (GEGD)	490,1	2
<b>La Constitution canadienne</b>	<b>1 806,8</b>	<b>16</b>
Université d'Ottawa	1 806,8	16
<b>La démocratie référendaire dans les états plurinationaux</b>	<b>528,6</b>	<b>1</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	528,6	1
<b>La gestion de l'instance le coeur du changement</b>	<b>15 441,1</b>	<b>97</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	15 441,1	97
<b>La gestion de projet : de la théorie à la pratique</b>	<b>587,5</b>	<b>4</b>
GP Québec (Comm. pratique en gestion projets Qc)	587,5	4
<b>La langue des lois et des jugements</b>	<b>482,0</b>	<b>1</b>
Barreau de Montréal	482,0	1
<b>La Magna Carta et son impact</b>	<b>101,6</b>	<b>1</b>
Cour d'appel	101,6	1
<b>La magna et son impact au Québec</b>	<b>208,6</b>	<b>1</b>
Commission internationale des juristes du Canada	208,6	1

<b>La modernisation des autorisations gouvernementales - Défis et opp.</b>	<b>290,2</b>	<b>1</b>
Université Laval	290,2	1
<b>La personne et le changement</b>	<b>1 468,1</b>	<b>3</b>
Université Laval	1 468,1	3
<b>La pratique du rôle conseil</b>	<b>5 842,6</b>	<b>16</b>
Réseau DOF inc.	5 842,6	16
<b>La proportionnalité, les interrogatoire et l'expertise</b>	<b>277,2</b>	<b>5</b>
Barreau de Québec	277,2	5
<b>La recherche juridique: avez-vous la bonne technique?</b>	<b>42,9</b>	<b>1</b>
Jeune Barreau de Québec	42,9	1
<b>La reconnaissance au travail : des pratiques à visage humain</b>	<b>933,0</b>	<b>1</b>
Ordre des conseillers en ress. hum. agréés (ORHRI)	933,0	1
<b>L'abc du droit autochtone</b>	<b>2 827,1</b>	<b>28</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	2 827,1	28
<b>L'accès à la justice au Canada : Un virage culturel aux multiples facettes</b>	<b>442,4</b>	<b>10</b>
Université Laval	442,4	10
<b>L'Assurabilité de l'emploi et l'assurance-emploi (1)</b>	<b>320,0</b>	<b>1</b>
Wilson et Lafleur Ltée	320,0	1
<b>Le leadership transformationnel - un atout pour les jeunes leaders</b>	<b>5 435,3</b>	<b>1</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	5 435,3	1
<b>Le professionnel avec des tâches de gestion</b>	<b>1 874,2</b>	<b>1</b>
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 874,2	1
<b>Le tribunal des Droits de la personne 25 ans d'expérience en matière d'égalité</b>	<b>3 422,9</b>	<b>4</b>
Barreau du Québec	3 422,9	4
<b>Leader de performance</b>	<b>933,3</b>	<b>1</b>
CFC, groupe conseil	933,3	1
<b>Leadership en action pour gest. (LAGG)</b>	<b>6 641,1</b>	<b>11</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	6 641,1	11
<b>Leadership et mobilisation</b>	<b>1 030,1</b>	<b>3</b>
Université Laval	1 030,1	3
<b>Les cinq chapeaux du gestionnaire pour assurer un milieu de travail sain et respectueux</b>	<b>475,2</b>	<b>1</b>
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	475,2	1
<b>Les développements récents Droit de la santé et sécurité au travail 2016</b>	<b>737,4</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	737,4	1
<b>Les moyens de défense - Partie 1 et 2</b>	<b>708,5</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	708,5	1
<b>Les moyens préliminaires, les incidents de l'instance et la communication des pièces</b>	<b>189,9</b>	<b>3</b>
Barreau de Québec	189,9	3
<b>Les nouvelles directives du juge en chef associé</b>	<b>456,1</b>	<b>8</b>
Barreau du Québec	456,1	8
<b>Les personnalités difficiles : qui sont-elles ?</b>	<b>172,1</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	172,1	1
<b>L'éthique dans la fonction publique québécoise</b>	<b>22,1</b>	<b>2</b>
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	22,1	2
<b>L'évolution de la jurisprudence en matière</b>	<b>562,0</b>	<b>3</b>



Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	562,0	3
<b>L'expert, la Cour suprême et le nouveau Code de procédure civile</b>	<b>687,1</b>	<b>2</b>
Barreau du Québec	687,1	2
<b>L'implication du procureur général du Québec dans les affaires criminelles et pénales</b>	<b>2 335,5</b>	<b>27</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	2 335,5	27
<b>L'inconfort d'être libre : quelques réflexions sur la transformation de la liberté d'association par ses limites</b>	<b>145,5</b>	<b>1</b>
Ass. du barreau Canadien (CBA)	145,5	1
<b>L'interface politico-administrative</b>	<b>1 018,8</b>	<b>3</b>
Centre de leadership et dével. des compét. (CLDC)	48,0	1
<b>ENAP (école nationale d'administration publique)</b>	<b>452,2</b>	<b>1</b>
Min. Conseil exécutif Qc (MCE)	518,6	1
<b>Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP)</b>	<b>233,6</b>	<b>1</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	233,6	1
<b>Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics</b>	<b>39,4</b>	<b>1</b>
BCF avocats d'affaires	39,4	1
<b>L'oralité et la déclaration commune de demande d'inscription pour jugement</b>	<b>223,6</b>	<b>4</b>
Barreau de Québec	223,6	4
<b>Maître des rôles civil</b>	<b>481,2</b>	<b>6</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	481,2	6
<b>Maître en affaires</b>	<b>156,0</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	156,0	1
<b>Maîtrise en administration des affaires MBA gestion des entreprises</b>	<b>334,4</b>	<b>1</b>
Université Laval	334,4	1
<b>Maîtrise en administration publique</b>	<b>7 862,9</b>	<b>3</b>
ENAP (école nationale d'administration publique)	7 862,9	3
<b>Maîtrise en droit</b>	<b>1 298,4</b>	<b>1</b>
Université de Montréal	1 298,4	1
<b>Maîtrise en Droit avec mémoire</b>	<b>327,8</b>	<b>1</b>
Université Laval	327,8	1
<b>Mandats et pardon</b>	<b>225,8</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	225,8	1
<b>Matinée thématique - GP Québec</b>	<b>137,3</b>	<b>1</b>
GP Québec (Comm. pratique en gestion projets Qc)	137,3	1
<b>Mentorat</b>	<b>350,2</b>	<b>3</b>
Ministère de la culture et des communications Qc	105,0	1
Secrétariat du Conseil du trésor	245,1	2
<b>Modification Loi V-1.2</b>	<b>365,2</b>	<b>12</b>
DPCP (Directeur poursuites criminelles pénales)	365,2	12
<b>Modifications au cadre légal et normatif dotation</b>	<b>1 699,8</b>	<b>7</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	1 699,8	7
<b>Nouveau Code de procédure civile</b>	<b>371 441,3</b>	<b>3837</b>
Barreau de Québec	1 667,0	14
Barreau de Richelieu	215,5	1
Barreau du Québec	1 817,1	11
Chambre des notaires du Québec	7 128,9	20
Contrôleur des finances	99,2	1
Cour d'appel	730,6	25
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	120 803,0	658
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	561,1	12

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	237 659,1	3092
Paquette et associés huissiers de justice	105,3	1
Université Laval	604,6	1
Barreau	50,0	1
<b>Opportunités et risques liés au Big Data</b>	<b>289,9</b>	<b>1</b>
ISACA Québec	289,9	1
<b>Optimisation des ressources</b>	<b>447,1</b>	<b>3</b>
Forum des responsables de la vérification interne	447,1	3
<b>Optimisation des ressources - 2e partie</b>	<b>423,1</b>	<b>3</b>
Forum des responsables de la vérification interne	423,1	3
<b>Panier de gestion</b>	<b>738,4</b>	<b>1</b>
Alliance des cadres de l'État	738,4	1
<b>Perfectionnement en rédaction</b>	<b>550,6</b>	<b>1</b>
Accent Formation	550,6	1
<b>PGAGL</b>	<b>5 328,4</b>	<b>1</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	5 328,4	1
<b>PGAGL - Communication persuasive et efficace</b>	<b>4 065,0</b>	<b>5</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	4 065,0	5
<b>PGAGL - Conduite du changement</b>	<b>773,6</b>	<b>1</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	773,6	1
<b>PGAGL - Lancement des ateliers - atelier 1</b>	<b>647,6</b>	<b>1</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	647,6	1
<b>PGAGL - Mobilisation des personnes</b>	<b>418,5</b>	<b>1</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	418,5	1
<b>PGAGL - Module 5</b>	<b>1 121,6</b>	<b>1</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	1 121,6	1
<b>PGAGL - Niveau 1</b>	<b>9 740,4</b>	<b>6</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	9 740,4	6
<b>Plaider en appel: de la préparation à l'audition</b>	<b>402,8</b>	<b>7</b>
Barreau de Québec	402,8	7
<b>Préparation à la retraite - PIPR</b>	<b>16 662,7</b>	<b>20</b>
CARRA (Comm. adm. des rég. de retr. et d'ass.)	1 775,7	2
<b>CEGEP Marie-Victorin</b>	<b>4 149,0</b>	<b>7</b>
Centre Louis-Joliette	1 106,5	2
Commission scolaire de la Capitale	9 631,6	9
<b>Présence d'une menace imminente par personne armée</b>	<b>459,1</b>	<b>9</b>
Ministère de la sécurité publique	459,1	9
<b>Présentation des outils de prise en compte des principes de développement durable</b>	<b>119,6</b>	<b>1</b>
Min. Dév.Durable, Environ., Lutte Chang. Clim(MDDELCC)	119,6	1
<b>Présentation grands thèmes et nouveautés Gartner</b>	<b>399,6</b>	<b>1</b>
Gartner	399,6	1
<b>Présentation sur la transformation de la justice</b>	<b>2 063,2</b>	<b>29</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 063,2	29
<b>Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader</b>	<b>55 316,3</b>	<b>24</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	55 316,3	24
<b>Programme développement des personnes handicapées</b>	<b>175,9</b>	<b>1</b>
Centre des services partagés du Québec (CSPO)	175,9	1
<b>Programme leadership stratégique (PLS) présentation de cas</b>	<b>179,1</b>	<b>1</b>
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	179,1	1
<b>Projet d'habilités sécuritaires à la DGSJ et nouvelles règles de dotatio</b>	<b>1 400,6</b>	<b>29</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 400,6	29
<b>Protection de la jeunesse et LSJPA</b>	<b>278,5</b>	<b>2</b>



Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	278,5	2
<b>Protection des renseignements pers et les techn des médias sociaux</b>	<b>137,9</b>	<b>1</b>
ENAP (école nationale d'administration publique)	137,9	1
<b>Qui assure ma sécurité pour accompagner ma croissance</b>	<b>52,2</b>	<b>1</b>
Ass. de la sécurité de l'information du Québec	52,2	1
<b>Rapport financier</b>	<b>117,3</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	117,3	2
<b>Recherche juridique en ligne</b>	<b>64,1</b>	<b>1</b>
LexisNexis Canada	64,1	1
<b>Recherche législative en droit fédéral</b>	<b>29,6</b>	<b>1</b>
CAIJ (Centre d'accès à l'information juridique)	29,6	1
<b>Recherche législative en droit québécois</b>	<b>59,2</b>	<b>1</b>
CAIJ (Centre d'accès à l'information juridique)	59,2	1
<b>Réforme du code de procédure civile</b>	<b>409,1</b>	<b>1</b>
Chambre des notaires du Québec	409,1	1
<b>Régimes de protection pour les personnes vulnérables</b>	<b>123,0</b>	<b>1</b>
Barreau de Québec	123,0	1
<b>Régistre des entreprises du Québec - Notions de base</b>	<b>388,3</b>	<b>1</b>
Centre de leadership et dével. des compét. (CLDC)	388,3	1
<b>Règlement sur diffusion des renseignements personnels</b>	<b>227,6</b>	<b>6</b>
Dir. gén. des services à l'organisation (DGSO)	227,6	6
<b>Rencontre annuelle de la relève</b>	<b>308,9</b>	<b>1</b>
Secrétariat aux emplois supérieurs Min.Cons.Ex.Qc	308,9	1
<b>Rencontre d'accompagnement personnalisé</b>	<b>97,3</b>	<b>1</b>
Secrétariat aux emplois supérieurs Min.Cons.Ex.Qc	97,3	1
<b>Rencontre interactive de la relève</b>	<b>578,2</b>	<b>4</b>
Secrétariat aux emplois supérieurs Min.Cons.Ex.Qc	578,2	4
<b>Rendez-vous matinal sur le thème des nouveaux risques sur le radar</b>	<b>80,8</b>	<b>1</b>
GP Québec (Comm. pratique en gestion projets Qc)	80,8	1
<b>Revue des concepts fondamentaux en gouvernance</b>	<b>1 109,1</b>	<b>3</b>
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	1 109,1	3
<b>Revue des jugements marquants de la Commission des lésions profe:</b>	<b>886,2</b>	<b>5</b>
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	886,2	5
<b>SADE</b>	<b>70,9</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	70,9	2
<b>SAGESSE</b>	<b>1 975,3</b>	<b>9</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	1 975,3	9
<b>SAGIR - 3 - ATE-58 Démo Solution</b>	<b>149,6</b>	<b>1</b>
DGSAGIR	149,6	1
<b>SAGIR - 3 - ATE-59 Matériel d'implantation</b>	<b>149,6</b>	<b>1</b>
DGSAGIR	149,6	1
<b>SAGIR - 3 - ATE-61 Processus recrutement/promotion</b>	<b>796,1</b>	<b>3</b>
DGSAGIR	796,1	3
<b>SAGIR - CAP-15 Factures et blocages</b>	<b>641,7</b>	<b>1</b>
DGSAGIR	641,7	1
<b>SAGIR - EI-08 - Elaboration de rapports PO/LSA</b>	<b>234,8</b>	<b>1</b>
DGSAGIR	234,8	1
<b>SAGIR - EI-09 - Elaboration de rapports GAP/LSCD</b>	<b>131,4</b>	<b>1</b>
DGSAGIR	131,4	1
<b>SAGIR - GL-15 Interrogation et rapport du Grand Livre</b>	<b>209,9</b>	<b>1</b>
DGSAGIR	209,9	1
<b>SAGIR - PO -11 Les ententes d'achat permanentes</b>	<b>436,0</b>	<b>2</b>
DGSAGIR	436,0	2

<b>SAGIR - PO -12 Les bons de commande standard</b>	<b>592,5</b>	<b>1</b>
DGSAGIR	592,5	1
<b>SAGIR - RH - 05 Structure d'organisation administrative</b>	<b>133,5</b>	<b>1</b>
DGSAGIR	133,5	1
<b>SAGIR - RH - 21 - Temps et gains - Volet mandataire</b>	<b>357,2</b>	<b>2</b>
DGSAGIR	357,2	2
<b>SAGIR - RH - 22 - Dossier des personnes</b>	<b>844,9</b>	<b>1</b>
DGSAGIR	844,9	1
<b>SAGIR - RH -12 - Mode Date Track</b>	<b>100,1</b>	<b>1</b>
DGSAGIR	100,1	1
<b>SAGIR - RH -12 - Postes</b>	<b>403,8</b>	<b>1</b>
DGSAGIR	403,8	1
<b>SAGIR - RH -13 Web ADI</b>	<b>100,0</b>	<b>1</b>
DGSAGIR	100,0	1
<b>SAGIR -3 - ATE 56 - Processus de qualification - Personnel de bureau</b>	<b>1 726,4</b>	<b>5</b>
DGSAGIR	1 726,4	5
<b>SAGIR -3 - ATE 57 - Processus de qualification</b>	<b>4 214,9</b>	<b>5</b>
DGSAGIR	4 214,9	5
<b>SAGIR -3 - ATE-58 - Démonstration de la solution dotation en ligne</b>	<b>276,7</b>	<b>2</b>
DGSAGIR	276,7	2
<b>SAGIR -3 - ATE-65 - Repérage/Nomination</b>	<b>134,6</b>	<b>1</b>
DGSAGIR	134,6	1
<b>SAGIR -3 - DOT-11 - Offre d'emploi en affectation ou en mutation</b>	<b>1 760,0</b>	<b>9</b>
DGSAGIR	1 760,0	9
<b>SAGIR-3 - ATE-62 Processus affectation/mutation</b>	<b>649,8</b>	<b>3</b>
DGSAGIR	649,8	3
<b>SAGIR-3 ATE - 63 Stratégie de formation</b>	<b>411,8</b>	<b>1</b>
DGSAGIR	411,8	1
<b>Saisie en lot pouvoirs officiels de justice des employés dans le système DSJCNR</b>	<b>57,3</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	57,3	2
<b>Saisie informatique des Petites créances</b>	<b>254,4</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	254,4	1
<b>Santé mentale - Comprendre le DSM-5 - Les troubles d'adaptation</b>	<b>134,3</b>	<b>1</b>
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	134,3	1
<b>Savoir gérer son réseau</b>	<b>452,2</b>	<b>1</b>
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	452,2	1
<b>SCC'S new freedom of association trilogy</b>	<b>260,5</b>	<b>1</b>
York University	260,5	1
<b>Secourisme en milieu de travail</b>	<b>2 463,1</b>	<b>13</b>
Action secours inc.	376,6	1
Formation Prévention Secours Inc.	679,7	1
Santinel inc.	974,6	3
Société québécoise des infrastructures (SQI)	432,2	8
<b>Secouriste en milieu de travail</b>	<b>703,2</b>	<b>2</b>
Opti-Soins	703,2	2
<b>Secteur de la santé - La gestion des grands changements : enjeux, dé</b>	<b>781,2</b>	<b>3</b>
IGF Québec	781,2	3
<b>Security Onion : Outil de surveillance et de détection d'intrusion</b>	<b>41,4</b>	<b>1</b>
Asso. de la sécurité de l'information du Qc (ASIQ)	41,4	1
<b>Séminaire sur la sécurité CISCO</b>	<b>82,8</b>	<b>1</b>
CISCO	82,8	1



<b>Services financiers</b>	<b>716,9</b>	<b>3</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	716,9	3
<b>Shérif criminel</b>	<b>55,3</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	55,3	1
<b>Shérif criminel</b>	<b>2 194,1</b>	<b>23</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	2 194,1	23
<b>S'initier aux réseaux RE 101</b>	<b>1 141,7</b>	<b>1</b>
Technologia conseil / Technologia formation	1 141,7	1
<b>Surveillance de masse effectuée par nos gouvernements</b>	<b>60,3</b>	<b>1</b>
Ass. de la sécurité de l'information du Québec	60,3	1
<b>Symposium sur la gestion des identités et des accès - GIA</b>	<b>1 925,1</b>	<b>2</b>
ISACA Québec	1 925,1	2
<b>Table de législation février 2016</b>	<b>335,9</b>	<b>2</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	335,9	2
<b>Table d'échange et de perfectionnement en Droit autochtone</b>	<b>104,3</b>	<b>1</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	104,3	1
<b>Table d'échange sur les contrats</b>	<b>597,0</b>	<b>3</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	597,0	3
<b>Table d'échanges et de concertation en matière d'accès aux documer</b>	<b>363,7</b>	<b>2</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	363,7	2
<b>Table ronde des responsables de la vérification interne</b>	<b>215,8</b>	<b>1</b>
Forum des responsables de la vérification interne	215,8	1
<b>Table sur la législation</b>	<b>3 384,3</b>	<b>18</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	3 384,3	18
<b>Table sur la législation décembre 2015</b>	<b>362,6</b>	<b>2</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	362,6	2
<b>Table sur la Législation octobre 2015</b>	<b>2 408,7</b>	<b>13</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	2 408,7	13
<b>Tableau de bord et indicateurs des projets TI</b>	<b>809,7</b>	<b>2</b>
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	809,7	2
<b>Tandem sur les meilleures pratiques devant la Cour d'appel</b>	<b>688,3</b>	<b>5</b>
Barreau de Québec	688,3	5
<b>Tarif des témoins</b>	<b>1 038,9</b>	<b>16</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	1 038,9	16
<b>Tarif en matière civile et droits de greffe</b>	<b>79,8</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	79,8	1
<b>Tarif judiciaire en matière civile : Nouveau Code de procédure civile</b>	<b>47,8</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	47,8	2
<b>Taxation des témoins</b>	<b>44,3</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	44,3	1
<b>Technique juridique</b>	<b>437,3</b>	<b>2</b>
Collège Ahuntsic	437,3	2
<b>Techniques de sondages</b>	<b>464,5</b>	<b>1</b>
SQÉP-Société québécoise d'évaluation de programme	464,5	1
<b>Techniques d'interrogatoire et contre interrogatoire</b>	<b>652,7</b>	<b>4</b>
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	652,7	4
<b>Téléconférence nationale des registraire de faillite</b>	<b>64,4</b>	<b>1</b>
Bureau du Surintendant en faillite (Gouv.Féd.)	64,4	1
<b>Transcription et expédition des jugements</b>	<b>46,3</b>	<b>1</b>
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	46,3	1
<b>Transformation organisationnelle et gestion du changement</b>	<b>2 843,2</b>	<b>2</b>
Université Laval	2 843,2	2
<b>Trousse des petites créances</b>	<b>38,5</b>	<b>1</b>

ÉNAP (école nationale d'administration publique)	38,5	1
<b>Unik par la pratique (niveau 2 - intermédiaire)</b>	<b>175,6</b>	<b>3</b>
CAIJ (Centre d'accès à l'information juridique)	175,6	3
<b>Utilisation du système de gestion des rôles infotrac</b>	<b>637,6</b>	<b>8</b>
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	637,6	8
<b>Validation du rapport annuel de gestion</b>	<b>137,9</b>	<b>1</b>
Forum des responsables de la vérification interne	137,9	1
<b>Visite de chantier Commission de la construction du Québec</b>	<b>498,6</b>	<b>3</b>
Commission de la construction du Québec	498,6	3
<b>Webinaire : S'adapter aux changements</b>	<b>46,0</b>	<b>1</b>
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	46,0	1
<b>WestlawNext Canada</b>	<b>220,5</b>	<b>5</b>
CARSWELL	220,5	5
<b>Why a pervasive approach is crucial in cyber-security</b>	<b>82,8</b>	<b>1</b>
Asso. de la sécurité de l'information du Qc (ASIQ)	82,8	1
<b>Wireshark et Observer</b>	<b>155,5</b>	<b>1</b>
Altea Communications	155,5	1
<b>WORD 2010 sur mesure</b>	<b>6 201,2</b>	<b>19</b>
Académie Sylbert	6 201,2	19
<b>Total général</b>	<b>1 205 508,8</b>	<b>6084</b>

\* Le coût des formations peut inclure le salaire des participants.

Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels  
entre le 1e avril 2015 et le 31 mars 2016

	Coût total	Nombre de participants
Forum interprovincial traitement judiciaire VC	1 117,8 \$	1
Trajetvi	1 117,8 \$	1
Introduction à la consultation en droit autochtone	205,1 \$	1
Direction du droit public	205,1 \$	1
La responsabilité des administrateurs d'OSBL	320,1 \$	1
Barreau de Québec	320,1 \$	1
Le nouveau Code de procédure civile	205,1 \$	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	205,1 \$	1
Mode de prévention et de règlement des différends	683,5 \$	1
Bureau du Fonds Accès Justice (BFAJ)	683,5 \$	1
Nouvelle charte des victimes	299,0 \$	1
Ass. du barreau Canadien (CBA)	299,0 \$	1
Rencontre et documentaire d'Éve Lamont (commerce du sexe)	133,3 \$	1
Éve Lamont documentariste et camérawoman	133,3 \$	1
Symposium national sur la justice réparatrice (SNJR 2015)	788,7 \$	1
Regr. organismes de justice alt. du Qc. (ROJAQ)	788,7 \$	1
Le trouble de stress post-traumatique - Reconnaître, comprendre.	484,4 \$	1
Évelyne Donnini psychologue (MPs)	484,4 \$	1
Total général	4 236,8 \$	9

Source: Systeme de suivi des activités de développement SADE, avril 2016  
Service de soutien à l'administration - DRH



Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du Fonds accès Justice  
entre le 1e avril 2015 et le 31 mars 2016

	Coût total	Nombre de participants
<b>Act cliniques modes prévention règlement différend</b>	<b>1 748,2 \$</b>	<b>1</b>
Université Laval	1 748,2 \$	1
<b>Colloque des CPA du secteur public et parapublic</b>	<b>846,6 \$</b>	<b>1</b>
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	846,6 \$	1
<b>Colloque Osez régler autrement</b>	<b>653,2 \$</b>	<b>1</b>
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)	653,2 \$	1
<b>Congrès 2015 - Notre couleur de la justice</b>	<b>528,7 \$</b>	<b>1</b>
Chambre des notaires du Québec	528,7 \$	1
<b>Cycle budgétaire et budget de dépenses</b>	<b>289,7 \$</b>	<b>1</b>
Contrôleur des finances	289,7 \$	1
<b>Innovation et accès à la justice</b>	<b>1 000,1 \$</b>	<b>1</b>
Université de Montréal	1 000,1 \$	1
<b>La médiation, un outil à la portée de tous</b>	<b>123,2 \$</b>	<b>1</b>
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)	123,2 \$	1
<b>L'État du Québec et son fonctionnement</b>	<b>630,6 \$</b>	<b>1</b>
Contrôleur des finances	630,6 \$	1
<b>Normes comptables du secteur public - Principaux changements</b>	<b>142,5 \$</b>	<b>1</b>
Contrôleur des finances	142,5 \$	1
<b>Total général</b>	<b>5 962,8 \$</b>	<b>9</b>

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2016  
Service de soutien à l'administration - DRH

Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du Fonds des registres  
entre le 1e avril 2015 et le 31 mars 2016

	Coût total	Nombre de participants
<b>Cadre comptable gouvernemental</b>	176,1 \$	1
Contrôleur des finances	176,1 \$	1
<b>CISSP</b>	1 013,9 \$	1
Asso. de la sécurité de l'information du Qc (ASIQ)	1 013,9 \$	1
<b>Code de déontologie des avocats fait peau neuve</b>	175,7 \$	1
Barreau de Québec	175,7 \$	1
<b>Compétences en leadership au travail</b>	31,8 \$	1
Comptables professionnels agréés Can. - CPA Canada	31,8 \$	1
<b>Conférence canadienne sur les sûretés réelles mobilières 2015</b>	479,5 \$	1
DRC (Direction des registres et de la certificatio	479,5 \$	1
<b>Connaissance du RCA - Juridique</b>	146,2 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	146,2 \$	2
<b>Connaissance du RDPRM - Juridique</b>	1 625,8 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	1 625,8 \$	2
<b>Connaissance du RDPRM - Technique</b>	1 169,8 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	1 169,8 \$	2
<b>Connaissance du Registre des lobbyistes - Juridique</b>	146,2 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	146,2 \$	2
<b>Connaissance du Registre des lobbyistes - Technique</b>	1 023,6 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	1 023,6 \$	2
<b>Connaissance du Registre des ventes</b>	5 278,9 \$	18
DRC (Direction des registres et de la certificatio	5 278,9 \$	18
<b>Connaissance du RL - Juridique</b>	145,5 \$	1
DRC (Direction des registres et de la certificatio	145,5 \$	1
<b>Connaissance du RLPF - Juridique</b>	146,2 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	146,2 \$	2
<b>Connaissance du RLPF - Opérationnel</b>	146,2 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	146,2 \$	2
<b>Connaissances du RDPRM - Juridique</b>	1 001,3 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	1 001,3 \$	2
<b>CRM - Gestion de la relation clientèle</b>	146,2 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	146,2 \$	2
<b>Différentes demandes en matière non contentieuse et les changements qui en découlent (NCPC)</b>	300,1 \$	1
Chambre des notaires du Québec	300,1 \$	1
<b>Droits des TI</b>	1 285,8 \$	7
Université de Montréal	1 285,8 \$	7
<b>Gestion de projets</b>	1 496,2 \$	1
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 496,2 \$	1
<b>Implementing data warehouse with microsoft SQL Server</b>	1 347,2 \$	1
Versalys	1 347,2 \$	1
<b>Incidence du NCPC sur le registre des lobbyistes</b>	840,6 \$	8
DRC (Direction des registres et de la certificatio	840,6 \$	8
<b>Infonuagique: clauses contractuelles et garanties de sécurité exigée</b>	473,7 \$	1
Éditions Yvon Blais, Les	473,7 \$	1
<b>Introduction à la consultation en droit autochtone</b>	965,2 \$	5

Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	965,2 \$	5
<b>Introduction à la réforme de la procédure civile et ses impacts (NCPC)</b>	<b>216,7 \$</b>	<b>1</b>
Chambre des notaires du Québec	216,7 \$	1
<b>ITIL</b>	<b>8 885,5 \$</b>	<b>19</b>
CGI	8 885,5 \$	19
<b>La responsabilité de la doctrine</b>	<b>1 529,9 \$</b>	<b>7</b>
Université McGill	1 529,9 \$	7
<b>Le code de déontologie fait peau neuve</b>	<b>162,7 \$</b>	<b>1</b>
Barreau de Québec	162,7 \$	1
<b>L'insaisissabilité, la vente sous contrôle de justice et le bornage (NCPC)</b>	<b>133,4 \$</b>	<b>1</b>
Chambre des notaires du Québec	133,4 \$	1
<b>Normes comptables du secteur public - Principaux changements</b>	<b>270,9 \$</b>	<b>2</b>
Contrôleur des finances	270,9 \$	2
<b>Objets connectés - Vision Amérique/Europe</b>	<b>236,3 \$</b>	<b>1</b>
Wilson et Lafleur Ltée	236,3 \$	1
<b>Pour un service à la clientèle impeccable</b>	<b>953,3 \$</b>	<b>6</b>
DRC (Direction des registres et de la certificatio	953,3 \$	6
<b>Radiations volontaires</b>	<b>1 326,4 \$</b>	<b>2</b>
DRC (Direction des registres et de la certificatio	1 326,4 \$	2
<b>Radiations volontaires - Opérationnel</b>	<b>2 079,6 \$</b>	<b>3</b>
DRC (Direction des registres et de la certificatio	2 079,6 \$	3
<b>S'adapter aux changements imposés</b>	<b>31,8 \$</b>	<b>1</b>
Comptables professionnels agréés Can. - CPA Canada	31,8 \$	1
<b>Successions</b>	<b>292,5 \$</b>	<b>2</b>
DRC (Direction des registres et de la certificatio	292,5 \$	2
<b>Webdiffusion - Code de procédure civile</b>	<b>1 304,1 \$</b>	<b>1</b>
Chambre des notaires du Québec	1 304,1 \$	1
<b>Webinaire CPA</b>	<b>136,7 \$</b>	<b>2</b>
Comptables professionnels agréés Can. - CPA Canada	136,7 \$	2
<b>Webinaire CPA - Comment élaborer et animer des présentations convaincantes</b>	<b>31,8 \$</b>	<b>1</b>
Comptables professionnels agréés Can. - CPA Canada	31,8 \$	1
<b>Webinaire CPA - Embauche et rémunération domaine de la comptabilité et finance</b>	<b>31,8 \$</b>	<b>1</b>
Comptables professionnels agréés Can. - CPA Canada	31,8 \$	1
<b>Formation - Juridique</b>	<b>1 023,6 \$</b>	<b>2</b>
DRC (Direction des registres et de la certificatio	1 023,6 \$	2
<b>Le nouveau code de procédure civile - Procédure contentieuse</b>	<b>165,5 \$</b>	<b>1</b>
Barreau de Québec	165,5 \$	1
<b>NCPC - vers une Cyberjustice</b>	<b>1 529,9 \$</b>	<b>7</b>
Université de Montréal	1 529,9 \$	7
<b>Total général</b>	<b>39 903,9 \$</b>	<b>127</b>

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2016  
Service de soutien à l'administration - DRH



- P.94   POUR 2015-2016, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :**
- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
  - B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.

---

**MINISTÈRE**

---

- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
- POUR LES DOSSIERS CRIMINELS, LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION P.61.
- B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.**
- LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L’INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

---

MINISTÈRE

---

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EST DÉTERMINÉ À METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION (CEIC).

LE 24 NOVEMBRE DERNIER, L'HONORABLE FRANCE CHARBONNEAU, PRÉSIDENTE ET M. RENAUD LACHANCE, COMMISSAIRE, RENDAIENT PUBLIC LE RAPPORT DE LA COMMISSION.

LE 26 NOVEMBRE 2015, L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ LA MOTION SUIVANTE: «QUE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE DONNER SUITE AUX RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION CHARBONNEAU EN LES ÉTUDIANT DE MANIÈRE EXHAUSTIVE EN VUE DE LEUR APPLICATION.».

LE 23 MARS DERNIER, LORS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE SUR L'AVANCEMENT DES TRAVAUX DE LA CEIC , LE GOUVERNEMENT A ANNONCÉ LA MISE EN ŒUVRE DE CERTAINES MESURES. À CETTE MÊME OCCASION, LA MINISTRE DE LA JUSTICE A ANNONCÉ QUE LES MINISTRES DU GOUVERNEMENT PRÉSENTERONT, À INTERVALLES RÉGULIERS, L'AVANCEMENT DES TRAVAUX.

P.96 ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET DE LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION P.95.

MINISTÈRE

---

LES TRAVAUX DE SUIVIS DES RECOMMANDATIONS DE LA CEIC S’EFFECTUENT DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS RÉGULIÈRES DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES.

LA MISE EN ŒUVRE DE CERTAINES MESURES ENTRAÎNERA DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES POUR LE GOUVERNEMENT. IL APPARTIENDRA À CHACUN DES MINISTÈRES CONCERNÉS D’EN FAIRE L’ÉVALUATION ET D’OBTENIR LES AUTORISATIONS REQUISES AUPRÈS DU CONSEIL DU TRÉSOR S’ILS NE SONT PAS EN MESURE D’ABSORBER CES DÉPENSES À MÊME LEUR BUDGET DE FONCTIONNEMENT.

**P.98** ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LUTTER CONTRE LA RADICALISATION ADOPTÉ EN JUIN 2015. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES AUX ACTIONS ET INITIATIVES QUI DÉCOULENT DE CETTE MISE EN ŒUVRE.

POUR CHAQUE INITIATIVE, DÉCRIRE L’OBJECTIF RECHERCHÉ, INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES, LES BÉNÉFICIAIRES, LES MESURES DE SUIVI ET CONTRÔLE APPLICABLES.

---

**MINISTÈRE**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION DE LA DIVERSITÉ ET DE L’INCLUSION POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DANS LE CADRE DES RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE.

**P.99 ÉTAT DE SITUATION SUR LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE LIAISON AVEC LES COMMUNAUTÉ MUSULMANE ANNONCÉ VERS LE 18 NOVEMBRE 2014.**

- INDIQUER
- A. LES SOMMES ALLOUÉES AU FONCTIONNEMENT DE CE COMITÉ ET AUX INITIATIVES QUI EN ONT DÉCOULÉES ;
  - B. LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES DEPUIS SA CRÉATION, AVEC LES DATES;
  - C. LE NOM DES MEMBRES DU COMITÉ.

---

**MINISTÈRE**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DANS LE CADRE DES RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE.

- P.100 ÉTAT DE SITUATION DES ACTIVITÉS DU CENTRE DE PRÉVENTION À LA RADICALISATION DEPUIS SA CRÉATION;**
- A. INDiquer LES MEMBRES DE LA DIRECTION ET LES ADMINISTRATEURS, SI APPLICABLE;
  - B. INDiquer LES SOMMES ALLOUÉES POUR LE FONCTIONNEMENT ET LES INITIATIVES DU CENTRE;
  - C. FAIRE UN PORTRAIT DES RÉSULTATS DES INTERVENTIONS DU CENTRE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE CAS TRAITÉS ET LEUR SUIVI PAR LE CENTRE.
- 

**MINISTÈRE**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DANS LE CADRE DES RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE.

P.101 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, DES TRAVAUX DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE. INDiquer :

- A. LE SUIVI DONNÉ EN 2015-2016 AU RAPPORT PRÉLIMINAIRE DÉPOSÉ EN SEPTEMBRE 2013;
- B. LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

---

**MINISTÈRE**

---

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.



**MINISTÈRE**

---

AFIN DE DOCUMENTER LES BESOINS CONCERNANT LES SERVICES DE SUPERVISION DES DROITS D’ACCÈS, LE MINISTÈRE EFFECTUE, DEPUIS LE 10 MARS DERNIER, UN SONDAGE EN LIGNE AUPRÈS DE L’ENSEMBLE DES AVOCATS PRATIQUANT EN DROIT DE LA FAMILLE. LES RÉSULTATS DE CE SONDAGE SERONT DISPONIBLES AU PRINTEMPS 2016.

DES DISCUSSIONS ONT ÉGALEMENT EU LIEU AVEC LA MAGISTRATURE CONCERNANT UNE PROPOSITION DE MODIFICATION LÉGISLATIVE DANS LE CONTEXTE DE SUPERVISION DES DROITS D’ACCÈS PAR UNE TIERCE PERSONNE. CETTE MODIFICATION LÉGISLATIVE QUI POURRAIT ÊTRE PRÉVUE SOIT AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE OU AUX RÈGLES DE PRATIQUE DE LA COUR SUPÉRIEURE PERMETTRAIT DE S’ASSURER QUE LA PERSONNE À QUI LA SUPERVISION EST CONFIEE EST INFORMÉE DE LA PORTÉE DE SON OBLIGATION.

P.103 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2015-2016. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D’ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE / BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	TOTAL 2015-2016
ÂGE	51	9	7	5	0	72
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	41	0	4	0	0	45
AUTRES	0	0	0	0	11	11
CONDITION SOCIALE	5	5	5	1	1	17
CONVICTIONS POLITIQUES	5	0	0	5	0	10
ÉTAT CIVIL	12	2	6	0	0	20
EXPLOITATION	0	2	0	0	57	59
GROSSESSE	31	0	1	0	0	32
HANDICAP	143	23	63	58	2	289
LANGUE	5	0	2	1	0	8
ORIENTATION SEXUELLE	5	0	0	0	0	5
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	77	21	22	28	3	151
RELIGION	8	4	10	1	1	24
SEXE	19	0	11	2	1	33
TOTAL	403	66	131	101	76	776
% 2015-2016	52 %	9 %	17 %	13 %	10 %	100 %

L’ANNÉE 2015-2016 SE TERMINE AVEC UNE DIMINUTION DU NOMBRE DE PLAINTES DE 10% EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LE NOMBRE DE FOIS OÙ LE MOTIF DE DISCRIMINATION « HANDICAP » A ÉTÉ INVOQUÉ EST TOUTEFOIS EN HAUSSE DE 2 %, SOIT DANS 37 % DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES. IL EST IMPORTANT DE PRÉCISER QUE 52% DE CES PLAINTES SONT LIÉES AU SECTEUR DE L’EMPLOI.

AU DEUXIÈME RANG, ON RETROUVE LES MOTIFS FUSIONNÉS RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE DANS 19 % DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES. LE NOMBRE DE PLAINTES LIÉES À CES MOTIFS EST EN BAISSSE DE 16%, EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LES MOTIFS ÂGE (72) ET EXPLOITATION PERSONNES ÂGÉES (47) ENSEMBLES REPRÉSENTENT 15% DES MOTIFS DE PLAINTES INVOQUÉS, CE QUI LES PLACE AU TROISIÈME RANG.

LES PLAINTES CONCERNANT LE MOTIF RELIGION DEMEURENT STABLES À 3,09%.

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE DEMANDES D’ENQUÊTE REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

DEMANDES D’ENQUÊTE CHARTE

	2015-2016
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	22
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	35
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	181
CÔTE-NORD	12
ESTRIE	46
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	166
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	91
MONTÉRÉGIE	213
MONTRÉAL ET LAVAL	649
OUTAOUAIS	57
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	27
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS	49
TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE CHARTE	1548

LES 1548 DEMANDES D’ENQUÊTE ONT MENÉ À L’OUVERTURE DE 776 DOSSIERS DE PLAINTE, UN TAUX DE RÉTENTION DE 50%.

LES TABLEAUX SUIVANTS PRÉSENTENT LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS ET FERMÉS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

	2015-2016
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	11
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	16
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	94
CÔTE-NORD	9
ESTRIE	19
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	98
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	41
MONTÉRÉGIE	116
MONTRÉAL ET LAVAL	320
OUTAOUAIS	30
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	11
NE S’APPLIQUE PAS	11
TOTAL DOSSIERS OUVERTS CHARTE	776

DOSSIERS FERMÉS CHARTE

	2015-2016
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	13
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	9
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	101
CÔTE-NORD	10
ESTRIE	14
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	94
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	35
MONTÉRÉGIE	144
MONTRÉAL ET LAVAL	420
OUTAOUAIS	28
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	14
NE S’APPLIQUE PAS	9
TOTAL DOSSIERS FERMÉS CHARTE	894

LA COMMISSION TRAITE DES DOSSIERS D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES ET DE PERSONNES HANDICAPÉES SOIT À PARTIR DU DÉPÔT D'UNE PLAINTÉ PAR LA VICTIME ELLE-MÊME OU SUR LA BASE D'UN SIGNALEMENT. DANS CE DERNIER CAS L'ENQUÊTE EST INITIÉE PAR LA COMMISSION.

AU COURS DE L'ANNÉE, LA COMMISSION A INITIÉ 42 NOUVELLES ENQUÊTES DE SA PROPRE INITIATIVE, DONT 32 SONT RELATIVES À DES SITUATIONS D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES, UNE DIMINUTION DE 30% COMPARÉE À L'ANNÉE DERNIÈRE.

**NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF**

	2015-2016
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	32
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	10
TOTAL	42

LE NOMBRE DE DOSSIERS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 30 MARS 2016 EST DE 58.

IL N'Y A PAS DE PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE. CÉPENDANT, LES DEMANDES REÇUES À CE SUJET SONT RÉFÉRÉES AU SERVICE CONSEIL EN ACCOMMODEMENT RAISONNABLE (SCAR) DE LA COMMISSION. L'ANNÉE 2016 SE TERMINE AVEC UNE DIMINUTION DE 30% DE CES DEMANDES. PARMI LES DEMANDES REÇUES PRÉSENTÉES AU TABLEAU SUIVANT, LE MOTIF INVOQUÉ EST, DANS 68% DES CAS, LE HANDICAP ET DANS 22%, LA RELIGION.

**NOMBRE DE DEMANDES D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PAR MOTIF**

	2015-2016
ÂGE	1
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	0
CONDITION SOCIALE	0
CONVICTIONS POLITIQUES	1
ÉTAT CIVIL	3
EXPLOITATION	0
GROSSESSE	1
HANDICAP	56
LANGUE	0
ORIENTATION SEXUELLE	0
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	0
RELIGION	18
SEXE	0
NON PRÉCISÉ, DONNÉES EN TRAITEMENT	2
TOTAL	82

P.104 LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2015-2016, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATION ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- 1. SUIVI EN COURS
- 2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE
- 3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)

DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L'ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS (2015-2016)		
<div>○ LETTRE – PROJET DE LOI N° 42, LOI REGROUPANT LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE, LA COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL ET LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL ET INSTITUANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL</div> <div>▪ INITIATIVE ENVOI LE 6 MAI 2015 MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE</div>		2
<div>○ LETTRE – COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES CONDITIONS D'INSCRIPTION D'UN TECHNICIEN AMBULANCIER AU REGISTRE NATIONAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE</div> <div>▪ INITIATIVE ENVOI LE 31 JUILLET 2015 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</div>		2
<div>○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT SUR LE DÉROULEMENT DES ENQUÊTES DONT EST CHARGÉ LE BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES</div> <div>▪ INITIATIVE ENVOI LE 27 AOÛT 2015 MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE</div>		1
<div>○ LETTRE - RÈGLEMENT SUR LA PROCÉDURE SUIVIE PAR LA COMMISSION SUR LES SOINS DE FIN DE VIE AFIN DE VÉRIFIER LE RESPECT DES CONDITIONS RELATIVES À L'ADMINISTRATION DE L'AIDE MÉDICALE À MOURIR ET SUR LES RENSEIGNEMENTS DEVANT LUI ÊTRE TRANSMIS À CETTE FIN</div> <div>▪ INITIATIVE ENVOI LE 28 AOÛT 2015 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</div>		2
<div>○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE DOCUMENT D'ORIENTATION INTITULÉ « PLUS DE TRANSPARENCE, POUR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE : ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES POUR UN GOUVERNEMENT PLUS TRANSPARENT, DANS LE RESPECT DU DROIT À LA VIE PRIVÉE ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS »</div> <div>▪ INITIATIVE ENVOI LE 2 SEPTEMBRE 2015 – PRÉSENTATION LE 17 SEPTEMBRE 2015 COMMISSION DES INSTITUTIONS</div>		1
<div>○ RAPPORT DE SUIVI – L'ACCOMMODEMENT DES ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES EN SITUATION DE HANDICAP DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL</div> <div>▪ INITIATIVE ENVOI LE 9 SEPTEMBRE 2015 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE</div>		1
<div>○ LETTRE – COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE SUR LE PROJET DE MODIFICATION AU RÈGLEMENT DU TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE</div> <div>▪ DEMANDE ENVOI LE 15 SEPTEMBRE 2015 TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE</div>		2
<div>○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE PROJET DE LOI N° 59, LOI ÉDICTIONNANT LA LOI CONCERNANT LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE LES DISCOURS HAINEUX ET LES DISCOURS INCITANT À LA VIOLENCE ET APPORTANT DIVERSES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES POUR RENFORCER LA PROTECTION DES PERSONNES</div> <div>▪ DEMANDE PRÉSENTATION LE 15 SEPTEMBRE 2015 COMMISSION DES INSTITUTIONS</div>		1

<ul style="list-style-type: none"> <li>○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE PROJET DE LOI N° 492, LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL AFIN DE PROTÉGER LES DROITS DES LOCATAIRES AÎNÉS <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ DEMANDE ENVOI LE 21 SEPTEMBRE 2015 – PRÉSENTATION LE 22 SEPTEMBRE 2015 COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DU TERRITOIRE</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ LETTRE – COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 51, LOI VISANT NOTAMMENT À RENDRE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PLUS EFFICACE ET LES AMENDES AUX MINEURS PLUS DISSUASIVES <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ INITIATIVE ENVOI LE 29 SEPTEMBRE 2015 MINISTÈRE DE LA JUSTICE; COMMISSIONS DES INSTITUTIONS</li> </ul> </li> </ul>	3
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ MÉMOIRE SUR LE DOCUMENT DE CONSULTATION INTITULÉ « ENSEMBLE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES. POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LA JEUNESSE » <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ INITIATIVE ENVOI LE 30 SEPTEMBRE 2015 SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ LETTRE – CONSULTATIONS RELATIVES À L'ACTUALISATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DANS LE SECTEUR PRIVÉ <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ DEMANDE ENVOI LE 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2015 COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION DU QUÉBEC</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ LETTRE – PROJET DE LOI N° 76, LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU TRANSPORT COLLECTIF DANS LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ INITIATIVE ENVOI LE 3 DÉCEMBRE 2015 MINISTÈRE DES TRANSPORTS; COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE PROJET DE LOI N° 77, LOI SUR L'IMMIGRATION AU QUÉBEC <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ DEMANDE ENVOI LE 29 JANVIER 2016 – PRÉSENTATION LE 2 FÉVRIER 2016 COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ MÉMOIRE SUR LE DOCUMENT DE CONSULTATION INTITULÉ « SOLIDARITÉ ET INCLUSION SOCIALE. VERS UN TROISIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL » <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ INITIATIVE ENVOI LE 4 FÉVRIER 2016 MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE DU TRAVAIL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROJET DE LOI N° 70, LOI VISANT À PERMETTRE UNE MEILLEURE ADÉQUATION ENTRE LA FORMATION ET L'EMPLOI AINSI QU'À FAVORISER L'INTÉGRATION À L'EMPLOI <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ DEMANDE ENVOI LE 5 FÉVRIER 2016 – PRÉSENTATION LE 9 FÉVRIER 2016 COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ LETTRE – COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES DANS LES COMMISSIONS SCOLAIRES ET SITUATION DES ÉLÈVES HANDICAPÉS OU EN DIFFICULTÉ D'ADAPTATION OU D'APPRENTISSAGE (EHDA) <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ INITIATIVE ENVOI LE 26 FÉVRIER 2016 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ LETTRE – COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 83, LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE MUNICIPALE CONCERNANT NOTAMMENT LE FINANCEMENT POLITIQUE <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ INITIATIVE ENVOI LE 2 MARS 2016 MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE PROJET LOI N° 86, LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DES COMMISSIONS SCOLAIRES EN VUE DE RAPPROCHER L'ÉCOLE DES LIEUX DE DÉCISION ET D'ASSURER LA PRÉSENCE DES PARENTS AU SEIN DE L'INSTANCE DÉCISIONNELLE DE LA COMMISSION SCOLAIRE <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ INITIATIVE ENVOI LE 11 MARS 2016 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT; COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION</li> </ul> </li> </ul>	1

ESTIMATION DES DÉPENSES RELIÉES AU VOLET RECOMMANDATIONS ET AVIS

	RÉMUNÉRATION		FONCTIONNEMENT
	Professionnels	Emplois technique et bureau	
Nombre ETC utilisés	5.5	1.25	
ETC total des effectifs RECHERCHE	9	3	
Pourcentage =	61.1%	41.7%	
Rémunération RCH complète	876 382 \$	141 563 \$	
Rémunération (Selon nombre...)	535 567 \$	58 985 \$	
Rémunération totale CDPDJ	10 275 000 \$	10 275 000 \$	
Pourcentage =	5.2%	0.6%	
Frais de déplacement			300 \$
Frais de déplacement CDPDJ			80 000 \$
Pourcentage			0.4%
TOTAL des dépenses RCH (UTILISÉ)			594 851 \$
TOTAL DES DÉPENSES CDPDJ			10 355 000 \$
Pourcentage sur Budget total CDPDJ			5.7%

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, IL NOUS APPARAÎT IMPORTANT DE DONNER L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS POUR BIEN COMPRENDRE LES RÉSULTATS EN TERMES DE DÉLAIS.

DEMANDES À L'ACCUEIL

	2015-2016
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	10 330
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	990
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	3 181
TOTAL	14 501

1. LES PLAINTES EN CHARTE

	2015-2016
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES CHARTE	1 548

UNE FOIS L'EXERCICE DE RECEVABILITÉ COMPLÉTÉ, LES DEMANDES JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE.

2. DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS MENANT AU PROCESSUS D'ENQUÊTE A, QUANT À LUI, DIMINUÉ DE 10 % PAR RAPPORT À L'EXERCICE PRÉCÉDENT.

	2015-2016
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	776

3. DOSSIERS FERMÉS

UN DOSSIER FERMÉ EST UN DOSSIER TRAITÉ ET FINALISÉ SELON UN RÉSULTAT SPÉCIFIQUE, ALLANT DU DÉSISTEMENT DE LA PERSONNE, À LA FERMETURE EN RAISON DE L'INSUFFISANCE DE PREUVE OBTENUE, DU RÈGLEMENT INTERVENU ENTRE LES PARTIES PAR LE PROCESSUS DE MÉDIATION OU ENCORE, L'OBTENTION D'UN JUGEMENT D'UN TRIBUNAL.

	2015-2016
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	894

4. DOSSIERS ACTIFS

	2015-2016
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	1 187



5. LES DÉLAIS

LE CALCUL DU DÉLAI SE FAIT DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ SIGNÉE À LA DATE À LAQUELLE LA COMMISSION, PAR L'ENTREMISE DE SON COMITÉ DES PLAINTES, REND SA DÉCISION. LE CONTRÔLE DU DÉLAI N'ÉTANT PLUS SOUS LA PROPRE ET SEULE AUTORITÉ DE LA COMMISSION UNE FOIS CETTE DÉCISION RENDUE, LE CALCUL DU DÉLAI EXCLUT LES ÉTAPES DE LA NÉGOCIATION DES MESURES DE REDRESSEMENT ET DE LA JUDICIARISATION DU DOSSIER.

POUR LA DERNIÈRE ANNÉE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS SANS JUDICIARISATION ATTEINT 450 JOURS.

SANS JUDICIARISATION	2015-2016
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT (EN JOURS)	450

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES  
PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE  
AU 31 MARS 2016

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

GROUPE CÉDRICO INC.  
LA SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE RESSOURCES DE LA VALLÉE INC.  
RTD DISTRIBUTIONS LTÉE  
**TOTAL : 3**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

ALCAN INTERNATIONAL LIMITÉE CENTRE RECHERCHE DEV. ARVIDA  
ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.  
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN  
**TOTAL : 3**

**RA03 : QUÉBEC**

ABB BOMEM INC.  
BPR INC.  
COSSETTE COMMUNICATION INC.  
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE  
ENGLOBE CORP  
ENTREPRISES JULIEN INC.  
EXFO INGÉNIERIE ÉLECTRO-OPTIQUE INC.  
GÉNIVARINC.  
GFS QUÉBEC INC.  
INDUSTRIELLE-ALLIANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE  
INDUSTRIES MAIBEC INC.  
IRONMOUNTAIN CANADA CORPORATION  
J.B. DESCHAMPS INC.  
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.  
NEXINNOVATIONS INC.  
NURUN INC.  
ROCHE LTÉE, GROUPE-CONSEIL  
SSQ VIE  
STADACONA S.E.C.  
TECHNOCONSEIL (TC) INC  
WESCO DISTRIBUTION CANADA INC.  
WSP CANADA IMC.  
**TOTAL : 22**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

DUCHESNE & FILS LTÉE  
G.A. BOULET INC.  
MEUBLES CANADEL INC  
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC  
**TOTAL : 4**

**RA05 : ESTRIE**

SÉCURITÉ GENTELINC.  
**TOTAL : 1**

**RA06 : MONTRÉAL**

ADVANTECH TECHNIQUES DE POINTE POUR FAISCEAUX HERTZIENS INC.  
AECOM CONSULTANTS INC.  
ALIMENTS PARMALAT INC.(LES)DIVISION PARMALAT CANADA  
AUTODESK CANADA INC.  
CAISSE CENTRALE DESJARDINS  
CANON CANADA INC. DIVISION SOLUTIONS D'AFFAIRES  
CARTONS ST-LAURENT INC. (SMURFIT-STONE)  
CMC ÉLECTRONIQUE INC.  
CORPORATION KOMUNIK  
DOMTAR INC.  
DOUBLET  
ÉQUIPEMENT SMS INC.

**RA06 : MONTRÉAL (SUITE)**

ERNST & YOUNG  
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.  
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.  
GL & V CANADA INC.  
GROUPE CGI INC.  
GROUPE CONSEIL FX INNOVATION INC.  
GROUPE CONSEIL OSI INC.  
GROUPE SNC-LAVALIN INC.  
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CIE  
IBM CANADA LTÉE  
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.  
INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE  
INSPEC-SOL INC.  
JOHNSON & JOHNSON INC.  
KPMG  
KRUGER INC.  
LAFARGE CANADA INC. USINE DE ST-CONSTANT  
LE GARDE-MANGER POUR TOUS  
LE GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.  
LINDE CANADA LIMITÉE  
MECHTRONIX SYSTEMS INC.  
MÉDISOLUTION INC.  
MICHAEL ROSSY LTÉE  
MPB COMMUNICATIONS INC.  
NCR CANADA LTÉE  
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.  
ORACLE CORPORATION CANADA INC.  
PAGEAU MOREL & ASSOCIÉS INC.  
PITNEY BOWES DU CANADA LTÉE  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
QUEBECOR WORLD INC. QUEBECOR WORLD MONTRÉAL  
R3D CONSEIL INC  
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC./DIVISION NEDCO  
SÉCURITÉ KOLOSSAL INC.  
SERVICES FINANCIERS NCO INC.  
SHELL CANADA LIMITÉE  
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS  
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION  
STELLA-JONES INC.  
SUPREMEX INC.  
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.  
TECHNOLOGIES NEXXLINK INC.  
TELAV INC.  
TETRA TECH QI INC.  
ULTRAMAR CANADA INC.  
UNISOURCE CANADA INC.  
VEOLIA ES CANADA SERVICE INDUSTRIELS INC.  
XEROX CANADA LTÉE  
**TOTAL : 61**

**RA07 : OUTAOUAIS**

LA RELANCE OUTAOUAIS INC.  
LAUZON - PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC  
**TOTAL : 2**

**RA08 : ABITIBI**

BEN DESHAIES INC.  
IAMGOLD CORPORATION  
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE  
TEMBEC INC.  
UNIBOARD CANADA INC.  
**TOTAL : 5**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL - DIVISION MINES SELEINE  
**TOTAL : 1**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

BERTRAND DISTRIBUTEUR EN ALIMENTATION INC.  
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.  
GROUPE CANAM INC.  
IMPRIMERIE INTERGLOBE INC.  
IMPRIMERIE SOLISCO INC.

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES (SUITE)**

IPL INC.  
LAINAGES VICTOR LTÉE  
MAINTENANCE EUREKA LTÉE  
MONTEL INC.  
PRÉVOST - DIVISION DU GROUPE VOLVO CANADA INC.  
ROUSSEAU MÉTAL INC.  
TEKNION ROY & BRETON  
**TOTAL : 12**

**RA13 : LAVAL**

CIMA - SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE  
IDÉAL MÉTAL INC.  
MICHELIN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA) INC.  
MULTI-MARQUES (DISTRIBUTION) INC.  
SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE  
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE  
SUPÉRIEUR PROPANE INC.  
TRANSELECT/COMMUN INC.  
**TOTAL : 8**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

BRIDGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.  
GROUPE ABS INC.  
KILDAIR SERVICE LTÉE  
LES SERVICES EXP INC.  
**TOTAL : 4**

**RA15 : LAURENTIDES**

DOWTY CANADA LTÉE/DIV. DOWTY AÉROSPATIALE MONTRÉAL  
PG SOLUTIONS INC.  
REVERA HEALTH SERVICES HOMECARE LP  
SÉCURITÉ DES DEUX-RIVES LTÉE  
SONEPAR DISTRIBUTION INC.DIVISION LUMEN ET ROY MARCHAND  
TEXTRON CANADA LTÉE DIVISION BELL HELICOPTERTEXTRON  
**TOTAL : 6**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

AGROPUR COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE  
AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC  
ALIMPLUSINC.  
BOMBARDIER TRANSPORT CANADA INC.  
BOULANGERIE GADOUALTÉE  
CORPORATE EXPRESS CANADA INC.  
GOODFELLOWINC.  
GROUPE LACASSE INC.  
IMPRIMERIE INTERWEB INC.  
LES COMPAGNIES DU GROUPE DATA  
MATÉRIEL INDUSTRIEL LTÉE  
MOORE WALLACE INC.  
SICO INC.  
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ARMTEC  
UNI-SELECT INC.  
**TOTAL : 15**

**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

CONSULTANTS MESAR INC.  
FAFARD& FRÈRES LTÉE  
P.H. VITRES D'AUTOS INC.  
**TOTAL : 3**

<b>GRAND TOTAL : 150</b>
--------------------------

LISTE DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI  
AU 31 MARS 2016

ÉDUCATION - CÉGEPs

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

CÉGEP DE LA POCATIÈRE  
CÉGEP DE MATANE  
CÉGEP DE RIMOUSKI  
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP  
**TOTAL : 4**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

CÉGEP DE CHICOUTIMI  
CÉGEP DE JONQUIÈRE  
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN  
COLLÈGE D'ALMA  
**TOTAL : 4**

**RA03 : QUÉBEC**

CÉGEP DE LIMOILOU  
CÉGEP DE SAINTE-FOY  
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU  
**TOTAL : 3**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES  
COLLÈGE SHAWINIGAN  
**TOTAL : 2**

**RA05 : ESTRIE**

CÉGEP DE SHERBROOKE  
CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE  
**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU  
CÉGEP DE SAINT-LAURENT  
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL  
CÉGEP MARIE-VICTORIN  
COLLÈGE AHUNTSIC  
COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE  
COLLÈGE DE MAISONNEUVE  
COLLÈGE DE ROSEMONT  
COLLÈGE GÉRALD-GODIN  
DAWSON COLLEGE  
JOHN ABBOTT COLLEGE  
VANIER COLLEGE  
**TOTAL : 12**

**RA07 : OUTAOUAIS**

COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS  
HERITAGE COLLEGE  
**TOTAL : 2**

**RA08 : ABITIBI**

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE  
**TOTAL : 1**

**RA09 : CÔTE-NORD**

CÉGEP DE BAIE-COMEAU  
CÉGEP DE SEPT-ÎLES  
**TOTAL : 2**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES  
**TOTAL : 1**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES  
CÉGEP DE LÉVIS-LAUZON  
CÉGEP DE THETFORD  
**TOTAL : 3**

## ÉDUCATION – CÉGEPS (SUITE)

### RA13 : LAVAL

COLLÈGE MONTMORENCY

**TOTAL : 1**

### RA14 : LANAUDIÈRE

CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE

**TOTAL : 1**

### RA15 : LAURENTIDES

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME

COLLÈGE LIONEL-GROULX

**TOTAL : 2**

### RA16 : MONTÉRÉGIE

CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA

CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE

CÉGEP DE SOREL-TRACY

CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

COLLÈGE DE VALLEYFIELD

COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT

**TOTAL : 6**

### RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CÉGEP DE DRUMMONDVILLE

CÉGEP DE VICTORIAVILLE

**TOTAL : 2**

## ÉDUCATION – COLLÈGES PRIVÉS

### RA03 : QUÉBEC

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY

COLLÈGE MÉRICI

**TOTAL : 2**

### RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COLLÈGE LAFLÈCHE

**TOTAL : 1**

### RA06 : MONTRÉAL

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET

COLLÈGE LASALLE

COLLÈGE MARIANOPOLIS

COLLÈGE SAINTE-ANNE DE LACHINE

**TOTAL : 4**

## ÉDUCATION – COMMISSIONS SCOLAIRES

### RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

COMMISSION SCOLAIRE DE KAMOURASKA — RIVIÈRE-DU-LOUP

COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES

COMMISSION SCOLAIRE DES PHARES

COMMISSION SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS

**TOTAL : 4**

### RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

COMMISSION SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE

COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY

COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN

COMMISSION SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

**TOTAL : 4**

### RA03 : QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLEVOIX

COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE

COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF

COMMISSION SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS

COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES

**TOTAL : 6**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

COMMISSION SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE  
COMMISSION SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY  
**TOTAL : 2**

**RA05 : ESTRIE**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE  
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS  
COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS  
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS  
**TOTAL : 4**

**RA06 : MONTRÉAL**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE  
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL  
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL  
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON  
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS  
**TOTAL : 5**

**RA07 : OUTAOUAIS**

COMMISSION SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLÉES  
COMMISSION SCOLAIRE DES DRAVEURS  
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS  
COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS  
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC  
**TOTAL : 5**

**RA08 : ABITIBI**

COMMISSION SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS  
COMMISSION SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA  
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI  
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE  
COMMISSION SCOLAIRE HARRICANA  
**TOTAL : 5**

**RA09 : CÔTE-NORD**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD  
COMMISSION SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE  
COMMISSION SCOLAIRE DU FER  
COMMISSION SCOLAIRE DU LITTORAL  
**TOTAL : 4**

**RA10 : NORD-DU-QUÉBEC**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES  
**TOTAL : 1**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

COMMISSION SCOLAIRE DES CHIC-CHOCs  
COMMISSION SCOLAIRE DES ÎLES  
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES  
COMMISSION SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE  
**TOTAL : 4**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEUCE-ÉTCHÉMIN  
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD  
COMMISSION SCOLAIRE DES APPALACHES  
COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS  
**TOTAL : 4**

**RA13 : LAVAL**

COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL  
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER  
**TOTAL : 2**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

COMMISSION SCOLAIRE DES AFFLUENTS  
COMMISSION SCOLAIRE DES SAMARES  
**TOTAL : 2**

**RA15 : LAURENTIDES**  
COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD  
COMMISSION SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES  
COMMISSION SCOLAIRE DES LAURENTIDES  
COMMISSION SCOLAIRE PIERRE-NEVEU  
**TOTAL : 4**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**  
COMMISSION SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS  
COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE  
COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL-TRACY  
COMMISSION SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES  
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES  
COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES  
COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS  
COMMISSION SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS  
COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN  
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS  
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE  
**TOTAL : 11**

**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**  
COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE  
COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS  
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES  
**TOTAL : 3**

**ÉDUCATION – UNIVERSITÉS**

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI  
**TOTAL : 1**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI  
**TOTAL : 1**

**RA03 : QUÉBEC**  
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE  
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
TÉLÉ-UNIVERSITÉ  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)  
UNIVERSITÉ LAVAL  
**TOTAL : 5**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES  
**TOTAL : 1**

**RA05 : ESTRIE**  
UNIVERSITÉ BISHOP'S  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE  
**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**  
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE  
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL  
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ CONCORDIA  
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ MCGILL  
**TOTAL : 7**

**RA07 : OUTAOUAIS**  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS  
**TOTAL : 1**

**RA08 : ABITIBI**  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE  
**TOTAL : 1**



ÉDUCATION – ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES - SECONDAIRES

**RA03 : QUÉBEC**  
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY  
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER  
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS  
**TOTAL : 3**

**RA05 : ESTRIE**  
SÉMINAIRE DE SHERBROOKE  
**TOTAL : 1**

**RA06 : MONTRÉAL**  
ACADÉMIE SOLOMONSCHECHTER  
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.  
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF  
COLLÈGE MARIE DE FRANCE  
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS  
COLLÈGE NOTRE-DAME DU SACRÉ-COEUR  
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA  
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE  
COLLÈGE STANISLAS  
ÉCOLE MARIE-CLARAC  
ÉCOLE PETER HALL INC.  
ÉCOLE SELWYN HOUSE  
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE  
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ  
LOWER CANADA COLLEGE  
TALMUD TORAHS UNIS DE MONTRÉAL INC.  
VILLA MARIA  
**TOTAL : 17**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**  
COLLÈGE DE LÉVIS  
**TOTAL : 1**

**RA13 : LAVAL**  
COLLÈGE LAVAL  
**TOTAL : 1**

**RA14 : LANAUDIÈRE**  
COLLÈGE DE L'ASSOMPTION  
COLLÈGE SAINT-SACREMENT  
**TOTAL : 2**

**RA15 : LAURENTIDES**  
ACADÉMIE LAFONTAINE  
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE  
**TOTAL : 2**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**  
COLLÈGE BOURGET  
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE  
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT  
COLLÈGE JEAN-DE-LA-MENNAIS  
**TOTAL : 4**

ÉDUCATION – MUNICIPALITÉS

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**  
VILLE DE RIMOUSKI  
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP  
**TOTAL : 2**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**  
VILLE D'ALMA  
VILLE DE SAGUENAY  
**TOTAL : 2**

**RA03 : QUÉBEC**  
VILLE DE QUÉBEC  
**TOTAL : 1**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

VILLE DE SHAWINIGAN  
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES  
**TOTAL : 2**

**RA05 : ESTRIE**

VILLE DE MAGOG  
VILLE DE SHERBROOKE  
**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**

VILLE DE BEACONSFIELD  
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC  
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX  
VILLE DE DORVAL  
VILLE DE KIRKLAND  
VILLE DE MONTRÉAL  
VILLE DE MONT-ROYAL  
VILLE DE POINTE-CLAIRE  
VILLE DE WESTMOUNT  
**TOTAL : 9**

**RA07 : OUTAOUAIS**

VILLE DE GATINEAU  
**TOTAL : 1**

**RA08 : ABITIBI**

VILLE D'AMOS  
VILLE DE ROUYN-NORANDA  
VILLE DE VAL-D'OR  
**TOTAL : 3**

**RA09 : CÔTE-NORD**

VILLE DE BAIE-COMEAU  
VILLE DE SEPT-ÎLES  
**TOTAL : 2**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

VILLE DE LÉVIS  
VILLE DE SAINT-GEORGES  
VILLE DE THETFORD MINES  
**TOTAL : 3**

**RA13 : LAVAL**

VILLE DE LAVAL  
**TOTAL : 1**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

VILLE DE JOLIETTE  
VILLE DE MASCOUCHE  
VILLE DE REPENTIGNY  
VILLE DE TERREBONNE  
**TOTAL : 4**

**RA15 : LAURENTIDES**

VILLE DE BLAINVILLE  
VILLE DE BOISBRIAND  
VILLE DE DEUX-MONTAGNES  
VILLE DE MONT-LAURIER  
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE  
VILLE DE SAINT-EUSTACHE  
VILLE DE SAINT-JÉRÔME  
**TOTAL : 7**

ÉDUCATION – MUNICIPALITÉS (SUITE)

**RA16 : MONTÉRÉGIE**  
VILLE DE BOUCHERVILLE  
VILLE DE BROSSARD  
VILLE DE CHAMBLY  
VILLE DE CHÂTEAUGUAY  
VILLE DE GRANBY  
VILLE DE LONGUEUIL  
VILLE DE SAINT-BRUNO  
VILLE DE SAINTE-JULIE  
VILLE DE SAINT-HYACINTHE  
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU  
VILLE DE SAINT-LAMBERT  
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD  
VILLE DE SOREL-TRACY  
VILLE DE VAUDREUIL-DORION  
**TOTAL : 14**

**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**  
VILLE DE DRUMMONDVILLE  
VILLE DE VICTORIAVILLE  
**TOTAL : 2**

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE

**RA15 : LAURENTIDES**  
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE  
**TOTAL : 1**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**  
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU SAINT-LAURENT  
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON  
**TOTAL : 2**

SANTÉ – AGENCES SSS

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**  
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU BAS-SAINT-LAURENT  
**TOTAL : 1**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**  
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN  
**TOTAL : 1**

**RA03 : QUÉBEC**  
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA CAPITALE-NATIONALE  
**TOTAL : 1**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**  
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC  
**TOTAL : 1**

**RA05 : ESTRIE**  
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ESTRIE  
**TOTAL : 1**

**RA06 : MONTRÉAL**  
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL  
**TOTAL : 1**

**RA07 : OUTAOUAIS**  
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'OUTAOUAIS  
**TOTAL : 1**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**  
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE CHAUDIÈRE-APPALACHES  
**TOTAL : 1**

**RA13 : LAVAL**  
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LAVAL  
**TOTAL : 1**

SANTÉ – AGENCES SSS (SUITE)

**RA14 : LANAUDIÈRE**  
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE  
**TOTAL : 1**

**RA15 : LAURENTIDES**  
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES LAURENTIDES  
**TOTAL : 1**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**  
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE  
**TOTAL : 1**

SANTÉ – CENTRE DE SANTÉ

**RA06 : MONTRÉAL**  
CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-ST-CHARLES  
**TOTAL : 1**

SANTÉ – CENTRES DE RÉADAPTATION

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**  
CRDITED DU BAS-SAINT-LAURENT  
**TOTAL : 1**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**  
CRDITED DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN  
**TOTAL : 1**

**RA03 : QUÉBEC**  
CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE INTELLECTUELLE DE QUÉBEC  
INSTITUT DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE PHYSIQUE DE QUÉBEC  
**TOTAL : 2**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**  
CENTRE DE RÉADAPTATION INTERVAL  
CRDITED DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC  
**TOTAL : 2**

**RA05 : ESTRIE**  
CENTRE DE RÉADAPTATION ESTRIE INC.  
CRDITED DE L'ESTRIE  
**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**  
CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.  
CENTRE DE RÉADAPTATION CONSTANCE-LETHBRIDGE  
CENTRE DE RÉADAPTATION DE L'OUEST DE MONTRÉAL  
CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉPENDANCE DE MONTRÉAL  
CENTRE DE RÉADAPTATION MAB-MACKAY  
CRDITED DE MONTRÉAL  
INSTITUT DE RÉADAPTATION GINGRAS-LINDSAY-DE-MONTRÉAL  
INSTITUT RAYMOND-DEWAR  
LA CORPORATION DU CENTRE DE RÉADAPTATION LUCIE-BRUNEAU  
VILLA MÉDICA INC.  
**TOTAL : 10**

**RA07 : OUTAOUAIS**  
CENTRE RÉGIONAL DE RÉADAPTATION LA RESSOURCE  
PAVILLON DU PARC  
**TOTAL : 2**

**RA08 : ABITIBI**  
CENTRE DE RÉADAPTATION LA MAISON  
CLAIR FOYER INC.  
**TOTAL : 2**

**RA09 : CÔTE-NORD**  
CENTRE DE PROTECTION ET DE RÉADAPTATION DE LA CÔTE-NORD  
**TOTAL : 1**

SANTÉ – CENTRES DE RÉADAPTATION (SUITE)

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**  
LE CENTRE DE RÉADAPTATION DE LA GASPÉSIE  
**TOTAL : 1**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**  
CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE PHYSIQUE CHAUDIÈRE-APPALACHES  
CRDITED DE CHAUDIÈRE-APPALACHES  
**TOTAL : 2**

**RA13 : LAVAL**  
CRDITED DE LAVAL  
HÔPITAL JUIF DE RÉADAPTATION  
**TOTAL : 2**

**RA14 : LANAUDIÈRE**  
CENTRE DE RÉADAPTATION LA MYRIADE  
CENTRE DE RÉADAPTATION LE BOUCLIER  
**TOTAL : 2**

**RA15 : LAURENTIDES**  
CENTRE DU FLORES  
**TOTAL : 1**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**  
CENTRE MONTÉRÉGIEN DE RÉADAPTATION  
CRDITED DE LA MONTÉRÉGIE-EST  
INSTITUT NAZARETH & LOUIS-BRAILLE  
LES SERVICES DE RÉADAPTATION DU SUD-OUEST ET DU RENFORT  
**TOTAL : 4**

SANTÉ – CENTRES HOSPITALIERS

**RA03 : QUÉBEC**  
CHU DE QUÉBEC  
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC  
INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DE QUÉBEC  
**TOTAL : 3**

**RA05 : ESTRIE**  
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE  
**TOTAL : 1**

**RA06 : MONTRÉAL**  
CENTRE HOSPITALIER DE L'ASSOMPTION (ST-GEORGES DE BEAUCE) INC.  
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL  
CENTRE HOSPITALIER DE ST. MARY  
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE  
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL  
HÔPITAL DU SACRÉ-COEUR DE MONTRÉAL  
HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT  
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.  
HÔPITAL MONT-SINAI  
HÔPITAL RIVIÈRE-DES-PRAIRIES  
HÔPITAL SANTA CABRINI  
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.  
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL  
INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL  
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE MONTRÉAL  
INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DE MONTRÉAL  
INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DOUGLAS  
L'HÔPITAL CHINOIS DE MONTRÉAL (1963)  
L'HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF SIR MORTIMER B. DAVIS  
LA CORPORATION DU CENTRE HOSPITALIER GÉRIATRIQUE MAÏMONIDES  
**TOTAL : 20**

- RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**  
CENTRE JEUNESSE DU BAS-SAINT-LAURENT  
**TOTAL : 1**
- RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**  
LES CENTRES JEUNESSE DU SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN  
**TOTAL : 1**
- RA03 : QUÉBEC**  
CENTRE JEUNESSE DE QUÉBEC  
**TOTAL : 1**
- RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**  
LES CENTRES JEUNESSE DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC  
**TOTAL : 1**
- RA05 : ESTRIE**  
CENTRE JEUNESSE DE L'ESTRIE  
**TOTAL : 1**
- RA06 : MONTRÉAL**  
LES CENTRES DE LA JEUNESSE ET DE LA FAMILLE BATSHAW  
LES CENTRES JEUNESSE DE MONTRÉAL  
**TOTAL : 2**
- RA07 : OUTAOUAIS**  
LES CENTRES JEUNESSE DE L'OUTAOUAIS  
**TOTAL : 1**
- RA08 : ABITIBI**  
CENTRE JEUNESSE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (CJAT)  
**TOTAL : 1**
- RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**  
CENTRE JEUNESSE GASPÉSIE/LES ÎLES  
**TOTAL : 1**
- RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**  
CENTRE JEUNESSE CHAUDIÈRE-APPALACHES  
**TOTAL : 1**
- RA13 : LAVAL**  
CENTRE JEUNESSE DE LAVAL  
**TOTAL : 1**
- RA14 : LANAUDIÈRE**  
LES CENTRES JEUNESSE DE LANAUDIÈRE  
**TOTAL : 1**
- RA15 : LAURENTIDES**  
CENTRE JEUNESSE DES LAURENTIDES  
**TOTAL : 1**
- RA16 : MONTÉRÉGIE**  
LES CENTRES JEUNESSE DE LA MONTÉRÉGIE  
**TOTAL : 1**

SANTÉ – CLSC - CHSLD

RA03 : QUÉBEC

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.  
HÔPITAL JEFFERY HALE - SAINT BRIGID'S  
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.  
TOTAL : 3

RA06 : MONTRÉAL

C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.  
CENTRE DE SOINS PROLONGÉS GRACE DART  
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.  
CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE GOUIN INC.  
CENTRE D'HÉBERGEMENT VINCENZO-NAVARRO INC.  
CENTRE LE CARDINAL INC.  
CENTRE MIRIAM  
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.  
CHSLD BOURGET INC.  
CHSLD CHANOINE-AUDET  
CHSLD JUIF DE MONTRÉAL  
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.  
GROUPE CHAMPLAIN INC.  
GROUPE ROY SANTÉ INC.  
INSTITUT CANADIEN-POLONAIS DU BIEN-ÊTRE INC.  
PAVILLON STE-MARIE INC.  
RÉSIDENCE ANGELICA  
RÉSIDENCE BERTHIAUME-DU TREMBLAY  
VIGI SANTÉ LTÉE  
VILLA SOLEIL  
TOTAL : 20

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.  
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CHSLD AGE3 INC.  
MANOIR ST-PATRICE INC.  
SANTÉ COURVILLE INC.  
TOTAL : 3

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC.  
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.  
TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

CENTRE DE SANTÉ SAINT-LAMBERT INC.  
TOTAL : 1

SANTÉ – CSSS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE KAMOURASKA  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MATAPÉDIA  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MITIS  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MATANE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIMOUSKI-NEIGETTE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIVIÈRE-DU-LOUP  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE TÉMISCOUATA  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES BASQUES  
TOTAL : 8

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CLÉOPHAS-CLAVEAU  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHICOUTIMI  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE JONQUIÈRE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAC-SAINT-JEAN-EST  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DOMAINE-DU-ROY  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX MARIA-CHAPDELAINE  
TOTAL : 6

**RA03 : QUÉBEC**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHARLEVOIX  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VIEILLE-CAPITALE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PORTNEUF  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE QUÉBEC-NORD  
**TOTAL : 4**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ARTHABASKA-ÉRABLE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BÉCANCOUR-NICOLET-YAMASKA  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-LA-BATISCAN  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'ÉNERGIE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MASKINONGÉ  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE TROIS-RIVIÈRES  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DRUMMOND  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-AURICE  
**TOTAL : 8**

**RA05 : ESTRIE**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-YAMASKA  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MRC-DE-COATICOOK  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MEMPHRÉMAGOG  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES SOURCES  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU GRANIT  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU VAL-SAINT-FRANÇOIS  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LA POMMERAIE  
CENTRE DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX — INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE  
SHERBROOKE  
**TOTAL : 9**

**RA06 : MONTRÉAL**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CAVENDISH  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'AHUNTSIC ET MONTRÉAL-NORD  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BORDEAUX-CARTIERVILLE — SAINT-LAURENT  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE DORVAL-LACHINE-LASALLE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MONTAGNE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA POINTE-DE-L'ÎLE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'OUEST-DE-L'ÎLE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-LÉONARD ET SAINT-MICHEL  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU COEUR-DE-L'ÎLE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUD-OUEST — VERDUN  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX JEANNE-MANCE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LUCILLE-TEASDALE  
**TOTAL : 12**

**RA07 : OUTAOUAIS**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE GATINEAU  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PAPINEAU  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES COLLINES  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU PONTIAC  
**TOTAL : 5**

**RA08 : ABITIBI**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-L'OR  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE ROUYN-NORANDA  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES AUBORES-BORÉALES  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU TÉMISCAMINGUE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LES ESKERS DE L'ABITIBI  
**TOTAL : 5**

**RA09 : CÔTE-NORD**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BASSE-CÔTE-NORD  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MANGANINE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PORT-CARTIER  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SEPT-ÎLES  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-CÔTE-NORD-MANICOUAGAN  
**TOTAL : 5**



SANTÉ – CSSS (SUITE)

**RA10 : NORD-DU-QUÉBEC**  
CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES  
**TOTAL : 1**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-DES-CHALEURS  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CÔTE-DE-GASPÉ  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-GASPÉSIE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES ÎLES  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU ROCHER-PERCÉ  
**TOTAL : 5**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ALPHONSE-DESJARDINS  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BEAUCE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA RÉGION DE THEDFORD  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MONTMAGNY-L'ISLET  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES ETCHEMINS  
**TOTAL : 5**

**RA13 : LAVAL**  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAVAL  
**TOTAL : 1**

**RA14 : LANAUDIÈRE**  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU NORD DE LANAUDIÈRE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUD DE LANAUDIÈRE  
**TOTAL : 2**

**RA15 : LAURENTIDES**  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ANTOINE-LABELLE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ARGENTEUIL  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-JÉRÔME  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES PAYS-D'EN-HAUT  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES SOMMETS  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU LAC-DES-DEUX-MONTAGNES  
**TOTAL : 7**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CHAMPLAIN-CHARLES-LE MOYNE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PIERRE-DE-SAUREL  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE VAUDREUIL-SOULANGES  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-LAURENT  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUROÏT  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX HAUT-RICHELIEU — ROUVILLE  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX JARDINS-ROUSSILLON  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PIERRE-BOUCHER  
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RICHELIEU-YAMASKA  
**TOTAL : 9**

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY  
**TOTAL : 1**

**RA03 : QUÉBEC**  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE QUÉBEC  
**TOTAL : 2**

**RA05 : ESTRIE**  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES  
**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL  
**TOTAL : 1**

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT (SUITE)

RA13 : LAVAL  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL  
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE  
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL  
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

RA03 : QUÉBEC  
AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC  
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS  
CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC  
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC  
INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC  
MUSÉE DE LA CIVILISATION  
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC  
TOTAL : 10

RA06 : MONTRÉAL  
AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT  
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC  
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC  
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ DE LA RÉGION MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN  
HÉMA-QUÉBEC  
HYDRO-QUÉBEC  
INVESTISSEMENT QUÉBEC  
RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES  
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)  
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL  
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL  
SOQUIJ  
TOTAL : 16

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC  
ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC  
TOTAL : 1

SÛRETÉ DU QUÉBEC

RA06 : MONTRÉAL  
QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC  
TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 489

ÉTAT DE SITUATION DES ORGANISMES  
AU 31 MARS 2016\*

269 ORGANISMES (AUTRES QUE RSSS)		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
2	0.7%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
3	1.1%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
4	1.5%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
0	0.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
2	0.7%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
7	2.6%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
57	21.2%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
194	72.1 %	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
2	0.7%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
4	1.5%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
3	1.1%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
54	20.1%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
3	1.1%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
197	73.2%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
0	0.0%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
6	2.2%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

197 ÉTABLISSEMENTS DU RSSS		
POUR LES CINQ GROUPES VISÉS		
0.0	0.0%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
4	2.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
193	98.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME

\* AVERTISSEMENT : LES VALEURS FIGURANT DANS CET ÉTAT DE SITUATION SONT ARRONDIES POUR LES POURCENTAGES.

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION POUR LES 266 ORGANISMES (AUTRES QUE RSSS)

TOTAL POUR 48 CÉGEPS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
48	100.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
1	100.0%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
47	98.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 70 COMMISSIONS SCOLAIRES		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
70	100.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
70	100.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 7 COLLÈGES PRIVÉS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
1	14.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
6	86.0%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
1	14.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
6	86.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

TOTAL POUR 31 ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES ET SECONDAIRES		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
2	6.0%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
0	0.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
29	94.0%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
1	3.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
28	90.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1	3.0%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
1	3.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
TOTAL POUR 19 UNIVERSITÉS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
18	95.0%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
1	5.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
18	95.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1	5.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
TOTAL POUR 27 SOCIÉTÉS D'ÉTAT		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
2	7.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
2	7.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
2	7.0%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
21	78.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
2	7.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
24	89.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
1	4.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE
TOTAL POUR 55 MUNICIPALITÉS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
1	2.0%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
5	9.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
2	4.0%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
47	85.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
2	4.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
48	87.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
5	9.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE
TOTAL POUR 8 SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
2	25.0%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
6	75.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
2	25.0%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
6	75.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
TOTAL POUR 3 RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
3	100.0%	ÉLABORATION D'UN PROGRAMME
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
3	100.0%	ÉLABORATION D'UN PROGRAMME

TOTAL POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
1	100.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
1	100.0%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION POUR LES 197 ÉTABLISSEMENTS DU RSSS

1 CENTRE DE SANTÉ		
1	100.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME

35 CENTRES DE RÉADAPTATION		
35	100.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME

24 CENTRES HOSPITALIERS		
3	13.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
21	88.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME

15 CENTRES JEUNESSE		
15	100.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME

30 CLSC-CHSLD		
1	3.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
29	97.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME

92 CENTRES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX		
92	100.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME

## **COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

LE PROCESSUS DE DEMANDES ET DES PLAINTES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE ASSURE DES ACTIONS DÈS SON DÉBUT AFIN DE GARANTIR LA PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES QUI FONT UNE DÉMARCHE AUPRÈS D'ELLE.

AINSI, SI CELA S'APPLIQUE À DIFFÉRENTS DEGRÉS POUR L'ENSEMBLE DES DOSSIERS, L'ÉTAPE DE L'ÉVALUATION ASSURE UN TRAITEMENT PARTICULIER AUX DOSSIERS EN MATIÈRE DE LOGEMENT. DÈS LA RÉCEPTION DU DOSSIER, LE CONSEILLER OU LA CONSEILLÈRE À L'ÉVALUATION COMMUNIQUE AVEC LA PERSONNE PLAIGNANTE POUR SAVOIR SI L'OBTENTION DU LOGEMENT REFUSÉ EST EN JEU. SI OUI, LE PROFESSIONNEL COMMUNIQUERA DÈS LORS AVEC LE PROPRIÉTAIRE POUR L'INFORMER DE LA PLAINTÉ, LUI EXPLIQUER CE QUE PEUT ÊTRE UN REFUS DISCRIMINATOIRE, ET VÉRIFIER SI LE LOGEMENT CONVOITÉ EST TOUJOURS DISPONIBLE.

SI TEL EST LE CAS, LE CONSEILLER TENTERA PAR SES INTERVENTIONS DE REMETTRE EN CONTACT LES DEUX PARTIES ET AINSI PERMETTRE UNE SOLUTION À LA SATISFACTION DE TOUS.

CES INTERVENTIONS CONCOMITANTES AVEC LES FAITS LITIGIEUX SONT CERTES DE NATURE À SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES AUX SITUATIONS DE DISCRIMINATION, NOTAMMENT RACIALE, ET À LEURS OBLIGATIONS EN REGARD DE LA MISE EN LOCATION D'UN LOGEMENT.

POUR L'ANNÉE 2015-2016, 66 NOUVELLES PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT MENÉ À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE, DONT 23 SOULEVAIENT LE HANDICAP ET 21 LA RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE COMME MOTIF DE DISCRIMINATION.

PAR AILLEURS, LA COMMISSION DISPOSE TOUJOURS DU DÉPLIANT « DROIT AU LOGEMENT SANS DISCRIMINATION » QUI EST DISPONIBLE POUR LE PUBLIC ET DONT L'INFORMATION EST ACCESSIBLE SUR LE SITE WEB DE LA COMMISSION.

EN 2015-2016, LA COMMISSION A OFFERT UNE SEULE FORMATION QUI EXAMINE LA NOTION DE DISCRIMINATION ET DES DROITS DE LA PERSONNE DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDE D'INTERVENTION EN JEUNESSE

SITUATIONS	2015-2016
APPLICATION D'UNE MESURES DE PROTECTION IMMÉDIATE	11
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI	2
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI (LSJPA)	0
AUTRE	9
ÉVALUATION DE LA SITUATION ET ORIENTATION	45
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT	85
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT (LSJPA)	2
PROJET DE VIE PERMANENT	6
SERVICES EN RESSOURCES D'HÉBERGEMENT	31
SERVICES EN RESSOURCES D'HÉBERGEMENT (LSJPA)	0
TRAITEMENT D'UN SIGNALEMENT	31
TOTAL	222

ENTRE LE 1ER AVRIL 2015 ET LE 31 MARS 2016, LA COMMISSION A TRAITÉ UN TOTAL DE 222 DOSSIERS, CE QUI CONSTITUE UNE BAISSSE DE 23% PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. LA SITUATION POUR LAQUELLE LA COMMISSION EST LE PLUS SOUVENT INTERPELLÉE EST DE LOIN LA PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT (38,2%), SUIVIE DE L'ÉVALUATION DE LA SITUATION ET ORIENTATION (20,2%) ET DU TRAITEMENT D'UN SIGNALEMENT (13,9%) ET DES SERVICES EN RESSOURCES D'HÉBERGEMENT (13,9%). À NOTER QUE LA COMMISSION A ÉTÉ INTERPELLÉE EN 2015-16 À QUELQUES REPRISES POUR L'APPLICATION D'UNE MESURE DE PROTECTION IMMÉDIATE (5%) AINSI QUE POUR DES PROJETS DE VIE PERMANENTS (2,7%).

DEMANDE D'ENQUÊTE JEUNESSE

	2015-2016
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	31
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	15
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	15
CÔTE-NORD	5
ESTRIE	11
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	17
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	28
MONTÉRÉGIE	14
MONTRÉAL ET LAVAL	65
OUTAOUAIS	6
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	8
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	7
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	222

DU 1ER AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016, LES RÉGIONS POUR LESQUELLES IL Y A EU LE PLUS GRAND NOMBRE DE DEMANDES D'ENQUÊTE SONT MONTRÉAL ET LAVAL (29,3%), SUIVIES DE LA MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC (12,6%). LES RÉGIONS DU BAS-SAINT-LAURENT ET DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE ONT VU LEURS DEMANDES AUGMENTER CONSIDÉRABLEMENT PUISQU'ELLES SONT PASSÉES DE 5 À 15.

**DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE**

	2015-2016
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	31
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	15
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	11
CÔTE-NORD	5
ESTRIE	6
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	10
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	17
MONTÉRÉGIE	14
MONTRÉAL ET LAVAL	56
OUTAOUAIS	4
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	10
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	0
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	179

ON REMARQUE UNE BAISSSE DE 21,2% DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS AU COURS DE L'ANNÉE 2015-16 PAR RAPPORT A L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. DES 222 DEMANDES REÇUES POUR L'ANNÉE 2015-16, 179 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D'ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 65%. CE TAUX EST INFÉRIEUR À CELUI DE L'ANNÉE 2014-15, QUI ÉTAIT DE 79%.

**DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE**

	2015-2016
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	40
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	11
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	13
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	6
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	10
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	29
MONTÉRÉGIE	13
MONTRÉAL ET LAVAL	40
OUTAOUAIS	3
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	10
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	177

ENTRE LE 1ER AVRIL 2015 ET LE 31 MARS 2016, 177 DOSSIERS ONT ÉTÉ FERMÉS, CE QUI CONSTITUE UNE DIMINUTION DE 33,8% PAR RAPPORT À L'ANNÉE 2014-15. CETTE DIMINUTION S'EXPLIQUE PAR LA BAISSSE DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS ET PAR L'ENQUÊTE DANS LE DOSSIER DE STE-JUSTINE.

LE NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 0.



COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS. IL APPERT QUE LES CENTRES JEUNESSE DE COMPIENT PAS D'INFORMATION À CE SUJET. EN EFFET, LES DEUX MOTIFS MENTIONNÉS DANS LA QUESTION (INTIMIDATION ET RISQUE SUICIDAIRE) NE SONT PAS INCLUS AU NOMBRE DES MOTIFS DE SIGNALEMENT PRÉVUS À LA *LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE*. CES QUESTIONS DEVRAIENT S'ADRESSER AUX COMMISSIONS SCOLAIRES QUI DOIVENT MAINTENANT PRODUIRE DES STATISTIQUES POUR DOCUMENTER LE PHÉNOMÈNE DE L'INTIMIDATION DEPUIS QUE LA *LOI VISANT À PRÉVENIR ET À COMBATTRE L'INTIMIDATION À L'ÉCOLE* A ÉTÉ ADOPTÉE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CETTE QUESTION N'EST PAS APPLICABLE AU MANDAT DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. IL EST POSSIBLE D'OBTENIR CES DONNÉES AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX QUI COMPILE CES DONNÉES.

**P.111**LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

CETTE QUESTION S'ADRESSE AUX DIRECTEURS JEUNESSES DES CISSS ET CIUSSS QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

## COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

### RECOMMANDATIONS FIGURANT DANS LA CONCLUSION GÉNÉRALE SUR LES ENQUÊTES CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE STE-JUSTINE :

LA COMMISSION RECOMMANDE ÉGALEMENT AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX:

- DE DEMANDER AUX DIRECTIONS DES NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS CISSS-CIUSSS DE S'ASSURER, DE FAÇON CONTINUE, QUE LEUR PERSONNEL SOIT INFORMÉ DE LEURS RESPONSABILITÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 39 DE LA LPJ;
- D'INFORMER LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 20 MAI 2016, DES MOYENS MIS EN PLACE POUR RESPECTER LA PRÉCÉDENTE RECOMMANDATION;

LA COMMISSION RECOMMANDE ÉGALEMENT AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX:

- DE RAPPELER À TOUS LES DPJ QU'ILS ONT LA RESPONSABILITÉ EXCLUSIVE D'EFFECTUER L'ÉVALUATION DES SIGNALEMENTS CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 32 DE LA LPJ ET SELON LES STANDARDS PRÉVUS NOTAMMENT AU *MANUEL DE RÉFÉRENCE*;
- D'INFORMER LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 20 MAI 2016, DES MESURES PRISES POUR SE CONFORMER À LA PRÉSENTE RECOMMANDATION.

LA COMMISSION RECOMMANDE ÉGALEMENT AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX:

- DE RAPPELER À L'ENSEMBLE DES DPJ DU QUÉBEC QUE LORS DE L'APPLICATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE, ILS SONT RESPONSABLES D'EN ASSURER LA COORDINATION ET D'ÉTABLIR UNE STRATÉGIE COMMUNE D'INTERVENTION;
- DE RAPPELER AUX DPJ L'IMPORTANCE DE RESPECTER LA VOCATION DES MILIEUX CHOISIS POUR RENCONTRER LES ENFANTS ET LEURS PARENTS ET DE RESPECTER LA CONFIDENTIALITÉ DES PERSONNES ET DES ÉCHANGES EFFECTUÉS;
- D'INFORMER LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 20 MAI 2016, DES MESURES PRISES POUR SE CONFORMER À LA PRÉSENTE RECOMMANDATION.

LA COMMISSION PROPOSE ÉGALEMENT AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX:

- D'ÉVALUER LA PERTINENCE DE DÉVELOPPER LE MÊME TYPE DE PROTOCOLE ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS ET LES DPJ D'AUTRES RÉGIONS DU QUÉBEC.

### RECOMMANDATION FIGURANT DANS LA CONCLUSION D'ENQUÊTE CONCERNANT L'ENQUÊTE RESSOURCE BAS-SAINT-LAURENT :

LA COMMISSION RECOMMANDE AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX :

- D'IMPLANTER, AU PLUS TARD LE 31 MARS 2016, UN SYSTÈME CENTRALISÉ PERMETTANT DE VÉRIFIER SI LES PERSONNES DÉSIRANT DEVENIR FAMILLE D'ACCUEIL DANS UNE RÉGION DONNÉE ONT DÉJÀ VU LEUR CONTRAT DE FAMILLE D'ACCUEIL RÉSILIÉ POUR CAUSE DANS UNE AUTRE RÉGION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES PLAINTES EN JEUNESSE

2015-2016		
TOTAL		
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	222	

DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

2015-2016		
TOTAL		
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	179	

DOSSIERS FERMÉS

2015-2016		
TOTAL		
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	177	

DOSSIERS ACTIFS

2015-2016		
TOTAL		
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	88	

LES DÉLAIS

2015-2016		
TOTAL		
DÉLAI DE TRAITEMENT (EN JOURS)	199	

A. LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2015-2016	
	DÉLAI PRESCRIT	DÉLAI ATTEINT
RECEVABILITÉ	15	82
ÉVALUATION	35	80
ENQUÊTE	130	161

\* ANCIENNEMENT ÉVALUATION

\*\* ANCIENNEMENT ENQUÊTE

B. LES DÉLAIS SELON LE TYPE OU LE MOTIF DE FERMETURE

	2015-2016
SITUATION CORRIGÉE	390 JOURS
DROIT NON LÉSÉ	604 JOURS
TRIBUNAL DÉJÀ SAISI DES MÊMES FAITS	276 JOURS
ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT	149 JOURS
DÉLAI MOYEN DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES	342 JOURS

\* POUR LES DOSSIERS FERMÉS PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2015-2016	EFFECTIFS EN PLACE AU 31 MARS 2016 (POSTES OCCUPÉS)
CADRES	9	10
PROFESSIONNELS		
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	3	3
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION – JEUNESSE	1	0
AGENT D'INFORMATION	3	3
AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS (EXPERT)	2	2
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	2	1
ANALYSTE EN INFORMATIQUE (EXPERT)	1	2
BIBLIOTHÉCAIRE	0	1
CHERCHEUR	1	2
CHERCHEUR – JEUNESSE	1	1
CHERCHEUR (EXPERT)	2	2
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	8	8
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	12	10
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS (EXPERT)	1	1
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	2	2
CONSEILLER JURIDIQUE – CONTENTIEUX	8	5
CONSEILLER JURIDIQUE - ENQUÊTES	0	1
CONSEILLER JURIDIQUE – JEUNESSE	1	1
CONSEILLER JURIDIQUE – RECHERCHE	4	3
CONSEILLER JURIDIQUE – SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	3	2
COORDONNATEUR DE L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	2	2
COORDONNATEUR DE L'ACCUEIL ET DE L'ÉVALUATION	1	1
COORDONNATEUR DES COMMUNICATIONS	1	1
COORDONNATEUR DES ENQUÊTES CHARTE	2	2
COORDONNATEUR ÉDUCATION-COOPÉRATION	0	0
ENQUÊTEUR CHARTE	16	14
ENQUÊTEUR JEUNESSE	2	4
MÉDIATEUR	3	2
MÉDIATEUR (EXPERT)	1	1
TOTAL	84	78

CATÉGORIE D'EMPLOI CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2015-2016	EFFECTIFS EN PLACE AU 31 MARS 2016 (POSTES OCCUPÉS)
TECHNICIENS ET EMPLOYÉ(E)S DE BUREAU		
AGENTE DE BUREAU – CLASSE PRINCIPALE	6	7
BIBLIOTHECHNIEN	1	1
SECRÉTAIRE	2	2
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	6	5
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	15	16
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	3	4
TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL EN ADMINISTRATION	2	2
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
TOTAL	38	40
GRAND TOTAL	131	128

**P.115 NOMBRE TOTAL DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES ACHEMINÉES À L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR AINSI QU'À CHAQUE BUREAU RÉGIONAL EN 2015-2016, PAR CATÉGORIE, EN DISTINGUANT LES PLAINTES, LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ADRESSÉES À L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET LES DEMANDES ADRESSÉES À D'AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES. NOMBRE DE PLAINTES TRAITÉES, REJETÉES ET TRANSFÉRÉES, INCLUANT LES MOTIFS ÉVOQUÉS POUR CONCLURE AU REJET OU AU TRANSFERT.**

**DE FAÇON PARTICULIÈRE :**

- A. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX « REDRESSEURS » FINANCIERS, AUX COURTIERS EN PRÊTS ET AUTRES « SPÉCIALISTES » FINANCIERS; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- B. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX « PRÊTEURS SUR GAGE »; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- C. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA VENTE DE L'AUTOMOBILE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, PAR SECTEUR, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- D. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA LOCATION AUTOMOBILE;SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- E. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX AGENTS DE VOYAGES ET GROSSISTES;SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- F. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU MARQUAGE UNITAIRE DES PRIX; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- G. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À L'APPLICATION DES NOUVELLES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATUER QUI DÉCOULENT DE L'ADOPTION, EN DÉCEMBRE 2009, DU PROJET DE LOI 60.**

**OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

**1) NOMBRE TOTAL DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES PAR BUREAU RÉGIONAL DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016**

DEPUIS 2006, UN SYSTÈME CENTRALISÉ DE RÉCEPTION ET DE TRAITEMENT DES APPELS TÉLÉPHONIQUES PERMET AUX AGENTS DES 11 BUREAUX RÉGIONAUX DE L'OFFICE DE RÉPONDRE AUX APPELS DANS L'ORDRE DE LEUR RÉCEPTION, PEU IMPORTE LEUR ORIGINE GÉOGRAPHIQUE.

CETTE CENTRALISATION FACILITE LE TRAITEMENT DES APPELS ET UNE MEILLEURE COORDINATION.

AINSI, L'EMPLOYÉ DU BUREAU DE GASPÉ NE SE LIMITE PAS À TRAITER LES DEMANDES DE LA RÉGION DE LA GASPÉSIE OU LES PLAINTES VISANT DES COMMERÇANTS DE CETTE RÉGION, MAIS CONSACRE UNE PARTIE DE SA TÂCHE AU TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DES APPELS REÇUS PAR L'OFFICE.

PAR CONSÉQUENT, L'OFFICE NE PEUT FOURNIR DE DONNÉES RÉGIONALISÉES SUR LE NOMBRE DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES LOGÉES DANS SES BUREAUX RÉGIONAUX. IL EST PAR CONTRE EN MESURE D'INDIQUER COMBIEN CHAQUE BUREAU RÉGIONAL A REÇU DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES, CES DEMANDES ET PLAINTES POUVANT PROVENIR DE TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC.

**RÉPARTITION PAR BUREAU RÉGIONAL DU NOMBRE DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES REÇUES EN 2015-2016**

BUREAU RÉGIONAL	Nb DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS	Nb DE PLAINTES
GASPÉ	4 067	185
GATINEAU	12 445	2 968
JONQUIÈRE	15 840	2 637
MONTREAL	33 817	6 066
QUÉBEC	19 820	7 462
RIMOUSKI	6 029	949
ROUYN	3 427	512
SEPT-ÎLES	3 407	1 233
SHERBROOKE	5 742	830
SAINT-JÉRÔME	8 224	1 691
TROIS-RIVIÈRES	12 600	3 103
TOTAL	125 418	27 636

DONNÉES AU 31 MARS 2016

EN 2015-2016, L'OFFICE A TRAITÉ UN TOTAL DE 153 054 DEMANDES :



- 125 418 ÉTAIENT DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS;
- 27 636 ÉTAIENT DES PLAINTES, DONT 12 984 AVAIENT UN CARACTÈRE PÉNAL INDIQUANT DES INFRACTIONS POTENTIELLES.

**RÉPARTITION PAR CATÉGORIE DU NOMBRE DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES REÇUES EN 2015-2016**

CATÉGORIES	SOUS-CATÉGORIES	RENSEIGNEMENTS	PLAINTES
BIENS DE CONSOMMATION	ALIMENTS, BOISSONS ET TABAC	2 524	1 064
	VÊTEMENTS, BIJOUX ET ACCESSOIRES	3 495	773
	OUTILS, MATÉRIAUX ET ARTICLES D'ENTRETIEN	2 251	738
	MEUBLES	5 052	2 227
	IMMEUBLES	225	28
	GROS APPAREILS MÉNAGERS	4 180	3 019
	APPAREILS DE CHAUFFAGE ET CLIMATISATION	1 337	645
	PETITS APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS	537	250
	ARTICLES ÉLECTRONIQUES	2 484	1 349
	ARTICLES RELEVANT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)	1 494	871
	ARTICLES DE LOISIRS	1 848	749
	AUTOMOBILES NEUVES	5 254	1 126
	AUTOMOBILES D'OCCASION	9 244	3 424
	AUTRES MOYENS DE TRANSPORT	1 022	349
	PIÈCES DE RECHANGE, ACCESSOIRE ET CARBURANT POUR MOYENS DE TRANSPORT	971	330
	LIVRES, REVUES, JOURNAUX, ARTICLES DE PAPETERIE	271	80
	ANIMAUX ET ARTICLES CONNEXES	298	84
	PRODUITS COSMÉTIQUES, ARTICLES DE TOILETTE ET APPAREILS POUR SOINS CORPORELS	936	523
	PRODUITS DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN	96	35
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	43 519	17 664
SERVICES GÉNÉRAUX AUX CONSOMMATEURS	SERVICES IMMOBILIERS	80	14
	SERVICES DE CONSTRUCTION, D'ENTRETIEN ET DE RÉNOVATION DE L'HABITATION	4 700	1 894
	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT, D'ENTREPOSAGE ET DE LIVRAISON	311	135
	SERVICES D'ENTRETIEN MÉNAGER	65	28
	SERVICES DE SOINS CORPORELS ET D'ESTHÉTIQUE	367	166
	NETTOYAGE, RÉPARATION ET LOCATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	49	22
	SERVICES D'APPUI, DE RECHERCHE ET DE RENCONTRE	164	102
	ENTRETIEN ET RÉPARATION DE VÉHICULES ET AUTRES MOYENS DE TRANSPORT	1 288	600
	ENTRETIEN ET RÉPARATION DE BIENS (AUTRES QU'UN VÉHICULE)	301	158
	SERVICES PROFESSIONNELS (AUTRES QUE DES SERVICES DE SANTÉ)	313	93
	SERVICES FUNÉRAIRES ET DE SÉPULTURE	208	18
	SERVICES DE GARDE	1 174	196
	SERVICES POUR ANIMAUX DE COMPAGNIE	33	6
	SERVICES D'IMPRESSION, DE REPRODUCTION ET D'ENCADREMENT	43	18
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	9 096	3 450
SANTÉ	MÉDICAMENTS SOUS ORDONNANCE	20	0
	MÉDICAMENTS EN VENTE LIBRE	93	67
	DISPOSITIFS MÉDICAUX ET AUTRE APPAREILLAGE	81	34
	SERVICES LIÉS À LA SANTÉ	84	18
	MAISONS DE RETRAITE ET SOINS À DOMICILE	4	0

CATÉGORIES	SOUS-CATÉGORIES	RENSEIGNEMENTS	PLAINTES
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	282	119
SERVICES FINANCIERS	PRÊT D'ARGENT	568	138
	CRÉDIT VARIABLE	795	174
	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES	35	2
	CARTE DE DÉBIT	48	12
	INVESTISSEMENTS ET PLACEMENTS	20	17
	ASSURANCES	58	19
	GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE	266	53
	CARTES PRÉPAYÉES, COUPONS ÉCHANGEABLES OU AUTRES INSTRUMENTS D'ÉCHANGE CONNEXES	641	121
	RECouvreMENT DE CRÉANCES	2 892	953
	AUTRES SERVICES FINANCIERS	118	53
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	5 441	1 542
SERVICES DE COMMUNICATION	SERVICES POSTAUX ET MESSAGERIES	12	4
	SERVICES DE TÉLÉPHONIE FIXE	285	79
	SERVICES DE TÉLÉPHONIE MOBILE	1 439	477
	SERVICES INTERNET	451	188
	SERVICES DE TÉLÉVISION	196	62
	FORFAIT DE SERVICES DE COMMUNICATION	1 309	491
	SERVICES DE TÉLÉSURVEILLANCE	503	140
	AUTRES SERVICES DE COMMUNICATION	43	29
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	4 238	1 470
SERVICES DE TRANSPORT	TRANSPORT AÉRIEN	438	185
	TRANSPORT EN COMMUN, ROUTIER, FERROVIAIRE ET MARITIME	103	39
	SERVICES D'INFRASTRUCTURES LIÉS AU TRANSPORT	136	46
	SERVICES DE LOCATION D'UN TRANSPORT À COURT TERME	135	51
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	812	321
SERVICES DE LOISIRS	HÔTELS ET AUTRES HÉBERGEMENTS TOURISTIQUES	531	129
	VOYAGES À FORFAIT	1 566	503
	PROPRIÉTÉS À TEMPS PARTAGÉ ET SERVICES ANALOGUES	207	102
	RESTAURANTS ET BARS	150	106
	SERVICES LIÉS AUX SPORTS, AUX LOISIRS, À LA CULTURE ET AU CONDITIONNEMENT PHYSIQUE	2 747	1 163
	JEUX DE HASARD ET LOTERIES	49	27
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	5 250	2 030
ÉNERGIE ET EAU	TOTAL DE LA CATÉGORIE	265	142
ENSEIGNEMENT	ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ET FORMATION CONTINUE	461	98
	COURS DE LANGUE, LEÇONS DE CONDUITE, COURS RELATIFS AUX SPORTS, AUX LOISIRS ET AUTRES PASSE-TEMPS	1 370	440
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	1 831	538
AUTRES	TOTAL DE LA CATÉGORIE	1 841	360
TOTAL PARTIEL		72 575	27 636
AUTRES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS RELATIVES AU DOMAINE DE LA CONSOMMATION	DEMANDES SUR LA CONSOMMATION NE RELEVANT PAS, EN TOUT OU EN PARTIE, DU CHAMP DE COMPÉTENCE DE L'OFFICE	27 584	
	COMPLÉMENT D'INFORMATION SUR UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENT OU UNE PLAINTÉ	20 034	
	DEMANDES RELATIVES AU DOSSIER D'UN COMMERÇANT EN PARTICULIER (PLAINTES, PERMIS, POURSUITES)	4 917	
	DEMANDES D'INDEMNISATION RELATIVES AUX FONDS ADMINISTRÉS PAR L'OPC	308	
TOTAL		125 418	27 636

- 2) NOMBRE DE PLAINTES PAR SECTEUR**
- L'OFFICE NE COMPILE PAS LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES.
- A) PLAINTES RELATIVES AUX « REDRESSEURS » FINANCIERS, AUX COURTIER EN PRÊTS ET AUTRES « SPÉCIALISTES » FINANCIERS**

L'OFFICE NE FAIT PAS LA DISTINCTION ENTRE CES TYPES DE SERVICES. LE TABLEAU CI-DESSOUS PRÉSENTE DONC LES RÉSULTATS POUR LA CATÉGORIE « ARGENT », QUI COMPREND LES PLAINTES RELATIVES AUX TROIS CATÉGORIES DEMANDÉES.

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
ARGENT	138

- B) PLAINTES RELATIVES AUX « PRÊTEURS SUR GAGES »**

LES PLAINTES RELATIVES AUX PRÊTEURS SUR GAGES SONT INCLUSES DANS LE TABLEAU PRÉCÉDENT.

- C) PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA VENTE D'AUTOMOBILES**

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
VENTE/RÉPARATION D'AUTOMOBILES (NEUVES ET D'OCCASION)	5150

- D) PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA LOCATION D'AUTOMOBILES**

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
LOCATION D'AUTOMOBILES (NEUVES ET D'OCCASION)	64

- E) PLAINTES RELATIVES AUX AGENTS DE VOYAGES ET AUX GROSSISTES**

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
AGENTS DE VOYAGES/GROSSISTES	632

- F) PLAINTES RELATIVES AU MARQUAGE UNITAIRE DES PRIX**

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
INDICATION DES PRIX ET ÉTIQUETAGE	252
INDICATION DES PRIX ET POLITIQUE D'EXACTITUDE DES PRIX	501

LES DONNÉES COMPRENNENT LES PLAINTES RELATIVES AU MARQUAGE UNITAIRE DES PRIX ET À L'INDICATION DES PRIX.

- G) PLAINTES RELATIVES À L'APPLICATION DES NOUVELLES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR QUI DÉCOULENT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60 EN DÉCEMBRE 2009**

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
TÉLÉCOMMUNICATIONS (CONTRATS DE SERVICES FOURNIS À DISTANCE)	531
GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE	226
CARTES PRÉPAYÉES	122
OBLIGATION DE DÉTENIR UN CERTIFICAT DE CONSEILLER EN VOYAGES	22

LE SYSTÈME DE CODIFICATION DE L'OFFICE NE PERMET PAS D'ISOLER LES PLAINTES RELATIVES AU PRIX TOUT INCLUS.

**P.116**    En 2015-2016 et 2016-2017, le nombre et la nature des plaintes qui ont mené à des interventions juridiques, en distinguant celles qui ont été référées à la Cour des petites créances ou à un avocat, et celles déferées à d'autres tribunaux, en indiquant le cheminement des dossiers et les résultats obtenus.

---

**OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

À la suite de l'adoption de nouvelles lignes directrices en matière de surveillance, a été instauré une nouvelle façon de recevoir et de traiter les plaintes. L'approche du traitement global des plaintes est dès lors favorisée en lieu et place de l'approche individuelle. Par cette approche globale, l'Office agit ainsi en amont afin d'amener les commerçants à se conformer aux exigences de la loi au bénéfice d'un grand nombre de consommateurs. Cette approche produit davantage d'impact que le traitement individuel des litiges. À titre indicatif, l'Office a reçu 27 636 plaintes en 2015-2016.

Par l'introduction de ces nouvelles lignes directrices en surveillance, l'Office concentre désormais son action sur les plaintes à caractère pénal et priorise ses interventions en fonction de certains critères, dont la gravité des infractions commises, le nombre de plaintes recueillies et les antécédents des commerçants visés.

En ce qui a trait aux consommateurs, l'Office a conçu pour eux des outils d'information vulgarisés et faciles d'utilisation (trousses d'information) afin que ceux-ci prennent en main le règlement de leur litige. Ces trousseaux sont systématiquement fournis aux consommateurs qui portent plainte et c'est plutôt cette donnée qui est mise en relief.

Les trousseaux suggèrent aux consommateurs une démarche ordonnée qui favorise dans un premier temps de négocier avec le commerçant. Si le problème persiste, l'Office invite le consommateur à faire valoir ses droits en cour. Un sondage réalisé en 2014 a montré que 53 % des consommateurs à qui l'Office a envoyé une trousse ont réglé leur problème, tandis que 6 % ont déposé une demande à la Cour du Québec, division des petites créances.

LES PLAINTES DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016

NATURE DES PLAINTES	NOMBRE TOTAL DE PLAINTES TRAITÉES
MÉSENTENTE AVANT L'ACHAT LIÉE AU PRIX/AU TARIF	143
MÉSENTENTE LIÉE AU CONTRAT CONCLU	593
PRATIQUE TROMPEUSE OU DÉLOYALE	1 881
PROBLÈME DE FACTURATION OU DE RECouvreMENT DE CRÉANCE	813
QUALITÉ DES BIENS ET SERVICES	356
SERVICE À LA CLIENTÈLE/ABSENCE DE LIVRAISON/Non-CONFORMITÉ	710
MOTIF NON CODIFIÉ	902
TOTAL	5 398*

\* PARMI LES PLAINTES RENFERMANT DES INFRACTIONS PÉNALES, 5 398 ONT FAIT L'OBJET D'UNE INTERVENTION PRIORITAIRE DE L'OFFICE ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 ET LE 31 MARS 2016.

**P.117** EN 2014-2015 ET EN 2015-2016, LE NOMBRE ET LA NATURE DES PLAINTES QUI ONT ÉTÉ MENÉES PAR LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES DE L’OFFICE, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE OU LE PROCUREUR GÉNÉRAL, EN INDIQUANT LE CHEMINEMENT DU DOSSIER, LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES RÉSULTATS DES POURSUITES.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

A. INTERVENTIONS JURIDIQUES (AVIS D’INFRACTION ET POURSUITES PÉNALES), JUGEMENTS ET AMENDES POUR 2014-2015 ET 2015-2016, PAR SECTEUR

SECTEUR	INTERVENTIONS JURIDIQUES		JUGEMENTS		AMENDES	
	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016
AGENTS DE VOYAGES	86	103	36	45	114 244 \$	175 990 \$
ARRANGEMENTS FUNÉRAIRES PRÉALABLES	7	0	9	3	208 170 \$	36 417 \$
AUTOMOBILE	5	13	8	4	26 066 \$	38 520 \$
COMMERCE ITINÉRANT	60	50	70	44	310 434 \$	164 120 \$
CRÉDIT	2	11	11	2	100 414 \$	157 978 \$
EXÉCUTION SUCCESSIVE ET STUDIOS DE SANTÉ	44	62	29	33	65 286 \$	103 324 \$
COMPTES EN FIDUCIE	0	0	0	0	0 \$	0 \$
GARANTIES	0	0	3	0	5 860 \$	0 \$
PRATIQUES DE COMMERCE	77	34	58	53	125 964 \$	349 743 \$
RECouvreMENT DE CRÉANCES	50	40	13	21	23 770 \$	43 703 \$
CONTRATS À DISTANCE	6	8	4	14	6 788 \$	45 458 \$
AUTRES	0	0	0	0	0 \$	0 \$
TOTAL	337	321	241	219	986 996 \$	1 115 253 \$

B. RÉPARTITION DES INTERVENTIONS JURIDIQUES ENTRE LES POURSUITES PÉNALES ET LES AVIS D’INFRACTIONPOUR 2014-2015 ET 2015-2016, PAR SECTEUR

SECTEUR	POURSUITES PÉNALES		AVIS D’INFRACTION		TOTAL DES INTERVENTIONS JURIDIQUES	
	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016
AGENTS DE VOYAGES	33	39	53	64	86	103
ARRANGEMENTS FUNÉRAIRES PRÉALABLES	6	0	1	0	7	0
AUTOMOBILE	1	11	4	2	5	13
COMMERCE ITINÉRANT	53	46	7	4	60	50
CRÉDIT	0	6	2	5	2	11
EXÉCUTION SUCCESSIVE ET STUDIOS DE SANTÉ	34	49	10	13	44	62
COMPTES EN FIDUCIE	0	0	0	0	0	0
GARANTIES	0	0	0	0	0	0
PRATIQUES DE COMMERCE	61	28	16	6	77	34

SECTEUR	POURSUITES PÉNALES		AVIS D'INFRACTION			TOTAL DES INTERVENTIONS JURIDIQUES	
	2014-2015	2015-2016	2014-2015		2015-2016	2014-2015	2015-2016
RECouvreMENT DE CRÉANCES	50	40	0		0	50	40
CONTRATS À DISTANCE	6	7	0		1	6	8
AUTRES	0	0	0		0	0	0
TOTAL	244	226	93		95	337	321

**P.118 NOMBRE DE MÉDIATIONS ENTREPRISES, PAR SECTEUR, ET NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS, PAR MÉDIATION, EN 2015-2016, EN INDIQUANT LA DURÉE MOYENNE DU TEMPS DE MÉDIATION PAR SECTEUR.**

---

**OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

**ABSENCE DE DONNÉES SUR LA MÉDIATION APRÈS LE 23 SEPTEMBRE 2013**

DEPUIS 2009, L'OFFICE, S'APPUYANT SUR SON PLAN STRATÉGIQUE 2009 – 2013, A AMORCÉ UN EXERCICE DE RÉVISION EN PROFONDEUR DE SON PROCESSUS DE TRAITEMENT DES PLAINTES VISANT À RECENTRER SON ACTION SUR LES ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE DE L'APPLICATION DES LOIS.

CE NOUVEAU PROCESSUS A ÉTÉ CONÇU DE FAÇON À FOURNIR RAPIDEMENT AUX CONSOMMATEURS DES INFORMATIONS ET DES OUTILS LEUR PERMETTANT DE FAIRE VALOIR LEURS DROITS TOUT EN PERMETTANT À L'OFFICE DE RECUEILLIR EN TEMPS RÉEL TOUTE L'INFORMATION REQUISE POUR EXERCER UNE SURVEILLANCE DE L'APPLICATION DES LOIS.

L'IMPLANTATION DE CE NOUVEAU PROCESSUS S'EST AMORCÉE À COMPTER DU PRINTEMPS 2011 ET A ENTRAÎNÉ UNE DIMINUTION GRADUELLE DES ACTIVITÉS DE MÉDIATION DES LITIGES QUI N'EST PRATiquÉE DÉsORMAIS QUE DANS LE CAS OÙ LA PLAINTÉ ÉMANÉ DE CONSOMMATEURS PLUS VULNÉRABLES. EN CONSÉQUENCE, L'OFFICE NE COMPILE PLUS DE STATISTIQUES SUR CETTE ACTIVITÉ QUI EST EN MARGE DE SES ACTIVITÉS DE MISSION.

TOUTEFOIS, L'OFFICE A DÉVELOPPÉ DES INSTRUMENTS POUR ACCOMPAGNER LE CONSOMMATEUR DANS LA DÉMARCHE QU'IL DÉSIRE ENTREPRENDRE AUPRÈS DES COMMERÇANTS ET ULTIMEMENT DEVANT LES TRIBUNAUX, POUR RÉsOUDRE UN LITIGE.

À LA SUITE D'UNE ÉVALUATION PAR UN AGENT DE L'OFFICE DES DROITS ET DES RECOURS DISPONIBLES POUR UN CONSOMMATEUR, UNE TROUSSE D'INFORMATION ADAPTÉE À SA SITUATION LUI EST ENVOYÉE. CETTE TROUSSE VULGARISE DIVERSES DISPOSITIONS DES LOIS ET EXPLIQUE CLAIREMENT AU CONSOMMATEUR LA DÉMARCHE À SUIVRE EN CAS DE PROBLÈME AVEC UN COMMERÇANT. ELLES CONTIENNENT NOTAMMENT UN FORMULAIRE DE MISE EN DEMEURE QUE LES CONSOMMATEURS PEUVENT CHOISIR D'UTILISER POUR FAIRE VALOIR LEURS DROITS AUPRÈS D'UN COMMERÇANT.

POUR L'EXERCICE 2015-2016, PLUS DE 29 000 TROUSSES ONT ÉTÉ EXPÉDIÉES AUX CONSOMMATEURS.

LES ÉTUDES MENÉES AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES PAR L'OFFICE MONTRENT QUE 53 % DES CONSOMMATEURS QUI UTILISENT CES TROUSSES RÈGLENT LEUR PROBLÈME AVEC LE COMMERÇANT. C'EST DONC PLUS DE 13 000 CONSOMMATEURS QUI ONT PU RÉsOUDRE LEUR LITIGE AVEC UN COMMERÇANT, UN NOMBRE TRÈS LARGEMENT SUPÉRIEUR AUX QUELQUE 1 000 MÉDIATIONS RÉALISÉES ANTÉRIEUREMENT ET DONT 500 MENAIENT À LA RÉsOLUTION DU LITIGE.

PARALLÈLEMENT, L'OFFICE A POURSUIVI L'ÉLABORATION DE LIGNES DIRECTRICES EN SURVEILLANCE VISANT À GUIDER SES INTERVENTIONS DANS L'ANALYSE ET LE TRAITEMENT DES MILLIERS DE PLAINTES ET DE DÉNONCIATIONS CONCERNANT DES INFRACTIONS PÉNALES QU'IL REÇOIT ANNUELLEMENT.

LES LIGNES DIRECTRICES PERMETTENT UNE MISE EN PRIORITÉ DES INTERVENTIONS EN FONCTION DE DIVERS CRITÈRES, TELS QUE LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE L'OFFICE, LA GRAVITÉ DES INFRACTIONS DÉNONCÉES, L'HISTORIQUE DU COMMERÇANT VISÉ PAR DES PLAINTES, LE NOMBRE DE PLAINTES, ETC. UN SYSTÈME D'INFORMATION SOPHISTIQUÉ ÉLABORÉ À CETTE FIN EST DÉsORMAIS UTILISÉ PAR LES AGENTS DE L'OFFICE POUR CODIFIER L'INFORMATION PERTINENTE POUR CHACUNE DES PLAINTES RECUEILLIES. À TITRE INDICATIF, L'OFFICE A REÇU 27 636 PLAINTES EN 2015-2016.



**P.119 VENTILATION DES EFFECTIFS DE L’OFFICE ET DE CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX, POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, EN SPÉCIFIANT LA CATÉGORIE D’EMPLOI AINSI QUE LE NOMBRE D’EMPLOIS; DISTINGUER LES POSTES PERMANENTS DES POSTES OCCASIONNELS.**

**OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

**EFFECTIFS – VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR RÉGION**

**EFFECTIFS  
VENTILATION AU 31 MARS 2016**

RÉGION	CATÉGORIE D’EMPLOIS						
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. <sup>1</sup>	TECH.	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
<b>BUREAUX CENTRAUX</b>							
TROIS-RIVIÈRES			1	2	1		4
QUÉBEC	1		2	19	13	7	42
MONTRÉAL	1	1	1	15	11	1	30
SOUS-TOTAL	2	1	4	36	25	8	76
QUÉBEC			1	1	7		9
MONTRÉAL			1		12		13
GASPÉ					1		1
GATINEAU				2	3		5
SAGUENAY					3		3
RIMOUSKI					1		1
ROUYN-NORANDA					1		1
SEPT-ÎLES					1		1
SHERBROOKE					2		2
SAINT-JÉRÔME					3		3
TROIS-RIVIÈRES					4		4
SOUS-TOTAL			2	3	38		43
OFFICE	2	1	6	39	63	8	119

<sup>1</sup>INCLUANT LES JURISTES

NOTE : AUCUN ETC OCCASIONNEL

- P.120 POUR L’OPC ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX, SPÉCIFIER ET DISTINGUER LE TOTAL DES EFFECTIFS AFFECTÉS :
- A. AUX ENQUÊTES ET À LA SURVEILLANCE;
  - B. AU TRAITEMENT DES PLAINTES;
  - C. À LA MÉDIATION;
  - D. AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

EFFECTIFS AUTORISÉS AFFECTÉS AUX ENQUÊTES ET À LA SURVEILLANCE, AU TRAITEMENT DES PLAINTES, À LA CONCILIATION ET AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE SOUTIEN  
EN DATE DU 31 MARS 2016

BUREAU	ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE (VÉRIFICATIONS , ENQUÊTES JUDICIAIRES) NOTE 1	TRAITEMENT DES PLAINTES ET INSPECTIONS NOTE 2	MÉDIATION	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE SOUTIEN NOTE 4
BUREAUX CENTRAUX	25		NOTE 3	13 NOTE 5
BUREAUX RÉGIONAUX	1			
QUÉBEC	7	7		7
MONTRÉAL	12	12		12
GASPÉ	1	1		1
GATINEAU	3	3		3
JONQUIÈRE	3	3		3
RIMOUSKI	1	1		1
ROUYN-NORANDA	1	1		1
SEPT-ÎLES	1	1		1
SHERBROOKE	2	2		2
SAINT-JÉRÔME	3	3		3
TROIS-RIVIÈRES	4	4		4
TOTAL	64	38	—	51

UNE MÊME PERSONNE PEUT EXERCER DIFFÉRENTES TÂCHES.

NOTE 1

- LE NOMBRE D’EMPLOYÉS INDIQUÉ DANS CETTE SECTION DU TABLEAU DÉSIGNE CEUX QUI CONSACRENT UNE PART IMPORTANTE DE LEUR TÂCHE À LA RÉALISATION D’ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE, SOIT :
- 9 POSTES D’ENQUÊTEURS AU SERVICE DES ENQUÊTES;
  - 13 POSTES À LA DIRECTION DES PERMIS ET DE L’INDEMNISATION (CONTRÔLE *A PRIORI* DE LA LOI);
  - 3 POSTES DE JURISTES (LES TÂCHES NE SONT PAS EXCLUSIVEMENT LIÉES À LA SURVEILLANCE);
  - 1 POSTE DE PROFESSIONNEL À LA DIRECTION DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET DE LA SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE;
  - 38 POSTES D’AGENT DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR.

NOTE 2

LES 38 AGENTS DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR (APC) SE CONSACRENT NOTAMMENT AU TRAITEMENT DES PLAINTES ET EFFECTUENT ÉGALEMENT DES INSPECTIONS. À LA SUITE DE L’ANALYSE DES FAITS ENTOURANT LE PROBLÈME D’UN CONSOMMATEUR AVEC UN COMMERÇANT, L’APC INFORME D’ABORD LE CONSOMMATEUR DE SES DROITS ET RECOURS ET LUI TRANSMET, LE CAS ÉCHÉANT, UNE TROUSSE D’INFORMATION POUR L’AIDER À RÉGLER SON PROBLÈME.

**NOTE 3**

EN CE QUI A TRAIT À LA MÉDIATION/CONCILIATION, VEUILLEZ-VOUS REPORTER À LA FICHE P118 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE.

**NOTE 4**

LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PAR LES APC CONSISTE, EN APPLICATION DES LOIS SOUS RESPONSABILITÉ DE L'OFFICE, À FOURNIR AUX CONSOMMATEURS L'INFORMATION RELATIVE À LEURS DROITS ET RECOURS EN SE FONDANT SUR L'ANALYSE DES SITUATIONS DÉCRITES PAR LES CONSOMMATEURS DANS LE CADRE D'UN PROBLÈME QU'ILS ÉPROUVENT AVEC UN COMMERÇANT.

**NOTE 5**

LE PERSONNEL DE LA DIRECTION DES PERMIS ET DE L'INDEMNISATION RÉPOND AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE SOUTIEN DE LA CLIENTÈLE COMMERÇANTE SUR LES QUESTIONS RELATIVES À LEUR PERMIS / CERTIFICATS. IL TRAITE ÉGALEMENT LES DEMANDES D'INDEMNISATION DES CONSOMMATEURS.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

ACTIVITÉ DE COMMUNICATION	Coût
<u>PUBLICITÉ MANDAT</u> CAMPAGNE WEB – POLITIQUE D’EXACTITUDE DES PRIX ÉDITIONS PROTÉGEZ-VOUS <u>PUBLICITÉ OBLIGATOIRE</u> PUBLICATIONS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE (FRANÇAIS ET ANGLAIS)	599,52 \$ 3 600,00 \$ 13 003,65 \$
<u>ÉMISSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE</u> CNW TELBEC	1 885,80 \$
<u>ACTIVITÉ DE VEILLE MÉDIATIQUE</u> COMMUNICATION DEMO INC. CEDROM-SNI INC.	10 798,07 \$ 16 445,03 \$
<u>PARTICIPATION À DES SALONS OU DES EXPOSITIONS</u> SALON DE L’IMMIGRATION ET DE L’INTÉGRATION AU QUÉBEC – ÉDITION MAI 2016	2 598,44 \$
<u>DÉVELOPPEMENT, ENTRETIEN, RÉDACTION ET TRADUCTION DU SITE WEB</u> WEB LOUNGE : 8 173,75 \$ SOPHIE MARCOTTE (RÉVISION) : 500,00 \$ MARIE ASSELIN (TRADUCTION) : 3 634,51 \$ CHRISTINE PARÉ COMMUNICATION (RÉDACTION) : 595,00 \$	12 903,26 \$
<u>PRODUCTION DE DÉPLIANTS, DE PUBLICATIONS ET AUTRES</u> RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2014-2015 : 10 699,00 \$ PLAN STRATÉGIQUE 2014-2018 : 5 505,54 \$ TROUSSE D’INFORMATION : DURÉE RAISONNABLE D’UN BIEN (3 000) : 1 283,00 \$ TROUSSE D’INFORMATION : DÉLAIS DE LIVRAISON, CONFORMITÉ DU BIEN OU DU SERVICE ET GARANTIE (3 000) : 1 283,00 \$ TROUSSE D’INFORMATION : AIDEZ-NOUS À INFORMER LES CONSOMMATEURS (4 500) : 318,00 \$ TROUSSE D’INFORMATION : LISTE DES ORGANISMES DE SOUTIEN JURIDIQUE POUR LES CONSOMMATEURS (8 000) : 645,20 \$ TROUSSE D’INFORMATION : FORMULAIRE DE MISE EN DEMEURE (3 000) : 407,13 \$ TROUSSES D’INFORMATION : RÉPARATION D’APPAREILS DOMESTIQUES ET ÉLECTRONIQUES (1 500) POLITIQUE D’INDICATION DES PRIX (800) RECouvreMENT D’UNE DETTE PAR UN AGENT DE RECouvreMENT (1 500) : 995,00 \$ SIGNET POUR LE SITE WEB – SECTION COMMERÇANTS : 468,00 \$ SIGNET – PERMIS DE COMMERÇANT ET DE RECYCLEUR DE VÉHICULES ROUTIERS : 319,00 \$ AFFICHE – INDICATION DES PRIX : 1729,00 \$	23 651,87 \$

<b><u>PRODUCTION MULTIMÉDIA</u></b>	
FORMATION DES COMMERÇANTS SUR LES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES : MONTAGE SONORE	1 457,50 \$
<b>TOTAL</b>	<b>86 943,14 \$</b>

DONNÉES EN DATE DU 25 MARS 2016

**OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

LES CONDAMNATIONS LIÉES AUX POURSUITES PÉNALES VISANT UNE INFRACTION AUX LOIS SOUS LA RESPONSABILITÉ DE L’OFFICE S’ÉLÈVENT, EN 2015-2016, À 1 115 253 \$.

- P.123**    **LISTE DES ÉTUDES OU SONDAGES COMMANDÉS DURANT L’EXERCICE FINANCIER 2015-2016 À LA DEMANDE DU MINISTRE OU DE L’ORGANISME :**
- A. LISTE ET COÛTS;**
  - B. COPIE DES SOUMISSIONS;**
  - C. COPIE D’ÉTUDES OU SONDAGES.**
- 

**OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

L’OFFICE N’A PAS ACCORDÉ DE CONTRAT DE 25 000 \$ ET MOINS RELATIVEMENT À UN SONDAGE EFFECTUÉ EN 2015-2016.

L’INFORMATION RELATIVE AUX CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$EST INCLUSE DANS LES ENGAGEMENTS FINANCIERS. CEUX-CI FERONT L’OBJET D’UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L’ADMINISTRATION PUBLIQUE.

P.124 NOMBRE D'ENQUÊTES RÉALISÉES, DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN INDIQUANT LEUR NATURE ET LEURS RÉSULTATS.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016, L'OFFICE A RÉALISÉ 3 259 ENQUÊTES.

NATURE DES ENQUÊTES RÉALISÉES EN 2015-2016

NATURE	NOMBRE
INSPECTIONS	2 962
ENQUÊTES JUDICIAIRES	211
AUTRES ENQUÊTES ADMINISTRATIVES (VACATIONS À LA COUR, SIGNIFICATIONS DE PROCÉDURES ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS)	86
TOTAL	3 259

LES INSPECTIONS ET LES ENQUÊTES JUDICIAIRES ONT DONNÉ LIEU À 3 216 RECOMMANDATIONS. UNE ENQUÊTE PEUT DONNER LIEU À PLUSIEURS RECOMMANDATIONS. UNE ENQUÊTE ADMINISTRATIVE NE DONNE PAS LIEU À DES RECOMMANDATIONS.

NOMBRE DE RECOMMANDATIONS DÉCOULANT DES ENQUÊTES RÉALISÉES EN 2015-2016

RECOMMANDATION	NOMBRE
AUCUNE INFRACTION	1 109
OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE JUDICIAIRE À LA SUITE D'UNE INSPECTION	378
ENVOI D'UN AVIS DE NON-CONFORMITÉ OU D'INFRACTION	786
RÉDACTION D'UNE OPINION JURIDIQUE	17
POURSUITE PÉNALE	163
ACTION APPROPRIÉE <sup>1</sup>	42
AUTRES ACTIONS <sup>2</sup>	721
TOTAL	3 216

- 1

LA RECOMMANDATION « ACTION APPROPRIÉE » EST SUGGÉRÉE LORSQUE LA SITUATION NE JUSTIFIE PAS UNE INTERVENTION DE NATURE PÉNALE (DANS LE CADRE D'UN PROCESSUS ADMINISTRATIF PAR EXEMPLE DE DÉLIVRANCE D'UN PERMIS) OU LORSQUE, À LA DEMANDE DES AUTRES SERVICES, UNE INTERVENTION DES SERVICES JURIDIQUES EST REQUISE.
- 2

LES ENQUÊTES COMPLÉTÉES AVEC LA RECOMMANDATION « AUTRES ACTIONS » SIGNIFIENT QUE LES COMMERÇANTS ONT RÉGULARISÉ VOLONTAIREMENT LEUR SITUATION À LA SUITE DE L'INTERVENTION DE L'OFFICE EN CORRIGEANT LES IRRÉGULARITÉS CONSTATÉES, LESQUELLES ÉTAIENT SOUVENT MINEURES. L'INTERVENTION DE L'OFFICE A SUFFI POUR ASSURER LE RESPECT DE LA LOI SANS QU'IL AIT ÉTÉ NÉCESSAIRE DE MENER UNE AUTRE INTERVENTION.



## **OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

LES OBJECTIFS DE LA TROISIÈME PHASE DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR SONT D'ACTUALISER LE RÉGIME DE PROTECTION DES CONSOMMATEURS EN MATIÈRE DE CRÉDIT À LA CONSOMMATION EN TENANT COMPTE DES NOUVELLES RÉALITÉS DE CE MARCHÉ, D'ASSURER, DANS LE CONTEXTE ACTUEL, UN NIVEAU DE PROTECTION ADÉQUAT AUX CONSOMMATEURS QUÉBÉCOIS, DE CONTRIBUER À PRÉVENIR L'ENDETTEMENT DES CONSOMMATEURS ET D'HARMONISER LE DISPOSITIF LÉGISLATIF APPLICABLE DANS CE SECTEUR D'ACTIVITÉS AVEC CEUX EN VIGUEUR AU CANADA.

EN JUIN 2011, LE PROJET DE LOI 24, QUI VISAIT ESSENTIELLEMENT À MODERNISER LES RÈGLES RELATIVES AU CRÉDIT À LA CONSOMMATION, A ÉTÉ PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE. DES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES ONT ÉTÉ TENUES EN COMMISSION PARLEMENTAIRE À L'AUTOMNE SUIVANT. L'ÉTUDE DÉTAILLÉE A ÉTÉ ENTREPRISE PAR LA SUITE, MAIS N'A PU ÊTRE COMPLÉTÉE AVANT LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN JUILLET 2012.

LORS DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016, LA MINISTRE DE LA JUSTICE A ANNONCÉ SON INTENTION D'ALLER DE L'AVANT AVEC LA PRÉSENTATION D'UN NOUVEAU PROJET DE LOI VISANT À MODERNISER LES RÈGLES RELATIVES AU CRÉDIT À LA CONSOMMATION. ELLE A PAR LA SUITE CONFIE À L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR LE MANDAT D'ÉLABORER CE NOUVEAU PROJET DE LOI.

EN RÉPONSE À CETTE DEMANDE, L'OFFICE A PRÉPARÉ UN DOCUMENT DE CONSULTATION QU'IL A TRANSMIS EN OCTOBRE À PLUS D'UNE VINGTAINES D'ORGANISATIONS AUX PRÉOCCUPATIONS DIVERSES, SOIT :

- DES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS;
- DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES;
- DES ASSOCIATIONS DE COMMERÇANTS ET D'ENTREPRISES, COMME LES CONSEILS QUÉBÉCOIS ET CANADIEN DU COMMERCE DE DÉTAIL, LA FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE, AINSI QUE DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR DE L'AUTOMOBILE;
- LE BARREAU DU QUÉBEC ET LA CHAMBRE DES NOTAIRES.

AU COURS DES MOIS DE JANVIER, FÉVRIER ET MARS, L'OFFICE A ÉCHANGÉ AVEC DES REPRÉSENTANTS DE LA MAJORITÉ DE CES ORGANISATIONS POUR RÉPONDRE À LEURS QUESTIONS, RECUEILLIR LEURS COMMENTAIRES ET DOCUMENTER LES PROBLÈMES VÉCUS SUR LE TERRAIN.

L'OFFICE ANALYSE EN CE MOMENT LES COMMENTAIRES RECUEILLIS EN VUE DE FAIRE DES RECOMMANDATIONS À LA MINISTRE DE LA JUSTICE SUR LES MESURES À INCLURE DANS LE NOUVEAU PROJET DE LOI. L'OBJECTIF DE LA MINISTRE EST DE DÉPOSER UN NOUVEAU PROJET DE LOI SUR LE CRÉDIT EN 2016.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

LES DISPOSITIONS PRÉVUES DANS LE PROJET DE LOI 60 SONT ENTRÉES EN VIGUEUR LE 30 JUIN 2010.

ELLES PORTENT PRINCIPALEMENT SUR :

- LES CONTRATS DE SERVICE FOURNI À DISTANCE (TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, CÂBLODISTRIBUTION, INTERNET, ETC.);
- LES PRATIQUES RELATIVES AUX CARTES PRÉPAYÉES;
- L'EXIGENCE DE DIVULGUER LE PRIX TOUT INCLUS;
- LES RÈGLES RELATIVES À LA DIVULGATION DE L'EXISTENCE DE LA GARANTIE LÉGALE AVANT D'OFFRIR UNE GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE;
- L'OBLIGATION DE DÉTENIR UN CERTIFICAT DE CONSEILLER EN VOYAGES.

EN 2015-2016, L'OFFICE A ANALYSÉ 1 002 PLAINTES DE CONSOMMATEURS RELATIVEMENT À CES NOUVELLES DISPOSITIONS, EFFECTUÉ 587 INSPECTIONS ET VÉRIFICATIONS DANS LE CADRE DE SES OPÉRATIONS RÉGIONALES ET TRAITÉ 197 DOSSIERS D'INSPECTION JUDICIAIRE ET D'ENQUÊTE.

TABLEAU DES INTERVENTIONS POST PL60  
1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016  
PAR DOMAINE D'INTERVENTION

DOMAINE D'INTERVENTION	NOMBRE DE PLAINTES ANALYSÉES	INSPECTIONS RÉGIONALES/ VÉRIFICATIONS	INSPECTIONS JUDICIAIRES/ENQUÊTES
CARTES PRÉPAYÉES	18	17	3
CONTRATS À EXÉCUTION SUCCESSIVE DE SERVICE FOURNI À DISTANCE	164	54	7
PRIX TOUT INCLUS	678 <sup>1</sup>	400	33
AVIS SUR LA GARANTIE LÉGALE	113	89	5
CERTIFICATS DE CONSEILLER EN VOYAGES	29	27	113
TOTAL	1 002	587	161

1 DEPUIS SEPTEMBRE 2013, LES PLAINTES RELATIVES AU PRIX TOUT INCLUS SONT REGROUPÉES SOUS UNE CATÉGORIE INCLUANT D'AUTRES DISPOSITIONS CONCERNANT LES PRATIQUES INTERDITES SUR LES PRIX.

L'OFFICE A ÉGALEMENT CIBLÉ CERTAINS SECTEURS D'ACTIVITÉ EN RÉALISANT DES PROGRAMMES DE SURVEILLANCE PARTICULIERS POUR SURVEILLER L'APPLICATION DE CES NOUVELLES DISPOSITIONS DANS CES SECTEURS PARTICULIERS (VOIR LE TABLEAU SUIVANT) :

TABLEAU DES PROGRAMMES DE SURVEILLANCE  
DISPOSITIONS PL60  
1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016

DOMAINE D'INTERVENTION	NATURE DU PROGRAMME	PÉRIODE	NOMBRE DE COMMERÇANTS VISÉS
CONTRATS À EXÉCUTION SUCCESSIVE DE SERVICE FOURNI À DISTANCE	VÉRIFICATION DES DISPOSITIONS AUPRÈS DES PRINCIPAUX COMMERÇANTS EN MATIÈRE DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE	2011–2015	11
CERTIFICATS DE CONSEILLER EN VOYAGES	VÉRIFICATION ALÉATOIRE AUPRÈS DES DÉTENTEURS DE PERMIS D'AGENTS DE VOYAGES DE DIFFÉRENTES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LES AGENTS DE VOYAGES DONT LES DISPOSITIONS RELATIVES AU CERTIFICAT.	2013-2016	527

**P.127**    POUR L'ANNÉE 2015-2016, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

---

**OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC**

AUCUN.

**P.128**      **POUR L'ANNÉE 2015-2016, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.**

---

**OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC**

AUCUN.

**P.129**      **NOMBRE D’EMPLOYÉS DE L’OFFICE DES PROFESSIONS QUI SONT PAYÉS ENTIÈREMENT OU EN PARTIE PAR DES ORDRES PROFESSIONNELS OU TOUT AUTRE ORGANISME.**

---

**OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC**

AUCUN.

P.130      NOMBRE ET POURCENTAGE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS, PAR SECTEUR, DEVENUS PERMANENTS POUR 2014-2015 ET 2015-2016.

---

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

ANNÉE	NOMINATION D'OCCASIONNELS	OCCASIONNELS EN PLACE	%
2014-2015	0	4	0
2015-2016	2	6	33

**P.131      PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE MINISTÈRE ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2015-2016.**

---

**OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC**

**PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2016-2017 :**

POUR L'EXERCICE 2016-2017, LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DE L'OFFICE SONT BASÉES SUR DES REVENUS ET DES DÉPENSES ESTIMÉS RESPECTIVEMENT À 10 030 854 \$ ET 11 206 400 \$, DÉGAGEANT AINSI UN DÉFICIT DE 1 175 546 \$ ET UN EXCÉDENT CUMULÉ À L'ÉQUILIBRE.

À NOTER QU'AU 31 MARS 2016, LE SURPLUS CUMULÉ DE L'OFFICE EST ESTIMÉ À 1 175 546 \$, ET QU'EN VERTU DU CODE DES PROFESSIONS, CE MONTANT DOIT ÊTRE PRIS EN COMPTE DANS LA DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION À ÊTRE VERSÉE PAR LES MEMBRES DES ORDRES PROFESSIONNELS, ET CE, DE MANIÈRE À CE QUE TOUT SURPLUS OU DÉFICIT SOIT RÉSORBÉ D'UNE ANNÉE À L'AUTRE.

**EFFORT D'OPTIMISATION 2015-2016 :**

LA CIBLE DE RÉDUCTION DE DÉPENSES FIXÉE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'EXERCICE 2015-2016 S'ÉLÈVE À 397 100 \$.

- P.132      POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE :
- A)    NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS;

B)    LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE;

C)    FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION;

D)    LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

- A)    NOMBRE DE RENCONTRES, REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS

          RÉUNIONS DE L’OFFICE (CONSEIL D’ADMINISTRATION) :

- RÉUNIONS DE L’OFFICE :

•    FRAIS DE REPAS :

•    FRAIS DE DÉPLACEMENT :

11 RÉUNIONS ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 ET LE 31 MARS 2016

0 \$

2 036 \$

- B)    LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE

PERSONNES À RENCONTRER	BUT DE LA RENCONTRE
JEAN PAUL DUTRISAC, PRÉSIDENT	RÉUNION DE L’OFFICE
CHRISTIANE GAGNON, VICE-PRÉSIDENTE	RÉUNION DE L’OFFICE
CHRISTINE MONTAMAT, MEMBRE	RÉUNION DE L’OFFICE
JAMES ARCHIBALD, MEMBRE	RÉUNION DE L’OFFICE
ANDRÉ JACQUES, MEMBRE (DEPUIS LE 2 DÉCEMBRE 2015)	RÉUNION DE L’OFFICE
LOUISE POTVIN, MEMBRE (FIN LE 2 DÉCEMBRE 2015)	RÉUNION DE L’OFFICE

- C)    FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION DU BUREAU DE LA PRÉSIDENTE

- DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 : 15 966 \$

- D)    LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES, DES CONGRÈS ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS

COLLOQUES OU CONGRÈS	LISTE DES PARTICIPANTS	COÛTS AFFÉRENTS
BARREAU DU QUÉBEC : LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DÉONTOLOGIE, DROIT PROFESSIONNEL ET DISCIPLINAIRE	JEAN PAUL DUTRISAC, PRÉSIDENT	626,00 \$
CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC ET COLLÈGE DES MÉDECINS DU QUÉBEC : 6E COLLOQUE DES DIRIGEANTS DES ORDRES PROFESSIONNELS «GESTION DE RISQUES : MIEUX DÉCIDER POUR MIEUX PROTÉGER LE PUBLIC»	JEAN PAUL DUTRISAC, PRÉSIDENT	500,00 \$
CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC : SEMAINE DES PROFESSIONNELS 2015	JEAN PAUL DUTRISAC, PRÉSIDENT	161,00 \$
CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC ET COLLÈGE DES MÉDECINS DU QUÉBEC : 6E COLLOQUE DES DIRIGEANTS DES ORDRES PROFESSIONNELS «GESTION DE RISQUES : MIEUX DÉCIDER POUR MIEUX PROTÉGER LE PUBLIC»	CHRISTIANE GAGNON, VICE-PRÉSIDENTE	500,00 \$
ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC : CONGRÈS VÉTÉRINAIRE QUÉBÉCOIS 2015	CHRISTIANE GAGNON, VICE-PRÉSIDENTE	295,00 \$



## OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC RÉALISE SA MISSION EN EXERÇANT LES POUVOIRS ET LES RESPONSABILITÉS QUI LUI SONT CONFÉRÉS PAR LE *CODE DES PROFESSIONS* ET EN S'ACQUITTANT DES DEVOIRS QUI EN DÉCOULENT. AFIN DE GUIDER SES PRISES DE DÉCISION ET PRIORISER SES ACTIONS, UN **PLAN STRATÉGIQUE POUR LA PÉRIODE 2015-2019** A ÉTÉ ADOPTÉ. PRENANT EN COMPTE L'ÉVOLUTION DU CONTEXTE ET LES NOUVEAUX ENJEUX QUI SE POSENT AU SYSTÈME PROFESSIONNEL, LES AUTORITÉS DE L'OFFICE ONT AINSI IDENTIFIÉ DE NOUVELLES PRIORITÉS, EN CONTINUITÉ TOUTEFOIS AVEC CELLES AYANT SERVI D'ASSISES AU PRÉCÉDENT PLAN STRATÉGIQUE.

PIERRE ANGULAIRE DE LA PROTECTION DU PUBLIC AU SEIN DU SYSTÈME PROFESSIONNEL QUÉBÉCOIS, L'APPROCHE PRÉVENTIVE EST LE FIL CONDUCTEUR DES NOUVELLES PRIORITÉS IDENTIFIÉES. CELLES-CI VISENT À DÉVELOPPER UNE VISION DU SYSTÈME PROFESSIONNEL BASÉE SUR LA TRANSPARENCE ET LA COHÉRENCE DES ACTIONS EN VUE DE GAGNER ET DE CONSERVER LA CONFIANCE DU PUBLIC, SUR LA COOPÉRATION ET LE DYNAMISME AU SEIN DU SYSTÈME PROFESSIONNEL AINSI QUE SUR LES ADAPTATIONS DU CADRE STATUTAIRE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL AFIN DE RÉPONDRE AUX EXIGENCES DE LA MISSION DE PROTECTION DU PUBLIC, D'UNE PART, ET AUX NOUVELLES RÉALITÉS DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE, D'AUTRE PART. LA DIVERSITÉ DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES PAR L'OFFICE SONT REGROUPÉES EN CINQ DOMAINES :

- ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORDRES PROFESSIONNELS
- COMMUNICATION AVEC LE PUBLIC
- RÔLE-CONSEIL AU GOUVERNEMENT POUR L'ÉVOLUTION DU SYSTÈME PROFESSIONNEL
- EXPERTISE ET MOBILISATION DU PERSONNEL POUR SOUTENIR L'ACTION DE L'OFFICE
- PRÉSENCE ET COLLABORATION AVEC LES INSTITUTIONS CONCERNÉES PAR LA PROTECTION DU PUBLIC QUÉBÉCOIS

## LES FAITS SAILLANTS POUR L'EXERCICE 2015-2016

RÉSULTAT D'UNE RÉFLEXION APPROFONDIE ET D'UNE DÉMARCHE VISANT À SOLLICITER LA CONTRIBUTION, TANT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION QUE DES GESTIONNAIRES ET DU PERSONNEL, LE PLAN STRATÉGIQUE 2015-2019 A ÉTÉ ENTÉRINÉ PAR LES MEMBRES DE L'OFFICE DES PROFESSIONS EN MARS 2015. L'EXERCICE 2015-2016 MARQUE DONC LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES RETENUS QUI GUIDERONT LES ACTIONS ET LES DÉCISIONS DE L'ORGANISATION AU COURS DES QUATRE PROCHAINES ANNÉES. SOULIGNONS QUE CE PLAN STRATÉGIQUE S'INSCRIT DANS UNE CONTINUITÉ DES GRANDS OBJECTIFS DE LA PLANIFICATION 2009-2014.

PARMI LES AUTRES FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2015-2016, MENTIONNONS LA NOMINATION, PAR LE GOUVERNEMENT, DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE DES ORDRES PROFESSIONNELS, DONT LA PRÉSIDENTE EN CHEF ET LE PRÉSIDENT EN CHEF ADJOINT, AINSI QUE LA MISE EN PLACE DU BUREAU. EN EFFET, LA *LOI MODIFIANT LE CODE DES PROFESSIONS EN MATIÈRE DE JUSTICE DISCIPLINAIRE* (PROJET DE LOI N°17), ENTRÉE EN VIGUEUR LE 12 JUIN 2013, CONSTITUE AU SEIN DE L'OFFICE DES PROFESSIONS, LE BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE DES ORDRES PROFESSIONNELS.

AUSSI, EN JUILLET 2015, UN 46<sup>E</sup> ORDRE PROFESSIONNEL, L'ORDRE PROFESSIONNELS DES CRIMINOLOGUES DU QUÉBEC A ÉTÉ CRÉÉ PAR L'ÉDICTION DES LETTRES PATENTES, PAR LE GOUVERNEMENT.

MENTIONNONS ÉGALEMENT QUE L'OFFICE A VEILLÉ À LA PRÉPARATION DU RAPPORT QUE LA MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DES LOIS PROFESSIONNELLES A DÉPOSÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE, EN MARS 2016, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 187.5.6 DU *CODE DES PROFESSIONS*, CONCERNANT L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU CODE RELATIVES AU PERMIS DE PSYCHOTHÉRAPEUTE.

DÉJÀ EN ACTION AFIN D'IDENTIFIER DES MESURES À METTRE EN ŒUVRE DANS LE BUT D'AMÉLIORER ET D'ACTUALISER CERTAINES PRATIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE AU SEIN DU SYSTÈME PROFESSIONNEL, PRATIQUES QUI FURENT ÉGALEMENT MISES EN EXERGUE PAR DES RÉVÉLATIONS FAITES DANS LE CADRE DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION (COMMISSION CHARBONNEAU), L'OFFICE A ASSURÉ UN SUIVI ATTENTIF AUX RECOMMANDATIONS FORMULÉES DANS LE RAPPORT FINAL DE LA COMMISSION, RENDU PUBLIC EN NOVEMBRE 2015. À L'HIVER 2016, PLUSIEURS MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ONT ÉTÉ SOUMISES À LA MINISTRE DE LA JUSTICE, DANS LE CADRE DE LA RÉFORME DU *CODE DES PROFESSIONS* – VOLET GOUVERNANCE. D'AUTRES TRAVAUX SE POURSUIVront EN 2016-2017, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE REDDITION DE COMPTE, DANS LA FOULÉE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION QUI INTERPELLENT DIRECTEMENT L'OFFICE ET LE SYSTÈME PROFESSIONNEL<sup>1</sup>.

IL IMPORTE AUSSI DE SOULIGNER QU'UNE PORTION SIGNIFICATIVE DES ACTIVITÉS DE L'OFFICE, CONSACRÉES AUX ÉTUDES ET ANALYSES DE SITUATION, AUX CONSULTATIONS ET À LA RÉDACTION DE RAPPORTS ET D'AVIS, AINSI QUE LES CONTRIBUTIONS À L'ÉLABORATION OU AU CHEMINEMENT DES PROJETS RÉGLEMENTAIRES OU LÉGISLATIFS, NE S'ÉVALUE

PAS TOUJOURS PAR DES RÉSULTATS QUANTITATIFS. NÉANMOINS, LE PRODUIT DE CES ACTIVITÉS EST INDISSOCIABLE DES RÉALISATIONS GLOBALES DE L’OFFICE.

<sup>1</sup> Articles 115.1 et ss. du *Code des professions*

**POUR CHACUN DES DOMAINES D’INTERVENTION DU PLAN STRATÉGIQUE, RETENONS LES RÉALISATIONS SUIVANTES :**

**DOMAINE D’INTERVENTION :      ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORDRES**

L’OFFICE EST RESPONSABLE DU BON FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME PROFESSIONNEL. L’EXERCICE DU RÔLE D’ENCADREMENT DES ORDRES PROFESSIONNELS REPOSE SUR DES ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE ET DE CONTRÔLE. D’UNE PART, LE RÔLE DE SURVEILLANCE SE TRADUIT ENTRE AUTRES PAR UN SUIVI, PÉRIODIQUE OU PONCTUEL, DES ACTIVITÉS DE PROTECTION DU PUBLIC APPLIQUÉES AU SEIN DES ORDRES PROFESSIONNELS. D’AUTRE PART, LE RÔLE DE CONTRÔLE REPOSE SUR LES POUVOIRS D’EXAMEN ET D’APPROBATION DES RÈGLEMENTS ADOPTÉS PAR LES ORDRES OU DE RECOMMANDATION AUX AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES DE CERTAINS RÈGLEMENTS. PAR AILLEURS, SELON LES BESOINS ET LES OPPORTUNITÉS, L’OFFICE ACCOMPAGNE AUSSI LES ORDRES DANS LEURS EFFORTS POUR ACCOMPLIR LEUR MISSION.

RÉSOLUMENT ORIENTÉ VERS L’APPROCHE PRÉVENTIVE, ET EN CONTINUITÉ AVEC LE DOCUMENT PRODUIT PAR L’OFFICE INTITULÉ « LE RÔLE DE SURVEILLANCE DE L’OFFICE DES PROFESSIONS : UN TOURNANT GUIDÉ PAR L’ACTUALISATION DE LA NOTION DE PROTECTION DU PUBLIC », DOCUMENT DIFFUSÉ AUPRÈS DES ORDRES PROFESSIONNELS ET DU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC, LES RENCONTRES DE RÉTROACTION AVEC LES MEMBRES DES CONSEILS D’ADMINISTRATION DES ORDRES PROFESSIONNELS ET AVEC LES PRÉSIDENTS ET PRÉSIDENTES NOUVELLEMENT ÉLUS AU SEIN DES ORDRES ONT OCCUPÉES UNE PLACE IMPORTANTE EN REGARD DE L’EXERCICE DU RÔLE DE SURVEILLANCE DE L’OFFICE. EN 2015-2016, LE PRÉSIDENT ET LA VICE-PRÉSIDENTE DE L’OFFICE ONT RENCONTRÉ DOUZE CONSEILS D’ADMINISTRATION D’AUTANT D’ORDRES PROFESSIONNELS EN PLUS DE HUIT NOUVEAUX PRÉSIDENTS.

RAPPELONS QUE LE *CODE DES PROFESSIONS* PRÉVOIT QUE L’OFFICE A POUR FONCTION DE VEILLER À CE QUE CHAQUE ORDRE ASSURE LA PROTECTION DU PUBLIC. DES POUVOIRS Y SONT ASSORTIS, NOTAMMENT CELUI D’EXIGER DE TOUT ORDRE QU’IL LUI FOURNISSE TOUT DOCUMENT, RAPPORT OU RENSEIGNEMENTS DONT IL A BESOIN DANS L’EXERCICE DE SES FONCTIONS, DE PROPOSER À UN ORDRE LA CONDUITE À TENIR OU LES MESURES À PRENDRE ET D’ENQUÊTER, APRÈS AVOIR OBTENU L’AUTORISATION DE LA MINISTRE, OU À LA DEMANDE DE CELLE-CI, SUR UN ORDRE QUI NE REMPLIT PAS SES OBLIGATIONS.

CE RÔLE DE SURVEILLANCE IMPLIQUE ENTRE AUTRES UN SUIVI DES ACTIVITÉS DES ORDRES AFIN D’ÉVALUER LA FAÇON DONT CEUX-CI S’ACQUITTENT DE LEURS OBLIGATIONS, NOTAMMENT AU MOYEN DE L’ANALYSE DES RAPPORTS ANNUELS DES ORDRES PROFESSIONNELS. LE BILAN DES ACTIVITÉS DU SYSTÈME PROFESSIONNEL EST DRESSÉ ANNUELLEMENT ET REPRODUIT AU RAPPORT ANNUEL DE GESTION DE L’OFFICE.

PAR AILLEURS, AFIN DE BIEN EXERCER SON RÔLE DE CONTRÔLE DES OUTILS RÉGLEMENTAIRES, IL EST PRÉVU QUE L’OFFICE EXAMINE LES RÈGLEMENTS QUE LES ORDRES LUI SOUMETTENT. EN APPLICATION DU *CODE DES PROFESSIONS*, CERTAINS DE CES RÈGLEMENTS SONT PAR LA SUITE SOUMIS, AVEC LA RECOMMANDATION DE L’OFFICE, AU GOUVERNEMENT, QUI PEUT LES APPROUVER AVEC OU SANS MODIFICATION. DANS PLUSIEURS CAS, C’EST L’OFFICE LUI-MÊME QUI PEUT APPROUVER, AVEC OU SANS MODIFICATION, LES RÈGLEMENTS ADOPTÉS PAR LES ORDRES. EN 2015-2016, CE SONT 76 RÈGLEMENTS QUI ONT ÉTÉ PUBLIÉS, SOIT À TITRE DE PROJET OU SOIT À TITRE DE RÈGLEMENT, À LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC. S’AJOUTENT L’ACCOMPAGNEMENT AUPRÈS DES ORDRES QUI LE SOLLICITE DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION DE LEURS RÈGLEMENTS ET LES NOMBREUSES CONSULTATIONS PRÉVUES AU *CODE DES PROFESSIONS*.

AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, DANS LE CADRE DE L’EXERCICE DE SON RÔLE D’ACCOMPAGNEMENT DES ORDRES PROFESSIONNELS, L’OFFICE A POURSUIVI SON ACCOMPAGNEMENT AUPRÈS DE L’ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC, ENTRE AUTRES, EN SUIVANT DE TRÈS PRÈS L’ÉVOLUTION DES TRAVAUX DU COMITÉ DU PLAN DE TRANSFORMATION DE L’ORDRE, LEQUEL A POUR MANDAT DE METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT PILOTE-LAMONTAGNE<sup>2</sup>. RAPPELONS QUE DANS LE CONTEXTE DES TURBULENCES VÉCUES AU SEIN DE L’ORDRE ET DES DEMANDES D’INTERVENTION DE LA PART DE CERTAINS DE SES MEMBRES, EN LIEN NOTAMMENT AVEC LA HAUSSE DE LEUR COTISATION ANNUELLE, À L’INTÉRIEUR DE SON CADRE LÉGAL, L’OFFICE A VOULU SOUTENIR LES INSTANCES DE L’ORDRE DANS LA RÉALISATION DE SA MISSION DE PROTECTION DU PUBLIC.

MENTIONNONS ÉGALEMENT QUE L’OFFICE, EN DÉCEMBRE 2015, A DEMANDÉ À LA MINISTRE DE LA JUSTICE ET RESPONSABLE DE L’APPLICATION DES LOIS PROFESSIONNELLES, EN APPLICATION DU *CODE DES PROFESSIONS*, L’AUTORISATION D’INITIER UN PROCESSUS D’ENQUÊTE AU SUJET DE LA CHAMBRE DES HUISSIERS DE JUSTICE DU QUÉBEC. CETTE DÉMARCHE DE L’OFFICE RÉSULTAIT DE SES OBSERVATIONS ET DE DEMANDES D’INTERVENTION QUI SOULEVAIENT UN DOUTE LÉGITIME À L’EFFET QUE LA BONNE GOUVERNANCE, LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA SAINTE GESTION DES AFFAIRES DE L’ORDRE ÉTAIENT COMPROMISES, AINSI QUE LA RÉALISATION DE LA MISSION DE PROTECTION DU PUBLIC AU SEIN DE L’ORDRE.

C’EST POURQUOI, L’OFFICE A MANDATÉ DEUX ENQUÊTEURS, NOTAMMENT POUR CONNAÎTRE DE MANIÈRE OBJECTIVE L’ÉTAT GÉNÉRAL DE LA SITUATION DE L’ORDRE, VÉRIFIER L’ÉTAT DE SES FINANCES ET LE FONCTIONNEMENT DES MÉCANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC AINSI QUE, LE CAS ÉCHÉANT, IDENTIFIER LES REDRESSEMENTS NÉCESSAIRES QUE L’ORDRE DEVRA

METTRE EN ŒUVRE POUR S’ASSURER QUE CE DERNIER ASSUME PLEINEMENT SA MISSION DE PROTÉGER LE PUBLIC CONFORMÉMENT À LA *LOI SUR TES HUISSIERS DE JUSTICE* ET AU *CODE DES PROFESSIONS*.

<sup>2</sup> EN 2014-2015, L’OFFICE A DEMANDÉ À DEUX PERSONNES RESSOURCES DE GRANDE EXPÉRIENCE D’ACCOMPAGNER LES INSTANCES DE L’ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC, SELON LES BESOINS, NOTAMMENT À L’ÉGARD DES RÈGLES DE GOUVERNANCE ET DE RÉGIE INTERNE DE L’ORDRE.

**DOMAINE D’INTERVENTION : COMMUNICATION AVEC LE PUBLIC**

DANS SA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS, L’OFFICE S’ENGAGE À LES RENSEIGNER SUR TOUTE QUESTION TOUCHANT LE SYSTÈME PROFESSIONNEL ET À LES ORIENTER DANS LEURS DÉMARCHES POUR OBTENIR LES RÉPONSES À LEURS QUESTIONS OU EXERCER LES RECOURS APPROPRIÉS À LEURS DOLÉANCES. L’OFFICE ASSURE ÉGALEMENT AUX CITOYENS DES VOIES D’EXPRESSION ET ACCUEILLE LEURS COMMENTAIRES. IL ARRIVE ÉGALEMENT QUE DES PERSONNES S’ADRESSENT À L’OFFICE POUR LUI DEMANDER D’INTERVENIR À PROPOS, NOTAMMENT, DES DÉLAIS QUE PRENNENT LES RECOURS EXERCÉS OU D’UNE DÉCISION, RENDUE PAR L’INSTANCE CONCERNÉE, QUI NE LEUR EST PAS FAVORABLE. L’OFFICE REÇOIT CES SIGNALEMENTS ET TRAITE CES DEMANDES D’INTERVENTION DANS LE RESPECT DU CADRE LIMITÉ DE SON MANDAT EN CETTE MATIÈRE.

L’OFFICE A LA RESPONSABILITÉ DE RENSEIGNER LE GRAND PUBLIC SUR LE SYSTÈME PROFESSIONNEL, DE LUI ASSURER DES VOIES D’EXPRESSION ET D’ACCUEILLIR SES COMMENTAIRES. CHAQUE ANNÉE, IL REÇOIT ET TRAITE DE NOMBREUSES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS RELATIVES AU SYSTÈME PROFESSIONNEL ET AUX MÉCANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC QU’IL OFFRE. ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 ET LE 31 MARS 2016, 1 692 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS TÉLÉPHONIQUES ONT ÉTÉ REÇUES ET 182 DEMANDES AU MOYEN DE SON SITE WEB.

AUSSI, AFIN DE PROPOSER AU PUBLIC UNE INFORMATION PERTINENTE ET ACTUALISÉE, L’OFFICE VEILLE À METTRE À JOUR RÉGULIÈREMENT L’INFORMATION QU’IL REND ACCESSIBLE SUR SON SITE WEB AU GRAND PUBLIC, AU PREMIER CHEF, MAIS ÉGALEMENT AUX QUELQUES 380 000 PROFESSIONNELS RÉGIS PAR LE *CODE DES PROFESSIONS*, AUX PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX AINSI QU’AUX PERSONNES MIGRANTES DÉSIREUSES D’EXERCER LEUR PROFESSION AU QUÉBEC.

MÊME SI L’OFFICE NE FAIT PAS PARTIE DE LA CHAÎNE DES RECOURS MIS À LA DISPOSITION DU PUBLIC ET PRÉVUS AU *CODE DES PROFESSIONS*, IL ARRIVE TOUTEFOIS QUE DES PERSONNES S’ADRESSENT À LUI AFIN DE FAIRE PART DE LEURS COMMENTAIRES OU POUR EXPRIMER LEUR INSATISFACTION, ET SOUVENT ELLES LUI DEMANDENT D’INTERVENIR À PROPOS DES DÉLAIS QUE PRENNENT LES RECOURS EXERCÉS OU À L’ÉGARD D’UNE DÉCISION, RENDUE PAR L’INSTANCE CONCERNÉE, QUI NE LEUR EST PAS FAVORABLE. L’OFFICE REÇOIT CES SIGNALEMENTS ET TRAITE CES DEMANDES D’INTERVENTION EN RESPECTANT LE CADRE LIMITÉ DE SON MANDAT EN CETTE MATIÈRE. LA RÉPONSE À LA QUESTION P. 135 FOURNIT D’AVANTAGE DE RENSEIGNEMENTS À CET ÉGARD.

PAR AILLEURS, LE *CODE DES PROFESSIONS* PRÉVOIT QU’AU SEIN DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DES ORDRES PROFESSIONNELS, LESQUELS SONT ADMINISTRÉS PAR LEURS MEMBRES, LE PUBLIC DOIT ÊTRE PRÉSENT. AINSI, CHAQUE ORDRE COMPTE DEUX, TROIS OU QUATRE ADMINISTRATRICES OU ADMINISTRATEURS NOMMÉS PAR L’OFFICE, SELON QUE LE CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’ORDRE COMPTE 8 OU 9 MEMBRES, 10 À 12 MEMBRES, ET 13 MEMBRES OU PLUS.

AU 31 MARS 2016, 151 ADMINISTRATRICES OU ADMINISTRATEURS NOMMÉS PAR L’OFFICE DES PROFESSIONS SIÈGENT AU SEIN DES CONSEILS D’ADMINISTRATION DES 46 ORDRES PROFESSIONNELS. NOTONS QUE 61 % DES ADMINISTRATEURS NOMMÉS PAR L’OFFICE NE SONT PAS MEMBRES D’UN ORDRE PROFESSIONNEL ET QUE DU POINT DE VUE DE LA REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES, ELLES COMPOSENT 44 % DE L’ENSEMBLE DES ADMINISTRATEURS NOMMÉS. NOTONS ÉGALEMENT QU’AU MOINS UN DES MEMBRES DU COMITÉ DE RÉVISION EN MATIÈRE DISCIPLINAIRE AU SEIN DES ORDRES EST CHOISI PARMI LES ADMINISTRATEURS NOMMÉS PAR L’OFFICE OU PARMI UNE LISTE DE PERSONNES QUE L’OFFICE DRESSE À CETTE FIN.

MENTIONNONS ÉGALEMENT QU’EN APPLICATION DU *RÈGLEMENT SUR LA PROCÉDURE DE SÉLECTION DES CANDIDATS À LA FONCTION DE JUGE DE LA COUR DU QUÉBEC, DE JUGE D’UNE COUR MUNICIPALE ET DE JUGE DE PAIX MAGISTRAT*, ENTRÉ EN VIGUEUR LE 28 JANVIER 2012, L’OFFICE DÉSIGNE DEUX PERSONNES POUR PARTICIPER AUX TRAVAUX DES COMITÉS DE SÉLECTION DES CANDIDATS À LA FONCTION DE JUGE FORMÉS PAR LA MINISTRE DE LA JUSTICE. CES PERSONNES NE SONT NI JUGE, NI AVOCAT OU NOTAIRE; ILS AGISSENT À TITRE DE REPRÉSENTANT DU PUBLIC.

AFIN DE S’ACQUITTER DE CETTE RESPONSABILITÉ, L’OFFICE S’APPUIE SUR L’EXPERTISE DÉVELOPPÉE RELATIVE À LA REPRÉSENTATIVITÉ DU PUBLIC AU SEIN DU SYSTÈME PROFESSIONNEL. C’EST À PARTIR DE LA BANQUE DE CANDIDATURES QUE MAINTIENT L’OFFICE AUX FINS DE NOMMER DES ADMINISTRATEURS AU SEIN DES CONSEILS D’ADMINISTRATION DES ORDRES PROFESSIONNELS QUE L’OFFICE PROCÈDE AUX DÉSIGNATIONS.

ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 ET LE 31 MARS 2016, LE BILAN DES DÉSIGNATIONS PAR L’OFFICE DES PROFESSIONS DES PERSONNES REPRÉSENTANT LE PUBLIC AU SEIN DES COMITÉS FORMÉS PAR LA MINISTRE DE LA JUSTICE AUX FINS DE LA SÉLECTION DES CANDIDATS À LA FONCTION DE JUGE DE LA COUR DU QUÉBEC, DE JUGE D’UNE COUR MUNICIPALE ET DE JUGE DES PAIX MAGISTRAT S’ÉTABLIT COMME SUIVANT :

NOMBRE DE CONCOURS PUBLIÉS	29
NOMBRE DE REPRÉSENTANTS DU PUBLIC DÉSIGNÉS	58
• HOMMES, DONT TROIS ISSUS D’UNE COMMUNAUTÉ CULTURELLE	25
• FEMMES, DONT 2 ISSUES D’UNE COMMUNAUTÉ CULTURELLE	33

PAR AILLEURS, LES 58 REPRÉSENTANTS DU PUBLIC DÉSIGNÉS DEMEURAIENT TOUS DANS LES RÉGIONS VISÉES PAR LES POSTES DE JUGE À POURVOIR.

**DOMAINE D’INTERVENTION :      RÔLE–CONSEIL AU GOUVERNEMENT POUR L’ÉVOLUTION DU SYSTÈME PROFESSIONNEL**

L’OFFICE A POUR FONCTION DE CONSEILLER LES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES, À LEUR DEMANDE OU DE SA PROPRE INITIATIVE, À L’ÉGARD DES AJUSTEMENTS ET DES MODIFICATIONS NÉCESSAIRES AU BON FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME PROFESSIONNEL. À CETTE FIN, IL PROPOSE DES PROJETS DE LOI, FORMULE DES COMMENTAIRES SUR DES SUJETS TOUCHANT, ENTRE AUTRES, LES GARANTIES DE COMPÉTENCE, D’INTÉGRITÉ ET DE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE, ET DONNE DES AVIS AU MINISTRE RESPONSABLE DE L’APPLICATION DES LOIS PROFESSIONNELLES. DANS CE CADRE, L’OFFICE EST APPELÉ À INTERAGIR AVEC LES ORDRES, LE CONSEIL INTERPROFESSIONNEL, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONCERNÉS PAR LES QUESTIONS DÉBATTUES AFIN DE MIEUX CERNER LES ENJEUX, EU ÉGARD À LA PROTECTION DU PUBLIC.

LES TRAVAUX À L’ÉGARD D’IMPORTANTES DOSSIERS VISANT DES AJUSTEMENTS ET DES MODIFICATIONS AU CADRE STATUTAIRE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL ONT OCCUPÉ UNE PLACE CENTRALE DANS LES ACTIVITÉS DE L’OFFICE EN 2015-2016. CES TRAVAUX SE REGROUPENT SOUS TROIS THÈMES : RÉFORME DU CODE DES PROFESSIONS – VOLET GOUVERNANCE, DOSSIER INTER ORDRES VISANT LA MODERNISATION DES CHAMPS D’EXERCICE DES PROFESSIONNELS CONCERNÉS ET TRAVAUX RELATIFS AUX DEMANDES D’ENCADREMENT PAR LE SYSTÈME PROFESSIONNEL. RÉSUMONS LES PRINCIPALES RÉALISATIONS :

❑      **RÉFORME DU CODE DES PROFESSIONS – VOLET GOUVERNANCE**

DEPUIS L’ADOPTION, EN 1973, DU *CODE DES PROFESSIONS*, LOI-CADRE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL TEL QUE NOUS LE CONNAISSONS ACTUELLEMENT, PLUSIEURS ADAPTATIONS ET MODIFICATIONS ONT ÉTÉ APPORTÉES. TOUTEFOIS, DE TEMPS À AUTRE, IL CONVIENT DE MENER UNE RÉFLEXION ET DE CONSIDÉRER GLOBALEMENT LES CHANGEMENTS À APPORTER À CETTE LOI-CADRE DANS LE BUT QU’ELLE DEMEURE AUSSI PERTINENTE APRÈS PLUS DE 40❑ANS. LE CONTEXTE DANS LEQUEL EXERCENT LES MEMBRES DES ORDRES SE TRANSFORME AU RYTHME DE L’ÉVOLUTION DES SAVOIRS, DES AVANCÉES TECHNOLOGIQUES ET DES ATTENTES DU PUBLIC. AUSSI, LES FACTEURS SOCIAUX-ÉCONOMIQUES QUI INFLUENCENT LES ORDRES SONT EN CONSTANTE MOUVANCE.

EN DÉCEMBRE 2012, L’OFFICE DES PROFESSIONS ENTAMAIT DES TRAVAUX EN VUE DE LA PRÉPARATION D’UN PROJET DE LOI VISANT UNE RÉFORME IMPORTANTE DU *CODE DES PROFESSIONS*. IL INVITAIT ALORS LES ORDRES PROFESSIONNELS ET LE CONSEIL PROFESSIONNEL DU QUÉBEC À LUI FAIRE PART DE TOUTE DEMANDE DE MODIFICATIONS DU *CODE DES PROFESSIONS* ET AUX LOIS PROFESSIONNELLES.

NOTONS QU’À L’HIVER 2015, LA MINISTRE DE LA JUSTICE DEMANDAIT À L’OFFICE DE SCINDER LE PROJET DE RÉFORME DU *CODE DES PROFESSIONS* EN DIFFÉRENTS VOLETS ET FAISAIT DE L’AMÉLIORATION ET DU RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE LE THÈME DU PREMIER VOLET.

LE PREMIER VOLET DE CE PROJET DE RÉFORME TRAITE ESSENTIELLEMENT DES SUJETS SUIVANTS :

- LA GOUVERNANCE DE L’OFFICE;
- L’ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DES ORDRES;
- LA GOUVERNANCE DU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC;
- L’ADMISSION AUX PROFESSIONS.

PARMI LES ÉTAPES IMPORTANTES DU PROJET, LA MINISTRE DE LA JUSTICE, EN JUIN 2015, SOUMETTAIT AUX ORDRES PROFESSIONNELS, AINSI QU’AU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC, DES PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS LÉGISLATIVES SOUS LA FORME D’ÉNONCÉS D’INTENTION DE L’OFFICE DES PROFESSIONS.

PUIS, À L’AUTOMNE 2015, DANS UN PREMIER TEMPS, L’OFFICE DES PROFESSIONS A CONSULTÉ À NOUVEAU LES PRÉSIDENTS DES ORDRES PROFESSIONNELS, CETTE FOIS, CONCERNANT LE MANDAT DU COMMISSAIRE AUX PLAINTES CONCERNANT LES MÉCANISMES DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES. DANS UN DEUXIÈME TEMPS, LE CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC A AUSSI ÉTÉ CONSULTÉ SUR L’ENSEMBLE DE MODIFICATIONS ENVISAGÉES AINSI QUE LES ORDRES, DONT LA LOI CONSTITUTIVE ÉTAIT MODIFIÉE PAR LE PROJET.

AINSI, À L'HIVER 2016, L'OFFICE A ÉTÉ EN MESURE DE PROPOSER À LA MINISTRE DE LA JUSTICE UN PROJET DE LOI MODIFIANT LE *CODE DES PROFESSIONS* ET CERTAINES LOIS.

## DOSSIERS INTER ORDRES

- **DANS LE DOMAINE DES SCIENCES APPLIQUÉES**

EN 2015-2016, L'OFFICE A POURSUIVI SES ANALYSES ET SES TRAVAUX EN VUE DE PROPOSER UN NOUVEAU PROJET LÉGISLATIF À LA MINISTRE DE LA JUSTICE VISANT LA MODERNISATION DE CERTAINS CHAMPS D'EXERCICE PROFESSIONNEL DANS LE DOMAINE DES SCIENCES APPLIQUÉES.

CEUX-CI FONT SUITE AUX CONSULTATIONS PARTICULIÈRES TENUES SUR LE PROJET DE LOI N° 49 — *LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS PROFESSIONNELLES ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DES SCIENCES APPLIQUÉES*, PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN JUIN 2013. LORS DE CES CONSULTATIONS, 43 PERSONNES ET ORGANISATIONS ONT TRANSMIS UN MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS. DE CE NOMBRE, 10 ONT ÉTÉ ENTENDUS PAR LA COMMISSION. L'ANALYSE DES NOMBREUX MÉMOIRES REÇUS, TANT CEUX TRANSMIS À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS QUE CEUX ACHÉMINÉS DIRECTEMENT À L'OFFICE, A ÉTÉ EFFECTUÉE ATTENTIVEMENT ET A MENÉ À DE NOUVELLES RÉFLEXIONS.

À LA SUITE DE CES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES, À L'INITIATIVE DE L'OFFICE, DE NOUVELLES RENCONTRES ONT EU LIEU AVEC CERTAINS GROUPES ENTENDUS À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS ET AVEC LES ORDRES CONCERNÉS POUR TENTER D'APLANIR LES DIFFICULTÉS SOULEVÉES À L'ÉGARD DU PROJET LÉGISLATIF. AUSSI, DES CONSULTATIONS CIBLÉES ONT ÉTÉ EFFECTUÉES.

RAPPELONS QUE LE PROJET DE LOI N° 49 PROPOSAIT, NOTAMMENT DES MODIFICATIONS À LA *LOI SUR LES AGRONOMES*, LA *LOI SUR LES ARCHITECTES*, LA *LOI SUR LES CHIMISTES PROFESSIONNELS*, LA *LOI SUR LES GÉOLOGUES* ET LA *LOI SUR LES INGÉNIEURS* AFIN DE REDÉFINIR ET D'ACTUALISER LES CHAMPS D'EXERCICE DE CES PROFESSIONNELS, AINSI QUE LES ACTIVITÉS DONT L'EXERCICE LEUR SERAIT RÉSERVÉ.

DE PLUS, CE PROJET DE LOI PROPOSAIT DES MODIFICATIONS AU CODE CIVIL POUR PRÉVOIR L'OBLIGATION QU'UN EXAMEN DE CONFORMITÉ GÉNÉRALE DES TRAVAUX AUX PLANS, AUX DEVIS ET À CERTAINS AUTRES DOCUMENTS AYANT SERVI À LES EXÉCUTER, SOIT EFFECTUÉ PAR UN ARCHITECTE OU UN INGÉNIEUR À L'ÉGARD DE TRAVAUX RELEVANT DE L'EXERCICE DE L'ARCHITECTURE ET DE L'INGÉNIERIE. IL PRÉVOYAIT AUSSI QUE L'ARCHITECTE ET L'INGÉNIEUR, POUR LES TRAVAUX QU'ILS ONT DIRIGÉS OU SURVEILLÉS, DOIVENT REMETTRE AU CLIENT LES DOCUMENTS AFFÉRENTS À CES TRAVAUX. ENFIN, LE PROJET DE LOI MODIFIAIT LA *LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME* POUR PRÉVOIR QUE LE DEMANDEUR D'UN PERMIS DE CONSTRUCTION DOIVE CONFIRMER QUE LA RESPONSABILITÉ D'EFFECTUER UN EXAMEN DE CONFORMITÉ GÉNÉRALE A ÉTÉ CONFIEE À UN ARCHITECTE OU À UN INGÉNIEUR, SELON LA NATURE DES TRAVAUX, LORSQUE LA DEMANDE DE PERMIS CONCERNE DES TRAVAUX QUI DOIVENT FAIRE L'OBJET D'UN TEL EXAMEN.

TOUTEFOIS, LES TRAVAUX DE LA 40<sup>E</sup> LÉGISLATURE ONT PRIS FIN LE 5 MARS 2014 SANS QUE LE PROJET DE LOI N°49 NE FRANCHISSE L'ÉTAPE DE L'ÉTUDE DÉTAILLÉE.

- **DANS LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION ET DES AFFAIRES**

DANS LA FOULÉE DES TRAVAUX DE MODERNISATION DU SYSTÈME PROFESSIONNEL ET DU MANDAT QUE LE MINISTRE DE LA JUSTICE CONFIAIT À L'OFFICE DES PROFESSIONS, EN 2012, DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DU PROJET DE LOI N° 61 — *LOI SUR LES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS*, L'OFFICE A ENTAMÉ DES DÉMARCHES VISANT À ACTUALISER CERTAINS CHAMPS D'EXERCICE PROFESSIONNEL DANS LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION ET DES AFFAIRES.

AINSI L'OFFICE, DE CONCERT AVEC L'ORDRE DES ADMINISTRATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC, L'ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES ET EN RELATIONS INDUSTRIELLES AGRÉÉS DU QUÉBEC ET L'ORDRE DES ÉVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC, A EFFECTUÉ DES TRAVAUX DANS LE BUT DE PROPOSER DES CHAMPS D'EXERCICE PROFESSIONNEL ACTUALISÉS ET RESPECTUEUX DES COMPÉTENCES RESPECTIVES DE L'ENSEMBLE DES PROFESSIONNELS DU DOMAINE COMPTABLE ET DU DOMAINE DE L'ADMINISTRATION ET DES AFFAIRES, EU ÉGARD À LA PROTECTION DU PUBLIC. SOULIGNONS QUE LES TROIS PROFESSIONS CONCERNÉES SONT À TITRE RÉSERVÉ ET QU'AUCUN ACTE NE LEUR EST ACTUELLEMENT RÉSERVÉ.

DES PROPOSITIONS DE CHAMPS D'EXERCICE PROFESSIONNEL ACTUALISÉS ONT RÉSUÉ DES TRAVAUX MENÉS. PAR LA SUITE, CES PROPOSITIONS ONT ÉTÉ SOUMISES PAR L'OFFICE À UNE CONSULTATION CIBLÉE, LAQUELLE A PERMIS DE BONIFIER LES PROPOSITIONS INITIALES PRÉSENTÉES AUX ORDRES VISÉS.

DEPUIS NOVEMBRE 2014, L'OFFICE A ENTAMÉ LA DEUXIÈME PHASE DES TRAVAUX, CETTE FOIS, AFIN DE DÉTERMINER LES ACTIVITÉS À HAUT RISQUE DE PRÉJUDICE QUI, LE CAS ÉCHÉANT ET POUR LA PROTECTION DU PUBLIC, DEVRAIENT ÊTRE RÉSERVÉES AUX MEMBRES DE CES ORDRES PAR VOIE LÉGISLATIVE. À L'INSTAR DE LA PREMIÈRE PHASE, LES TRAVAUX SONT MENÉS EN CONCERTATION AVEC LES TROIS ORDRES CONCERNÉS.

EN JANVIER 2015, LES TROIS ORDRES ONT PRÉSENTÉ À L'OFFICE UNE PROPOSITION INITIALE D'ACTIVITÉS QU'ILS DÉSIRENT VOIR RÉSERVÉES À LEURS MEMBRES. CES PROPOSITIONS ONT ÉTÉ ANALYSÉES ET DES ORIENTATIONS PRÉLIMINAIRES ONT DÉJÀ ÉTÉ DÉGAGÉES ET PRÉSENTÉES À CHACUN DES ORDRES PROFESSIONNELS CONCERNÉS. DEPUIS, LES TROIS ORDRES ONT BONIFIÉ LEUR PROPOSITION INITIALE ET FOURNI À L'OFFICE DES COMPLÉMENTS D'INFORMATION.

AU TERME DE CETTE DEUXIÈME PHASE DES TRAVAUX, L'OFFICE VERRA À SOUMETTRE À LA MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DES LOIS PROFESSIONNELLES SES RECOMMANDATIONS SUR DES PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS LÉGISLATIVES.

- **DANS LE DOMAINE DES SOINS ET DES SERVICES BUCCODENTAIRES**

LA RÉFLEXION MENÉE PAR LE GROUPE DE TRAVAIL MINISTÉRIEL SUR LES PROFESSIONS DE LA SANTÉ ET DES RELATIONS HUMAINES (RAPPORT BERNIER), A PERMIS DE METTRE EN RELIEF DES ENJEUX AU REGARD D'UNE PLUS GRANDE RECONNAISSANCE DU RÔLE ET DE L'AUTONOMIE DES HYGIÉNISTES DENTAIRES ET DE L'ACCROISSEMENT DES INTERVENTIONS DES DENTUROLOGISTES. DE PLUS, LA QUESTION DE L'ENCADREMENT DES ASSISTANTES DENTAIRES EST SOULEVÉE DE MANIÈRE RÉCURRENTÉ.

DÈS 2007, L'OFFICE ENTREPRENAIT DES TRAVAUX AVEC LES ORDRES DU DOMAINE BUCCODENTAIRE, SOIT L'ORDRE DES DENTISTES DU QUÉBEC, L'ORDRE DES DENTUROLOGISTES DU QUÉBEC, L'ORDRE DES HYGIÉNISTES DENTAIRES DU QUÉBEC ET L'ORDRE DES TECHNICIENS ET TECHNICIENNES DENTAIRES DU QUÉBEC EN VUE DE MODERNISER LE CHAMP D'EXERCICE PROFESSIONNEL DE LEURS MEMBRES.

PARMI LES TRAVAUX MENÉS, MENTIONNONS QUE L'OFFICE A MIS SUR PIED UN COMITÉ D'EXPERTS AFIN D'ÊTRE CONSEILLÉ CONCERNANT LA MODERNISATION DE L'ENSEMBLE DES PRATIQUES PROFESSIONNELLES DU DOMAINE BUCCO-DENTAIRE. LE RAPPORT DES EXPERTS, DÉPOSÉ AUX MEMBRES DE L'OFFICE EN NOVEMBRE 2012, A ÉTÉ TRANSMIS, POUR CONSULTATION, AUX ORDRES PROFESSIONNELS VISÉS, AINSI QU'À CERTAINS PARTENAIRES DE L'OFFICE. AUSSI, LES ORDRES ONT ÉTÉ INVITÉS À RECUEILLIR LES COMMENTAIRES DE LEURS MEMBRES AINSI QUE DE LEURS PRINCIPAUX PARTENAIRES. TOUS LES ORDRES PROFESSIONNELS ONT TRANSMIS DES COMMENTAIRES AU PRINTEMPS 2013 ET UNE ANALYSE DE CES COMMENTAIRES A ÉTÉ EFFECTUÉE.

EN 2015-2016, L'OFFICE A MULTIPLIÉ DE NOUVEAU SES DÉMARCHES ET POURSUIVI SES ACTIONS DE CONCERTATION AUPRÈS DE CHACUN DES ORDRES PROFESSIONNELS EN VUE D'EN ARRIVER À UN PLUS LARGE CONSENSUS POSSIBLE. EN DÉCEMBRE 2015, DES ORIENTATIONS ONT À NOUVEAU ÉTÉ SOUMISES AUX MEMBRES DE L'OFFICE. CES DERNIÈRES PROPOSENT LA MODIFICATION DU CHAMP D'EXERCICE DE TOUS LES PROFESSIONNELS DU DOMAINE BUCCODENTAIRE ET LA RÉSERVE AUX PROFESSIONNELS COMPÉTENTS, DES ACTIVITÉS JUGÉES À HAUT RISQUE DE PRÉJUDICE POUR LE PUBLIC.

CES ORIENTATIONS ONT ÉTÉ PRÉSENTÉES À LA MINISTRE DE LA JUSTICE, EN FÉVRIER 2016, LAQUELLE A DEMANDÉ PAR LA SUITE À L'OFFICE DE LUI SOUMETTRE UN PROJET DE LOI QUI TIENDRA COMPTE DE L'ENSEMBLE DES ORIENTATIONS RETENUES PAR L'OFFICE.

DEPUIS, L'OFFICE A TENU UNE RENCONTRE AVEC CHACUN DES QUATRE ORDRES DU DOMAINE BUCCODENTAIRE AFIN DE LEUR PRÉSENTER LES ORIENTATIONS RETENUES.

#### **TRAVAUX EN VUE DE L'ENCADREMENT PROFESSIONNEL**

- **DES OSTÉOPATHES**

EN 2015-2016, L'OFFICE A FORMÉ UN GROUPE DE TRAVAIL COMPOSÉ D'OSTÉOPATHES, ISSUS DES DIFFÉRENTES ASSOCIATIONS, EN VUE DE PROPOSER AU GOUVERNEMENT LA CRÉATION D'UN ORDRE PROFESSIONNEL. NOTONS QUE CE GROUPE DE TRAVAIL S'INSCRIT DANS LA CONTINUITÉ DE L'ENSEMBLE DES ANALYSES ET DES ÉTUDES MENÉES JUSQU'ICI PAR L'OFFICE CONCERNANT L'ENCADREMENT DE LA PRATIQUE DE L'OSTÉOPATHIE.

RAPPELONS QUE SUR LA BASE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR DES EXPERTS, À QUI L'OFFICE AVAIT CONFÉ LE MANDAT DE LE CONSEILLER SUR LA DÉFINITION DE L'OSTÉOPATHIE, SUR LA FORMATION REQUISE POUR EXERCER L'OSTÉOPATHIE DE MANIÈRE SÉCURITAIRE AINSI QUE SUR L'ENCADREMENT DE LA PRATIQUE QUI DOIT ÊTRE PRIVILÉGIÉ, L'OFFICE A MENÉ EN 2011 UNE CONSULTATION AUPRÈS DE REPRÉSENTANTS DU COLLÈGE DES MÉDECINS DU QUÉBEC, DE L'ORDRE DE LA PHYSIOTHÉRAPIE DU QUÉBEC, DE L'ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC, DE L'ORDRE DES ERGOTHÉRAPEUTES DU QUÉBEC ET DE L'ORDRE DES CHIROPATICIENS DU QUÉBEC.

À LA LUMIÈRE DES COMMENTAIRES RECUEILLIS, L'OFFICE A ALORS CONVENU QUE DES TRAVAUX ET DES CONSULTATIONS COMPLÉMENTAIRES S'AVÉRAIENT NÉCESSAIRES. DE PLUS, L'OFFICE A SOLlicitÉ LA COLLABORATION DE L'ENSEMBLE DES ÉCOLES ET ASSOCIATIONS D'OSTÉOPATHES EN VUE DE COMPLÉTER, NOTAMMENT, LE PROFIL DE FORMATION DES OSTÉOPATHES QUÉBÉCOIS.

IL CONVIENT TOUTEFOIS DE RAPPELER, QU'EN L'ABSENCE D'UN PROGRAMME DE FORMATION CONDUISANT À L'OBTENTION D'UN DIPLOME RECONNU PAR LE GOUVERNEMENT, LA DÉFINITION DES CONDITIONS ET MODALITÉS DE DÉLIVRANCE D'UN ÉVENTUEL PERMIS D'EXERCICE PROFESSIONNEL PRÉSENTE UN DÉFI DE TAILLE POUR LE GROUPE DE TRAVAIL ET POURRAIT OCCASIONNER DES DÉLAIS PLUS IMPORTANTS DANS L'AVANCEMENT DE SES TRAVAUX.

- **DES KINÉSIOLOGUES**

LA FÉDÉRATION DES KINÉSIOLOGUES DU QUÉBEC A DÉPOSÉ À L'OFFICE, EN OCTOBRE 2013, UNE DEMANDE D'ENCADREMENT PROFESSIONNEL POUR LEURS MEMBRES. À LA SUITE D'ÉCHANGE AVEC LA FÉDÉRATION, L'OFFICE A CONVENU DE MENER UNE CONSULTATION AUPRÈS D'INSTITUTIONS ET D'ORGANISATIONS QUI COLLABORENT AVEC DES KINÉSIOLOGUES OU DONT LE MANDAT TOUCHE LEUR DOMAINE D'ACTIVITÉ. CELLE-CI AVAIT POUR BUT DE DÉTERMINER SI

LES ACTES QUE POSENT LES KINÉSIOLOGUES COMPORTENT UN HAUT RISQUE DE PRÉJUDICE POUR LES PERSONNES QUI RECOURENT À LEURS SERVICES.

L'ANALYSE DES COMMENTAIRES RECUEILLIS DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION ET DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LA FÉDÉRATION A ÉTÉ PRÉSENTÉE AUX MEMBRES DE L'OFFICE LORS DE LEUR RÉUNION DE DÉCEMBRE 2015. IL A ALORS ÉTÉ DÉCIDÉ DE POURSUIVRE LE PROCESSUS D'ANALYSE DE LA DEMANDE D'ENCADREMENT PROFESSIONNEL SOUMISE PAR LA FÉDÉRATION.

UNE PREMIÈRE RENCONTRE DE TRAVAIL A EU LIEU, EN FÉVRIER 2016, AVEC LES REPRÉSENTANTS DE LA FÉDÉRATION AFIN DE PRÉCISER LA DOCUMENTATION NÉCESSAIRE À LA POURSUITE DES TRAVAUX ET LE CALENDRIER DE LEUR RÉALISATION. D'AUTRES RENCONTRES SONT À PRÉVOIR AU COURS DU PRINTEMPS 2016 AFIN D'ACCOMPAGNER LA FÉDÉRATION DANS CETTE DÉMARCHE.

- **DES MASSOTHÉRAPEUTES**

EN 2012, LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MASSOTHÉRAPEUTES A DÉPOSÉ À L'OFFICE UNE DEMANDE D'ENCADREMENT PAR LE SYSTÈME PROFESSIONNEL POUR LEURS MEMBRES. À LA SUITE DE L'ANALYSE DE CETTE DEMANDE, L'OFFICE ENJOIGNAIT LA FÉDÉRATION DE LUI FAIRE PARVENIR « DES DONNÉES FACTUELLES FIABLES (...) MONTRANT QUE LA SITUATION ACTUELLE EXPOSE RÉELLEMENT LE PUBLIC À DES RISQUES DE PRÉJUDICE SÉRIEUX ET RELATIVEMENT FRÉQUENTS, LESQUELS SERAIENT DIRECTEMENT ATTRIBUABLES AUX PRATIQUES ACTUELLES DES MASSOTHÉRAPEUTES ». LA FÉDÉRATION RÉPONDAIT À CETTE DEMANDE, LE 28 JANVIER 2016, EN TRANSMETTANT UN DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE À CET EFFET.

DANS LE CONTEXTE OÙ LE PHÉNOMÈNE DE L'ÉMISSION DE REÇUS À DES FINS DE REMBOURSEMENT AUPRÈS DES COMPAGNIES D'ASSURANCE PAR DES PRATICIENS LAISSANT CROIRE QU'ILS ONT PRODIGUÉ UN MASSAGE DE NATURE THÉRAPEUTIQUE ALORS QU'IL S'AGIT D'UNE PRATIQUE À CARACTÈRE SEXUEL SEMBLE DE PLUS EN PLUS RÉPANDU, À LA DEMANDE DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE, L'OFFICE A INITIÉ DES TRAVAUX EN VUE DE PRODUIRE UN AVIS SUR L'OPPORTUNITÉ QUE LES MASSOTHÉRAPEUTES SOIENT ENCADRÉS PAR LE SYSTÈME PROFESSIONNEL.

DES TRAVAUX PRÉLIMINAIRES ONT D'ABORD ÉTÉ RÉALISÉS AFIN DE S'ASSURER DE DISPOSER D'UN PORTRAIT À JOUR DE LA SITUATION DES MASSOTHÉRAPEUTES, NOTAMMENT AU CHAPITRE DE LA FORMATION ET DES MILIEUX DE PRATIQUE. DIVERSES RECHERCHES ONT ÉGALEMENT ÉTÉ EFFECTUÉES AFIN DE REPÉRER LES SITUATIONS DANS LESQUELLES LES INTERVENTIONS DES MASSOTHÉRAPEUTES SERAIENT SUSCEPTIBLES DE METTRE EN JEU LA PROTECTION DU PUBLIC. À CETTE FIN, L'AVIS DE PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ APPELÉS À COLLABORER PLUS OU MOINS ÉTROITEMENT AVEC LES MASSOTHÉRAPEUTES A NOTAMMENT ÉTÉ SOLlicitÉ.

UNE ANALYSE PLUS APPROFONDIE SERA EFFECTUÉE EN 2016-2017, ENTRE AUTRES À L'ÉGARD DES FACTEURS PRÉVUE AU *CODE DES PROFESSIONS* (ARTICLES 25 ET 26 DU CODE) DONT L'OFFICE DOIT TENIR COMPTE POUR RECOMMANDER OU NON QU'UN NOUVEAU GROUPE SOIT ENCADRÉ PAR LE SYSTÈME PROFESSIONNEL, EU ÉGARD À LA PROTECTION DU PUBLIC. NOTAMMENT, LES PRÉSUMPTIONS DE RISQUE DE PRÉJUDICE QUI SE SONT DÉGAGÉES DES TRAVAUX MENÉS JUSQU'ICI DEVRONT FAIRE L'OBJET DE CETTE ANALYSE.

- **DES BIOLOGISTES ET DES MICROBIOLOGISTES**

DANS LA FOULÉE DU PROJET DE LOI N°49 – *LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS PROFESSIONNELLES ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DES SCIENCES APPLIQUÉES*, PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN 2013, ET CONSIDÉRANT L'HISTORIQUE DU DOSSIER, L'ASSOCIATION DES BIOLOGISTES DU QUÉBEC ET L'ASSOCIATION DES MICROBIOLOGISTES DU QUÉBEC ONT MANIFESTÉ L'INTÉRÊT DE NOUVEAU À L'EFFET QUE LEURS MEMBRES INTÈGRENT LE SYSTÈME PROFESSIONNEL.

EN EFFET, AU MILIEU DES ANNÉES 1990, UN PROJET DE CONSTITUTION EN ORDRE PROFESSIONNEL DE CES DEUX GROUPES A ÉTÉ SOUMIS AU MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DES LOIS PROFESSIONNELLES MAIS N'A JAMAIS FRANCHI L'ÉTAPE DE L'ANALYSE DU CONSEIL EXÉCUTIF ET DU SECRÉTARIAT À L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE. LES ARGUMENTS SOUTENUS À L'ÉPOQUE PORTAIENT ESSENTIELLEMENT SUR LE FAIT QUE L'ENCADREMENT PROFESSIONNEL DÉJÀ EN PLACE DANS LES MILIEUX DE PRATIQUE DES BIOLOGISTES ÉTAIT JUGÉ SUFFISANT POUR ASSURER LA PROTECTION DU PUBLIC. IL A AUSSI ÉTÉ ARGUÉ QUE LES BIOLOGISTES NE RÉPONDAIENT PAS À CERTAINS CRITÈRES PRÉVUS AU *CODE DES PROFESSIONS* POUR LA CRÉATION D'UN ORDRE PROFESSIONNEL. DE PLUS, DES IMPACTS FINANCIERS ÉTAIENT ALORS ANTICIPÉS DANS LES MILIEUX DE TRAVAIL EMPLOYANT DES BIOLOGISTES, NOTAMMENT L'ÉTAT QUÉBÉCOIS.

EN 2015-2016, DES ÉCHANGES ONT EU LIEU AVEC L'ASSOCIATION DES BIOLOGISTES DU QUÉBEC ET L'ASSOCIATION DES MICROBIOLOGISTES DU QUÉBEC AFIN DE COMPLÉTER ET DE VALIDER L'INFORMATION RECUEILLIE PAR L'OFFICE. CES RENCONTRES ONT ÉGALEMENT ÉTÉ L'OCCASION D'AMORCER LES DISCUSSIONS CONCERNANT LA PRATIQUE DE LEURS MEMBRES RESPECTIFS ET LES ACTIVITÉS À HAUT RISQUE DE PRÉJUDICE QUI POURRAIENT FAIRE L'OBJET D'UNE RÉSERVE D'ACTIVITÉS, EN EXCLUSIVITÉ OU EN PARTAGE, AVEC D'AUTRES PROFESSIONNELS.

À CE JOUR, DES TRAVAUX ONT ÉTÉ EFFECTUÉS AFIN DE DOCUMENTER LES FORMATIONS PERTINENTES, LES MILIEUX DE PRATIQUE ET LES ACTIVITÉS RÉALISÉES PAR LES BIOLOGISTES ET LES MICROBIOLOGISTES. BIEN QUE L'OFFICE DISPOSE DÉJÀ D'UN CERTAIN NOMBRE DE RENSEIGNEMENTS ISSUS DE TRAVAUX ANTÉRIEURS MENÉS SUR L'ENCADREMENT DES BIOLOGISTES ET DES MICROBIOLOGISTES, CETTE INFORMATION DOIT ÊTRE MISE À JOUR; LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE ET LES FORMATIONS AYANT PARTICULIÈREMENT ÉVOLUÉ AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES.

**DOMAINE D’INTERVENTION :      EXPERTISE ET MOBILISATION DU PERSONNEL POUR SOUTENIR L’ACTION DE L’OFFICE**

LES RESSOURCES HUMAINES DE L’OFFICE CONSTITUENT UN FACTEUR DE SUCCÈS CRUCIAL POUR LA RÉALISATION DE SA MISSION ET DE SES ORIENTATIONS. LES LEVIERS DE PERFORMANCE DE L’OFFICE REPOSENT SUR L’EXPERTISE DÉMONTRÉE DANS SES INTERVENTIONS ET SUR LA QUALITÉ DES RELATIONS ÉTABLIES AVEC LES DIVERSES PARTIES PRENANTES DU SYSTÈME PROFESSIONNEL ET LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES AVEC LESQUELS IL EST APPELÉ À COLLABORER.

L’IMPLANTATION D’UN NOUVEAU PLAN STRATÉGIQUE EXIGE LA MOBILISATION DES RESSOURCES DE L’OFFICE; AINSI DES RENCONTRES ONT ÉTÉ TENUES AVEC CHACUNE DES ÉQUIPES QUI COMPOSENT LE PERSONNEL DE L’OFFICE, INCLUANT LES ÉQUIPES DU COMMISSAIRE AUX PLAINTES CONCERNANT LES MÉCANISMES DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE DES ORDRES PROFESSIONNELS.

**DOMAINE D’INTERVENTION :      PRÉSENCE ET COLLABORATION AVEC LES INSTITUTIONS CONCERNÉES PAR LA PROTECTION DU PUBLIC QUÉBÉCOIS**

BIEN ANCRÉES DANS LA CULTURE ORGANISATIONNELLE DE L’OFFICE, LES ACTIVITÉS DE CONCERTATION ET DE COLLABORATION AVEC SES PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX ET INSTITUTIONNELS OCCUPENT UNE PLACE IMPORTANTE DANS LE CADRE DE SES ACTIONS STRATÉGIQUES. C’EST EN TANT QU’ACTEUR SOCIO-ÉCONOMIQUE D’IMPORTANCE QUE LE SYSTÈME PROFESSIONNEL, PAR L’ENTREMISE DE L’OFFICE ET DU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC, RAYONNE AFIN DE FAIRE VALOIR ET DE PRÉSERVER LE RESPECT DE LA PROTECTION DU PUBLIC DANS LA RECHERCHE D’UN ÉQUILIBRE AVEC LES GRANDES PRIORITÉS DE L’ÉTAT.

LA *LOI INSTITUANT LE POSTE DE COMMISSAIRE AUX PLAINTES CONCERNANT LES MÉCANISMES DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES* (P.L. n° 53) A ÉTÉ ADOPTÉE EN 2009. CETTE LOI, EN PLUS D’INSTITUER LE POSTE DE COMMISSAIRE ET SES DIFFÉRENTES FONCTIONS, A AJOUTÉ COMME OBLIGATION À L’OFFICE (*PARAGRAPHE 7.1° DE L’ARTICLE 12 DU CODE DES PROFESSIONS*) DE PRENDRE, EN CONCERTATION AVEC LE MINISTÈRE DE L’ÉDUCATION ET DE L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR<sup>3</sup> (MEES), LES MESURES VISANT À FAVORISER LA COLLABORATION ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS D’ENSEIGNEMENT ET LES ORDRES PROFESSIONNELS AFIN QUE, LORSQU’UN ORDRE PROFESSIONNEL EXIGE D’UNE PERSONNE QU’ELLE ACQUIÈRE UNE FORMATION D’APPOINT (EN APPLICATION D’UN RÈGLEMENT PRIS EN VERTU DES PARAGRAPHES C, C.1 OU C.2 DE L’ARTICLE 93, DU PARAGRAPHE 1) DE L’ARTICLE 94 POUR LA PARTIE QUI CONCERNE LES NORMES D’ÉQUIVALENCE, OU DES PARAGRAPHES Q) OU R) DE CE MÊME ARTICLE), CETTE FORMATION SOIT OFFERTE PAR UN ÉTABLISSEMENT D’ENSEIGNEMENT.

POUR METTRE EN ŒUVRE CETTE RESPONSABILITÉ CONFÉE PAR LA LOI, L’OFFICE, EN CONCERTATION AVEC LE MEES, A MIS EN PLACE EN 2010 LE « PÔLE DE COORDINATION POUR L’ACCÈS À LA FORMATION PRESCRITE PAR LES ORDRES PROFESSIONNELS AINSI QU’AUX STAGES » (LE PÔLE). DE PLUS, LE PARAGRAPHE 7.2° IMPOSE À L’OFFICE DE « FAIRE RAPPORT ANNUELLEMENT AU GOUVERNEMENT SUR LES MESURES PRISES EN APPLICATION DU PARAGRAPHE 7.1° ET Y FORMULER LES RECOMMANDATIONS QU’IL JUGE APPROPRIÉES. »

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L’OFFICE DES PROFESSIONS, LE PÔLE RÉUNIT LES REPRÉSENTANTS DU MINISTÈRE DE L’ÉDUCATION ET DE L’ENSEIGNEMENT (MEES), DU MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L’INCLUSION (MIDI), DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS), DU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC (CIQ), DE LA FÉDÉRATION DES CÉGÉPS AINSI QUE DU BUREAU DE COOPÉRATION INTERUNIVERSITAIRE (BCI).

RAPPELONS QUE L’OFFICE DES PROFESSIONS, DEPUIS 2007, COLLABORE ACTIVEMENT AVEC SES PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX À LA NÉGOCIATION ET À LA MISE EN ŒUVRE DES ENTENTES ET DES ACCORDS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX DE MOBILITÉ VISANT LES PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES PAR LE *CODE DES PROFESSIONS*. IL ASSISTE ÉGALEMENT LES ORDRES PROFESSIONNELS DANS LA NÉGOCIATION D’ENTENTES AVEC LEURS HOMOLOGUES DES AUTRES PROVINCES OU PAYS AINSI QU’À L’ÉGARD DE LA PRÉPARATION DE LA RÉGLEMENTATION DONNANT EFFET À CES ENTENTES ET ACCORDS.

LA RÉALISATION DES TRAVAUX REPOSE SUR LA CUEILLETTE D’INFORMATIONS LA PLUS À JOUR ET LES PLUS DIVERSIFIÉES, SUR LA MISE EN COMMUN DE CES INFORMATIONS ET SUR LEUR ANALYSE CONJOINTE À DES FINS D’IDENTIFICATION DES PROBLÉMATIQUES ET DES PISTES DE SOLUTION POUR LES RÉSOUDRE.

NOTONS AUSSI QUE LE PRÉSIDENT DE L’OFFICE DES PROFESSIONS EST MEMBRE DE LA TABLE DES ORGANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC. SOUS L’ÉGIDE DE LA PRÉSIDENTE DE L’OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR, CETTE TABLE REGROUPE ÉGALEMENT L’AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC.

*CODE DES PROFESSIONS*. IL ASSISTE ÉGALEMENT LES ORDRES PROFESSIONNELS DANS LA NÉGOCIATION D’ENTENTES AVEC LEURS HOMOLOGUES DES AUTRES PROVINCES OU PAYS AINSI QU’À L’ÉGARD DE LA PRÉPARATION DE LA RÉGLEMENTATION DONNANT EFFET À CES ENTENTES ET ACCORDS.



LA RÉALISATION DES TRAVAUX REPOSE SUR LA CUEILLETTE D'INFORMATIONS LA PLUS À JOUR ET LES PLUS DIVERSIFIÉES, SUR LA MISE EN COMMUN DE CES INFORMATIONS ET SUR LEUR ANALYSE CONJOINTE À DES FINS D'IDENTIFICATION DES PROBLÉMATIQUES ET DES PISTES DE SOLUTION POUR LES RÉSOUDRE.

NOTONS AUSSI QUE LE PRÉSIDENT DE L'OFFICE DES PROFESSIONS EST MEMBRES DE LA TABLE DES ORGANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC. SOUS L'ÉGIDE DE LA PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR, CETTE TABLE REGROUPE ÉGALEMENT L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC.

<sup>3</sup> Nom du ministère actuellement.

- P.134**      **POUR LES ANNÉES 2014-2015 ET 2015-2016, INDIQUER:**
- A)** LA LISTE DES EMPLOYÉS DE L'OPOQ ET LEUR RÉMUNÉRATION, EN INDIQUANT LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT;
  - B)** LA LISTE DES PERSONNES ET DES MEMBRES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT;
  - C)** LA LISTE DES PERSONNES ET DES MEMBRES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉS, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT.
- 

**OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC**

VEUILLEZ RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.2.

**P.135 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES DEMANDES D'INTERVENTION ACHEMINÉES À L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES ORDRES PROFESSIONNELS CONCERNÉS, INCLUANT UNE BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRES ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS, ET CE, POUR 2015-2016.**

---

**OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC**

DANS SA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS, L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC S'ENGAGE À LES RENSEIGNER SUR TOUTE QUESTION TOUCHANT LE SYSTÈME PROFESSIONNEL ET À LES ORIENTER DANS LEURS DÉMARCHES POUR OBTENIR LES RÉPONSES À LEURS QUESTIONS OU EXERCER LES RECOURS APPROPRIÉS À LEURS DOLÉANCES. IL ASSURE ÉGALEMENT AUX CITOYENS DES VOIES D'EXPRESSION ET ACCUEILLE LEURS COMMENTAIRES.

LE *CODE DES PROFESSIONS* (CHAPITRE C-26) PRÉVOIT QUE CE SONT LES ORDRES PROFESSIONNELS QUI ONT LE DEVOIR DE CONTRÔLER L'EXERCICE DE LA PROFESSION PAR LEURS MEMBRES, POUR GARANTIR LA COMPÉTENCE ET L'INTÉGRITÉ DE CES DERNIERS, AINSI QUE POUR S'ASSURER DU RESPECT DES RÈGLES DÉONTOLOGIQUES AUXQUELLES ILS SONT ASSUJETTIS. À CETTE FIN, LES ORDRES DOIVENT METTRE À LA DISPOSITION DU PUBLIC LES RECOURS PRÉVUS PAR LA LOI, NOTAMMENT POUR DONNER SUITE AUX DEMANDES D'ENQUÊTE PROVENANT DES CITOYENS QUI CROIENT AVOIR ÉTÉ LÉSÉS PAR UN PROFESSIONNEL AGISSANT DANS LE COURS NORMAL DE L'EXERCICE DE SA PROFESSION.

LE CODE CONSTITUE SPÉCIFIQUEMENT LES INSTANCES HABILITÉES À TRAITER CES RECOURS AU SEIN DES ORDRES EUX-MÊMES. PRÉCISONS QUE L'OFFICE N'APPARAÎT PAS DANS LA CHAÎNE DES RECOURS FORMELS PRÉVUS AU CODE ET N'A DONC PAS AUTORITÉ POUR INFLÉCHIR OU RENSERSEER LES DÉCISIONS DES INSTANCES AUXQUELLES LA LOI A ATTRIBUÉ COMPÉTENCE POUR ENQUÊTER OU JUGER.

AINSI, LE PUBLIC PEUT S'ADRESSER AU SYNDIC, AU COMITÉ DE RÉVISION ET AU CONSEIL DE DISCIPLINE CONSTITUÉ AU SEIN DE CHAQUE ORDRE PROFESSIONNEL. POUR FAIRE APPEL D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DE DISCIPLINE, LE CITOYEN, TOUT COMME LE PROFESSIONNEL, PEUT S'ADRESSER, EN DERNIER RESSORT, AU TRIBUNAL DES PROFESSIONS COMPOSÉ DE JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC. LA DÉCISION EST ALORS DÉFINITIVE.

IL ARRIVE TOUTEFOIS QUE DES PERSONNES S'ADRESSENT À L'OFFICE POUR LUI FAIRE PART DE LEURS COMMENTAIRES OU POUR EXPRIMER LEUR INSATISFACTION, ET SOUVENT ELLES LUI DEMANDENT D'INTERVENIR À PROPOS DES DÉLAIS QUE PRENNENT LES RECOURS EXERCÉS OU À L'ÉGARD D'UNE DÉCISION, RENDUE PAR L'INSTANCE CONCERNÉE, QUI NE LEUR EST PAS FAVORABLE. L'OFFICE REÇOIT CES SIGNALEMENTS ET TRAITE CES DEMANDES D'INTERVENTION EN RESPECTANT LE CADRE LIMITÉ DE SON MANDAT EN CETTE MATIÈRE.

AINSI, L'OFFICE S'APPLIQUE PRINCIPALEMENT À FOURNIR À CES PERSONNES LES RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES À UNE BONNE COMPRÉHENSION DE LEUR SITUATION ET À CANALISER LEURS ACTIONS VERS LES MÉCANISMES APPROPRIÉS MIS À LEUR DISPOSITION PAR LE SYSTÈME PROFESSIONNEL. IL VEILLE ÉGALEMENT À FAVORISER UNE COMMUNICATION UTILE ENTRE LE CITOYEN ET L'ORDRE CONCERNÉ. L'OFFICE N'INTERVIENT DONC PAS QUANT AU FOND, MAIS JOUE PLUTÔT UN RÔLE DE FACILITATEUR, POUR PERMETTRE AUX PERSONNES QUI S'ADRESSENT À LUI D'EXERCER DE LA MANIÈRE LA PLUS EFFICACE POSSIBLE LEURS RECOURS AUPRÈS DES INSTANCES COMPÉTENTES.

DANS LES CAS OÙ UNE INTERVENTION DE LA PART DE L'OFFICE EST INDIQUÉE, CELLE-CI CONSISTE GÉNÉRALEMENT À COMMUNIQUER AVEC L'ORDRE POUR LE SENSIBILISER AU BESOIN D'INFORMATION D'UN CITOYEN, NOTAMMENT DANS LE CAS OÙ UN SYNDIC DÉCIDE DE NE PAS PORTER UNE PLAINTÉ DEVANT LE CONSEIL DE DISCIPLINE OU POUR RAPPELER LES DÉLAIS QUI SONT PRÉVUS AU *CODE DES PROFESSIONS*<sup>1</sup> RELATIFS AU TRAITEMENT D'UNE DEMANDE D'ENQUÊTE. L'OFFICE INFORME ALORS LE CITOYEN DE SON INTERVENTION EN L'INVITANT À LUI SIGNALER LA PERSISTANCE DES DIFFICULTÉS ÉPROUVÉES OU À L'INFORMER DE LA CONCLUSION DE SES DÉMARCHES.

D'UNE MANIÈRE PLUS GÉNÉRALE, L'OFFICE PEUT ADRESSER À L'ORDRE DES COMMENTAIRES OU DES SUGGESTIONS SUR SES FAÇONS DE FAIRE EN VUE D'AMÉLIORER LES SERVICES QU'IL OFFRE AUX CITOYENS ET LUI PROPOSER LA CONDUITE À TENIR OU LES MESURES À PRENDRE POUR ASSURER DE MANIÈRE OPTIMALE LA PROTECTION DU PUBLIC ET L'EFFICACITÉ DES MÉCANISMES PRÉVUES À CET EFFET.

---

<sup>1</sup> IL S'AGIT DES ARTICLES 123, 123.1, 123.4 ET 123.5 DU CODE DES PROFESSIONS (L.R.Q., C-26)

LE TABLEAU SUIVANT FOURNIT QUELQUES DONNÉES INDICATIVES RELATIVES AUX DEMANDES D'INTERVENTION REÇUES À L'OFFICE. NOTONS TOUTEFOIS QUE CES DONNÉES NE CONSTITUENT PAS UN PORTRAIT DE L'APPLICATION DES MÉCANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC AU SEIN DU SYSTÈME PROFESSIONNEL ET NE PERMETTENT PAS D'ÉTABLIR DES COMPARAISONS DE PERFORMANCE ENTRE LES ORDRES.

PÉRIODE DE RÉFÉRENCE	2015-2016 <sup>2</sup>
NOMBRE DE DEMANDES D'INTERVENTION REÇUES	39
NATURE DES DEMANDES :	
BUREAU DU SYNDIC	
• DÉFAUT DE RESPECTER LES DÉLAIS PRESCRITS	2,56 %
• DURÉE DE L'ENQUÊTE	20,50 %
• CONTESTATION DE LA DÉCISIONDE NE PAS PORTER PLAINTÉ AU CONSEIL DE DISCIPLINE	28.20 %
• ABSENCE OU FAIBLESSE DES MOTIFS JUSTIFIANT LA DÉCISIONDE NE PAS PORTER PLAINTÉ	10,26 %
COMITÉ DE RÉVISION	
• DÉFAUT DE RESPECTER LES DÉLAIS PRESCRITS	AUCUNE
• CONTESTATION DE L'AVIS DU COMITÉ	2,56 %
• ABSENCE DE MOTIVATION DE L'AVIS DU COMITÉ	AUCUNE
CONSEIL DE DISCIPLINE	
• MULTIPLICATION DES PROCÉDURES ET DES DÉLAIS	AUCUNE
• CONTESTATION DE LA DÉCISION	5,14 %
CONCILIATION ET ARBITRAGE DES COMPTES	5,14 %
FONDS D'INDEMNISATION ET ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE	AUCUNE
CONSEIL D'ADMINISTRATION - COMITÉ EXÉCUTIF - PRÉSIDENTE	15,38 %
REQUÊTES ADRESSÉES AU MINISTRE	AUCUNE
AUTRES OBJETS DES DEMANDES D'INTERVENTION	10,26 %

DE PLUS, L'OFFICE REÇOIT ET TRAITE CHAQUE ANNÉE DE NOMBREUSES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS RELATIVES AU SYSTÈME PROFESSIONNEL EN GÉNÉRAL ET AUX MÉCANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC QU'IL OFFRE. POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 AU 31 MARS2016, L'OFFICE A REÇU182 COMMENTAIRES ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS AU MOYEN DE SON SITE WEB ET PRÈS DE 1 692 APPELS TÉLÉPHONIQUES À CET ÉGARD.

<sup>2</sup> PÉRIODE DE RÉFÉRENCE COMPRISE ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015 ET LE 31 MARS 2016

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC A ÉMIS UN AVIS DANS LEQUEL IL A FAIT PART DE SES COMMENTAIRES RELATIVEMENT À L'IMPACT DES AMENDEMENTS DU PROJET DE LOI 87 : *LOI FACILITANT LA DIVULGATION D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES DANS LES ORGANISMES PUBLICS* SUR LES ORDRES PROFESSIONNELS. L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROJET DE LOI N°87 EST PRÉVUE À LA DATE DE LA SANCTION DE LA LOI. LE PROJET DE LOI N'EST PAS ENCORE SANCTIONNÉ.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

EN DATE DU 31 MARS 2016, VOICI L'ÉTAT DE LA RÉGLEMENTATION DEPUIS L'ADOPTION DE LA *LOI MODIFIANT LE CODE DES PROFESSIONS CONCERNANT LA DÉLIVRANCE DE PERMIS* (PROJET DE LOI N° 14) SANCTIONNÉE LE 14 JUIN 2006:

TRENTE-HUIT (38) ORDRES PROFESSIONNELS ONT DÉPOSÉ UN RÉGLEMENT POUR DÉTERMINER LES AUTORISATIONS LÉGALES D'EXERCER UNE PROFESSION HORS DU QUÉBEC QUI DONNENT OUVERTURE À UN PERMIS OU À UN CERTIFICAT DE SPÉCIALISTE DE L'ORDRE EN VERTU DE **L'ARTICLE 94 DU CODE DES PROFESSIONS** (RLRQ, CHAPITRE C-26), ET CE, AFIN DE SE CONFORMER AU CHAPITRE 7 SUR LA MOBILITÉ DE LA MAIN D'ŒUVRE DE L'ACCORD SUR LE COMMERCE INTÉRIEUR(ACI).

DE CE NOMBRE, TRENTE-HUIT (38) ORDRES ONT UN RÉGLEMENT QUI EST EN VIGUEUR. IL S'AGIT DES ORDRES SUIVANTS :

- |                                                             |                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - ORDRE DES ACUPUNCTEURS DU QUÉBEC                          | - ORDRE DES OPTICIENS D'ORDONNANCES DU QUÉBEC                                                                 |
| - ORDRE DES ADMINISTRATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC                | - ORDRE DES OPTOMÉTRISTES DU QUÉBEC                                                                           |
| - ORDRE DES AGRONOMES DU QUÉBEC                             | - ORDRE DES ORTHOPHONISTES ET AUDIOLOGISTES DU QUÉBEC                                                         |
| - ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC                           | - ORDRE DES PODIATRES DU QUÉBEC                                                                               |
| - ORDRE DES ARPEUTEURS-GÉOMÈTRES DU QUÉBEC                  | - ORDRE DES PHARMACIENS DU QUÉBEC                                                                             |
| - ORDRE DES AUDIOPROTHÉSISTES DU QUÉBEC                     | - ORDRE PROFESSIONNEL DE LA PHYSIOTHÉRAPIE DU QUÉBEC                                                          |
| - BARREAU DU QUÉBEC                                         | - ORDRE DES PSYCHOLOGUES DU QUÉBEC                                                                            |
| - ORDRE DES CHIMISTES DU QUÉBEC                             | - ORDRE PROFESSIONNEL DES TECHNOLOGISTES MÉDICAUX DU QUÉBEC                                                   |
| - ORDRE DES CHIROPRA TI CI ENS DU QUÉBEC                    | - ORDRE DES TECHNOLOGUES PROFESSIONNELS DU QUÉBEC                                                             |
| - ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC      | - ORDRE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX ET DES THÉRAPEUTES CONJUGAUX ET FAMILIAUX DU QUÉBEC                          |
| - ORDRE DES DENTISTES DU QUÉBEC                             | - ORDRE DES SAGES-FEMMES DU QUÉBEC                                                                            |
| - ORDRE DES DENTUROLOGISTES DU QUÉBEC                       | - ORDRE DES TECHNICIENS ET TECHNICIENNES DENTA I RES DU QUÉBEC                                                |
| - ORDRE PROFESSIONNEL DES DIÉTÉTISTES DU QUÉBEC             | - ORDRE DES TECHNOLOGUES EN IMAGERIE MÉDICALE, EN RADIO-ONCOLOGIE ET EN ÉLECTROPHYSIOLOGIE MÉDICALE DU QUÉBEC |
| - ORDRE DES ERGOTHÉRAPEUTES DU QUÉBEC                       | - ORDRE DES TRADUCTEURS, TERMINOLOGUES ET INTERPRÈTES DU QUÉBEC                                               |
| - ORDRE DES GÉOLOGUES DU QUÉBEC                             | - ORDRE DES URBANISTES DU QUÉBEC                                                                              |
| - ORDRE DES HYGIÉNISTES DENTA I RES DU QUÉBEC               |                                                                                                               |
| - ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC             |                                                                                                               |
| - ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS AUXILIAIRES DU QUÉBEC |                                                                                                               |
| - ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC                            |                                                                                                               |
| - ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC                 |                                                                                                               |
| - ORDRE PROFESSIONNEL DES INHALOTHÉRAPEUTES DU QUÉBEC       |                                                                                                               |
| - COLLÈGE DES MÉDECINS DU QUÉBEC                            |                                                                                                               |
| - ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC                 |                                                                                                               |

NOTONS QUE LES SIX (6) ORDRES PROFESSIONNELS SUIVANTS N'ONT PAS ADOPTÉ DE RÉGLEMENT PUISQU'ILS N'ONT PAS DE VIS-À-VIS DANS LES AUTRES PROVINCES OU TERRITOIRES CANADIENS : L'ORDRE DES CONSEILLERS ET CONSEILLÈRES D'ORIENTATION DU QUÉBEC, L'ORDRE DES PSYCHOÉDUCATEURS ET PSYCHOÉDUCATRICES DU QUÉBEC, LA CHAMBRE DES HUISSIERS DE JUSTICE DU QUÉBEC, LA CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC, L'ORDRE PROFESSIONNEL DES SEXOLOGUES DU QUÉBEC, ET L'ORDRE PROFESSIONNEL DES CRIMINOLOGUES DU QUÉBEC, ORDRE NOUVELLEMENT CRÉÉ EN JUILLET 2015.

DEPUIS NOVEMBRE 2013, L'ONTARIO RÉGLEMENTE LES PROFESSIONNELS EN RESSOURCES HUMAINES, L'ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES ET EN RELATIONS INDUSTRIELLES AGRÉÉS DU QUÉBEC A ÉTÉ INFORMÉ QU'IL DEVRA ADOPTER UN RÉGLEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 94 Q) DU CODE DES PROFESSIONS. EN CE QUI CONCERNE L'ORDRE DES ÉVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC, DEPUIS CETTE ANNÉE, CETTE PROFESSION EST DORÉNAVANT RÉGLEMENTÉE EN SASKATCHEWAN. NOTONS TOUTEFOIS QUE CES DEUX PROFESSIONS SONT VISÉES PAR LES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR L'OFFICE DES PROFESSIONS RELATIFS À LA MODERNISATION DES CHAMPS D'EXERCICES PROFESSIONNEL DU DOMAINE DE L'ADMINISTRATION ET DES AFFAIRES. CONSÉQUEMMENT, IL EST PRÉFÉRABLE QUE LES TRAVAUX MENANT À L'ADOPTION D'UN RÉGLEMENT, ADOPTÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 94 Q) DU CODE DES PROFESSIONS, SOIENT EFFECTUÉS DANS UNE PHASE SUBSÉQUENTE.

FINALEMENT, TROIS (3) ORDRES PROFESSIONNELS ONT UN RÉGLEMENT EN VIGUEUR QUI ÉTABLIT DES PERMIS SPÉCIAUX EN VERTU DE L'ARTICLE 94 R) DU CODE DES PROFESSIONS : LE BARREAU DU QUÉBEC, L'ORDRE DES TECHNOLOGUES EN IMAGERIE MÉDICALE, EN RADIO-ONCOLOGIE ET EN ÉLECTROPHYSIOLOGIE MÉDIALE DU QUÉBEC ET L'ORDRE PROFESSIONNEL DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**P.139** ÉTAT DE SITUATION SUR LA MISE EN OEUVRE DE LA LOI 90, LOI MODIFIANT LE CODE DES PROFESSIONS ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ, ET INDIQUER :

- A. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR L'ARTICLE 37.1 DU CODE DES PROFESSIONS QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER, INDIQUER L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR;
- B. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR L'ARTICLE 12 DE LA LOI DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER, INDIQUER L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR.

---

**OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.



P.140 NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS À LEUR CODE DE DÉONTOLOGIE, EN INDIQUANT À QUELLE ÉTAPE DU PROCESSUS SONT RENDUS CES ORDRES.

---

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**P.141 NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS À LEUR RÉGLEMENTATION POUR L'EXERCICE DE LEURS ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE OU AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ PAR ACTION, EN INDIQUANT À QUELLE ÉTAPE DU PROCESSUS SONT RENDUS CES ORDRES.**

---

**OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.142 NOMBRE DE RÈGLEMENTS OU DE MODIFICATIONS DE RÈGLEMENT ADOPTÉS PAR LES ORDRES, MAIS QUI SONT EN ATTENTE D'UNE DÉCISION DE L'OFFICE DES PROFESSIONS.

---

**OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.143 NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, DEPUIS 2009-2010 ET JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI :

- A. EFFECTUÉES À LA SUITE D’UNE PLAINTÉ;
- B. EFFECTUÉES DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE;

INDIQUER, POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI :

- A. L’OBJET DE LA POURSUITE;
- B. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE;
- C. LES SUITES ACCORDÉES;

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AU COURS DE L'ANNÉE 2015-2016, ONZE (11) CONSTATS D'INFRACTION ONT ÉTÉ DÉLIVRÉS PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES EN REGARD DE QUATRE (4) DOSSIERS RELATIFS À LA *LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME* (L.R.Q., c. T-11.011) TRANSMIS PAR LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME. LE TABLEAU SUIVANT PRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS PAR ARTICLE DE LOI SELON L'ANNÉE DE DÉLIVRANCE.

NOMBRE DE CONSTATS PAR ARTICLE DE LOI SELON L'ANNÉE DE DÉLIVRANCE

	2015-2016
ARTICLE 8	1
ARTICLE 15	1
ARTICLE 25	9
Total	11

**ARTICLE 8 :** TOUT LOBBYISTE VISÉ PAR LA PRÉSENTE LOI DOIT ÊTRE INSCRIT SUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES CONFORMÉMENT AUX RÈGLES DE LA PRÉSENTE SECTION.

L'INSCRIPTION EST FAITE, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE-CONSEIL, PAR LE LOBBYISTE LUI-MÊME ET, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE D'ENTREPRISE OU D'UN LOBBYISTE D'ORGANISATION, PAR LE PLUS HAUT DIRIGEANT DE L'ENTREPRISE OU DU GROUPEMENT POUR LE COMPTE DUQUEL LE LOBBYISTE EXERCE SES ACTIVITÉS.

**ARTICLE 15 :** TOUT CHANGEMENT AU CONTENU DE LA DÉCLARATION RELATIVE À UN LOBBYISTE, Y COMPRIS CELUI RÉSULTANT DE LA FIN DE SON ENGAGEMENT ET CELUI RÉSULTANT DE L'EXERCICE DE NOUVELLES ACTIVITÉS DE LOBBYISME, DOIT, AU PLUS TARD LE TRENTIÈME JOUR SUIVANT LE CHANGEMENT, FAIRE L'OBJET D'UN AVIS DE MODIFICATION PRÉSENTÉ AU REGISTRE.

**ARTICLE 25 :** NUL NE PEUT EXERCER DES ACTIVITÉS DE LOBBYISME AUPRÈS D'UN TITULAIRE D'UNE CHARGE PUBLIQUE S'IL N'EST INSCRIT SUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES RELATIVEMENT À CES ACTIVITÉS.

---

**MINISTÈRE**

---

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’EXERCICE DE L’ÉTUDE DES CRÉDITS.